

LIRE PAGE 42  
L'ARTICLE DE J. SCHWOEBEN

• Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

Algeria, 1 m.; Marok, 1.50 m.; Tunisie, 100 m.  
 Allemagne, 7 m.; Autriche, 10 sch.; Belgique,  
 13 m.; Canada, 5 m.; Danemark, 3 m.  
 Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce,  
 18 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 300 L.; Liban, 125 p.  
 Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2.75 kr.; Pays-Bas,  
 1 gld.; Portugal, 12.00 esc.; Suède, 2.25 kr.  
 Suisse, 1 fr.; Tchécoslovaquie, 10 s. din.

5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS - CEDEX 08  
Tél. : 246-72-23  
Télex Paris n° 630672

chaque volume 120 F **FLAMMARION**

sitions à ce point kilométriques, se transportent pas aisément. Or, pallier l'inconvénient en présentant des projets et d'esquisse. En insistant sur la diversité de la nature et du peintre, en ne négligeant pas certains morceaux « mineurs » (paysages, portails, natures mortes caricatures) qui nous montrent l'homme beaucoup plus sensible divers qu'on ne le croit en général. Le tout est présenté de façon alerte et bénéficié d'un catalogue généreusement documenté que l'on ne s'ennuie pas, un instant, que l'on peut parler de réduction sans risquer de sortir de l'exposition on soit le cas de Puvion, du type de culture qu'il résume et de l'influence, caprice qu'il exerce sur les jeunes peintres de la fin du siècle.

# EUROPE

LA RÉUNION DU CONSEIL DES NEUF A LA HAYE

## L'odyssée d'un rapport torpillé

Au « sommet » de Paris du 21 octobre 1972, les neuf chefs de gouvernement de la Communauté se donnaient comme objectif majeur de transformer, avant la fin de l'actuelle décennie (...), l'ensemble des relations des États membres en une union européenne. Après quoi ils priaient les institutions de la Communauté d'élaborer un « rapport » sur la question, comme s'ils voulaient se faire expliquer ce qu'ils avaient voulu dire.

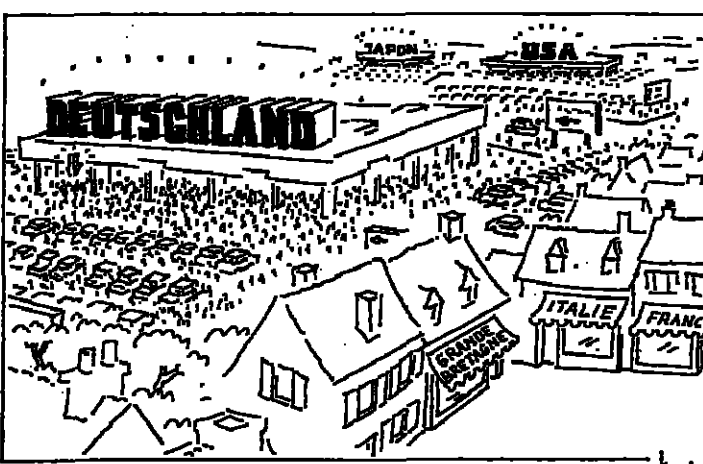
Le 10 décembre 1974, au cours d'un autre « sommet » à Paris, les Neuf constatèrent que « le processus de transformation des relations entre les États membres, conformément aux décisions prises en octobre 1972 (...) a déjà commencé », ce qui relevait de la méthode Coué. Ils estimaient en outre « opportun » de se mettre d'accord « au plus tôt » sur une conception d'ensemble de l'union européenne ». Il n'était que temps, en effet, ils demandaient donc aux institutions de déposer sans tarder leurs rapports et chargèrent M. Tindemans de présenter, avant la fin de 1975, un rapport sur ces rapports après avoir consulté les gouvernements et les milieux représentatifs de la Communauté.

Le premier ministre belge se mit au travail avec zèle. Il se rendit dans toutes les capitales, sollicita tous les concours (seul M. Marchais refusa de le rencontrer) et acheva son travail dans le délai prescrit, le 29 décembre dernier. Les neuf chefs de gouvernement prirent le temps de la réflexion, puis confièrent les sollicitudes à quatre rédacteurs par M. Tindemans aux ministères des affaires étrangères, qui se mirent sans plus attendre à le déchiffrer à belles dents. Même le ministre néerlandais, pourtant si « européen », assista à la cure — si l'on en croit les Belges — sans faire un geste pour sauver l'œuvre d'un Bénédiction éminent. Allait-on charger les ministères de faire un rapport sur ce qui restait d'un rapport sur des rapports ? La tentation était grande et bien dans la tradition européenne. Les neuf chefs de gouvernement y résistèrent cependant, craignant moins de s'exposer au ridicule que de mettre en évidence le fiasco d'une tentative si fièrement clouée au départ.

### Les bonnes résolutions

Ce lundi à La Haye, les Neuf se contentèrent d'écouter un exposé court et du ministre néerlandais Van Der Stoep, au nom de ses collègues. Puis on adopta un texte anodin. M. Tindemans sera complétement et son travail jugé plein d'intérêt. On affichera une fois de plus de bonnes résolutions. On proclamera l'intention de renforcer la solidarité communautaire et de faire de toute urgence l'union économique et monétaire. Et on rangera dans un placard le rapport Tindemans... à moins que quelqu'un ne se fâche. M. Tindemans, par exemple, qui menace, dit-on, de « démissionner toute responsabilité » dans l'odyssée de cette aventure. Il vient

● **Précision.** — La disparition d'un fragment de phrase a fait écrire dans le Monde du 30 novembre, que « le dialogue entre Flamands et francophones de Belgique s'était ouvert au château de Ham, à Steenokkerzeel ». Il faut lire que « le dialogue entamé au château de Ham » s'était ouvert. Les interlocuteurs des différents partis poursuivirent leurs discussions dans la capitale et non à Steenokkerzeel. La prochaine réunion est prévue pour le mardi 30 novembre.



(Dessin de KONE.)

en tout cas d'écrire à ses huit collègues pour leur demander instamment de prendre des « décisions concrètes », ce qui lui paraît encore possible.

Le rapport Tindemans méritait-il cette indignité ? Peut-on reprocher au premier ministre belge d'exprimer entre les lignes une propension bénevolescente à prendre les désirs européens pour des réalités ? Tout au plus aurait-il pu éviter quelques maladresses. Ecrite que l'élection du Parlement européen au suffrage direct « se traduira (...) par l'extension d'une fonction législative » (qui ne figure pas dans les traités), c'était agiter bien inutilement un chiffon rouge.

Pourtant, M. Tindemans a eu le mérite de mettre en évidence quelques difficultés réelles de la construction européenne. Evocations pour mémoire la règle de la majorité. Le premier ministre belge a réclamé son extension à la politique étrangère — ce que les gouvernements français et britannique ont rejeté — alors qu'elle n'est même pas appliquée aux problèmes quotidiens diplomatiques. Le général de Gaulle y avait pourtant souscrit implicitement, pour ce domaine limité, dans l'« arrangement de Luxembourg » de 1960, et le président Giscard d'Estaing, très explicitement, au « sommet » de 1974. Comment les Neuf pourraient-ils déterminer à la majorité une politique européenne au Proche-Orient, par exemple, alors qu'ils n'ont pas accepté de fixer par cette même procédure une heure d'été commune ?

M. Tindemans proposait aussi (sans employer le mot) que le président de la Commission soit investi et sa déclaration de politique générale « confirmée » par l'Assemblée européenne. Là encore, Paris et Londres ont refusé un refus, arguant que cette novation serait génératrice de conflits entre la Commission, d'une part, dépendant de l'Assemblée européenne, le Conseil de la Communauté, d'autre part, formé de représentants des gouvernements et seul détenteur aujourd'hui d'un pouvoir exécutif réel. M. Tindemans n'a pas obtenu non plus, comme il le proposait, que le président de la Commission désigne les membres de celle-ci. Du moins, l'ancien ministre britannique, Jenkins, qui présidera, le 1<sup>er</sup> janvier, le Conseil européen, a-t-il été officiellement choisi assez tôt pour lui permettre de s'entretenir avec les souverainetés de la composition de la Commission, avant qu'elle soit formellement nommée. C'est peu, mais ce sera sans doute tout ce qui passera dans les faits de l'esprit du « rapport Tindemans ».

On peut craindre, en effet, que rien ne reste de la plus originale contribution du premier ministre

belge à une relance de la Communauté. Les États, qui sont en mesure de progresser, ont le devoir d'aller de l'avant », a écrit M. Tindemans ; les États qui ont des motifs reconnus comme « objectivement valables » de ne pas progresser ne le font pas, a-t-il ajouté. Remarques de bon sens : l'Europe n'a jamais progressé — qu'à plusieurs vitesses. N'a pas empêché la formation du Benelux ; ce dernier groupement, pas plus que la coopération franco-allemande, n'a freiné l'Europe à six. Sans l'Europe à six, il n'y aurait jamais eu d'Europe à neuf et le « serpent » monétaire, présentement germano-bénédictin, est une forme embryonnaire, mais effective de l'union monétaire européenne tant souhaitée.

Il est tout à fait certain, que si la Communauté a ne peut progresser qu'à la vitesse qui convient au plus faible des États membres, elle ne progresse plus du tout et que son « élargissement » à de nouveaux membres n'aura d'autre effet que de renforcer l'immobilisme. Or la suggestion de M. Tindemans — à partir de laquelle toutes sortes de variantes ont été imaginées — Europe à deux vitesses, Europe à la carte, etc. — a suscité une telle levée de bouilliers que son auteur l'a pratiquement reniée et que les ministères des affaires étrangères n'en ont pas discuté.

Plus de quatre ans ont passé depuis que les Neuf ont décidé de faire l'Union européenne. Il leur reste trois ans et six mois pour atteindre leur « objectif majeur ».

MAURICE DELARUE

## « L'HUMANITÉ » : l'élection du Parlement européen, un piège redoutable.

Sous ce titre, l'Humanité réaffirme l'opposition du parti communiste français à l'élection du Parlement européen au suffrage universel. « S'agit-il de renforcer le contrôle démocratique en Europe », interroge l'organe du P.C.F. Un tel souci de la part de Giscard d'Estaing, qui tient dans le plus souverain mépris le Parlement français, paraît bien déplacé. Mais si tel était le but, les communistes sont naturellement des partisans résolu du suffrage universel par principe. Naturellement ce principe ne prendrait toute sa valeur qu'en un modèle de représentation proportionnelle.

En réalité, estime l'Humanité, les « promoteurs » du projet ne se cachent pas de vouloir étendre par ce biais les pouvoirs de l'Assemblée européenne, de lui conférer une « autorité politique nouvelle », et cela au détriment des parlements nationaux. Ainsi le peuple français, et ses élus, pourraient se voir dénier leur mandat, sur des questions d'intérêt vital, par une majorité étrangère, et de surcroît, réactionnaire.

« Dès à présent s'échouant en prévision de ces élections, des mécanismes inquiétants. Déjà des « partis européens » dotés de programmes « européens », c'est-à-dire, en fait, des partis de l'étranger, se constituent. Déjà un budget a été adopté par les instances européennes en vue de subventionner de l'étranger, l'activité des partis politiques en Europe. L'entreprise qui conduit mécaniquement à la supranationalité, on le voit, se met en place. Dans cette voie, le parti communiste français, avec l'élection du Parlement européen, le piège est gros ».

Les députés communistes, conclut l'Humanité, continueront, en tout état de cause, à faire entendre la voix des travailleurs de la France. Mais « ils ne toléreront pas qu'un organisme étranger vienne à se substituer à l'organe de notre pays, [et] impose des orientations contraires à l'intérêt national (...) ».

● **Contrairement à ce que nous avons annoncé dans le Monde** du 26-29 novembre, Sir Christopher Soames, vice-président britannique de la Commission européenne, n'accompagnera pas le ministre néerlandais des Affaires étrangères, M. Van der Stoep, les 1<sup>er</sup> et 2 décembre en Yougoslavie. Il est en effet souffrant. Il devra partir dans quelques semaines une opération cardiaque.

### Grande-Bretagne

#### A Trafalgar Square

## Près de vingt mille personnes ont participé à la manifestation du Mouvement des femmes pour la paix

De notre envoyé spécial

Londres. — Quinze à vingt mille personnes ont participé, samedi 27 novembre à Londres, à une manifestation organisée par le Mouvement des femmes pour la paix en Irlande du Nord. Pour la première fois depuis quatre ans, l'interdiction de tout rassemblement pour l'Ulster avait été levée dans la capitale britannique. Trafalgar Square n'était pas assez grande pour contenir tous les participants, et nombreux étaient ceux qui avaient pris place aux alentours. Une centaine de membres d'organisations pacifistes dont le Mouvement pour le départ des troupes d'Irlande du Nord — et des supporters de l'IRA provisoire ont bruyamment manifesté pendant toute la réunion. Ils reprochent au Peace people son apolitisme et son acceptation du statu quo actuel en Ulster. « La police avait mis en place un important service d'ordre, mais il n'y eut aucun incident sérieux. En apportant son message de réconciliation dans la capitale britannique, le Mouvement de la paix achevait la première phase de son entreprise : les meetings hebdomadaires en Ulster et en métropole. La deuxième phase débute, en janvier, avec une série de conférences.

Au pied de la statue de Nelson, l'archevêque de Canterbury, et celui de Westminster, le cardinal Hume (chef de l'Eglise catholique d'Angleterre) ont réuni ensemble le Notre Père. A leurs côtés se tenaient Mme Jane Ewart-Slugs, femme de l'ambassadeur britannique à Dublin, assassiné par l'IRA provisoire en juillet dernier, et Joan Baez, la chanteuse pacifiste américaine. Le thème de la non-violence mondiale, sous-jacent dans les déclarations du Mouvement pour la paix, est ignoré de la presse britannique, qui s'efforce de maintenir le mythe d'une organisation féministe, provinciale et dépourvue d'idées sérieuses. Elle applaudit au projet de réconciliation des protestants et des catholiques,

envisage avec prudence la réconciliation de l'Ulster et de la Grande-Bretagne, mais que deux femmes ordinaires et un journaliste représentant le flambeau pacifiste pour éclairer le monde lui paraît extravagant.

En trois mois, le Mouvement a cependant acquis un appui international. A Trafalgar Square, il y avait des délégations américaines, norvégiennes, suédoises, allemandes, hollandaises et françaises. Ce soutien n'est pas uniquement moral : Peace people aura un demi-million de livres sterling en banque lorsqu'il recevra, la semaine prochaine, le prix de la Paix, créé par la presse norvégienne.

Les manifestations, qui ont eu lieu chaque week-end depuis trois mois, sont le résultat d'un travail de chaque jour, au niveau des quartiers et des villages, où protestants et catholiques se rencontrent pour discuter. Le Mouvement a un bureau, mais pas encore vraiment de structures. Son bi-mensuel, Peace by peace, se vend à plus de trois mille exemplaires. Avec l'argent qu'il collecte, le Mouvement veut construire des aires de jeux pour les enfants des ghettos, et des usines dans les zones de chômage endémique comme à Strabane, dans le comté de Tyrone.

En Ulster comme en métropole, on se pose des questions sur l'avenir du Peace people. La violence n'a pas vraiment diminué depuis leur première manifestation, le 10 août dernier, et la masse de leurs supporters n'est pas jeune. L'IRA provisoire rejette leur plan. Pourront-ils garder leurs enthousiasmes, gagner la confiance des organisations paramilitaires ? L'IRA officielle, de tendance marxiste, et l'UDA, la principale organisation activiste protestante, considèrent cependant avec intérêt cette « intrusion » dans la vie politique de la province.

RICHARD DEUTSCH.

## La première « conférence socialiste de la Méditerranée » s'est réunie à Barcelone

De notre envoyé spécial

Barcelone. — Une « conférence socialiste de la Méditerranée » s'est réunie à Barcelone les 26, 27 et 28 novembre. Tout en se défendant de vouloir faire pièce à la réunion de la deuxième internationale à Genève et en attribuant au hasard la coïncidence des dates, les organisateurs, le parti socialiste d'Espagne, la Fédération des partis socialistes d'Espagne, le parti travailliste de Malte et l'union socialiste arabe de Libye, se sont déclarés « confiants dans l'avenir de cette nouvelle « internationale socialiste ».

Dans un communiqué approuvé par l'ensemble des dix-neuf délégations présentes (1), les participants ont décidé de réunir une deuxième conférence à Malte, au cours de l'été 1977, et d'installer un secrétariat en Libye.

D'ici là, certaines délégations, notamment les Algériens, ont formulé l'espoir que des commissions ou des groupes d'étude seront créés pour mieux préparer la deuxième conférence. Faute, en effet, d'une telle préparation, les débats de Barcelone n'ont guère que de très loin le plan prévu, et qui consistait à étudier les moyens de promouvoir le socialisme en Méditerranée.

Beaucoup d'orateurs mirent en garde la conférence contre la difficulté d'établir un modèle socialiste arabe de Libye ou au F.L.N. d'Algérie, partis au pouvoir, d'une part, et des formations telles que le parti socialiste popu-

laire espagnol, qui est encore illégal.

La prudence a été grande tout au long des débats. C'est à peine si un ou deux orateurs libanais ou palestiniens se permirent de faire une allusion voilée à l'intervention syrienne au Liban. Il est vrai qu'une forte délégation de Damas, menée par M. Fouad Sayagh, chargé des relations extérieures du parti Baas syrien, volait au grain. Même les représentants du parti frère et ennemi, le baas irakien, ne se départirent pas de cette réserve.

La reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien a néanmoins constitué l'un des deux points d'accord préliminaires par le communiqué final. Toutefois, sur les méthodes, la conférence est restée évasive.

ROLAND DELCOUR.

(1) Union socialiste arabe de Libye, parti socialiste populaire algérien (P.S.P.), Fédération des partis socialistes d'Espagne (F.P.S.), parti socialiste espagnol (P.S.E.), parti socialiste de Portugal (P.S.), Union socialiste arabe de Syrie, parti socialiste de Tunisie (P.S.T.), parti socialiste italien (P.S.I.), Union socialiste arabe d'Irak, parti national social du Liban, Union socialiste arabe marocaine du Rif, parti travailliste de Malte, Union socialiste des forces progressistes (U.S.F.P.), G.L.P., F.S.U. (France), P.L.N. (Algérie), parti socialiste de Grèce (P.S.G.), parti socialiste chrétien (P.S.C.), parti populaire de Mauritanie.

### A PARIS

## Les communistes italiens participent aux travaux de l'Union de l'Europe occidentale

L'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (1) tient à Paris, ce lundi 29 novembre et jusqu'à jeudi, une session marquée par l'« ouverture au Sud ».

Pour la première fois, les communistes font une entrée en force dans la seule assemblée européenne officiellement compétente en matière de défense. Aux trois communistes de la représentation française (deux titulaires, un suppléant), qui participent directement aux travaux de l'Assemblée depuis deux ans, se sont ajoutés onze communistes de la représentation italienne (six titulaires, dont une des vedettes du P.C.I. M. Sergio Segre, spécialiste des affaires internationales, et cinq suppléants). Les communistes pourront ainsi former un groupe parlementaire, ce qui leur permettra de participer aux travaux des commissions.

D'autre part, un observateur espagnol, M. José Luis Messia (observateur au Conseil de l'Eu-

rope), a été invité à assister aux débats. Enfin, l'Assemblée, qui discutera notamment des problèmes méditerranéens, entendra des interventions de M. Stavropoulos, secrétaire d'Etat grec aux affaires étrangères, et de Spyridou, vice-président du conseil grec. Un projet de recommandation adopté par la commission des affaires générales estime « indispensable d'associer dès maintenant la Grèce et la Turquie à l'examen des problèmes touchant la sécurité et à la construction européenne », et invite les gouvernements grec et turc à participer aux travaux du comité permanent des armements de l'U.E.O.

La session devait être ouverte lundi après-midi par M. Taittinger, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

(1) Créé en 1955 pour encadrer le réarmement allemand, l'U.E.O. regroupe l'Allemagne fédérale, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Luxembourg et les Pays-Bas.

### Finlande

## Les sociaux-démocrates nordiques ont mis au point un programme de coopération

De notre correspondant

Helsinki. — Les représentants des organisations politiques et syndicales social-démocrates des cinq pays scandinaves se sont réunis les 24 et 25 novembre à Helsinki pour coordonner leur action. Parmi les cent-soixante participants figuraient M. Palme (Suède), le premier ministre norvégien, M. Nordli, M. Grönvall, président du parti social-démocrate d'Islande, et M. Sores, président du parti social-démocrate finlandais. Le premier ministre danois, M. Jørgensen, retenu par la grève des chauffeurs de camions-détachés, était représenté par le secrétaire général de son parti, M. Christensen.

Pour la première fois dans l'histoire de la coopération scandinave, un véritable programme commun de la social-démocratie nordique a été mis au point au cours des deux journées du congrès. Il vise à l'établissement d'un « socialisme démocratique » offrant une alternative tant au capitalisme libéral qu'au socialisme centralisé d'Etat. L'objectif est d'organiser (...) un système de production qui ne soit pas ni par l'objectif du profit pur, mais qui respecte les besoins de l'homme.

La ligne d'action proposée est une politique active de réformes visant à accroître le bien-être et le pouvoir des travailleurs dans l'entreprise, à assurer une utilisation rationnelle des ressources naturelles, à limiter l'influence des sociétés multinationales et à garantir un travail à tous. Le projet de programme, qui doit être approuvé officiellement dans les mois qui viennent, souligne la nécessité d'approfondir la coopération entre les pays scandinaves dans le domaine de l'énergie et de l'industrie. La Norvège, seul pays exportateur d'énergie, a rappelé que des négociations étaient en cours avec la Suède et qu'elles venaient de commencer avec le Danemark. Mais N. Nordli est resté prudent : « Il faudra des années avant de passer à une coopération industrielle effective », a-t-il dit.

Un appel a été lancé indirectement aux pays les plus prospères

(Suède et Norvège), pour aider ceux qui ont des difficultés : la Finlande et le Danemark. Mais les renais récents des sociaux-démocrates à Stockholm et à Helsinki, et les difficultés qu'ils éprouvent à Copenhague rendent ses efforts incertains.

GILLES GERMAIN.

### Pologne

## LES ÉVÊQUES DÉPLORENT QU'« UNE LUTTE SANS MERCI SE POURSUIVRE CONTRE L'ÉGLISE ET LA FOI »

Varsovie (A.F.P.). — Dans une lettre pastorale lue en chaire dimanche 28 novembre, dans toutes les églises, les évêques polonais déplorent que « la foi catholique soit constamment menacée » en Pologne, où, soulignent-ils, « le programme catholique de la jeunesse tend de plus en plus à dégénérer ».

« A première vue, lit-on dans le document, il semble que l'absence de l'Église se rencontre avec une certaine difficulté, puisque tout le monde aspire à la normalisation [des relations Église-Etat]. En réalité, une lutte haineuse et sans merci est poursuivie en Pologne contre l'Église et la foi en Dieu. Les évêques reprochent aux autorités de « violer la liberté de conscience » en poursuivant une « lutte hostile contre la religion et les croyants ». « Il est douloureux de constater, indiquent-ils, que les fidèles sont constamment discriminés et que certains emplois, les postes de responsabilité en particulier, sont uniquement réservés aux non-croyants et aux non-pratiquants (...). Certains établissements d'enseignement vont jusqu'à demander aux candidats qu'ils présentent des déclarations attestant qu'ils ne sont pas croyants. »

La lettre demande aux fidèles d'être « vigilants » et d'afficher sans crainte et ouvertement leur appartenance à l'Église.

Pour donner l'heure ou pour l'offrir...

**LANCEL**  
le savoir-choisir

مكتبة الامم المتحدة



# EUROPE

## LE CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE A GENÈVE

### La délégation française a critiqué la « médiocrité » de certaines résolutions

Genève. — Plus que les discours formels prononcés à la tribune, ou les résolutions politiques souvent vidées de toute substance par les contradictions des partis membres (1), le congrès de l'Internationale socialiste, qui s'est tenu à Genève du 26 au 28 novembre, a surtout été un lieu privilégié pour les prises de contact et les tête-à-tête.

M. Carlos Andres Peres, président du Venezuela, arrivé dimanche matin, pouvait expliquer qu'en vingt-quatre heures il avait rencontré plus de chefs d'Etat et de gouvernements que durant trois semaines de séjour en Europe. M. Rabin, en s'entretenant avec M. Senghor, permettait à Israël de renouer un contact avec l'Afrique noire. Le premier ministre israélien a aussi rencontré MM. Gonzalez et Soares, et a notamment évoqué avec eux le problème de l'établissement des relations diplomatiques entre son pays et les deux Etats de la péninsule ibérique.

En ce qui concerne les Arabes, le bureau de l'Internationale n'a pas retenu d'amendements en leur faveur déposés par Malte et le Sénégal, mais un processus est en route qui devrait, à terme, leur permettre d'être associés aux travaux de l'organisation socialiste. Les Autrichiens ont débattu un projet d'alliance socialiste mondiale qui pourrait servir de cadre à une telle association. Si des pays comme la Syrie et l'Egypte ont suivi avec constance les travaux du congrès, c'est notamment parce qu'ils sont convaincus que la pression européenne est nécessaire pour qu'une solution se dégage au Proche-Orient et que cette pression, en l'état actuel des choses, ne peut être que celle que la social-démocratie.

#### De notre envoyé spécial

pourra jamais renier sa foi légitime. Le vrai problème, a-t-il ajouté, c'est de savoir ce que fera l'Union soviétique si le P.C. israélien était associé au pouvoir. Ferait-elle comme en Hongrie et en Tchécoslovaquie ? a-t-il demandé avant de vanter les mérites de l'alliance atlantique.

Sur ce problème des rapports avec l'Union soviétique, le bureau de l'Internationale socialiste a, sous la pression des Britanniques, cherché à faire preuve de bonne volonté en réduisant la place traditionnelle occupée dans ces instances par les partis socialistes d'Europe de l'Est en exil. Ces partis ont été regroupés dans une union socialiste d'Europe de l'Est qui a le statut de membre associé à l'Internationale.

Samedi, la discussion sur « un nouvel ordre économique mondial » a permis quelques passes d'armes, surtout après le discours du chancelier allemand, M. Schmidt. Son plaidoyer en faveur de la priorité à accorder à la lutte contre l'inflation et sa mise en garde contre les facilités de l'idéologie, s'il ont été approuvés par Mme Judith Hart (Grande-Bretagne), n'ont pas été, dans l'ensemble, très bien accueillis. M. Krelsky, chancelier autri-

chien, est notamment monté à la tribune pour répondre que l'inflation n'est pas la cause de tous les maux mais l'indicateur d'un état de fait. Il a souligné que parmi les causes de désordre figurait aussi la dévaluation du dollar.

M. Rognon, le nouveau secrétaire général du S.P.D., s'est senti obligé de défendre le chancelier qui avait quitté Genève dès vendredi soir et de répondre aux critiques.

M. Rocard, membre du secrétariat national du parti socialiste français, a provoqué une surprise certaine en proclamant clairement à la tribune que la solution du congrès était « médiocre » et relevait plus d'un « compromis décevant » que de la synthèse. Il a listé de réfléchir sur l'insécurité des échanges entre pays industriels et pays du tiers-monde sur le rôle des sociétés multinationales et le processus d'industrialisation. Sur le financement d'une production alimentaire en direction des pays sous-développés et sur la nécessité d'une démocratisation du pouvoir monétaire, « l'Internationale socialiste », a-t-il conclu, sera jugée sur sa capacité à répondre à ces questions, et c'est pour le jugement ne soit lourd.

### « L'HUMANITÉ » : aucun congressiste n'a envisagé d'actions avec les communistes.

Rendant compte des débats du congrès de l'Internationale socialiste, l'Humanité regrette que « les expériences unitaires en cours en France ou dans d'autres pays occidentaux » — entre socialistes et communistes — n'aient pas été exposées. Pourtant, précise l'envoyé spécial du quotidien communiste, « aucune des formules d'action commune qui existent déjà n'a été condamnée, et cela n'est pas négligeable ». L'intervention du chancelier Helmut Schmidt a eu le mérite de faire mesurer, sur quelques points capitaux, par quelques paroles et les actes (...).

L'envoyé spécial de l'Humanité conclut en ces termes : « Quand on a entendu François Mitterrand dresser un catalogue de tous les droits de l'homme et du citoyen, quand on a en vue les propositions formulées par vingt-deuxième congrès du P.C.P., on peut se demander pourquoi l'idée n'est venue à aucun congressiste d'envisager des actions communes avec ces thèmes ou sur d'autres avec les communistes. Sont-ce parce que certains de ces droits et libertés sont bafoués par plusieurs gouvernements dirigés par des sociaux-démocrates ? »

“Ouvrons ce livre, lisons-le. On ne peut pas s'en détacher: il est admirable.”

Jacques Siclier  
Le Monde

## Portugal

### Les difficultés économiques provoquent un regain d'agitation sociale

#### M. SOARES : Lisbonne doit avoir des rapports avec tous les pays.

(De notre envoyé spécial.)

Genève. — Au cours d'une conférence de presse en marge du congrès de l'Internationale socialiste, M. Soares, premier ministre du Portugal, a déclaré, vendredi 26 novembre, à la suite d'une rencontre avec M. Rabin, premier ministre israélien, que le Portugal « doit avoir des rapports avec tous les pays, indépendamment des régimes. L'ouverture s'effectuera donc au moment jugé opportun par les deux parties ».

Parlant de la situation au Portugal, il a déclaré : « Nous n'avons pas admis que le régime soit Prague, mais nous n'allons pas non plus devenir le Chili de l'Europe. Un coup d'Etat militaire fasciste serait possible et le pouvoir serait exercé par une classe ouvrière et aux syndicats qu'il convient d'adopter une attitude responsable ».

A propos de son prochain voyage au Brésil, il a indiqué qu'il discuterait notamment de l'installation, dans ce pays, d'une partie des sept mille réfugiés portugais d'Angola. Il est prévu de discuter de l'installation d'un port franc au Portugal et d'un autre au Brésil pour faciliter les relations commerciales entre les deux pays.

A propos de sa récente rencontre avec le premier ministre espagnol, M. Soares, qui s'est entretenu à Genève avec le secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol, M. Felipe Gonzalez, a déclaré : « L'Espagne est dans une situation pré-démocratique. Nous avons connu cette situation au Portugal. Nous respectons les règles de non-ingérence. Mais il est vrai que les pas accomplis dans le sens de la démocratie sont très encourageants. Il ne nous appartient pas de jouer les intermédiaires entre les Espagnols et le Portugal. En ce qui concerne les relations entre le Portugal et l'Espagne, le pacte ibérique est dépassé, et nous cherchons un nouvel instrument diplomatique ».

Lisbonne (A.F.P.). — A quinze jours du scrutin qui constitue les élections locales du 12 décembre, le gouvernement socialiste de M. Soares se trouve contesté sur trois fronts : la politique économique et sociale, le régime agraire et les universités.

Samedi 27 novembre, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont protesté à Lisbonne, à Porto et à Coimbra contre la politique « anti-ouvrière » du gouvernement et la « récupération capitaliste » qu'elles accusent de pratiquer.

Mais c'est sur le terrain de la réforme agraire, en particulier au cœur de l'Alentejo, que la situation est la plus délicate. Le Syndicat des travailleurs agricoles de cette province proteste contre la restitution aux anciens propriétaires d'une partie de leurs terres alors que les expropriations de grande dimension sont interrompues. Au cours du week-end, des ouvriers de la culture industrielle de Lisbonne se sont rendus dans la région pour participer à la cueillette des olives.

Dans les universités, d'autre part, notamment à Lisbonne, à Porto et à Coimbra, la plupart des conseils de direction des facultés ont démissionné en signe de protestation contre un décret-loi sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur, qu'ils accusent de porter atteinte aux principes de l'autonomie universitaire.

Sur le plan économique, enfin, la situation de la balance commerciale s'est encore détériorée.

A ces difficultés qu'affronte le gouvernement s'ajoutent des problèmes internes au P.S. La formation de M. Soares avait été décidée à aller jusqu'au bout pour dissuader son allié radical. Cinq nouveaux militants — soit dix au total — ont été suspendus pendant quelques jours. Ces mesures touchent en particulier plusieurs membres de la commission nationale et deux députés.

## AMÉRIQUES

### Tension entre le Chili et le Pérou à propos de l'accès de la Bolivie à la mer

De notre correspondant

Lima. — Le ton monte entre le Pérou et le Chili à propos de l'éventuelle session à la Bolivie d'une ouverture sur l'océan Pacifique. Vendredi 26 novembre, les deux pays ont échangé des notes extrêmement sèches, alors que jusqu'à présent ils s'efforçaient de régler cette affaire avec modération.

Il y a une semaine, le Pérou, consulté par son voisin méridional, avait proposé de régler le problème de l'accès de la Bolivie à la mer en créant une zone de « souveraineté partagée » entre les trois pays, au nord d'Arica, la ville la plus septentrionale du Chili (le Monde du 23 novembre). C'était une contre-proposition, car le gouvernement du général Pinochet avait d'abord proposé d'octroyer à la Bolivie un « corridor » dans la région.

La réponse de Santiago a été renvoyée le 26, à l'ambassade du Pérou au Chili. La position péruvienne, affirme le texte, « s'impose dans des matières relevant de l'exclusivité souveraineté nationale (du Chili), et qui n'ont pas de rapport avec les termes généraux de la négociation entre le Chili et la Bolivie ». Le gouvernement de Santiago refuse donc de prendre en considération la proposition péruvienne.

Quelques heures plus tard Lima réagissait. « Pour la chancellerie péruvienne, dit le texte, il est difficile de comprendre et d'admettre que l'on n'accepte pas sa réponse, sans qu'il y ait eu dialogue préalable entre les ministères des affaires étrangères ». L'impasse apparaît ainsi totale. Le Pérou considère que la première proposition chilienne de création d'un « corridor » entraînerait une modification de la « géographie politique » de la région. Il se considère donc en droit de demander lui-même certains changements au statut de la zone. Pour Santiago, au contraire, la souveraineté chilienne sur Arica est « établie définitivement » et ne peut pas faire l'objet de débats.

Aucun des deux gouvernements militaires ne peut, à l'heure actuelle, faire machine en arrière sans s'exposer à une vive opposition au sein de ses forces armées.

THIERRY MALINIAK.

## Cuba

### DEUX SÉNATEURS AMÉRICAINS SONT ATTENDUS A LA HAVANE

La Havane (Reuter). — Deux sénateurs américains sont attendus le 29 novembre à La Havane. Ce sera le premier voyage de membres du Congrès à Cuba depuis plus d'un an. L'un des parlementaires, M. Abourek (démocrate, Dakota du Sud), s'était déjà rendu à La Havane en 1975, après les sénateurs Javits et Clairborne Pell, et M. George McGovern, ancien candidat démocrate à la Maison Blanche. L'identité du second sénateur attendu à Cuba n'a pas été divulguée.

Après le réchauffement sensible des relations entre Washington et La Havane noté en 1974 et au début de 1975, la situation s'est à nouveau détériorée entre les deux capitales.

Ont contribué à ce refroidissement la réaffirmation du soutien de Cuba à l'indépendance de Porto-Rico ; l'intervention militaire du régime de M. Castro en Angola ; et, en octobre, la démission par la suite du gouvernement cubain de l'accord conclu avec les Etats-Unis en 1973 sur la primauté aérienne. Cette démission est intervenue à la suite de la catastrophe aérienne, due à une explosion qui a coûté la vie au pilote cubain et à l'unique avion de ligne cubain le 6 octobre dernier. Les autorités de La Havane ont accusé la C.I.A. d'avoir saboté l'appareil.

SIMONE SIGNORET  
La nostalgie n'est plus ce qu'elle était

UN VOLUME 384 PAGES 49 F

SEUIL

#### Le souci du tiers-monde

En lui-même, le treizième congrès de l'Internationale socialiste a toutefois marqué une évolution dans les préoccupations de ce mouvement. L'entrée du Sénégal à l'illustrer son nouveau statut de tiers-monde, comme les débats sur la résolution concernant l'Amérique latine ont montré l'importance d'une prise de conscience nouvelle des P.S. européens à l'égard de cette région du monde.

M. Senghor a profité de sa présence à Genève pour supplier, en ce qui concerne la dette des pays sous-développés, que la matière de cette dette, qui provient de la détermination des termes de l'échange, soit prise en charge par les pays industrialisés. Le reste devrait être payé, a-t-il ajouté, en s'appuyant à l'idée d'un moratoire général. Il a également proposé que les pays du tiers-monde consacrent plus de 20 % de leur budget à la défense, ne puissent plus bénéficier de l'aide des pays développés.

Les débats du congrès de l'Internationale ont illustré les limites de la révolution de cette organisation. M. Saragat, ancien président de la République italienne, est apparu comme le porte-parole des traditionalistes. Il a semblé ne pas avoir entendu un mot du plaidoyer de M. Senghor en faveur de la prise en compte par les Occidentaux des différences de culture quand il a expliqué que les « pays industrialisés doivent servir d'exemple idéologique et de guide politique aux pays du tiers-monde ». De même, alors que M. Saragat s'était attaché à souligner les évolutions en cours au sein du mouvement communiste international, M. Saragat a déclaré à propos du P.C. : « Il est comme les cerceaux, il peut sortir de sa coquille mais il ne

(1) Le bureau de l'Internationale avait tenté d'accorder pour décider de l'adoption d'un amendement au projet de résolution sur le « nouvel ordre économique » afin d'éviter de faire trop apparaître les divergences entre les partis membres de l'organisation.

## Espagne

### L'opposition réclame la reconnaissance de tous les partis avant les élections

Madrid (A.F.P.). — L'opposition espagnole, réunie au sein de la Coordination démocratique, a approuvé à l'unanimité, le 27 novembre, une résolution qui se propose de rétablir les conditions indispensables, selon elle, pour que le référendum du 15 décembre sur la réforme politique et les élections législatives de 1977 aient une « légitimité démocratique ».

L'opposition réclame notamment : la reconnaissance de tous les partis et de toutes les organisations syndicales ; la reconnaissance, la protection et la garantie des libertés politiques et syndicales ; la dissolution urgente de l'appareil du Mouvement (parti unique du régime franquiste) et la neutralité effective de l'administration publique ; une véritable amnistie politique ; l'utilisation équitable des moyens d'information ; la propriété de l'Etat et par conséquent de la communauté, monopolisée actuellement par le gouvernement ; la suppression des conditions de la procédure des deux consultations et le contrôle démocratique de la neutralité et de la liberté de ces consultations à tous les niveaux.

De son côté, l'Assemblée plénière de la conférence épiscopale espagnole a rappelé le 27 novembre au gouvernement que la « moralité » du référendum du 15 décembre exigeait que les différents courants politiques aient la possibilité de s'exprimer de manière équitable et suffisante » et aient accès aux moyens de communication de masse. Les évêques s'opposent ainsi à l'intention du gouvernement d'interdire aux partis de gauche favorables à l'abstention toute propagande sur les organes officiels d'information, en particulier à la télévision.

Enfin, M. Suarez, chef du gouvernement, devait rencontrer ce lundi 29 novembre six personnalités représentant six partis démocratiques chrétiens espagnols, en particulier MM. Joaquin Ruiz Gimenez, de la Gauche démocratique, et José Maria Gil Robles, de la Fédération populaire démocratique. La conversation portera sur les prochaines élections législatives. « Il est de l'intérêt du gouvernement de garantir la régularité des élections législatives, qui seront plus importantes que le prochain référendum », ont indiqué les représentants démocratiques-chrétiens.

T. P.



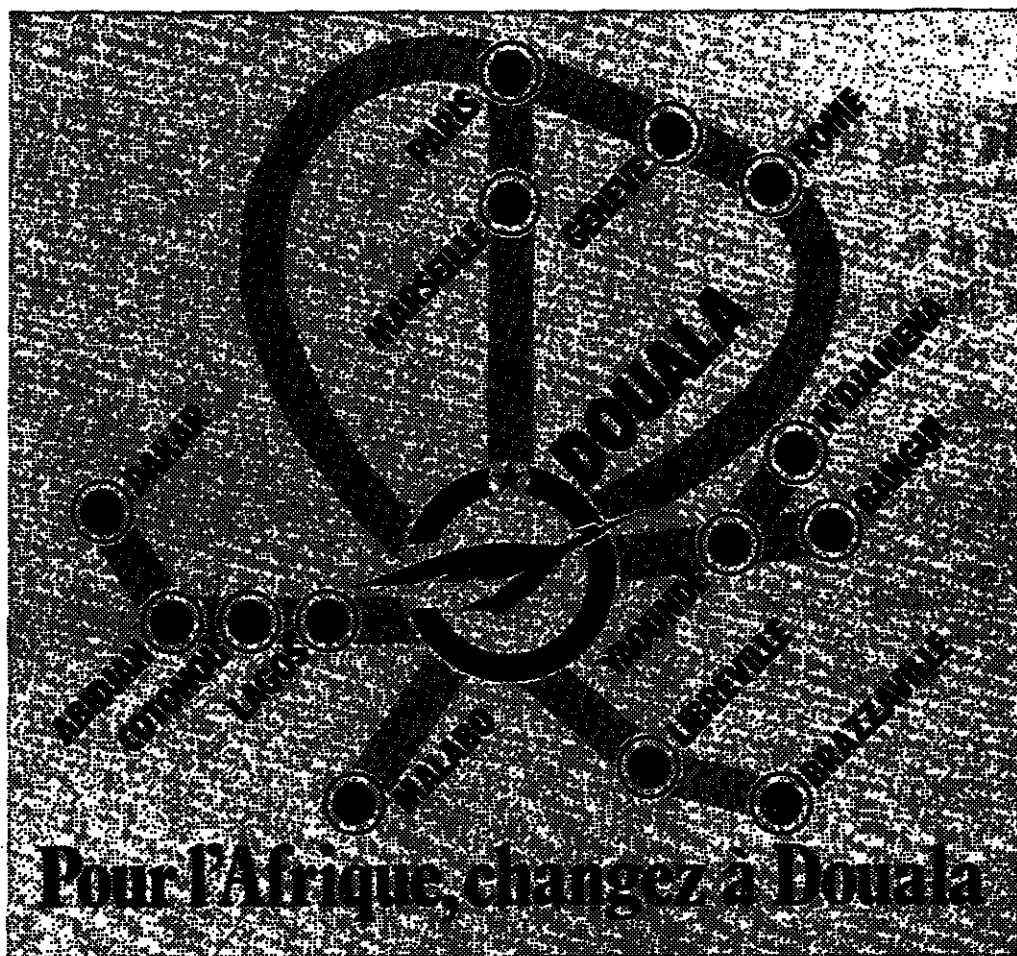
**Michel Foucault** dans un texte inédit, propose une définition nouvelle de l'intellectuel et de son rôle, tout particulièrement par rapport à la « vérité » et au « pouvoir de la vérité ». Cela mérite d'être lu deux fois plutôt qu'une, et ne concerne pas seulement les « intellectuels », mais tous ceux — ils sont nombreux — qui opèrent « en des points précis où les situent soit leurs conditions professionnelles de travail, soit leurs conditions de vie (le logement, l'hôpital, l'asile, le laboratoire, l'université, les rapports familiaux ou sexuels) ».

Il y a des écrits théoriques qui semblent destinés à fonctionner comme des machines infernales sous les sièges du pouvoir. Les lire, c'est jubiler d'abord, pour mieux agir ensuite. Lisez Politique Hebdo.

# politique

nouvelle formule

en vente dès aujourd'hui



Pour l'Afrique, changez à Douala

Le Cameroun est exactement au milieu de l'Afrique. C'est un hasard géographique. C'est aussi un hasard très pratique.

A partir de Douala, vous pouvez aller à Dakar, Abidjan, Cotonou, Lagos, N'Djamena, Bangui, Libreville et Brazzaville. Avec Cameroon Airlines. Et en Boeing 737.

Cameroon Airlines, nationalité oblige, relie également tous les centres régionaux du Cameroun.

Là où vos rendez-vous peuvent vous conduire.

Et pour aller à Douala ? Vous partez de Paris, Marseille, Genève ou Rome sur un Boeing 707 Intercontinental Cameroon Airlines.

Le lundi, mercredi et samedi.

Une dernière chose : les repas, la musique et les films sont bons.

Et nos hôtesses ont beaucoup de charme. Bon voyage.

VOYAGEZ EN BONNE COMPAGNIE.

## CAMEROON AIRLINES

J'aimerais aller au Cameroun en bonne compagnie. Envoyez-moi vos brochures, merci.

M. Adresse

Cameroon Airlines  
12, boulevard des Capucines  
75009 Paris -  
Tél. 07.53.54.01

## AFRIQUE

### République Sud-Africaine

#### La répression se durcit à l'égard des milieux religieux

Johannesburg. — La vague d'arrestations qui sévit depuis plusieurs semaines sur l'Afrique du Sud touche désormais les milieux religieux de toutes les communautés (le Monde du 27 novembre). Il est vrai qu'ils ont toujours joué un rôle important dans le pays.

Si les Eglises réformées hollandaises, dont les fidèles se recrutent essentiellement parmi les Afrikaners, ont, dès l'origine, choisi de soutenir la politique gouvernementale et n'ont guère évolué depuis, il en va différemment des catholiques et des autres protestants (méthodistes, luthériens ou anglicans). Ils fournissent de très nombreux militants à la lutte contre l'apartheid.

L'Institut chrétien d'Afrique australe, qui, jeudi 25 novembre, a subi les perquisitions de quatre-vingts policiers, n'a que trois mille membres, mais jouit d'une audience considérable, notamment parmi les jeunes Noirs. La mise en garde, adressée en juin par M. Naudé, directeur de l'Institut, de la police et des prisons, à M. Naudé, directeur de l'Institut, même si elle survient quelques jours après la création de celui-ci, est significative à cet égard. M. Kruger avait demandé à M. Naudé de rester à l'écart des manifestations de jeunes Afrikaners sous peine de représailles.

Peu après sa création, en 1963, l'Institut a connu les tracasseries d'une police omnipotente par ses déclarations successives contre l'apartheid, ses prises de position allant jusqu'à l'exigence du droit de vote pour chaque citoyen blanc ou noir, et par la publication de revues et ouvrages, qui sont pourtant plutôt des livres de référence que des œuvres polémiques. En 1974, le gouvernement

De notre correspondant

a déclaré l'Institut « organisation affectée ». Cela signifie qu'il ne pouvait pas recevoir de fonds de l'étranger.

L'organisation ne compte plus les livres et les ouvrages qu'elle a publiés et qui sont interdits. Plusieurs de ses membres sont passés devant des tribunaux pour des motifs divers. D'autres attendent que la justice suive son cours. Certains, comme M. Klein-schmidt, détenu pendant plu-

sieurs semaines lors de l'affaire Breytenbach — jeune écrivain condamné — ont préféré fuir le pays, d'autres ont été arrêtés.

Mme Oshadi Phakati, directrice de l'Institut pour le Transvaal, est en prison depuis trois mois. M. Cedric Mayson, éditeur de Pro Veritate, mensuel de l'Institut, a été arrêté jeudi. La police a été le chercher dans la région du Cap, où il passait quelques jours de vacances.

Le Conseil sud-africain des Eglises, qui occupe le même immeuble de l'Institut chrétien, la Diakonia House, à proximité de l'université de Witwatersrand, a subi les tracasseries policières. Ses membres luttent pour les Sud-Africains, quelle que soit la couleur de leur peau, jouissent de droits égaux dans leur pays. Deux d'entre eux, M. Barney Ngakane et Mme Bernadette Mosala.

M. Barney Ngakane s'occupait de l'attribution des bourses aux jeunes africains. Il est Noir, et est âgé de soixante-quatre ans. Récemment, dans une conférence de presse, où il est intervenu pour expliquer l'action des jeunes, il a lancé : « Ils ne veulent pas de moi dans les prisons, ils me trouvent trop vieux ».

Ancien responsable de l'A.N.C., n'a jamais pris sa retraite et s'occupe activement du Conseil des Eglises.

L'Assemblée chrétienne et le bureau de la littérature œcuménique, dont faisaient partie le pasteur Bruckner, expulsé ven-

dre vers l'Allemagne. M. Wyn-gard et Mme Sybil Brown, arrêtés jeudi, séjournent également au Diakonia House.

Tous ces mouvements possèdent une large audience parmi les jeunes Noirs, et beaucoup de manifestants appartenant au mouvement des étudiants chrétiens. C'était le cas de M. Tsetlet Mashinal, président du conseil représentatif des étudiants de Soweto, qui, recherché par la police, s'est réfugié vers la Grande-Bretagne, via le Botswana.

Plusieurs fidèles, et même des ecclésiastiques, jouent un rôle important dans le mouvement de la conscience noire, au sein de la Black People Convention ou de la Black Parent Association. Le président de cette dernière n'est autre que le Dr Manas Butheles, qui doit être sacré le 12 décembre évêque de l'Eglise luthérienne.

Au sein de l'Eglise catholique est né récemment un « groupe de solidarité des prêtres noirs », créé par les prêtres africains eux-mêmes pour leur permettre de « trouver leur identité ».

Malgré les interdictions du gouvernement, l'Eglise catholique a décidé d'ouvrir ses écoles à tous les enfants, et déjà, une dizaine d'établissements privés, à Johannesburg et au Cap, accueillent des élèves de races différentes. D'ailleurs, qui a valu à Mgr Denis Hurley, évêque de Durban, responsable de l'éducation, un attentat à la bombe il y a quelques semaines, à son domicile.

Le cardinal Owen, archevêque du Cap, et quatre-vingts prêtres de son diocèse, ont, de leur côté, lancé il y a deux mois un appel en faveur de l'élimination des discriminations raciales et pour l'instauration du suffrage universel.

L'Eglise anglicane essaie d'imposer progressivement elle aussi l'ouverture des écoles à tous. L'évolution se fait lentement. Trop lentement aux yeux de certains, mais elle paraît pourtant « révolutionnaire » à la plupart des Blancs sud-africains.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

#### TROIS MONARQUES EN AFRIQUE

Dans le supplément sur le Maroc publié dans « le Monde » daté 21-22 novembre, nous avons qualifié de roi Hassan II de « seul monarque régnant en Afrique ». C'était oublier deux souverains placés dans la mouvance sud-africaine : le roi Sobhuza II du Swaziland et le roi Moshoeshoe II du Lesotho, pays indépendants depuis 1965 et 1966. Le roi Sobhuza régnait depuis cinquante-quatre ans et a pris les pleins pouvoirs en 1973. En revanche, au Lesotho, c'est le premier ministre, le chef Lesiba Jonathan, qui gouverne sans partage.

● PRECISION. — Les illustrations du supplément consacré au Maroc dans le Monde daté 21 et 22 novembre étaient tirées de l'album des Arts Traditionnels du Maroc, de M. Mohamed Silem, publié par les Editions Plammarion, et dont nous avions rendu compte dans nos éditions datées 28 octobre.

#### A TRAVERS LE MONDE

##### Angola

● M. PAULO TEIXEIRA a été nommé ministre des affaires étrangères en remplacement de M. Eduardo dos Santos, promu au poste de premier vice-premier ministre, a annoncé Radio-Luanda dimanche 28 novembre. — (Reuters.)

##### Egypte

● M. CHEHATA HAROUN, un avocat égyptien de confession israélite, a adressé samedi 27 novembre au président Sadat un message, publié dans Al Goumhouria, dans lequel il lui demande d'accorder aux juifs d'Egypte des droits égaux à ceux des autres citoyens. M. Haroun, connu pour ses opinions de gauche, invite le gouvernement à redonner la nationalité égyptienne aux juifs qui en ont été déchus, et à les autoriser à en rendre à l'étranger sans autorisation spéciale.

##### Maroc

● LE SYNDICAT NATIONAL DE LA PRESSE MAROCAINE (S.N.P.M.), qui groupe les journaux de l'opposition, proteste contre certains termes du communiqué du ministère de l'Information relatif à l'incident survenu l'occasion de l'élection du bureau du conseil communal d'Aln-Bent-Mathar, dans le Maroc oriental (le Monde du 27 novembre). Le S.N.P.M. déplore l'emploi des termes « forces de l'ordre » lors de cet incident, qui a fait trois morts et plusieurs blessés, et demande « l'abolition de la censure ». — (Corresp.)

##### Taiwan

● SEPT « ESPIONS COMMUNISTES » ont été condamnés samedi 27 novembre à Taiwan à des peines allant de sept à quinze ans d'emprisonnement. Ces « espions » étaient accusés d'avoir organisé, sur les ordres de l'ambassade de Chine populaire à Tokyo, des réunions clandestines pour fomenter des complots armés. — (A.F.P.)

##### Union soviétique

● DES ESSAIS DE FORCES SOVIÉTIQUES auront lieu du 30 novembre au 30 décembre dans le Pacifique, dans un rayon de 50 milles nautiques à partir d'un point situé par 25 degrés 37 minutes de latitude nord et 171 degrés 26 minutes de longitude est. — (Tass.)

#### LES P.M.E. FACE A L'EXPORTATION

COLLOQUE ORGANISÉ PAR

### L'ESCP

Sous le haut patronage du Ministère de l'Industrie et de la Recherche et sous l'égide de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris le 10 décembre 1976

Ce colloque se propose d'apporter aux participants une aide à la décision d'exporter

- avantages et risques de l'exportation pour les P.M.E.
- les aides possibles à l'exportation et leurs modalités d'obtention
- solutions pratiques aux problèmes qui se posent habituellement.

Renseignements et inscription : S.S.C.P. FORMATION PERMANENTE

Tél. : 355-39-08

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

Centre Parisien du Management

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS

29, avenue de la République, 75011 PARIS

dans le plus grand domaine skiable du monde

## Val Thorens

(station des 3 vallées)

louez à partir de 42 F par jour et par personne

Service de location de matériel de ski et de transport

صحنه من الراحل



(Suite de la première page.)

décret présidentiel, être largement diffusés. La clientèle des restaurants de Cotonou, en majorité étrangère, dîne ainsi aux accents de l'Internationale.

A en juger par ses «éthodes de propagande, le régime paraît souffrir d'un grave manque d'imagination politique. Il s'agit du recours aux stéréotypes du genre «Comptons sur nos propres forces» ou de l'usage systématique de l'apostrophe «camarade» — de la formule de politesse «Veuillez accepter, camarade ministre, l'expression de mes sentiments patriotiques et révolutionnaires» jusqu'à la plus prosaïque des informations : «Demain, la pharmacie de garde sera celle de camarade Adame», — les références stéréotypées soviétiques, chinoise ou guinéenne — sont évidentes.

pourvoir pyramidale remontant des comités de village et de quartier jusqu'au Conseil national de la révolution (C.N.R.), qui comprenait soixante-sept membres. Ces structures subsistent, mais ont perdu, du fait du tournant à gauche du régime, une partie de leur importance initiale : car, dans le cadre d'un régime marxiste, l'organe essentiel est désormais le parti unique et c'est l'avant-garde (Parti de la révolution populaire du Bénin), créé le 30 novembre 1976 et ouvert à une « minorité consciente. » Qui souhaite en être membre doit remplir certaines conditions de moralité sociale, mais ne se voit pas assumer de responsabilités politiques importantes sous les régimes précédents.

Où est la réalité du pouvoir ? Le comité central du P.F.P.E. représente l'instance suprême de décision. Présidé par le lieutenant-colonel Mathieu Kerekou, il est composé de vingt et un civils et sept militaires. Les civils sont également majoritaires au sein du bureau politique (quatre contre trois) et parmi les préfets. Dès lors, et bien qu'il soit malaisé de connaître avec précision l'influence réelle de l'équipe civile, peut-on encore sans nuances par-

ler de « régime militaire » ? Agés de moins de quarante ans, formés en France pour la plupart, les dirigeants civils sont à la fois les conseillers du gouvernement et les idéologues du pouvoir. Au bureau politique siègent deux économistes, un ingénieur des mines et un professeur de lettres. Certains de ses membres avaient déjà acquis avant le putsch de 1973 une notoriété locale ou régionale comme animateurs de mouvements de jeunesse.

Le gouvernement, toujours exclusivement composé de militaires, comprend deux « hommes forts » : le président Keréketo et le secrétaire d'Etat, le général Dhou-Martin Assobho, ministre de l'Intérieur et de l'Orientation nationale (propagande), que l'on présente souvent comme l'éménée grise du chef de l'Etat et le garant de la « pureté socialiste » du régime. Dans une Afrique où le culte voué au chef est intense, la personnalisation du pouvoir reste, somme toute, limitée. Le général *Leifou* Kinkou, note un fonctionnaire, *c'est d'avoir su nouer des liens personnels avec les jeunes chefs, ce qu'aucun autre militaire n'a su faire jusqu'à présent.*

rantistes, les dénonciations du fétichisme et de la sorcellerie, pour louables qu'elles aient été, n'ont pas mené au à la corruption du régime républicain, mais la population ne semble-t-elle pas trop prendre au sérieux la logomachie révolutionnaire. Les travailleurs — du moins ceux des villes — apprécient pourtant d'être consultés sur leurs lieux de travail, même s'il s'agit souvent d'avaliser des décisions déjà prises. *« Pour la première fois, nous dit un petit employé, on s'adresse au pers à nous. »* Mais que les Bâlois attendent surtout des militaires qu'ils démontrent leurs talents de gestionnaires.

**JEAN-PIERRE LANGELLIER**

**Prochain article :**

A map of Benin, a country in West Africa. The map shows its borders with Nigeria to the north, east, and south, and Togo to the west. The Gulf of Benue is to the south. Major cities marked include Cotonou (the capital), Porto Novo, Lomé, and various other towns like Sokoto, Ibadan, and Lagos. The Niger River is shown flowing through the northern part of the country. A scale bar at the bottom indicates distances in kilometers (0, 50, 100).

- Superficie : 112 622 km carrés, soit un cinquième de celle de la France.
- Population : 3 106 000 habitants (estimations 1975).
- Capitale : Porto-Novo.
- Ville principale : Cotonou.
- Ressources économiques : produits oléagineux, arachides, coton.

Membre de l'ancienne fédération d'Afrique occidentale française, devenu indépendant le 1<sup>er</sup> août 1960, le Dahomey a pris la dénomination de Bénin le 30 novembre 1973. Il est membre de l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.), de l'Organisation commune africaine et mauricienne (OCAM) et du Conseil de l'entente.

## L'idéologie, facteur de cohésion

Mais que cache l'écume des mots ? Enfant terrible de l'Empire français d'Afrique, l'ancien Dahomey, en raison notamment de son hétérogénéité ethnique, a fait célèbre pour la turbulence de ses dirigeants. La forte-parole de Houphouët-Boigny, l'indépendance (1960) n'ont guère consolidé un pouvoir central, fréquemment bafoué. Les gouvernements se succèdent : « nous naissons à l'aube et à l'aube nous mourons » (1). En douze ans, le pays a connu dix changements de président, cinq Constitutions, cinq coups d'Etat rétro. Face à la toute puissance des forces centrifuges, la faute d'entraînement, aucun entraînement, aucune entraide, la faute d'engvergne, n'a réussi à cristalliser le sentiment national.

C'est d'abord en réaction contre les « jeux stériles du passé », qu'un groupe de jeunes officiers, le 26 octobre 1972, choisit d'interrompre l'expérience de « triarchie tournante » inaugurée en mai 1970. « A l'époque, souligne un diplomate, les putschistes souhaitent avant tout remettre de l'ordre dans la maison. Ils entendaient rompre avec la classe poli-

thique en place. Mais ils n'avaient aucune doctrine. » Il est vrai que le congrès de 1972, premier document de base de la révolution, s'apparentait plus à un catalogue de bonnes intentions, d'engagements progressistes, qu'à une véritable doctrine. Mais il précisait : « Au lendemain du coup d'Etat, précise un ingénieur, deux groupes de jeunes civils ont travaillé avec les militaires. Il y avait un côté des partisans d'une révolution tranquille et souhai- taient que le nouveau régime s'édifie avec les organisations de masse, avec les syndicats. Ce sont ceux qui ont rédigé le texte adopté en 1972. Il existait aussi un autre groupe, maisants qui ont pris le dessus et ont cherché de l'urgence le renforcement de 1974 »

Construire l'Etat et la nation dans un pays réputé « ingouvernable » demeure, après quatre années de régime militaire, une tâche militairement bénoîine. En l'occurrence, l'idéologie marxiste-léniniste, avec ses principes et ses certitudes, peut agir comme un puissant facteur de cohésion. Pour ceux qui doutent le plus de la sincérité de l'équipe au pouvoir, cette prise de conscience tardive expliquerait à elle seule la vocation marxiste-léniniste du *grand camarade de lutte Mathieu Kérékou*. Les soupçons de l'ouest, d'ailleurs, sont justifiés. Dans le même souci d'unité, le gouvernement a multiplié les mutations de fonctionnaires, favorisant de la sorte un brassage salutaire.

Le régime, peu à peu, tente d'élargir son assise. Loin d'envisager, dans l'immédiat, un retour aux casernes, les militaires mettent en place, méthodiquement et sans hâte excessive, de nouvelles institutions. En septembre 1973, ils édifierent une structure de

## Séminaires et milice populaire

Désenchant d'ores et déjà le record absolu de longévité politique, le régime a réduit les oppositions au silence. Les syndicats, héritiers d'une longue tradition de combativité, ont bien tenté de relever le défi. Mais le pouvoir a réagi rapidement de manière expéditive, en constituant une centrale unique, l'Union nationale des syndicats des travailleurs (U.N.S.T.), qui dirige un mouvement de défection des cadres. Bon nombre d'intellectuels ont préféré fuir le pays ou rester à l'étranger. A cet égard, le Bénin n'est plus le « Quartier latin de l'Afrique », comme parlait Emmanuel Moizier. Alors que l'université du Bénin accueille moins de deux mille étudiants, ils sont près de quarante cents pour poursuivre leurs études en France. L'arrivée de ces étudiants, qui d'ailleurs fait qu'accroître la fuite des cerveaux. Depuis une sordide « affaire Alpeux » (juin 1975) (2), le régime n'a pas, autant qu'on puisse en juger, intensifié sa répression. En août dernier, plusieurs responsables étudiants ont été arrêtés, mais le terme de « terreur hystérique », fréquemment employé, est excessif.

ment utilisé par les groupes d'op-  
posants réfugiés à l'étranger,  
paraît excessif. Les six personnes  
condamnées à mort lors du « com-  
plot Assogba » (janvier 1975)  
n'ont pas été exécutées, tandis  
que les membres de l'ancien  
régime présidentiel, toujours  
en résidence surveillée, sont plu-  
tôt mieux traités qu'ils ne le  
seraient sous d'autres régimes  
africains.

mutis. Son champ d'action est sans limites : justice, finances, armées, équipement, école, sport. Officiellement, aucun domaine n'échappe. A l'occasion du quarantième anniversaire du régime, c'est l'armée qui vient d'être réaménagée. On a voulu, en outre, mettre, outre les forces de défense classique, une « milice populaire », composée de « militants et militantes de la révolution béninoise et de camarades compagnons d'armes ». L'état-major a donc décidé de constituer une charge de « recherche les structures coloniales et néocoloniales ». Des réunions d'information ont eu lieu « à la base ».

Le produit de ces réflexions a été soumis au Conseil national de la République. Le Conseil politique du gouvernement pourrait être la promulgation d'une nouvelle « loi fondamentale ».

Ce socialisme « par le haut », qui traduit trop souvent une simple volonté d'endoctrinement, ne suscite apparemment pas l'enthousiasme populaire. D'autant que la « moralisation » de la vie publique, autre grande ambition du régime, a partiellement échoué. La lutte « antiféodale », les campagnes contre les comportements rétrogrades et les pratiques obscures

(1) Maurice-A. Gilié : *Naissance d'un Etat noir*, 1969. Durand Auzias, éditeur.

(2) Le capitaine Michel Alkpe, alors ministre des affaires intérieures et de la sécurité, fut abattu le 20 juin 1975 par la garde présidentielle. On l'accusa d'avoir commis l'adultère et en compagnie de la femme du chef de l'Etat.

Le gouvernement poursuit la révolutionnarisation à tous azimuts.

[PUBLICITE]

# S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

## L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cuir chevelu au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu mené.

## DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hypersensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

## DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bon état. La cosmétique moderne ne se contente pas de votre capitale. Elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

## LA DIFFERENCE




Un cuir chevelu sain. Un cuir chevelu malade.

## L'AVIS D'UN SPECIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRES EUROCAP, sinon leur succès et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un spécialiste vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les pos-



en santé

sibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILLAIRES EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi de 9 h. à 12 h., et le samedi de 10 h. à 17 h.

## EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES

4, rue de Castiglione  
Paris (1<sup>er</sup>) - Tél. 260-38-84

**LILLE :** 16, rue Faidherbe.  
Tél. : 81-24-32

**BORDEAUX :** 34, place Gambetta.  
Tél. : 48-56-54

**TOULOUSE :** 62, rue de la Pomme.  
Tél. : 23-28-31


**METZ :** 2/4 en Chaplainne.  
Tél. : 73-06-11

# CHARLES CHENEVIER

# LA GRANDE MAISON

Préface de **J. MARCILLY**

Par l'ancien sous-directeur de la Sûreté Nationale,  
des révélations explosives sur les " grandes  
affaires " du demi-siècle : du mystère Dominici  
au suicide du conseiller Prince  
en passant par le vol des  
bijoux de la Begum et  
l'arrestation d'Emile  
Buisson ainsi que  
le " procès-verbal " de  
l'ex-inspecteur  
Borniche.



**PRESSES  
DE LA CITE**

# Jacqueline Grapin Jean-Bernard Pinatel

# la guerre civile mondiale

"Il y a là des analyses et des appréhensions qui, depuis longtemps, sont aussi les miennes."

**Hubert Beauve-Méry**

"Celivre clair et incisif donne l'alarme. L'entendra-t-on ? Voilà des vérités rudes et originales. La paix ne se bâtit pas dans le laisser-dire, le laisser-faire, le laisser-aller. Mais veut-on vraiment la paix ?"

**Alain Peyrefitte**

"L'objectif difficile et courageux qu'ils se sont fixé réveille notre monde. En cette époque où facilité et découragement risquent de nous livrer à toutes les aventures, une telle tentative ne peut laisser insensibles ceux qui aspirent à une société où l'homme reste maître de son propre destin."

**Simone Vell**

## CALMANN-LEVY

## PROCHE-ORIENT

### Liban

#### La « tutelle » syrienne réduit sensiblement la liberté de manœuvre du président Sarkis

De notre envoyé spécial

Beirut. — Qui est M. Sarkis ? Au moment où il s'apprête à exercer réellement son pouvoir, notamment en préparant la formation d'un gouvernement, on découvre mal la personnalité du nouveau président de la République, bien qu'il soit élu depuis huit mois. Rarement chef d'État aura pris ses fonctions dans des circonstances aussi difficiles, et aussi peu favorables à la reconnaissance de son autorité. Isolé entre deux camps, pour ne pas dire entre deux feux, M. Sarkis a fini par inspirer une certaine confiance, il est vrai en partie imposée par une intervention extérieure. Il s'agit d'un bien maigre crédit, mais il était inévitable qu'il y ait un peu de temps encore. M. Sarkis était le mal du. Son élection avait été obtenue en catastrophe, sous un déluge d'abus, grâce à un quorum de députés syriens réunis sous bonne escorte. Christian maronite, il n'avait recueilli la majorité des voix des représentants de sa communauté que sous l'effet de pressions syriennes à peine déguisées. Il semblait être davantage le candidat des Syriens que celui des Libanais. M. Frangie, le président sortant, mit beaucoup de mauvaise volonté, et de temps à s'effacer devant lui. Entré en fonctions le 23 septembre à Chébra, sous la protection de l'armée syrienne, il fut véritablement investi de ses pouvoirs par une assemblée de chefs d'État arabes réunis à Riyad, puis au Caire.

#### L'influence du chéhabisme

Solitaire par goût et par fatalité, discret, M. Sarkis vit la plupart du temps dans sa maison de Hamieh, dans la banlieue de Beyrouth. Il ne se rend qu'à l'occasion de réunions officielles au palais présidentiel de Baabda, en partie détruit au cours des bombardements. Sa résidence au palais était située dans la zone contrôlée par les milices des partis de droite, il a été longtemps condamné à l'isolement, ne pouvant rencontrer les dirigeants du Liban maronite, en ruine et profondément divisé, son personnage étant d'un certain point de vue le dernier symbole de l'unité du pays.

Aujourd'hui, le seul instrument de pouvoir dont il dispose est représenté par une armée étrangère qui n'a qu'une théorie changée de casque pour devenir force de paix (1). Il doit gouverner un Liban meurtri, en ruine et profondément divisé, son personnage étant d'un certain point de vue le dernier symbole de l'unité du pays.

En fin de compte, aux yeux des observateurs libanais, M. Sarkis possède une qualité essentielle : il se veut autant que possible « au-dessus des partis ». Les chéhabistes, en effet, estiment que les principaux partis qui se sont affrontés sont les perdants de la guerre. « Ils se sont trompés », disent-ils, les uns en pensant que la Syrie allait les aider à liquider les Palestiniens, les autres en s'alliant aux Palestiniens, qui eux-mêmes allaient tomber dans un piège sous l'effet de provocations extérieures.

M. Sarkis doit surmonter un handicap immédiat : la situation au Sud est explosive et lui échappe, dans la mesure où les causes et les conséquences de cette situation intéressent toute la région du Proche-Orient. Cependant, en dépit des derniers avertissements israéliens, on ne montre pas l'agitation dans l'entourage du président. On aurait acquis la certitude qu'il n'y avait rien de pire que l'instabilité du Liban, et que les conséquences de cette situation intéressent toute la région du Proche-Orient. Cependant, en dépit des derniers avertissements israéliens, on ne montre pas l'agitation dans l'entourage du président. On aurait acquis la certitude qu'il n'y avait rien de pire que l'instabilité du Liban, et que les conséquences de cette situation intéressent toute la région du Proche-Orient.

#### Un « libéralisme organisé »

Le seul point de sa politique qu'il ait dévoilé concerne l'économie de la relance et la reconstruction. Dans son discours du 21 novembre, il a exprimé son intention de substituer au « libéralisme sauvage », selon l'expression de l'un de ses amis, qui prévalait avant la guerre, un « libéralisme organisé ». Il ne veut pas réformer, il cherche plutôt à inciter l'État confiera aux banques la gestion des fonds provenant de l'aide internationale, et notamment arabe. Un établissement public, le conseil de développement et de reconstruction, sera chargé d'organiser l'initiative privée. Par ce projet, M. Sarkis, ancien gouverneur de la banque centrale, rassure les capitalistes et investisseurs, et confirme la réputation que lui ont faite les Libanais : celle d'être l'« homme des banques ». Il sous-entend redémarrer la machine économique au plus vite, et recréer le plus grand nombre d'emplois possible, dit-on dans son entourage, « de primer les milices de leur faiblesse de recrutement ».

M. Sarkis ne s'est pas hâté de former un gouvernement et un de ses proches fait remarquer — avec une certaine ironie — qu'il « s'en passe pour mener à bien la pacification ». Il devrait commencer dans les prochains jours l'étude de la composition du futur cabinet. Les gens qui l'approchent affirment qu'il ne s'agit pas d'un gouvernement « strictement politique », ni d'un gouvernement « de l'après » ou « d'après la guerre ». Il n'y a pas de « division nationale ». Il n'y a pas de « division nationale ». Il n'y a pas de « division nationale ».

#### Au-dessus des partis

Pour la reconstitution de l'armée, aucun projet ne sera arrêté et l'on se concentrera pour le moment de dresser un tableau précis et détaillé de l'état actuel de cette institution éolée. Sur ce point, non plus, le chef de l'État ne paraît pas pressé de faire des choix, puisque l'armée syrienne devrait, dit-on, stationner au Liban pendant encore deux ans. Pour court-circuiter quelques projets de partition déguisée actuellement évoqués dans certains milieux de droite, M. Sarkis pourrait programmer l'étude d'une certaine décentralisation, mais chacun sait que ses préférences vont à un pouvoir central fort.

Toute l'année

100 ANTIQUAIRES et BROCANTEURS

au 2<sup>e</sup> étage du Magasin 2

AU BON MARCHÉ

Métro-Bus Sèvres-Babylone

Parking Bouicaut

3 étoiles au cœur des 3 vallées

au pied de 300 km de pistes

PLM-LES MENUIRES 73-49 SAINT-MARTIN-DE-BELLEVILLE. Réservation Centrale Tél. 588.73.46 - TELEX : 270.740

### Egypte

#### LE PRÉSIDENT SADATE SOUHAITE RENCONTRER M. BREJNEV

Londres (A.F.P.). — Le président Sadate a déclaré dans une interview au journal britannique « Sunday Times » qu'il s'attendait à améliorer ses relations avec l'Union soviétique. Il précise dans cette interview, recueillie la semaine dernière, qu'il a adressé, par l'intermédiaire du maréchal Tito, un message personnel à M. Brejnev, dans lequel il exprimait son désir de la réconciliation pour établir des relations normales entre les deux pays.

Il affirme que ce revirement, après la détérioration des relations entre les deux gouvernements, n'est pas lié à la crainte de ne pas obtenir suffisamment d'armes de la part des États-Unis.

Il développe son point de vue sur les moyens de rétablir la paix au Proche-Orient et place ses espoirs dans la conférence de Genève. Il estime que seul un « faisceau » américain peut obtenir à la fois la confiance des Arabes et des Israéliens, comme l'avait obtenu, dit-il, M. Kissinger.

### Iran

#### AMNESTY INTERNATIONAL DÉNONCE L'« USAGE SYSTÉMATIQUE DE LA TORTURE » PAR LA POLICE POLITIQUE

Londres (A.F.P.). — Les opposants au régime du chah d'Iran sont soumis à la torture et sont passibles de la peine de mort ou de longues peines de prison, a-t-il été déclaré d'urgence des droits de leur confère la Constitution », affirme l'organisation Amnesty International. Dans un rapport de onze pages publié dimanche 28 novembre à Londres, l'organisme privé de défense des prisonniers politiques met en accusation la Savak (police politique) et cite parmi les violations de l'article 28 de la Constitution, qui est censé garantir le droit à un procès équitable, l'isolement pendant de longues périodes de suspects politiques avant leur inculpation et leur jugement, l'usage systématique de la torture, parfois jusqu'à ce que mort s'ensuive, pendant la détention préventive, l'absence de garanties au cours de la procédure et les exécutions sommaires.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

Amnesty International dénonce dans son rapport l'« accroissement de la répression en Iran au cours de la dernière décennie », qui rappelle que, si le chiffre officiel du nombre des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

## ASIE

### Japon

#### Le parti socialiste et le Komeito ont signé un accord électoral partiel

De notre correspondant

Tokyo. — Le parti socialiste et le Komeito, parti chrétien-bouddhiste (le Monde du 24 novembre) ont signé, dimanche 28 novembre, un accord en vue de coordonner leurs actions dans certaines élections locales au cours de la dernière semaine de la campagne pour les élections du 5 décembre. Le document, préparé par M. Narita, président du P.S., et M. Takaki, président du Komeito, ne précise pas le nombre des circonscriptions dans lesquelles l'accord sera appliqué.

Le P.S. s'est déjà engagé à soutenir les candidats du Komeito dans trois circonscriptions. Le parti d'inspiration bouddhiste fera de même pour les candidats socialistes dans sept districts électoraux.

L'accord répond à trois soucis communs : 1) mettre fin au « régime corrompu » des libéraux démocrates, défendre la Constitution et le système parlementaire ; 2) élargir l'orientation d'une économie exclusivement au service des grands groupes ; 3) abroger le traité de sécurité nippon-américain et rendre vers une diplomatie indépendante et neutrale.

Le premier parti d'opposition et le Komeito entendent « poser la première pierre d'un gouvernement progressiste de coalition », dit-on à leur siège. C'est la première fois que les socialistes déclinent de coopérer avec le Komeito dans une campagne pour des élections générales. Jusqu'à présent, seuls des accords ponctuels avaient existé sur le plan local. L'accord est important pour les résultats des élections, mais il pourrait surtout avoir des conséquences lors du scrutin pour le renouvellement de la Chambre haute (où le P.L.D. ne dispose que d'une majorité de trois sièges), en juillet 1977. Rappelons qu'il fait suite à celui passé au début de la campagne entre le dernier parti et les socialistes.

Les communistes, qui avaient réagi avec un certain scepticisme lorsque M. Narita avait annoncé que son parti n'était pas hostile à l'idée d'un gouvernement de coalition réunissant les forces de gauche et certains transfuges venus des rangs des conservateurs, ont accueilli sans grand enthousiasme l'annonce de l'accord. Le Komeito n'a en effet jamais caché qu'il était hostile, dans les circonstances actuelles, à une union de la gauche qui prendrait le P.C.J. Pour l'instant, les communistes considèrent que l'alliance entre les socialistes et le Komeito n'a qu'un caractère électoral.

PHILIPPE PONS.

### Thaïlande

#### LA REMISE DE VINGT-SIX RÉFUGIÉS CAMBODGIENS AUX AUTORITÉS DE PHNOM-PENH EST JUGÉE TRÈS GRAVE PAR LE HAUT COMMISSARIAT AUX NATIONS UNIES

De notre correspondant

Bangkok. — Vingt-six réfugiés cambodgiens, dont deux enfants, ont été remis la semaine dernière, les mains liées et les yeux bandés, aux autorités khmères par les Thaïlandais au poste-frontière d'Aranya-Prathet (le Monde du 27 novembre). Cette affaire a été révélée par la délégation à Bangkok du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), dont un représentant nous a déclaré qu'il s'agissait d'un « cas » extrêmement grave. Le ministre de l'Intérieur a assuré au haut commissariat qu'il n'était « pas au courant » de ce revirement, le premier qui touche des réfugiés indochinois. Selon le H.C.R., une telle décision n'aurait pas pu être prise sans une consultation à Bangkok entre les représentants du ministère de l'Intérieur et la police des frontières, qui avait arrêté les réfugiés, et le ministère des affaires étrangères, qui entretenait des contacts avec les Khmères par l'intermédiaire d'un fonctionnaire stationné à Aranyaprathet.

#### LES MARÉCHAUX THANOM ET PRAPASS SONT « BLANCHIS » PAR UNE COMMISSION D'ENQUÊTE

(De notre correspondant.)

Bangkok. — Pour la seconde fois en trois ans, une commission d'enquête a été chargée, pour masquer de preuves, les deux anciens dirigeants renvoyés par les étudiants en octobre 1973, les maréchaux Thanom Kittakachorn et Prapass Charasathien, vient d'annoncer le quotidien « The Nation ». Le mouvement des deux officiers avait été précédé de troubles, au cours desquels de nombreux jeunes gens furent tués.

Le maréchal Thanom est actuellement dans une pagode de Bangkok, tandis que le maréchal Prapass, réfugié à Taïwan, prépare son retour. C'est la tentative manquée du second, en août, et celle réussie du premier, en septembre, qui ont servi de détonateur au coup d'État du 6 octobre suivi du massacre des étudiants qui demandaient leur départ ou leur jugement.

Les deux maréchaux ont quelques amis dans la junte. Leur inculpation aurait eu pour effet l'ouverture d'une enquête qui aurait pu impliquer certains de leurs subordonnés toujours en activité. Au même moment, une cérémonie de purification se déroulait à l'université de Thanom afin d'apaiser les « esprits » des étudiants massacrés le 6 octobre. — P. DE B.

● Au lendemain de l'arrivée à Pékin de M. Rytkov, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, pour la reprise des négociations sur le tracé de la frontière sino-soviétique (le Monde du 28-29 novembre), la presse chinoise a lancé, dimanche 28 novembre, une nouvelle diatribe contre les « nouveaux tatars », qualifiés de « fous furieux de l'expansion des armements et des préparatifs de guerre ». Aucune précision n'avait été fournie dimanche de source chinoise sur le programme du séjour de M. Rytkov, qui a toutefois été accueilli avec une apparente chaleur par son homologue chinois, M. Yu Chan, à l'aéroport de Pékin. — (A.F.P.)

Toute l'année

100 ANTIQUAIRES et BROCANTEURS

au 2<sup>e</sup> étage du Magasin 2

AU BON MARCHÉ

Métro-Bus Sèvres-Babylone

Parking Bouicaut

3 étoiles au cœur des 3 vallées

au pied de 300 km de pistes

PLM-LES MENUIRES 73-49 SAINT-MARTIN-DE-BELLEVILLE. Réservation Centrale Tél. 588.73.46 - TELEX : 270.740

Toute l'année

100 ANTIQUAIRES et BROCANTEURS

au 2<sup>e</sup> étage du Magasin 2

AU BON MARCHÉ

Métro-Bus Sèvres-Babylone

Parking Bouicaut

3 étoiles au cœur des 3 vallées

au pied de 300 km de pistes

PLM-LES MENUIRES 73-49 SAINT-MARTIN-DE-BELLEVILLE. Réservation Centrale Tél. 588.73.46 - TELEX : 270.740

سكنى فى الامايل



## Le nouveau maire de Lyon sera désigné le 5 décembre

samedi, le conseil des adjoints a décidé que le deuil de la ville s'achèverait le 12 décembre.

Le président de la République et le premier ministre ont adressé chacun à Mme Louis Prud'homme, la femme de nos concitoyens M. Michel Poulatowitch, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, a déclaré : « Lyon a perdu un grand maire, et la démocratie locale un serviteur exemplaire. » MM. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, André Borel, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, Jacques Chaban-DeLMas, ancien premier ministre, maire U.D.R. de Bordeaux, Hubert Dubedout, maire socialiste de Grenoble, Arthur Notebart, président de la commission des affaires de la Région Lilloise, ont également adressé la message de l'ancien maire de Lyon, dont le successeur sera désigné le 5 décembre.

Mais que ne murmure-t-on pas sous les lambris dorés de l'hôtel de ville ? La tentation peut être aussi pour le conseil d'élire un maire de transition, en attendant la consultation de mars 1977. Dans ce cas, le premier adjoint, M. de la Chapelle, âgé de cinquante-huit-sept ans, ne permet pas de supposer qu'il puisse s'installer au pouvoir, pourrait jouer ce rôle. Cette solution aurait l'avantage, pour certains, de ne pas ébranler une équipe qui a dû résister à de nombreuses menaces, rend plus fragile au moment où elle doit s'engager dans la bataille électorale.

● Mme Valéry Giscard d'Estaing effectue un voyage de deux jours en Meurthe-et-Moselle, le 29 et 30 novembre. L'épouse du chef de l'Etat devait se rendre lundi à Nancy, Baccarat, Lunéville, Flaviigny, et mardi à Jarny, ville et Pont-à-Mousson. A l'issue de la deuxième journée, le conseil général offre une réception en son honneur. Les élus socialistes ont refusé d'y participer.

[illegible]

● **La fédération socialiste de l'Est** estime que le maire de Juvigny M. Espérandieu, qui a donné sa démission, du P.S., « s'est placé lui-même en dehors du parti en annonçant publiquement son intention de brigner un nouveau scandale contre une liste d'union de gauche ».

Le député Gaston Poupaki, ancien président du Conseil constitutionnel, est actuellement dans une clinique chirurgicale, où il a subi une troisième opération, qui s'est déroulée de façon satisfaisante.

Le député Ralston pourra reprendre ses activités dans le courant du mois prochain.

(Publinter)

**ORGANISATION  
CULTURELLE**

Siège Paris - Leader dans domaine  
séjours linguistiques pour jeunes  
recherche

**COLLABORATEURS (H. ou F.)**

**TEMPS PARTIEL**

pour l'aider à étendre son audience  
dans le monde :

- CLERMONT-FERRAND
- LYON

Les candidatures de membres de  
l'enseignement en activité ou à  
la retraite seraient appréciées.

Discrétion absolue

cc. et réf. 6.024 à PUBLISPAEN  
20, r. Richer, 75441 Paris Cedex 09.  
Sur demande

15" - 50  
16" - 62  
16" - 35  
17" - 36  
17" - 11  
17" - 52  
14.726  
17" - 11  
17" -  
1.1.380  
19" - 2  
1.1.747  
77.56  
Sole  
75  
Alp  
Chel  
Verny  
V.Merco  
21, rue S  
78 78 Ivry  
Maurice

# Princess

3 modèles à partir de

# 30.480 F

TTC prix def en main

C'est la Mini, la vraie. Celle qui a fait naître un nouveau type de voiture. Mais qui n'a jamais été égalee. 3,05 m d'une réussite totale. C'est la voiture la plus compacte qui existe. Faite pour se faufiler et éviter l'inextricable.

Pour se glisser et se garer là où les autres ne pourraient pas. Citadine, racée, spirituelle, elle aime aussi les week-ends à la campagne. Bonne tenue de route : quatre roues petites et bien situées aux angles extrêmes de la carrosserie, suspension indépendante sur chacune... Mini c'est une famille de voitures.

A voir et à essayer absolument au moins une fois chez votre concessionnaire Austin-Morris.

Vous avez vu le prix des "concurrents"... et le sien ?...

Une limousine typiquement britannique.  
Le moteur transversal laisse le maximum d'espace pour les passagers.  
A l'avant, deux fauteuils style club réglables en hauteur équipés d'appui-tête. Profonde banquette à l'arrière pour accueillir trois grandes personnes. Le sol de la Princess est entièrement recouvert d'une moquette haute laine. Le grand confort pour apprécier en toute sérénité la souplesse d'une direction assistée, la douceur de la suspension hydrogas.

Une voiture réellement primaire. Votre concessionnaire Austin-Morris vous la fera essayer. Et si vous êtes séduit, le prix ne brisera pas vos rêves (3 versions 1800 4 cylindres, 2200 6 cylindres et 2200 6 cylindres automatique).

**H Ariès** tient à votre disposition la liste des châteaux qu'il a sélectionnés pour vous.  
**HENRI ARIES - 33650 LA BREDE**  
Tél. : (15-56) 20-21-56.

Toutes les voitures de tourisme du groupe Leyland sont garanties pièces et main d'œuvre pour une durée d'un an sans limite de kilométrage.

[illegible]

**Leyland**

## POLITIQUE

### ANTIBES : le maire M. Pierre Merli adhère au parti radical

De notre correspondant régional

Nice. — M. Pierre Merli, maire d'Antibes-Juan-les-Pins, vice-président du conseil général, vient d'être élu coprésident de la fédération des Alpes-Maritimes du parti radical-socialiste, auquel il a adhéré avec treize autres élus de sa municipalité et de celle de Nice. Ces adhésions font suite aux contacts qu'était venu prendre sur place à la fin de l'été le président des radicaux valaisiens, M. Gabriel Péronnet. Ami personnel de M. François Mitterrand, le maire d'Antibes avait reçu son soutien lors des élections municipales de 1971 et avait pris position en sa faveur au moment de l'élection présidentielle de 1974 en rappelant qu'il avait été à ses côtés depuis plus de trente ans dans les combats de la Résistance et les combats politiques, particulièrement à V.D.S.R. (1).

Son choix ne constitue cependant pas une surprise, puisque à plusieurs reprises depuis l'élection de M. Giscard d'Estaing il s'était situé dans le camp de la majorité présidentielle et avait notamment été élu à la vice-présidence du conseil général des Alpes-Maritimes avec l'appui de M. Jacques Médecin, maire R.I. de Nice, pré-

sident de l'assemblée départementale, contre M. Louis Broch, P.C. Aux dernières élections cantonales de mars 1976, il avait d'ailleurs battu au second tour de scrutin le représentant de l'Union de la gauche, M. Roger Tordo, P.C. M. Merli a, d'autre part, annoncé son intention de constituer pour les prochaines élections municipales « une liste de personnalités extrêmement variées qui aura le soutien de la majorité » (2).

M. Paul Antier, ancien ministre, fondateur, avec M. Antoine Pinay, du groupe des Indépendants et Paysans, a également exprimé l'intention de conduire une liste « pour la défense d'Antibes ».

Parmi les élus qui ont adhéré au parti radical figurent neuf conseillers municipaux d'Antibes et quatre de Nice, dont M. Pascal Augier, conseiller général du canton de Nice-6.

GUY PORTE.

(1) Union démocratique et socialiste de la Résistance, formation d'origine de M. Mitterrand.  
(2) Antibes figurant dans la liste, publiée le 22 juillet, des villes où la majorité avait désigné son « chef de file ». En l'occurrence, M. Merli avait reçu l'investiture majoritaire.

### AVANT LA RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES A LILLE

### M. Pierre Mauroy s'entretiendra avec M. Raymond Barre

M. Pierre Mauroy, maire socialiste de Lille et président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, sera reçu mercredi matin par le premier ministre, M. Raymond Barre, avant la réunion du conseil des ministres dans la capitale régionale. Le bureau du conseil régional a préparé lundi matin cette entrevue. « Ce n'est pas un conseil des ministres de quelques heures qui peut résoudre nos problèmes », a précisé M. Mauroy. Ce qui m'intéresse, c'est d'avoir, de la part du premier ministre, une réponse sur les problèmes très graves qui se posent à la région et d'établir un calendrier de travail avec tous les ministres concernés par nos problèmes.

Le maire de Lille a estimé que les mesures annoncées vendredi soir par M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire (le Monde daté 28-29 novembre), ne sont qu'une « chiquenard », un « coup de pouce » à la région. « Mercredi je ferai les comptes », a ajouté M. Mauroy, et l'espère pour la région que le conseil des ministres ne sera pas un panacée publicitaire de tout ce qui

avait été prévu depuis plusieurs mois.

M. Mauroy s'entretiendra d'autre part avec le chef de l'Etat — qu'il accueillera devant la préfecture, et non pas à l'aéroport — au cours du dîner offert mardi soir à la préfecture. En revanche, le parti communiste a fait savoir que ses élus ne participeraient ni à ce dîner ni aux autres cérémonies officielles. M. Edouard Pajon, membre du bureau politique, a déclaré que la décision du gouvernement de se réunir à Lille est « minable, lamentable et médiscrète », comme il est possible, elle a été prise à partir d'une ambition tactique en vue des prochaines élections municipales et qu'elle est le résultat du gouvernement de répression par des divisions nouvelles aux inquiétudes qui se développent dans les provinces à la suite de leur politique économique.

Des manifestations auront lieu mardi soir à Lille et mercredi matin à Dunkerque, à Douai et à Valenciennes à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

M. Jean Lecanuet a indiqué pour sa part au micro d'Europe 1 samedi 27 novembre : « Nous ne nous soucions pas de savoir si

une région est gouvernée par des représentants de l'opposition ou de la majorité, nous regardons l'intérêt des Français. La Fédération du Nord des républicains

indépendants a mis au point un dossier intitulé « Les habitants du Nord-Pas-de-Calais s'adressent au président de la République », qui sera remis à M. Giscard d'Estaing.

### L'ÉLECTION DU MAIRE DE LA CAPITALE

### Paris-Avenir apporte son « soutien enthousiaste » à M. d'Ornano

L'Assemblée générale de Paris-Avenir (R.I. - centristes du Conseil de Paris) a apporté, le dimanche 28 novembre, son « soutien enthousiaste et sans réserve » à la candidature de M. Michel d'Ornano comme futur maire de Paris. A l'issue d'une réunion au cours de laquelle M. d'Ornano a exposé les modalités de sa candidature et son programme, M. Jacques Dominati, président de Paris-Avenir, a souligné que le mouvement avait constaté que les objectifs de l'actuel maire de Paris ne correspondaient pas à la situation de la capitale.

Dans une motion, l'Assemblée générale de Paris-Avenir : 1) apporte

un soutien enthousiaste et sans réserve à Michel d'Ornano, seul candidat investi par la majorité présidentielle ; 2) souligne que sa candidature est la seule solution pour barrer la route à la coalition socialiste-communiste ; 3) lance un appel aux Parisiens pour qu'une large union se manifeste autour de la candidature de Michel d'Ornano, et pour que le premier maire de Paris soit le garant des libertés et du progrès face aux tenants du collectivisme et aux nostalgiques du passé ; 4) témoigne sa reconnaissance et remercie sa confiance à Jacques Dominati pour continuer le combat qui rendra Paris aux Parisiens.

### STRATÉGIE D'ENTREPRISES

P.A. CONSEILLER DE DIRECTION S.A., filiale du groupe P.A. INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTANTS (1.000 consultants) recherche pour Paris le responsable de son secteur d'activité « stratégie d'entreprises et organisation générale ». Il prendra en charge une Division déjà existante et comprenant douze consultants spécialisés en marketing, organisation administrative, formation, comptabilité, finances, etc... Il en assurera le développement aux plans commercial, technique et humain en liaison avec les autres Divisions de P.A. France et les filiales du groupe. Normalement, il devra rapidement faire partie du Comité de Direction de la société et participer à sa gestion. Ce poste conviendrait à un cadre supérieur âgé d'au moins 35 ans, diplômé d'enseignement supérieur, possédant une solide expérience en stratégie, gestion financière et si possible marketing acquise en partie, de façon impérative, dans une activité de conseil d'entreprises. Des qualités d'animateur et de promoteur sont indispensables, ainsi que la connaissance courante de la langue anglaise. La rémunération annuelle, de l'ordre de 180.000 francs, sera liée au niveau d'expérience atteint. Écrire à Paris, à R. BOUGEARD, Directeur Général Adjoint de P.A. France, qui traitera confidentiellement toutes les candidatures reçues. Réf. A/10625M

180.000 F

### INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

CLAG-CHIMIE, société française de création récente, filiale du groupe JOHNSON et JOHNSON, pour faire face à un développement très rapide de ses activités, cherche à renforcer sa Direction Marketing, en recrutant deux responsables basés à Paris :

#### Responsable Relations Médicales

Rattaché au Directeur du Marketing, ce cadre sera chargé du courrier médical concernant les produits commercialisés par cette société, ainsi que de diverses synthèses médicales et études bibliographiques. Il participera également aux Congrès médicaux et devra jouer un rôle de relations publiques important auprès du corps médical, en soutien de l'action exercée sur le terrain par le réseau de Délégués. Ce poste de confiance, qui exige une très solide expérience de marché et une grande aisance dans les contacts avec le milieu médical, conviendrait à un médecin de formation (homme ou femme), âgé d'au moins 45 ans et qui souhaiterait donner un nouveau tournant à sa carrière. Une parfaite maîtrise de la lecture de l'anglais médical est exigée. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 120.000 francs. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2483M

120.000 F

#### Chef de produit

Rattaché au Directeur du Marketing, il aura à l'assister, avec dynamisme, en élaborant des propositions concrètes et fiables en vue d'améliorer la compétitivité des produits, et en établissant le cadre des futures campagnes promotionnelles dont il aura en charge l'exécution avec l'agence de publicité. Pour mener à bien son action, il pourra procéder à toute étude de marché et une grande aisance dans les contacts avec le milieu médical, conviendrait à un médecin de formation (homme ou femme), âgé d'au moins 45 ans et qui souhaiterait donner un nouveau tournant à sa carrière. Une parfaite maîtrise de la lecture de l'anglais médical est exigée. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 110.000 francs. Les perspectives d'expansion de la société garantissent une évolution intéressante de carrière pour un candidat de valeur. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2484M

110.000 F

### RESPONSABLE GESTION COMMERCIALE

Revêtements de sols — La filiale française d'une société multinationale d'origine hollandaise, occupant une des premières places sur le marché européen du tapis et des revêtements de sols, recherche le Responsable de sa Gestion Commerciale. Rattaché au Directeur Général, auprès duquel il aura toute délégation pour régler les problèmes de gestion courante d'ordre commercial et administratif, il sera chargé, dans un premier temps, de la réorganisation des services afin d'en contrôler avec plus d'efficacité la bonne marche sur le plan des hommes et des procédures de gestion. Il sera personnellement responsable de la tenue du tableau de bord commercial, de son interprétation, de l'étude des clients, ainsi que de la mise en œuvre des actions correctrices rendues nécessaires. Il se verra confier, enfin, le règlement des litiges, la réception des clients les plus importants en liaison avec la force de vente, et participera à toutes les affaires publiques. Ce poste conviendrait à un cadre méthodique et ayant le goût de la négociation, âgé d'au moins 30 ans, de formation commerciale et pouvant justifier d'une réelle expérience de gestion d'un service commercial, acquise au sein du secteur textile ou décor de la maison. Ce poste est basé dans la grande banlieue Nord de Paris. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2485M

100.000 F

### RESPONSABLE CLASSEMENT - DOCUMENTATION

Chef de Service — L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE, organisme public dont la vocation est de contribuer par des aides financières importantes à l'aménagement des ressources en eau et à la lutte contre la pollution, crée le poste de Chef du Service Secrétariat-Classement-Documents. Rattaché au Directeur, il aura pour mission de mettre en place des procédures de classement décentralisées au sein de chaque division et de les faire respecter par les différents responsables opérationnels. Cette activité nécessite de s'intégrer à la vie générale de l'Agence afin de concevoir un système de classement et d'archivage bien adapté. Il gèrera la documentation générale et, avec l'aide d'un adjoint, supervisera le travail du "pool" dactylographique. L'équipe comprend une douzaine de personnes. Compte-tenu de l'activité de cet organisme, il s'agit là d'un poste essentiel qui ne peut être tenu que par un ou une candidat(e) âgé(e) d'au moins 28 ans, si possible de formation supérieure, ayant déjà eu des responsabilités dans l'animation d'une équipe et possédant bien les nécessités d'un système élaboré de classement et d'information. Les qualités de contact, d'organisation et d'autorité personnelle seront déterminantes. Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 80.000 francs, sera fixé en fonction du niveau déjà acquis. Créer et faire vivre un tel système doit constituer un attrait pour un ou une candidat(e) d'expérience. Écrire à J.-B. FOURNIER à Croix. Réf. A/6238M

80.000 F

### PERSONNEL ET RELATIONS SOCIALES

Franche-Comté

Filiale d'un important groupe français du secteur mécanique, une société moyenne (340 personnes), spécialiste de la micro-mécanique crée le poste de Responsable du Personnel et des Relations Sociales. Basée au siège de l'entreprise (ville moyenne du Doubs), responsable devant la Direction Générale, la personne recherchée, aura pour mission d'assurer l'ensemble de la gestion et de l'administration du personnel (recrutement, formation, paie). Véritable conseiller interne en matière de relations sociales, elle assurera les relations fonctionnelles internes et externes à l'entreprise, et assistera l'ensemble de l'encadrement en lui proposant les outils les mieux adaptés à une gestion efficace : études des postes, qualifications, tableaux de bord. Ce poste, convient à un candidat, femme ou homme, de 30 ans minimum, de formation supérieure, bénéficiant d'une réelle expérience de la fonction acquise dans une entreprise de taille comparable, et possédant de solides connaissances en législation du travail. La rémunération annuelle, sera liée à l'expérience et aux qualités du candidat retenu. Écrire à G. ANDRIEU à Lyon. Réf. A/2486M

75.000 F

### ORDONNANCEMENT COMMERCIAL

Un très puissant groupe multinational, spécialisé dans les emballages de produits alimentaires, recherche, pour sa filiale française, un responsable de l'ordonnancement commercial. Rattaché à la Direction Commerciale, il sera responsable de l'administration des ventes pour toute la France, puis prendra progressivement en charge les achats, la gestion des stocks et le planning de fabrication d'un petit atelier comprenant une quinzaine de personnes. Ce poste conviendrait à un homme âgé de 30 ans minimum, ayant acquis une solide expérience de l'administration commerciale, et capable d'assurer la liaison entre les ventes, les approvisionnements et la fabrication. La pratique de l'anglais est une nécessité, celle de l'allemand serait un atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 75.000 francs, sera déterminée en fonction de l'expérience du candidat retenu. Écrire à G. MASSON à Paris. Réf. A/2486M

75.000 F

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client, sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service de Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-3579

9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

PA Management Consultants GmbH - 4000 Düsseldorf 17 - Graf-Recke-Strasse 17 - Tél. 0211/68-66-81

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Frankfurt - Hambourg - Londres - Madrid - Milan - New York - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

مكتبة الامم المتحدة



# BOLITIQUE

## AU SÉNAT

### Vote du budget des P.T.T. et des crédits des départements et territoires d'outre-mer

Le Sénat a adopté, dimanche 28 novembre, les crédits des départements et territoires d'outre-mer. Le vote de ces crédits, à main levée, n'a été précédé d'un débat un peu vif que lorsque les communistes et les socialistes ont défendu le principe de l'autodétermination des D.O.M.

Par 187 voix contre 99 (P.C., P.S., rad. de S.), les sénateurs ont adopté samedi le budget annexé des postes et télécommunications. « Nous avons été sensibles », déclare à son tour le rapporteur, M. CHOCHOY (P.S.), à vos déclarations sur l'unité du service public des P.T.T. Nous craignons que dans les faits des jalons ne soient posés pour l'écoulement de ce service public.

(...) Avec 72 milliards, ce budget est en hausse de 25,8 % sur 1975. (...) Il comporte encore cette année une rubrique de plus de 11 milliards « financement à déterminer » qui laisse la législature perplexité. M. Chochoy souhaite que les fonds déposés aux chèques postaux soient réinvestis au taux du marché, ce qui procurerait, dit-il, un allègement de 30 milliards 800 millions.

M. MARZIN (non-inscrit), exprimant l'avis de la commission des affaires économiques, estime que ce budget comporte un effort important de modernisation, en particulier pour le télégraphe et le téléphone. « Mais, demande-t-il, une fois le territoire équipé, que deviendra le personnel de fabrication ? Il faut peiller les maîtres de l'emploi et leur préparer les reconversions futures. »

« Le gouvernement, affirme M. SIBARD, secrétaire d'Etat aux télécommunications, a la volonté de maintenir l'unité des P.T.T. (...) La réalisation du programme d'équipement téléphonique suppose que l'industrie française se fasse la demande dans des conditions compétitives. Priorité est accordée, pour l'avenir, à la communication électronique temporaire. (...) L'investissement au développement du réseau téléphonique, un réseau d'agences et d'annexes commerciales doit couvrir le pays, de manière à faciliter l'accès du public aux services. »

M. SIBARD souligne que cette organisation s'appuiera sur le réseau des bureaux de poste, qui restent le lien privilégié des relations avec les citoyens. Le réseau TRANSPAC (téléinformatique), qui sera géré par une société d'économie mixte, restera « propriété inaliénable de l'Etat ».

La rubrique « financement à déterminer » sera couverte par des emprunts à l'intérieur ou à l'extérieur et d'éventuelles modifications de tarifs, dans les limites fixées par le plan Barre. Quant à l'équilibre des chèques postaux, le gouvernement est prêt à en reprendre l'examen.

M. EDOUARD BONNEFOUS (Gauche dém.), président de la commission des finances, critique les retards très fréquents dans la distribution du courrier et, en particulier des journaux.

Le groupe socialiste, annonce M. MINVILLE, votera contre ce budget, dont les crédits de personnel ne permettent aucun effort sincère pour les problèmes indémittables ou catégoriels, et dont l'équilibre se fonde sur un endettement excessif.

M. PAUL D'ORNANO (ind.) demande que l'on maintienne les bureaux de poste dans les campagnes et que l'on améliore la sort des receveurs-distributeurs.

M. FERRANT (Un. cent.) souligne que le déficit des chèques postaux est « artificiel et choquant ». Les raccordements téléphoniques restent trop lents, estime-t-il, dans les campagnes, et les entreprises avec lesquelles sous-traitent les P.T.T. « ne sont pas au-dessus de tout reproche ».

M. MARSON (P.C.), considère que les 420 000 agents des P.T.T. sont négligés tandis que les fournisseurs du secteur des télécommunications se voient offrir des profits importants. « Notre groupe », dit-il, repoussera bien évidemment ce budget, « M. JEAN COLIN (Un. centiste), demande au secrétaire d'Etat de « tout faire » pour éviter une résurgence de la grève du tri, qui serait néfaste, et affirme que l'unité des P.T.T., dont il est partisan, exigera beaucoup de vigilance. « N'est-elle pas, déclare-t-il, menacée dans les faits quand un receveur ne peut obtenir la réparation de son matériel téléphonique, tandis qu'on installe une cabine « privée » à proximité de son bureau de poste ? »

Dans sa réponse, le secrétaire d'Etat indique que la situation des receveurs, qu'un crédit de 36 millions pour les statuts des chefs de centre n'a pu être retenu en raison des impératifs de la rigueur budgétaire. Il dit son attachement à la qualité du service en zone rurale et affirme qu'un certain recours à la sous-traitance est normal. Le budget annexé des télécommunications se voit offrir des profits importants. « Notre groupe », dit-il, repoussera bien évidemment ce budget, « M. JEAN COLIN (Un. centiste), demande au secrétaire d'Etat de « tout faire » pour éviter une résurgence de la grève du tri, qui serait néfaste, et affirme que l'unité des P.T.T., dont il est partisan, exigera beaucoup de vigilance. « N'est-elle pas, déclare-t-il, menacée dans les faits quand un receveur ne peut obtenir la réparation de son matériel téléphonique, tandis qu'on installe une cabine « privée » à proximité de son bureau de poste ? »

### DOM et TOM : controverse sur l'autodétermination

Reprenant dimanche la discussion budgétaire, les sénateurs examinent les dispositions concernant les départements d'outre-mer. Leur rapporteur, M. JUNG (Un. cent.), souligne qu'il faut laisser Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte aux DOM traditionnels. Sans cette innovation, ce budget est « au mieux », un budget de reconduction. Toutefois, un programme d'action prioritaire hâtera la départementalisation des DOM au cours de l'exécution du VII<sup>e</sup> Plan.

M. STIRN, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, rappelle que ses services ne totalisent que le dixième des fonds d'Etat qui vont aux DOM. « La situation de l'emploi, toutefois, sans être agitée, décline-t-il, ne cesse pas d'être préoccupante, et il paraîtrait imprudent de transférer telle quelle la législation métropolitaine du chômage : un coup est en cours à ce sujet. L'Etat finance chaque année le transfert de dix mille personnes vers la métropole où un emploi leur est assuré. »

M. VIRAPOUILLE (non-inscrit, Rénouveau) estime que les crédits proposés ne permettent pas de poursuivre la politique de création d'emplois pour les jeunes, et d'équipement. « Mais, l'autonomie », affirme-t-il, ce serait le retour à l'esclavage. » Se tournant vers l'opposition, l'orateur s'exclame : « Offrez-nous ce que vous voulez, messieurs, sans l'autonomie ! » M. CHEMPEIX, président du groupe socialiste : « Ce que nous demandons, c'est l'autodétermination. » M. CAILLARD (ind., Loire-Atlantique) déclare qu'il serait temps que le commerce, « à la base », épouse le « X<sup>e</sup> siècle », car l'éloignement ne suffit plus à expliquer les disparités de prix. M. MARIE-ANNE (app. U.D.R., Martinique) se fait le défenseur de la départementalisation « votée il y a trente ans par le Parlement à l'instigation des partis communiste, socialiste et radical. (...) L'autonomie signifierait, dit-il, « l'éloignement de la métropole. Or, à la Martinique, les impôts versés en 1975 ont atteint 40 milliards de centimes et les dépenses 180, soit le quadruple. A quoi s'ajoutent 10 milliards et demi d'avances de trésorerie. En Guyane, les transferts de la métropole sont égaux à sept fois la contribution locale ».

M. GARGAR (app. P.C., la Guadeloupe) demande si les « pourfendeurs de l'autodétermination » ne craignent pas, en réalité, « la victoire du programme commun ». « Nous pen-

sons, conclut-il, que tout passe par l'autodétermination. » Pour M. HEDER (app. P.S., Guyane), la spécificité de ce département « impose une mutation institutionnelle. En 1980, le général de Gaulle réalisait une détermination de l'autonomie de la Guyane était dans la nature des choses. » « Ni la France ni la Guyane, affirme l'orateur, n'auraient à s'en repentir. »

« Nous ne voulons nullement rompre avec nos frères d'outre-mer, proclame Mme GOUTMANN, présidente du groupe communiste, mais c'est une autre image de la France que nous voulons leur donner. »

M. PEN (P.S., Saint-Pierre-et-Miquelon), représentant du centième département français, indique qu'il a voté contre la départementalisation, mais qu'il est prêt à coopérer à son succès. Il n'y a pas, dans son île, de sentiments autonomistes. Mais chaque territoire doit pouvoir se déterminer librement. M. STIRN dénonce l'ambiguïté des positions socialistes. L'autodétermination, estime le secrétaire d'Etat, n'a pas de sens pour un département. D'autre part, « l'autodétermination n'est pas la prédestination. Or, c'est bien de cela qu'il s'agit lorsque le programme commun inclut les DOM dans la politique étrangère ».

Mme GOUTMANN : « Cette allégorie est inexacte. Il y a dans le programme commun un chapitre particulier pour les DOM-TOM. »

M. STIRN : « De tous les stades de la départementalisation, c'est la départementalisation économique la plus difficile à réaliser, surtout en raison de la démographie. Ce serait tromper le public que de lui promettre l'insatiable du succès. Reste que la départementalisation est la formule qui a donné les meilleurs résultats, comme l'a rappelé M. Marie-Anne : comparez l'évolution, en trente ans, avec celle des Etats voisins. »

Les crédits des DOM sont alors adoptés, comme le sont ensuite ceux des TOM. Le rapporteur est aussi M. JUNG. — A. G.

### La Restauration nationale s'inquiète de la poussée de la gauche

La Restauration nationale a consacré l'essentiel de son congrès annuel, réuni samedi 27 et dimanche 28 novembre à Paris, à deux thèmes de réflexion : l'indépendance nationale et les progrès enregistrés par la gauche.

Sur le premier point, M. Pierre Pujol, directeur politique d'Aspects de la France, a déclaré : « Dans la défense de l'indépendance nationale, menacée par le projet de l'élection au suffrage universel

de l'Assemblée européenne, les monarchistes de l'Action française ont été, au cours des précédents mois, plus autonomistes que les gaullistes et les chrétiens », car une telle élection constituerait, selon le mouvement royaliste, « un danger très grave pour l'indépendance et l'unité de la France ».

S'agissant de la poussée de la gauche, le congrès s'est inquiété de « la progression de la coalition socialo-communiste, en particulier lors des récentes élections partielles », car « si la gauche gagnait, elle exposerait le pays à l'anarchie ».

La Restauration nationale va développer son effort de propagande, en particulier dans les universités avec l'A.P. « Jeunesse ». Elle considère d'autre part « avec sympathie » la tentative de M. Jacques Chirac en vue de constituer un nouveau rassemblement, « signe d'une réaction saine à certaines aberrations observées depuis l'arrivée de M. Giscard d'Estaing au pouvoir », mais n'adhère en aucune façon d'un autre côté.

M. Robert Faure, président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, samedi 27 novembre, à Caracassonne : « Le président de la République a parlé de ceux qui font de la démagogie. Or la démagogie, c'est promettre et ne pas tenir. Il avait promis l'expansion, on a la récession. On ne devait plus connaître l'inflation, les prix augmentent de 2 % en deux mois. Lorsque le président de la République condamne la démagogie, je m'insurge qu'il fait son auto-critique. »

## DEUX CONGRÈS MONARCHISTES

### Les unions royalistes dénoncent des « références coupables » en matière de défense

De notre correspondant

Dijon. — La Fédération nationale des unions royalistes provinciales a décidé, au cours de son congrès, réuni à Dijon du 25 au 28 novembre, de « prendre le nom de Fédération des unions royalistes d'action française ». Le Monde date du 28-29 novembre. Au cours de ce congrès, a été adoptée une motion dans laquelle on lit : « Au moment où le président de la République s'adresse à Strasbourg, « un bouge de démagogie », les royalistes d'Action française dénoncent la démocratie qui en est la source, et ils placent leur seul espoir dans la restauration de la monarchie traditionnelle, héréditaire, antiparlementaire et décentralisée. »

« Celle-ci estime que, si l'analyse géopolitique d'un « assaillir » depuis « quelques » temps, s'agissant des problèmes militaires, il subsiste « des carences capitales » dans l'application des principes ainsi définis. L'armée classique est jugée « beaucoup trop faible » et la dissolution jugée « offre », mais « restait » « la contre-offensive psychologique » est menée. Or, selon les unions royalistes, « cette politique n'est nullement conduite et la situation actuelle rappelle la série d'abandons psychologiques devant Hitler dans les années 30 ». « Pour assumer la défense d'un pays, ajoutent-elles, il faut une continuité politique, et l'instabilité de la France ne lui permet pas de satisfaire à cette condition fondamentale. »

**ISTH** Centre  
**AUTEUIL - TOULBIAC**  
Institut privé des Sciences et Techniques humaines  
PRÉPARATIONS ANNUELLES  
JANVIER 1977 à JUIN 1977  
Examen d'entrée à :  
**SC PO**  
Entrée en 1<sup>re</sup> année  
Soutien en cours d'AP  
Procédure admission en 2<sup>e</sup> année  
Préparation par correspondance  
TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE DEPUIS 23 ANS  
AUTEUIL 6, Av. Léo-Hugot  
75016 Paris - Tél. 224.10.72  
TOULBIAC 83, Av. d'Alsace  
75015 Paris - Tél. 539.60.91

**À TOUS CEUX QUI DEVIENNENT BLANCS QUAND LES COPIES SORTENT GRISES FAXIL de Gestetner**  
Documentez-vous dès maintenant : prenez contact avec Gestetner, service 206, 71 rue Camille Groult 94400 VITRY - Tél. 680.47.85

## En 18 mois nous avons installé 141 entreprises dans leurs nouveaux locaux.

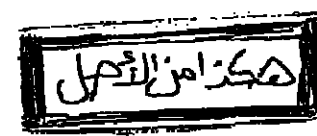


La meilleure preuve de dynamisme est, en conjoncture difficile de continuer à progresser. Ainsi, quand nous disons que nous avons installé 141 entreprises dans 200.000 m<sup>2</sup> d'usines et 600.000 m<sup>2</sup> d'entrepôts — sans compter 1.000.000 m<sup>2</sup> de terrains industriels — ce n'est pas de l'auto-satisfaction, c'est nous l'espérons le meilleur moyen de vous convaincre que nous pouvons réussir ensemble, aujourd'hui, votre future implantation. Que ce soit en région parisienne ou en province, nous comptons de solides références : Citroën ou Manufrance en région parisienne, Datsun ou les Pompes Guinard à Lille, l'Oréal ou Darty à Lyon, la SCAC à Marseille. Par exemple. Cette façon de travailler, de progresser, c'est un autre style. Celui d'un consultant moderne. Celui du premier cabinet d'ingénierie immobilière de France. Délégations et filiales : Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Sao Paulo. Représentations : Belgique, U.S.A., Canada.

## Nous avons créé l'engineering immobilier.

**AUGUSTE-THOUARD**

17, rue d'Asstorg - Paris 8<sup>e</sup> - Tél. 265.54.07 +







POLITIQUE

DU « RASSEMBLEMENT DES FRANÇAIS POUR LA RÉPUBLIQUE »

# Les projets de M. Chirac ne se heurtent à aucune opposition structurée

Le processus est désormais engagé de façon irréversible. L'U.D.R. disparaît dimanche prochain 5 décembre, au cours de ses dernières assemblées nationales extraordinaires, et renaîtra aussitôt de ses cendres sous les espèces d'un « Rassemblement des Français pour la République », présidé par M. Jacques Chirac.

Aucune opposition quelconque ne s'oppose plus désormais aux projets de l'ancien premier ministre, et les rumeurs relatives au lancement d'une organisation concurrente sous la forme d'un « Rassemblement pour la Démocratie française » n'inquiètent guère les gaullistes.

Au cours du comité central de l'U.D.R., réuni dimanche 28 novembre à Villeurbanne, seul M. Chaban-Delmas a voté contre la réforme des statuts, et seul M. Jacques Foccart s'est abstenu. L'ancien premier ministre, logique avec les « mises en garde » qu'il a prodiguées à l'encontre de la démarche de M. Chirac, a toutefois voté le « manifeste » politique qui sera adjoint aux statuts, et il a indiqué qu'il « prendrait acte des décisions de la majorité du mouvement » telles qu'elles ressortiraient des assemblées et qu'il « participerait à leur mise en œuvre ». D'ailleurs, lui et M. Chirac ont fort aimablement dialogué tout au long des débats et les modifications proposées par le maître de Bordeaux — sur

le sport ou les régions — ont toutes été acceptées par le député de la Corrèze. Mais M. Chaban-Delmas n'admet pas que l'U.D.R. se transforme en rassemblement et se dote d'un président. Ces statuts, qui seront publiés mardi 30 novembre et qui devront être ratifiés par les assemblées, s'inspirent, selon M. Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., de trois principes : la démocratie, l'efficacité et l'élargissement. « Puisque toutes les instances seront élues, que le président et le secrétaire général assureront l'exécution du mouvement et que les personnalités nouvelles disposeront de cent places supplémentaires en comité central.

Le manifeste, qui, en six ou sept pages, constitue un document plus complet que la plate-forme présentée le 24 octobre par M. Chirac, insiste plus particulièrement sur les notions d'indépendance nationale, de participation, de solidarité, de justice fiscale, afin de souligner la volonté réformatrice et qui se veut progressiste du nouveau rassemblement.

A aucun moment au comité central, il n'a été question de la majorité présidentielle ni du chef de l'Etat, et, si certaines phrases du manifeste pouvaient être prises pour des réaffirmations de l'action du président de la République, personne n'a osé prendre la défense de M. Giscard d'Estaing, même pas ses ministres

présents. Il est vrai qu'un élan du comité central comme dans les autres instances de l'U.D.R., le succès du « chiraquisme », s'ajoute en bonne partie de l'« antigiscardisme », et la chute du prestige du chef de l'Etat dans les rangs gaullistes semble bien avoir atteint pour le moment un point de non-retour. Ce sentiment pourra être mesuré dimanche prochain, bien que les organisateurs du rassemblement, redoutant quelque provocation, prodiguent à leurs militants des consignes de modération.

Ce n'est pas la modération — si vaniteuse — qui a prévalu lors des « Deux jours pour la France » organisés par la revue gaulliste « l'Appel » et l'Union des jeunes pour le progrès. Bien que ces deux mouvements entretenaient depuis peu des relations plus détendues avec l'U.D.R., l'U.J.P. s'est donné un nouveau président moins favorable à un rapprochement avec M. Chirac. Si ces deux groupuscules veulent attendre pour fêter le rassemblement sur pièces, ils refusent tout d'abord le projet de M. Chaban-Delmas de rapprochement avec l'Union de la gauche. C'est précisément cet élan qui repousse les amis de M. Chirac. Il leur restera à démontrer à partir du 5 décembre la réalité et la consistance de leur projet de rassemblement.

ANDRÉ PASSERON.

M. Yves Guéna, rendant compte des travaux du comité central, a donné lecture de la phrase introductive du manifeste qui sera placé en préambule des statuts et qui est ainsi rédigée : « Après s'être ressaisi à l'appel du général de Gaulle, après dix-huit ans d'efforts et de progrès, la France hésite. Toutes les certitudes semblent aujourd'hui s'estomper, tandis que croît la

tentation du renoncement et de la facilité. Aux interrogations de Français, les clans et les partis apportent de mauvaises réponses ou de fausses réponses. Nous avons, quant à nous, choisi de nous rassembler pour défendre les valeurs essentielles auxquelles nous croyons et pour provoquer le sursaut salutaire de la nation. » La conclusion du Manifeste est ainsi rédigée :

« Il y a dans notre peuple un immense besoin d'agir ensemble. Il y a aussi le besoin de retrouver cette force qui l'a souvent dans le passé sauvé du désastre et qui le sauvera demain : celle de la France rassemblée. »

Le manifeste, a ajouté M. Guéna, insiste sur la notion d'indépendance nationale qui englobe des institutions stables, un Etat digne de ce nom, la liberté et la justice, une économie solide et saine, une défense authentiquement nationale, une diplomatie capable de maintenir la France à son rang. « Le manifeste souligne aussi la nécessité de la protection sociale, la participation, le maintien de la liberté d'entreprendre et la ré-

forme de l'entreprise ». Il s'oppose « aux privilèges de la fortune et de la bureaucratie ». Quant à la « Démocratie du quotidien », elle concerne les collectivités locales, l'urbanisme, la famille et les « ombilics de la croissance ». M. Chirac a déclaré que ce manifeste traduisait « la recherche de la dignité pour la France et le besoin de justice et de bonheur pour les Français ». La discussion a notamment permis des mises au point de M. Debré sur l'indépendance « technologique » de M. Fanon sur la justice fiscale et de M. Chaban-Delmas sur le rôle du sport et sur la régionalisation. A l'issue

de la discussion sur la réforme des statuts, M. Chaban-Delmas, annonçant son vote hostile, a déclaré : « Mes mises en garde ne sont inspirées par aucune autre motivation que politique. L'unité n'est pas forcément l'unicité. Je prendrai acte des décisions de la majorité du mouvement, et je participerai à leur mise en œuvre. »

A propos de la dénomination du nouveau mouvement, il a été précisé que le mot « rassemblement » figurerait dans son titre. Les études faites sur ordinateur proposant la formule de Rassemblement des Français pour la République.

## M. CHIRAC : POSE TROIS QUESTIONS A L'ANCIEN PREMIER MINISTRE

M. Roger Chirac, président du groupe des républicains indépendants à l'Assemblée nationale, propose dans une déclaration à l'Assemblée nationale, d'un « conseil d'animation politique » de la majorité. Il pose à M. Chirac les trois questions suivantes :

1. Première question : Jacques Chirac considère-t-il, comme moi, que nous sommes en train de voir se développer un défiable climat de méfiance à l'égard de la majorité qui ne parait pas à fait irréversible à l'Assemblée nationale ? Et si oui, est-ce prêt, pour sa part, à tout faire pour arrêter ce processus ? Deuxième question, au président de l'U.D.R., une concertation réelle avec les autres formations de la majorité pour que nous nous mettions d'accord sur des actions communes, une attitude commune de contrôle du gouvernement et une préparation en commun des élections ? Enfin, est-il prêt à affirmer publiquement l'essentiel, à savoir que la conduite des affaires de la France et la définition des grands objectifs sont de la responsabilité du président, et qu'il serait suicidaire de laisser supposer que nous sommes entrés par cinq ans en campagne présidentielle ?

## M. GUICHARD : des élections anticipées seraient désastreuses.

M. Olivier Guichard, ministre de la justice, hôte, dimanche 28 novembre, du Club de la presse d'Europe 1, a estimé que s'il était « parvenu à des élections anticipées », le gouvernement Chirac, s'il agit, dans la situation actuelle, d'une « dérive à tout fait absurde », car ce serait la négation de l'opération que l'on a faite en changeant le gouvernement, alors que le nouveau gouvernement a reçu la mission précise de ramener l'inflation à des limites raisonnables avant mai 1977.

Des élections prématurées, a-t-il ajouté, seraient politiquement désastreuses, car elles seraient dues à une coupure dans la majorité.

Si on possède le sens des institutions, on ne doit pas confondre la vie de la République avec une espèce de bagarre, sans aucune issue, contre le président de la République.

## M. Jean Guion nouveau président de l'U.J.P.

L'Assemblée générale de l'Union des jeunes pour le progrès, réunie samedi 27 novembre, a élu président de l'U.J.P. M. Jean Guion, par 78 voix contre 16 à M. Bernard Loth, président sortant, et 6 abstentions.

Le bureau comprend trois vice-présidents, MM. Bernard Fourrier, Christian Azala et Patrice Salvatour.

vingt-cinq ans, originaire des Ardennes, M. Guion est éducateur, et il était vice-président dans le bureau sortant.

M. Jean Guion, nouveau président, a déclaré à l'issue des deux jours pour la France, la revue de l'U.J.P., la revue de l'Appel et le Centre d'étude pour l'indépendance nationale, et qui se réunissent les 27 et 28 novembre à Paris :

« Aujourd'hui, on galopait l'idée de rassemblement. Nous doutons des moyens et de la finalité de l'opération. Peut-on rassembler quand on a désigné ? Nous sommes, comme le fait l'Appel, que l'U.D.R. quitte la majorité. L'opération du 5 décembre ne constitue pas un rassemblement mais une crise de régime et de direction, à laquelle l'U.J.P. ne donnera pas sa caution politique et morale. Cette caution dénoncerait l'U.D.R. des ralliements de droite. Il n'est question pour l'U.J.P. de rejoindre ni l'union de la gauche ni un rassemblement de droite. »

## Chez les gaullistes d'opposition

De son côté, M. Olivier Germain-Thomas, directeur de l'Appel, a déclaré :

« Le président de la République, emprisonné dans le concept néfaste de majorité présidentielle, plane au-dessus des réalités sans avoir pris sur la nation. Son autorité est à bout de souffle. Il a ennuagé ainsi les conditions de la vie de la France. »

La première condition est de résister à la volonté du pouvoir de modifier la stratégie militaire française en fonction des intérêts de l'O.T.A.N.

La seconde est de refuser la voie supranationale et parlementaire pour construire l'Europe.

La troisième est de faire passer dans les actes la participation.

La dernière, conséquence des trois premières, est que ceux qui ont l'ambition de se réclamer du gaullisme quittent la majorité dite présidentielle.

M. Jean Chaban-Delmas, qui vient de fonder la Fédération des républicains de progrès, déclare : « La vertu contestataire du gaullisme nous amène logiquement et légitimement, sans nous rallier du tout, à dialoguer avec une gauche qui désormais retrouve les idéaux de 1945 et approfondit sa réflexion sur l'Etat. Et cette vertu contestataire nous pousse surtout à combattre la gauchisme et cette grossière et droite réaction du R.P.F. en quoi se métamorphose l'U.D.R. »

Au cours d'une conférence de presse, jeudi 28 novembre, M. Jean Chaban-Delmas avait indiqué : « Nous entendons accueillir les membres de l'U.D.R. qui refuseront le rassemblement musqué préparé par M. Chirac. »

M. Michel Jobert, a affirmé : « Il faut, pour l'indépendance nationale, pour la cohésion de la collectivité qui est la nôtre, que la France se prépare à sortir de l'alliance atlantique, étant donnée

## M. DEBRÉ : la question des élections anticipées se posera après les municipales

M. Michel Debré, dans une interview accordée à l'Agence France-Presse le 29 novembre, indique qu'il accueille « avec sympathie et espérance » le rassemblement proposé par M. Jacques Chirac, et il ajoute :

« Ma seule préoccupation, car je n'en ai pas d'autre, est capitale : on ne peut pas bâtir une fonction d'élections à gagner. Il faut savoir, en tout temps, et rassembler uniquement en vue de la France, de nos jours d'une manière particulière, qu'une ambition est nécessaire pour bien servir les hommes et les choses. Le rassemblement est une fonction d'élections, expression d'un combat pour le bien public. »

Interrogé sur l'éventualité d'élections anticipées, l'ancien premier ministre a répondu :

« Tout appel au corps électoral en dehors des échéances fixées exige une réflexion attentive. Dans le passé, à diverses reprises, il m'est arrivé de conseiller le retour devant l'électeur, et quand cela ne fut pas fait, de le regretter. Nous avons devant nous une échéance, celle des municipales en mars prochain. Dans ces conditions, le recours à des élections anticipées avant ces

élections ne me paraît pas de nature à être envisagé. Le cas échéant, la question peut se trouver de nouveau actualisée après ces élections, mais nous ne disposons présentement d'aucun élément permettant de dire quelle devra être alors la réponse. »

## Pour son seizième anniversaire

## LE CENTRE D'INFORMATION CIVIQUE VEUT LUTTER CONTRE L'ÉGOÏSME ET L'INDIFFÉRENCE.

Le Centre d'information civique (CIC), que préside M. Jean Christian Barbé, explique dans un éditorial de son Bulletin d'informations générales (1), à l'occasion de son seizième anniversaire, les raisons et les objectifs de son action. Pour lutter contre les égoïsmes de groupe, le CIC a conduit une action d'information sur l'ensemble de l'opinion et mené « des recherches et des études dans de nombreux domaines intéressant la vie sociale et politique », écrit M. Barbé, qui poursuit notamment :

« En fonction des moyens dont nous disposons, nous continuons à travailler à l'éducation, à l'information, à la formation permanente des citoyens. Le pire des maux dont souffre notre société est l'indifférence : à l'égard de l'autre, à l'égard de tous. Rendre les individus attentifs à ce qui les unit, sensibles à ce qu'ils partagent avec autrui par la force des choses, restaurer l'esprit de communion qui a pu exister à certaines heures : tels sont les principes de la lutte contre l'indifférence — celle-ci prenant sa source dans l'égoïsme tant individuel que collectif. »

C'est bien là ce qui rend la tâche difficile tant il est vrai que ceux qui disposent des moyens matériels s'y travaillent et ne les dépensent qu'à condition que l'on s'engage à leur service. La vie politique de tous les jours le montre suffisamment. A cet égard une mobilisation s'opère indispensable, qui concernerait à la fois les moyens de communication, les formations politiques, les groupements divers qui ne sont qu'apparemment d'intérêt général. »

(1) Bimestriel, 242 bis, boulevard Saint-Germain, Paris (7<sup>e</sup>).

« L'Armée révolutionnaire bretonne » (branche du F.I.R. clandestin depuis sa dissolution au conseil des ministres du 30 janvier 1974) a demandé, dans une lettre adressée vendredi 26 novembre à un quotidien breton, la dissolution des fédérations départementales du P.C. en Bretagne. L'A.R.B. assure « déclarer la guerre au parti communiste français » et indique d'autre part qu'elle n'associera plus désormais son sigle à celui du Front de libération de la Bretagne, « pour en finir avec les fausses interprétations et les récupérations du combat de la libération ». — (Corresp.)

Le Brest, le 9 octobre dernier, le F.I.R.-A.R.B. avait annoncé l'intention de « passer à l'action armée », et le 11 avait lancé une campagne de sabotage à l'« au », 31, décembre.



**Pour les "Nouveaux Conducteurs" l'important c'est qu'elle dure.**

Enquête Shell-Hop Mars 1976 : 55% des Français sont devenus des "Nouveaux Conducteurs". Pour eux, la voiture est un simple moyen de transport qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche.

L'HUILE SHELL SUPER 200, par sa haute fluidité à basse température, permet des démarrages immédiats. De plus, sa résistance au cisaillement et sa grande stabilité contribuent à la longévité de votre moteur. SHELL SUPER 200 répond parfaitement aux préoccupations des "Nouveaux Conducteurs".

**Pour les "Nouveaux Conducteurs" priorité à l'entretien.**



**Chez les gaullistes d'opposition**

De son côté, M. Olivier Germain-Thomas, directeur de l'Appel, a déclaré :

« Le président de la République, emprisonné dans le concept néfaste de majorité présidentielle, plane au-dessus des réalités sans avoir pris sur la nation. Son autorité est à bout de souffle. Il a ennuagé ainsi les conditions de la vie de la France. »

La première condition est de résister à la volonté du pouvoir de modifier la stratégie militaire française en fonction des intérêts de l'O.T.A.N.

La seconde est de refuser la voie supranationale et parlementaire pour construire l'Europe.

La troisième est de faire passer dans les actes la participation.

La dernière, conséquence des trois premières, est que ceux qui ont l'ambition de se réclamer du gaullisme quittent la majorité dite présidentielle.

M. Jean Chaban-Delmas, qui vient de fonder la Fédération des républicains de progrès, déclare : « La vertu contestataire du gaullisme nous amène logiquement et légitimement, sans nous rallier du tout, à dialoguer avec une gauche qui désormais retrouve les idéaux de 1945 et approfondit sa réflexion sur l'Etat. Et cette vertu contestataire nous pousse surtout à combattre la gauchisme et cette grossière et droite réaction du R.P.F. en quoi se métamorphose l'U.D.R. »

Au cours d'une conférence de presse, jeudi 28 novembre, M. Jean Chaban-Delmas avait indiqué : « Nous entendons accueillir les membres de l'U.D.R. qui refuseront le rassemblement musqué préparé par M. Chirac. »

M. Michel Jobert, a affirmé : « Il faut, pour l'indépendance nationale, pour la cohésion de la collectivité qui est la nôtre, que la France se prépare à sortir de l'alliance atlantique, étant donnée



**Pour les "Nouveaux Conducteurs" l'important c'est qu'elle soit sobre.**

Enquête Shell-Hop Mars 1976 : 55% des Français sont devenus des "Nouveaux Conducteurs". Pour eux, la voiture est un simple moyen de transport qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche.

Pour faciliter les démarrages à froid, augmenter le rendement de votre moteur et lutter contre le gaspillage d'essence, les stations Shell vérifient les BOUGIES, le FILTRE A AIR et les VIS PLATINEES. Ce service répond parfaitement aux préoccupations des "Nouveaux Conducteurs".

**Pour les "Nouveaux Conducteurs" priorité à l'entretien.**



مكتبة الشامل

## JUSTICE

ALORS QU'UNE NOUVELLE ÉQUIPE ARRIVE AU POUVOIR

## Le Syndicat de la magistrature se donne une charte face aux échéances électorales

Pour un avenir que l'on sait riche en événements politiques, le Syndicat de la magistrature, toujours écartelé entre « la » politique et « la » politique, entre les tentations de l'engagement partisan et la haute philosophie du pouvoir, s'est donné, non sans hésitations ni réserves, une charte. C'est du moins le sens que l'on peut prêter à la discussion qui s'est engagée, au cours du congrès, sur l'attitude à adopter face à la gauche, aujourd'hui et en 1978 — la droite, pour ce qui la concerne, étant, conformément à l'usage, jetée aux orties.

Le débat ne saurait étonner d'un mouvement qui plonge ses racines dans les mois de mai et de juin 1968. On s'étonnera en revanche que, même compte tenu de la succession des générations, la discussion revienne si périodiquement et selon un style où l'embarras perce toujours.

Le syndicat ne peut être classé à droite. Il ne veut pas cependant être classé (figé) à gauche. C'est ce qu'exprime M. Dalle en indiquant que son mouvement n'est pas une « courroie de transmission de la gauche », qu'il ne lui est pas « inféodé ».

Le syndicat ne veut pas être absent du débat politique, mais il ne veut pas être autre chose qu'un syndicat, tout en ne souhaitant pas être réduit à une appellation banale.

L'impression prévaut quelquefois, que, désireux de se manifester au Capitole, il souhaite à tout moment pouvoir se retirer sur l'avenue, qu'il recherche moins un pouvoir qu'une autorité morale.

L'entreprise est compliquée. Même si M. Pierre Lyon-Caen, ancien secrétaire général, pense la faciliter en distinguant la politique politicienne, dont il faudrait se garder, de la politique avec un grand P, dans lequel on peut intervenir sans déchoir.

Les votes sont à cet égard assez éclairants. Le rapport moral riche en considérations politiques (avec un grand P) a été approuvé par 280 voix (et 23 abstentions). Mais il est vrai aussi que le passage (pages 27 et 28) consacré à la situation du Syndicat face à la politique (avec un petit p) n'en a recueilli que 148 (et 37 abstentions). Une motion favorable (un « soutien critique », comme dira M. Dominique Charvet, ancien vice-président, à son auteur) au programme commun, une motion par 119 voix et 59 abstentions (14 pour). Mais une motion « droite » est écartée par 151 voix (38 abstentions et 31 pour).

Aujourd'hui encore, le syndicat, ou plus exactement le congrès, paraît envisager la question « en traînant les pieds ».

pour reprendre l'expression que M. Charvet appliquait au rejet de la peine de mort.

Le congrès a des sympathies à gauche, mais n'entend rien lui concéder « à priori ». Il se veut totalement libre à l'égard d'une entreprise dont il paraît souhaiter le succès. Il ne veut visiblement pas se priver de l'ambiguïté qu'il a réussi à maintenir à peu près depuis l'origine, que « soutenir » n'est pas s'engager.

Il veut bien s'entendre dire par la voix de M. Jean-Pierre Michel, ancien secrétaire général, que « le gouvernement de gauche sera contraint d'aller plus loin qu'il ne le prévoit ». Mais il ne néglige pas tout à fait l'avertissement de M. Renaud Chazal de Mauriac qui, rappelant combien l'Etat sera longtemps encore nécessaire à beaucoup, indique : « Ne nous laissons pas fasciner par certaines constructions intellectuelles sur le dépassement de l'Etat ».

Non plus qu'il ne saurait négliger l'avis avertissement de M. Jean-Pierre Deschamps, récemment encore auditeur de justice : « Nous n'avons pas de pratiques professionnelles de gauche, au plus, quelquefois, une honnête pratique bourgeoise ».

Ph. B.

Après la journée du vendredi 26 novembre consacrée très largement à un travail en commission sur le thème du congrès « Pouvoirs et libertés » (le Monde date 28-29 novembre), le Syndicat de la magistrature a continué ses travaux samedi et dimanche par l'audition du rapport financier, puis par l'examen du rapport d'activités du bureau.

Dans son rapport financier, le trésorier, M. Jean-Pierre Rosenczweig, a indiqué que le budget annuel était de 250 000 F, dans lequel le coût du journal syndical Justice entraînait pour 87 000 F. Puis il a indiqué, en faisant référence à des opinions selon lesquelles les effectifs pouvaient connaître un effritement : « Nous ne pouvons pas toujours donner les chiffres exacts de nos adhérents. » Il a alors affirmé : « Nous avons enregistré l'an passé cent cinquante nouvelles adhésions pour vingt dé-

missions. Au 1<sup>er</sup> novembre 1976, nous avons une assise sur les chiffres de l'an passé. Nous sommes largement un millier. Il ne faut pas douter continuellement. »

Le rapport financier approuvé (par 221 voix, 2 contre et 2 abstentions), ainsi qu'une augmentation (par 190 voix contre 13), M. Hubert Dalle, secrétaire général, présentait la parole pour présenter le très long rapport oral d'activités du bureau.

Définissant son organisation comme « une utopie syndicale », M. Dalle déclare que le rapport portera, d'une part, sur les huit années passées ; d'autre part, sur la « liberté des juges » et la situation du Syndicat par rapport aux échéances électorales, mais aussi par rapport à « une lutte contre la doctrine de la sécurité et le renforcement du pouvoir d'Etat ». Rappelant dès l'abord que

le bureau « a dû consacrer une grande partie de son énergie à organiser des ripostes contre la répression », M. Dalle indique que ce bureau doit rester « un pôle de référence », « une condition essentielle de la construction d'une idéologie syndicale ».

S'interrogeant sur l'usage qui peut être fait des compétences d'anciens dirigeants « rattachés à la base » par le jeu des statuts, le secrétaire général décrit le malaise qui peut exister « entre les différents strates de militants », ceux de la première heure et les nouveaux. N'écarter pas une modification des statuts, il estime que « le bilan des utopies du Syndicat de la magistrature est largement positif et le bénéfice qu'il en tire incontestable ».

Puis, M. Dalle en vient à l'étude sur « les rapports du Syndicat de la magistrature et du pouvoir ». Après avoir rappelé que le « pas-

sif » du précédent ministre de la justice était « iond », il énumère les conflits qui ont opposé son mouvement à M. Lecanuet.

Il conclut sur ce point, longuement applaudi, « la sanction politique [du comportement du ministre] a suivi, à l'occasion du remaniement ministériel, il s'est en réalité agi de tâches subalternes ».

En revanche, explique M. Dalle, M. Guichard fait montre « d'une volonté de dialogue et (d') un souci d'éviter les affrontements ». Après quoi, il indique que le « danger » vient surtout de M. Claude Gerbet, député d'Eure-et-Loir (rép. ind.), et de sa proposition de loi « tendant à interdire purement et simplement le syndicalisme judiciaire ». Ce qui l'engage à demander : « M. Gerbet et ses amis politiques ne s'efforcent-ils pas de nous faire passer pour des claudes clandestins comme

certains pays totalitaires ? » (Applaudissements prolongés.) Le secrétaire général aborde alors « le problème de l'attitude du Syndicat face aux échéances électorales de 1978 ». Il déclare : « Le Syndicat de la magistrature est arrivé au pouvoir par la réflexion syndicale. Sa démarche spécifique a refusé de séparer la politique et le syndicalisme. Le syndicat et l'a conduit, avec des balbutiements, à développer une analyse qui lui est propre mais qu'il a élaborée au fil des différentes rencontres et ouvertures sur l'extérieur. »

« Il ne peut pas tirer grâces de cette spécificité pour jouer la politique de l'androuche et ne voir dans les échéances de 1978 qu'une péripétie qui lui serait extérieure, voire étrangère, alors même qu'il s'agit de la société dans laquelle nous vivons et dont la justice est une partie intégrante. »

M. Dalle conclut sur les libertés et la sécurité en prophétisant : « La phase où le corps social intégrera lui-même la nécessité de collaborer à la répression préfigure une société où la notion d'Etat se dilue à l'extrême, négligeant dans chaque individu et annonce la disparition progressive des libertés individuelles. »

Après cela, s'ouvre un débat qui ne sera jamais véritablement passionné. Pas même lorsque seront présentées — et rejetées — plusieurs motions tendant à interdire que le Syndicat de la magistrature puisse prendre position à l'occasion de consultations électorales. Le rapport d'activités est adopté par 250 voix contre 2 et 33 abstentions.

\* Syndicat de la magistrature, 4, rue Ollivier, 75015 Paris.

## LE « LAXISME » DES MAGISTRATS

Répondant à des remarques émanant surtout du ministre de l'Intérieur, voici quelques mots sur le « laxisme » des magistrats, M. Hubert Dalle a indiqué :

« Les statistiques les plus récentes traduisent une augmentation sans précédent non pas de la délinquance, mais du taux de répression et de la délinquance. En dix-huit mois, entre le 1<sup>er</sup> janvier 1975 et le 1<sup>er</sup> juillet 1976, les condamnés, exécutant une peine d'emprisonnement, sont passés de 13 863 à 18 731, soit une augmentation de 34,34 %.

Plus précisément, les condamnés exécutant une peine de un à trois ans d'emprisonnement sont passés de 3 652 en janvier 1975 à 5 274 en juillet 1976, d'où une augmentation de 44,1 %.

Enfin, les condamnés à des peines supérieures à trois ans, qui étaient 4 298 en 1976, sont aujourd'hui 5 318, soit 23,94 % de plus. Ajoutons aussi que pour une condamnation à mort en 1974 et une en 1975, on en a déjà dénombré cinq depuis le début de l'année. »

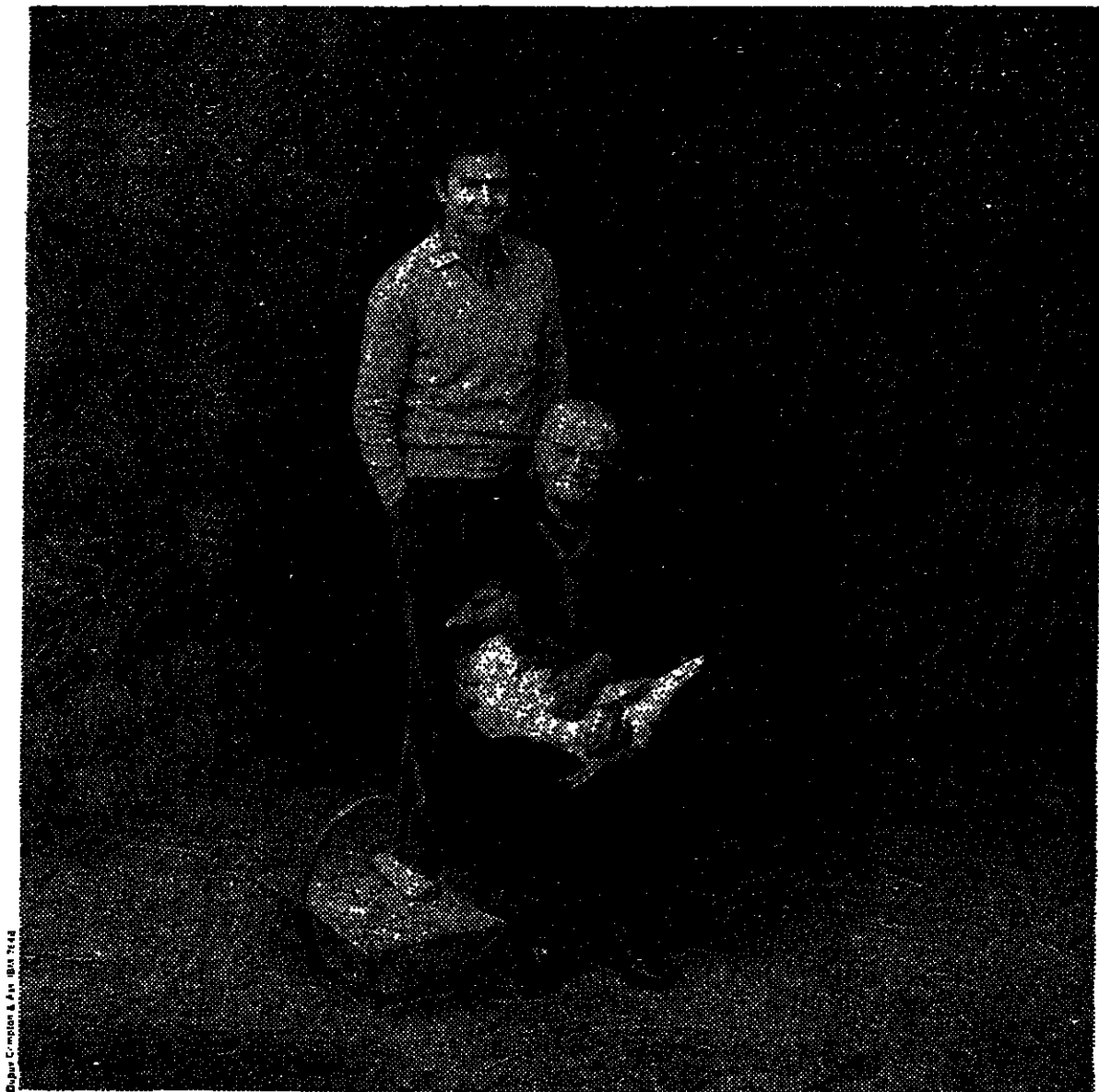
## LES PRINCIPALES MOTIONS

Comme chaque année, de nombreuses motions, répondant au thème du congrès Pouvoirs et libertés ont été votées. Outre la suppression de la peine de mort, 225 voix contre 9 et 10 abstentions, le Syndicat de la magistrature a également demandé la suppression de la procédure de flagrant délit, justice expéditive qui ne remplit qu'un rôle d'élimination.

Il a, d'autre part, déposé une proposition de loi de M. Claude Gerbet, député d'Eure-et-Loir (rép. ind.), dont le but est d'étouffer le syndicalisme judiciaire, véritable garant de la liberté du juge.

Il a condamné la récente adoption d'une convention européenne pour la répression du terrorisme et affirmé son soutien aux revendications légitimes des travailleurs de la presse en vue de maintenir et de restaurer là où elle a disparu la liberté d'expression.

Le Syndicat de la magistrature, réuni en congrès, a enfin décidé de préconiser l'abstention aux élections professionnelles de magistrats (commission d'avancement) et le mode de scrutin n'en était pas modifié.



A Bordeaux, Corbeil-Essonnes, Montpellier, Orléans-Boigny, un peu partout en France, des femmes et des hommes fabriquent le matériel IBM pour la France et l'exportation.

Plus de 6000 Français travaillent dans les usines IBM France.

IBM. Tout le monde sait ce que nous faisons mais certains ignorent qui nous sommes.

IBM

صكنا من الامم



JUSTICE

Recommandant une concertation entre la presse et les pouvoirs publics

# Le rapport Chavanon sur « information et violence » ne prévoit aucune modification législative

Remis le 18 novembre à M. Raymond Barre, premier ministre, le rapport de la commission Chavanon sur l'information et la violence est long de quatre-vingt-neuf pages.

Durant les neuf mois d'existence de cette commission, ses dix membres se sont réunis vingt-quatre fois et ont entendu cinquante-trois personnes, soit directement, soit par l'intermédiaire de questionnaires écrits.

Ce rapport doit être commenté par M. Christian Chavanon, à l'occasion d'une conférence de presse qui sera réunie en principe mercredi 1<sup>er</sup> décembre.

La commission observe d'abord que la solution des difficultés tenant au traitement des informations sur la violence revient « d'abord à la conscience professionnelle du responsable de la publication ou de l'émission ».

Traitant, dans une première partie, des problèmes généraux de l'information sur la violence, la commission reprend l'observation que « c'est bien davantage dans la connaissance que le public a désormais de la violence que réside la véritable originalité de cette fin de vingtième siècle ». Mais il reconnaît en même temps que le choix de ces informations est « arbitraire » et que « des faits identiques peuvent être, selon les époques ou le jugement ou la curiosité d'un journaliste, complètement ignorés ou longuement traités ».

## « Ni censure ni demi-censure »

Pour s'empêcher d'ajouter qu'il ne saurait être question au-delà de l'application des lois en vigueur (que d'ailleurs on peut critiquer à l'occasion) d'instituer une censure ou une demi-censure dans la recherche ou la diffusion de l'information. En sorte que le groupe ne propose rien d'autre que des recommandations « qui font l'objet de la deuxième partie intitulée « problèmes particuliers posés à l'information sur la violence ou la violence ». Cette deuxième partie est divisée en quatre chapitres

intitulés successivement : les faits divers, les rapt, les prises d'otages, les attentats, les manifestations et émeutes.

Sur le premier point, le texte observe que « le spectacle des accidents les plus tragiques émeutes et attentats (n'a) pas un effet dissuasif très net, encore que les services officiels en usent assez largement ».

« Il n'y a ni règle générale ni recette applicable à l'information sur les faits divers parce qu'il n'est ni possible ni d'ailleurs souhaitable qu'il y en ait ». Cette position de principe de la commission est accompagnée d'une double précision : « On ne saurait admettre aucune restriction en ce qui concerne la recherche de l'information, notamment des images, ne serait-ce qu'au nom de ne pas faire obstacle à la constitution d'archives. La diffusion de cette information peut, quant à elle, présenter des difficultés. » Mais la commission estime que « seule la conscience que les professionnels ont de leurs responsabilités à l'égard du public est la garantie d'une information libre et diversifiée dans le large domaine des faits divers ».

S'agissant du rapt, le rapport pose la question bien connue : « La diffusion d'informations dans ce genre d'affaires influence-t-elle l'action du ravisseur ? (...) Une rupture du silence va-t-elle conduire au meurtre ? (...) Des investigations parallèles risquent-elles de gêner la police ? (...) Le bruit fait autour de l'enlèvement accroît-il le désarroi de la famille de la victime ? Ne peut-il porter atteinte à l'honneur de personnes abusivement mises en cause ? »

Tout en souhaitant « que les professionnels de l'information et les autorités de police s'entendent sur l'attitude à tenir », la commission affirme qu'« il ne saurait être question pour les journalistes de renoncer à leur droit d'information dont il a été rappelé qu'il était un devoir ».

Pour ce qui concerne l'accord souhaité, la commission est d'avis que « les autorités aient des responsabilités bien définies » et que « l'interlocuteur doit être logiquement compétent après le directeur du ministère de l'intérieur ». Les journalistes, pour leur part, « devront pouvoir justifier leur silence vis-à-vis du public en rendant compte après le déroulement aussi bien de l'enquête que des raisons du silence observé ».

Toutefois, la commission est sensible aux nécessités d'une position unanime et reconnaît : « On ne conçoit pas en l'état qu'une station de radio se taise si une autre parle ».

## Le retentissement

Pour ce qui concerne les prises d'otages, « le groupe d'étude a estimé que le silence, au moins momentané, devait être accepté quand il était demandé par le délégué du ministre en considération de l'intérêt vital de la victime », mais qu'« il en va autrement pour une prise d'otage réalisée en présence du public dans un lieu fréquenté. Or c'est ce qui se produit le plus souvent. Vouloir faire alors ou même retarder sensiblement l'information serait vain ».

Enfin, le cas des attentats, manifestations et émeutes fait l'objet de recommandations élaborées sur la base d'une distinction entre les manifestations violentes et non violentes. Pour les secondes, « aucune précaution particulière ne s'impose quand elles sont autorisées » (N.D.L.R. : les manifestations sur la voie publique n'ont pas à être autorisées. Elles sont déclarées). S'agissant de manifestations violentes, « le groupe estime que la seule solution à court terme est la diffusion en direct d'informations données par un journaliste placé lui-même au sein de la foule ». Car « quels que soient le courage et le sang-froid du journaliste, il n'est pas libre et il y a un risque fondamental ».

« L'information sur une manifestation violente doit donc être donnée avec un suffisant recul », soit dans le temps, soit dans l'espace (reportage à partir d'un balcon). En conclusion, « le rapport affirme que la liberté de l'information n'est pas un simple principe auquel on ferait plus ou moins solennellement référence, mais qu'elle correspond à un devoir pour les professionnels parce qu'elle est un droit pour le téléspectateur, le lecteur ou l'auditeur (...) L'existence des journalistes peut être gênée matériellement — sur le terrain — ou politiquement — au sens large de ce mot — mais elle n'est alors que temporairement affectée. L'autorité publique a une obligation à laquelle on doit se plier (...). La violence est désormais un problème grave, non pas sans doute parce qu'elle s'est aggravée à travers les années, mais bien précisément parce que l'information, notamment par le canal de l'audiovisuel, lui a donné un retentissement considérable, sans commune mesure avec ce qu'il en était autrefois. Ce retentissement, et lui seul, a créé entre la violence de faits et celle d'images une différence majeure (...). D'autre part, la liberté du journaliste est la garantie de l'exactitude de l'information et elle ne saurait être mise en péril ».

## UNE COMMISSION DE DIX MEMBRES

Créé par une lettre de M. Jacques Chabanon, premier ministre, adressée le 9 février dernier à M. Christian Chavanon, administrateur délégué de R.T.L., le groupe de travail sur la violence et l'information est composé de M. Chavanon, président, et de Mme Beccaria, journaliste à l'Agence France Presse, MM. Roger Bonstanc, journaliste à l'Agence France Presse, Maurice Bujon, président-directeur général du Midi-Libre, président de la Fédération nationale de la presse française, Pierre Drouin, conseiller de la direction du Monde, Roger Giquel, journaliste à TF 1, Jean-Pierre Hadjigeorgis, secrétaire général de la presse française, Georges Leroy, directeur de la rédaction d'Antenne 2, Maxime, journaliste à Radio France, Charles Villeneuve, journaliste à Europe n° 1. Les rapporteurs étaient Mme Michèle Nauwelaers, auditeur au Conseil d'Etat, Mlle Suzanne, chercheuse à l'Institut national de l'audio-visuel, MM. Bernard, magistrat, Liébert, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, Patrick Devaux et Philippe Seguin, auditeurs à la Cour des comptes.



Opel EuroKadett

René PETIT S.A.  
81, rue de Meaux  
PARIS 19<sup>e</sup>  
Tél. 607.93.92.



PHILIPPE BOUCHER.

## LACUNES

La commission que présidait M. Christian Chavanon a un immense mérite : elle n'a pas versé, au terme de ses travaux, dans l'hostilité à la presse, dans la condamnation des journalistes. Ce n'est pas si fréquent. Ce n'était pas non plus évident, bien qu'elle fût presque uniquement composée de journalistes.

Elle a, au contraire, réaffirmé la nécessité d'une information libre et indépendante. Elle a écarté également le « réflexe législatif » qui revient, dès qu'une difficulté est perçue, à publier un texte nouveau. Geste qui relève, on le sait bien, davantage de l'action psychologique que du bon usage des lois.

Mais ces travaux peinent, en toute bonne foi probablement, sur plusieurs points qui concernent notamment la définition de la violence et, ce qui paraît plus grave, la réalité quotidienne de la profession de journaliste.

La violence, tout d'abord, ne saurait malheureusement se réduire, comme le laisse entendre le rapport, aux rapt, prises d'otages, attentats, qui y sont énumérés au terme d'un plan de caractère « descriptif », des plus discutables.

Il existe aussi une violence interne de la société industrielle (cadences, horaires, rythmes de vie) dont l'existence est reconnue et déplorée, y compris par les dirigeants de cette société, où qu'ils se placent sur l'échiquier politique. On ne saurait davantage oublier que, pour une large partie des analystes — sociologues ou « politiques », — la violence, dans son acception classique, servirait de paravent, d'écran de fumée à l'autre violence, elle institutionnelle.

Compte tenu du sujet imposé à la commission, cette lacune n'est grave qu'à demi. Ce sujet, tout logiquement, devait immédiatement déboucher sur un examen du métier de journaliste. Or il n'est pas indifférent de rappeler que la commission ne comportait que des patrons de

presse, ou leurs délégués, dont le réflexe, sinon la réflexion, les années ayant passé, s'est éloigné de celui qui est propre au contraire de « la base ». Or c'est à ce dernier qu'on demande d'être libre, mais c'est aux premiers que revient le pouvoir de permettre qu'il en soit ainsi.

## La « clause de conscience »

Derrière des recommandations en elles-mêmes pertinentes et générales, reste posé le problème, rebattu et irrésolu, du statut du journaliste. Face à un patron de choc qui veut « faire dans le fait divers », qu'est-ce que la liberté d'un journaliste, représentant d'une profession qui compte deux fois plus de chômeurs que le reste de la population active ? Faire jouer la « clause de conscience », bon ! Mais pour aller où ?

Qu'est-ce que la liberté du « localier », homme à tout faire de la petite ville où il exerce, soumis aux volontés, parfois contradictoires, de tous les notables du canton ?

Dans cet ordre d'idées, il y a six ans, un collaborateur du Parisien libéré s'étonne, publiquement, que ce journal, contrairement à un black-out observé par tous les autres journaux, ait rendu compte d'un enlèvement. Bien que ce seul de silence soit aujourd'hui l'une des recommandations majeures de la commission Chavanon, il fut licencié et resta sans emploi. Tels sont la garantie et l'effet de cette liberté à laquelle le rapport Chavanon fait constamment référence.

En sorte que les travaux aujourd'hui publiés concernant moins la presse et les journalistes qu'un « Journal de l'idéal » qui connaît peu d'élus. Les rapports intéressent et rassurent, mais ils passent.

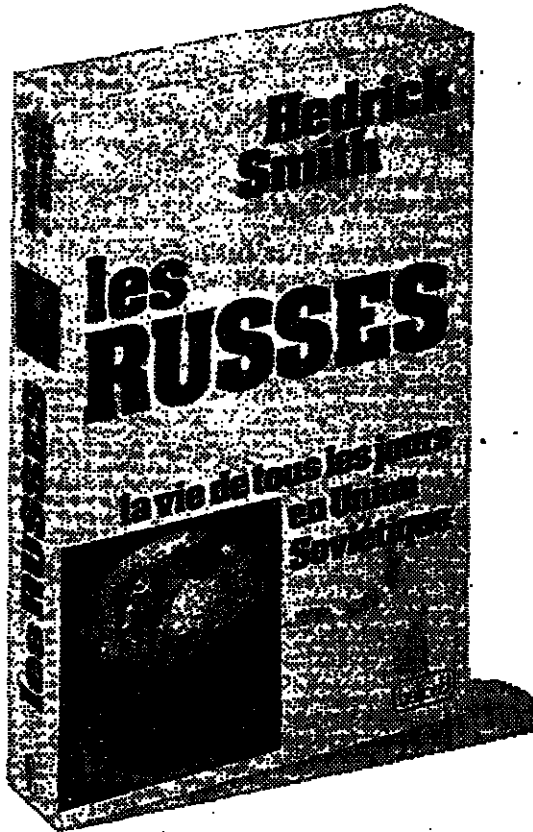


APRÈS

# "LES RUSSES"

de HEDRICK SMITH

La vie de tous les jours en UNION SOVIÉTIQUE



depuis 6 mois sur les listes des "best-sellers"

Pierre Belfond présente :

# "7 ANS A CUBA"

38 MOIS DANS LES PRISONS DE FIDEL CASTRO

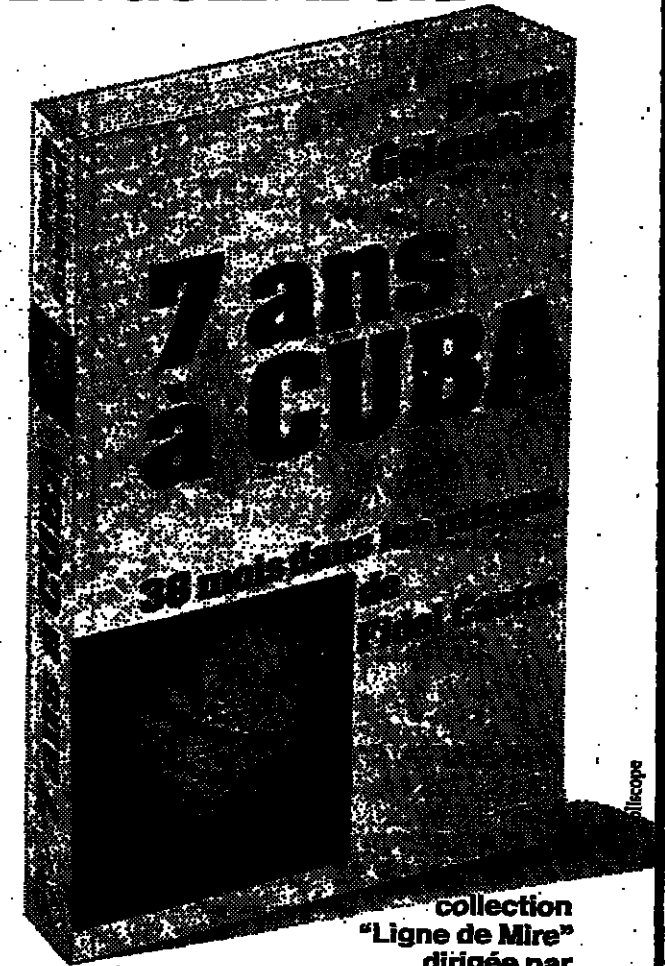
par PIERRE GOLENDORF

Photographe, membre du Parti Communiste français, installé à Cuba, marié à une Cubaine, Pierre Golendorf est arrêté en septembre 1971 par la police de Fidel Castro.

Accusé, sans la moindre preuve, d'être un agent de la C.I.A., interrogé pendant six mois jour et nuit, Pierre Golendorf est jugé et condamné à dix ans de prison.

Libéré après plus de trois années d'internement, il raconte et la Révolution Cubaine, à laquelle il a conservé toute sa foi, et le "Goulag Tropical" qui l'a marqué dans son âme et dans sa chair.

Un témoignage véritablement exceptionnel.



collection "Ligne de Mire" dirigée par André Bercoff.



# ST ET ROC COMPETITION LE RECORD ABSOLU DES JEUX OLYMPIQUES 76

**ICI LE ST COMPETITION EN SLALOM SPECIAL**

La piste est glacée. Le St Competition, si en fibre de verre, tient sans vibrer grâce à un forme d'empilage sous le pied.

A ce passage difficile de cette porte décalée, les skis s'inscrivent parfaitement dans la courbe. Ce qui permet un dosage subtil des carres et une glisse parfaite.

Vif et nerveux dans les enfilades de portes. Le St Competition se faufile. Et le talon ne chausse pas.

Ici rupture de pente. Les skis décollent et retrouvent soudainement le contact en se maintenant précisément dans la ligne de course.

Rappelons que le Roc Competition a également été médaillé d'or aux Jeux Olympiques d'Innsbruck avec Cathy KRENER.

Avec Piero GNOS, le St Competition vient de franchir la porte de la victoire.

**ARRIVEE**

ROSSIGNOL

COMPETITION

**ROSSIGNOL COMPETITION DES SKIS FABRIQUÉS AU 100° DE MILLIMÈTRE POUR DES COURSES QUI SE GAGNENT AU 100° DE SECONDE.**

## ROSSIGNOL COMPETITION

EQUIPE

## SPORTS

L'AMATEURISME MIS AU BAN DES FÉDÉRATIONS ?

### Guy Druet, l'« homme en question »

Invité de l'émission - L'homme en question - dimanche 28 novembre (France 3). Guy Druet a voulu expliquer un nouveau fois les raisons qui l'ont poussé à devenir athlète professionnel et a commenté, encore une fois, la sanction de radiation

à vie prise contre lui par la Fédération internationale d'athlétisme. Pour y parvenir dans un délai de quarante-cinq minutes, Druet avait l'avantage de présenter un film tourné selon ses directives, puis de répondre aux questions des invités de l'émission. C'est-à-dire à

MM. Claude Collard, président du Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.), Hubert Morin, professeur d'éducation physique — et à ce titre conféré de Guy Druet — Delfail de Ton, journaliste, et Jean-Claude Bouthier, ancien champion de boxe.

La séquence filmée choisie par Guy Druet a d'abord laissé une mauvaise impression. On y voyait pour l'essentiel, le champion olympique du 110 mètres hautes dans une pantalonnade, baptisée « superstar », qui est censée offrir un cadre d'action original aux sportifs professionnels. En somme une « machine à faire du fric », destinée à un public un peu naïf et qui n'obtient pas toujours un bon succès. Il n'existe, certes, pas de son métier, mais celui-ci semble peu en rapport avec l'idée que beaucoup ont peut-être de Guy Druet. Et l'« homme en question » n'est sûrement pas sorti grand de ce prologue. On ose espérer que Druet, dans sa reconversion, a d'autres cordes à son arc.

Jean-Marie Carrou, le présentateur de l'émission, a eu bien du mérite, par la suite, à conserver un minimum d'intérêt au débat qui devait, en principe, traiter du fond, c'est-à-dire de l'évolution dans la société contemporaine, du sport de haute compétition. Car c'est bien là que Guy Druet était attendu, que l'on soit pour ou contre, qu'on veuille lui faire procès ou lui donner raison.

#### Victime d'un tempérament

Druet à l'heure du dîner avait mis de l'eau dans son vin. Il est revenu au point de départ de sa radiation, c'est-à-dire à ses déclarations concernant les sommes qu'il avait touchées et à son jugement sur le sport dit « amateur ». Guy Druet a reconnu qu'il avait été maladroit, que ses mots avaient dépassé sa pensée, qu'il avait parlé trop vite, bref, qu'il avait été la victime, dans la vie, d'un tempérament qui est dans le stade celui des vainqueurs.

Ce Druet-là, plus conforme à l'authentique que le champion en colère ou le revendeur de l'ort, s'est fait à fait montré à son avantage. Il a même voulu plaider, si besoin était, l'aurait réhabilité, en quelques mots, honnêtes et de bons sens.

Les difficultés que rencontre un champion pour paraître en permanence sous un bon jour. Druet, gentiment, a presque demandé l'indulgence, et son mérite a été d'autant plus grand que, de toute évidence, son caractère indépendant ne le prédispose certainement pas à ce genre de compromis. Druet a donc soigné la forme, mais, sur le fond, à propos du sport de haute compétition, il n'a rien changé. « Ce qu'on appelle l'amateurisme n'existe plus, ceux qui entraînent ce mot ne sont qu'hypocrites. »

#### M. Collard le meilleur avocat

M. Claude Collard, le président du C.N.O.S.F., s'est rangé avec courageusement de son côté, et on a compris, à demi-mot, qu'il n'approuvait pas pleinement la radiation de Druet. « Je ne veux plus me servir du mot amateur », a dit M. Collard. « Je ne veux pas en être prisonnier. C'était bon quand il y a un demi-siècle, le sport était réservé aux fils de famille. Aujourd'hui, nous sommes hypocrites, c'est vrai ; oui, nous le sommes les uns et les autres, nous sommes des dirigeants, c'est de se préoccuper de l'avenir et du présent des sportifs. Il faut aider un athlète quand il s'entraîne, parce qu'il ne peut, pendant ce temps-là, travailler à plein temps. »

Le débat entré enfin dans le vif du sujet. Le premier responsable du mouvement olympique français donnait ouvertement, et fermement, sa caution à l'établissement d'un statut de l'athlète de haut niveau. Il convenait qu'il fallait le rétribuer selon ses mérites, et préparer son insertion dans la vie, plutôt que de songer à prendre des sanctions.

Guy Druet, dimanche soir, a eu en M. Claude Collard le meilleur avocat possible, et sa plaidoirie, si besoin était, l'aurait réhabilité, en quelques mots, honnêtes et de bons sens.

#### A HELSINKI

### M. Kekkonen déplore les sanctions prises contre le champion français

De notre correspondant

Helsinki. — Le président de la République finlandaise, M. Kekkonen, qui assistait, samedi 27 novembre, à la cérémonie du sixième anniversaire d'une association sportive à Lindingsö, en Suède, a critiqué en termes très nets la décision prise par la Fédération internationale d'athlétisme (F.I.A.) à l'encontre de Guy Druet. « Je ne saisis pas s'il fallait en rire ou en pleurer, a-t-il déclaré.

Mais cela m'a fait pleurer de constater la censure totale de la direction de la F.I.A. du monde d'aujourd'hui. L'athlète est une époque remontant à des décennies. Mais cela m'a fait rire de voir le désir pueril de montrer où on se soucie de hausser le niveau du résultat du sport. »

Compte tenu de l'importance du sport sur le plan national, des ressources qu'il y sont consacrées pour remporter un succès ou conquérir une réputation, il y a un certain « pharisaïsme » à vouloir diriger « l'athlète amateur selon les règles en vigueur au siècle dernier », a estimé M. Kekkonen. « Cependant, qu'il soit mis fin au jeu de la dague actuelle », a déclaré le président Kekkonen à l'égard de la Fédération internationale d'athlétisme.

M. Kekkonen se sentait d'autant plus autorisé à formuler des critiques contre la direction de la F.I.A. qu'il fut lui-même, non seulement, un sportif émérite (il détient un record du monde non homologué de triple saut et de saut sans élan en 1924), mais aussi le réorganisateur du sport finlandais comme président de la fédération de gymnastique et de sport.

Gilles Germain.

## LES RÉSULTATS

### Basket-Ball

**CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (dixième journée)**

Villeurbanne bat Nice	80-78
Tours bat Bagnols	97-89
Brest bat Le Mans	97-80
Caen bat Clermont	86-85
Monaco bat Châlons	85-78
Orléans bat S.F. Evry	85-78
C.R.O. Lyon bat Tarare	86-80
Antibes bat Valenciennes	103-101

**Classement.** — 1. Villeurbanne 30 pts, 2. Tours, 3. Brest, 4. Caen, 5. Le Mans et Tours, 6. Antibes, 7. S.F. Evry, 8. Monaco, 9. Clermont, 10. Bagnols, 11. Orléans, 12. C.R.O. Lyon et S.F. Evry, 13. Châlons, 14. Valenciennes, 15. Tarare, 16.

### Football

**CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (seizième journée)**

Des trois leaders, seul Nantes a laissé une bonne impression en s'imposant nettement devant Laval (4-0). Bastia, sur son terrain, a éprouvé bien des difficultés pour venir à bout de Reims (3-2). Quant aux Lorrains, ils ont été battus en déplacement à Sochaux (2-1) et se trouvent désormais distancés. Les résultats dénotent une nette amélioration de la part de la fin du match.

Nantes b. Laval	4-0
Bastia b. Reims	3-2
Sochaux b. Lyon	2-1
Saint-Etienne b. Lens	3-0
Metz b. Angers	2-1
Marseille b. Auxerre	2-1
Lille b. Paris-S.G.	2-0
Nancy b. Rennes	2-1
Troyes b. Nîmes	2-1
Valenciennes b. Bordeaux	3-2

**Classement.** — 1. Bastia et Nantes, 20 pts, 2. Lyon, 21, 3. Metz, 19, 4. Lens et Marseille, 18, 5. Nancy, 17, 6. Reims, 16, 7. Paris-S.G., 15, 8. Saint-Etienne, Valenciennes, Sochaux, Nîmes, Laval et Angers, 14, 9. Bordeaux et Troyes, 13, 10. Rennes, 10, 11. Lille, 9.

**DEUXIÈME DIVISION (quatrième journée)**

**GROUPE A**

Guingamp b. Tavaux	3-2
Paris F.C. et Auxerre	0-0
Boulogne et Toulon	1-1
Toulon b. Nîmes	4-1
Avignon b. Arles	2-1
Bédiers b. Montpellier	2-0
Montpellier b. Angoulême	2-0
Reims b. Martigues	2-0
Canne b. Sète	2-0

**Classement.** — 1. Toulon 20 pts, 2. Guingamp, 17, 3. Avignon, 16, 4. Auxerre et Bédiers, 15, 5. Reims, 14, 6. Angoulême et Reims, 13, 7. Martigues et Albi, 12, 8. Paris F.C. et Canne, 11, 9. Arles, 10, 10. Sète, 9, 11. Tavaux, 7, 12. Boulogne, 6.

**GROUPE B**

Quimper b. Béziers	1-0
Rouen b. Toulon	3-1
Amiens b. Toulon	1-0
Epinal et Châteauroux	2-2
Luc b. Lorient	4-1
Caen b. Dunkerque	1-0
Brest b. Reims	1-0
Châteauroux b. Saint-Diz	1-1
Boulogne b. Béziers	2-0

**Classement.** — 1. Reims, 20 pts, 2. Guingamp, 19, 3. Strasbourg, 18, 4. Châteauroux, Quimper et Lorient, 17, 5. Brest, 16, 6. Tours et Châteauroux, 15, 7. Lorient, Dunkerque et Amiens, 14, 8. Lorient et Epinal, 13, 9. Béziers, 12, 10. Caen, 11, 11. Saint-Diz, 10.

**GROUPE C**

Quimper b. Béziers	1-0
Rouen b. Toulon	3-1
Amiens b. Toulon	1-0
Epinal et Châteauroux	2-2
Luc b. Lorient	4-1
Caen b. Dunkerque	1-0
Brest b. Reims	1-0
Châteauroux b. Saint-Diz	1-1
Boulogne b. Béziers	2-0

**Classement.** — 1. Reims, 20 pts, 2. Guingamp, 19, 3. Strasbourg, 18, 4. Châteauroux, Quimper et Lorient, 17, 5. Brest, 16, 6. Tours et Châteauroux, 15, 7. Lorient, Dunkerque et Amiens, 14, 8. Lorient et Epinal, 13, 9. Béziers, 12, 10. Caen, 11, 11. Saint-Diz, 10.

**CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (seizième journée)**

Des trois leaders, seul Nantes a laissé une bonne impression en s'imposant nettement devant Laval (4-0). Bastia, sur son terrain, a éprouvé bien des difficultés pour venir à bout de Reims (3-2). Quant aux Lorrains, ils ont été battus en déplacement à Sochaux (2-1) et se trouvent désormais distancés. Les résultats dénotent une nette amélioration de la part de la fin du match.

Nantes b. Laval	4-0
Bastia b. Reims	3-2
Sochaux b. Lyon	2-1
Saint-Etienne b. Lens	3-0
Metz b. Angers	2-1
Marseille b. Auxerre	2-1
Lille b. Paris-S.G.	2-0
Nancy b. Rennes	2-1
Troyes b. Nîmes	2-1
Valenciennes b. Bordeaux	3-2

**Classement.** — 1. Bastia et Nantes, 20 pts, 2. Lyon, 21, 3. Metz, 19, 4. Lens et Marseille, 18, 5. Nancy, 17, 6. Reims, 16, 7. Paris-S.G., 15, 8. Saint-Etienne, Valenciennes, Sochaux, Nîmes, Laval et Angers, 14, 9. Bordeaux et Troyes, 13, 10. Rennes, 10, 11. Lille, 9.

### Hippisme

Le prix Alain Gouline, disputé à Autenail et réservé pour les poulains couplés gagnant et tiercé, a été gagné par Schlicker, suivi de Pampa blanc. La combinaison gagnante est 2-6-1.

### Jeu à XIII

**CHAMPIONNAT DE FRANCE (XIII Catalan bat Villeneuve 30-2)**

**Classement.** — 1. XIII Catalan, 32 pts, 2. Avignon, 28, 3. Albi, 24, 4. Villeneuve, 21, 5. Toulouse, 21, 6. Carcassonne, 21, 7. Lézignan, 18, 8. Marseille, 18, 9. Limoges, 18, 10. St-Estève, 16, 11. Toulon, 15, 12. Villeneuve, 15.

### Rugby

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE GROUPE I

**POULE A**

Nice b. Agen	12-3
Bourg b. Aurillac	25-7
Beaumont b. Angoulême	22-8
Biarritz b. Mimizan	35-6

**Classement.** — 1. Nice, 18 pts, 2. Agen, 17, 3. Aurillac, Beaumont et Angoulême, 15, 4. Biarritz, 13, 5. Bourg, 11, 6. Mimizan, 8.

**POULE B**

Bédiers b. Salles	20-0
Perpignan b. Pau	14-6
Cahors b. La Crouzade	10-12
Valence b. La Voulte	10-12

**Classement.** — 1. Bédiers, 21 pts, 2. Perpignan, 18, 3. Salles, 15, 4. La Voulte, Pau et Cahors, 9, 5. Valence, 12, 6. Cahors, 9.

**POULE C**

Dax b. Saint-Gaudens	20-11
Racing b. Carcassonne	14-6
Narbonne b. Toulon	35-0
Béziers b. Béziers	14-6

**Classement.** — 1. Narbonne, 19 pts, 2. Toulon, 17, 3. Béziers et Béziers, 15, 4. Dax et Carcassonne, 13, 5. Racing, 11, 6. Saint-Gaudens, 8.

**POULE D**

Brie b. Montauban	12-8
Bayonne b. La Rochelle	16-13
Lourdes b. Stade Toulousain	17-10
Graulhet b. Mont-de-Marsan	18-3

**Classement.** — 1. Mont-de-Marsan, 18 pts, 2. Lourdes, 17, 3. Montauban, Graulhet et Stade Toulousain, 15, 4. Bayonne, 13, 5. La Rochelle, 12, 6. Mont-de-Marsan, 7.

**POULE E**

Montferrand b. Saint-Jean-de-Luz	75-3
Montferrand b. Tarbes	28-24
Bayonne b. Romans	25-13
Colonne b. Castres	18-15

**Classement.** — 1. Montferrand et Bayonne, 17 pts, 2. Romans, 15, 3. Saint-Jean-de-Luz, La Rochelle, 12, 4. Mont-de-Marsan, 7.

**POULE F**

Albi b. Muret	7-3
Orthez b. Toulon	14-6
Dijon b. Oyonnax	60-0
Perpignan b. Carmaux	16-13

**Classement.** — 1. Muret, 18 pts, 2. Albi, 17, 3. Carmaux et Toulon, 15, 4. Perpignan et Oyonnax, 13, 5. Dijon, 11, 6. Orthez, 8.

**POULE G**

Quillan b. Le Boulou	26-7
Troyes b. Limoges	18-13
Saint-Giron b. Bergerac	44-0
Bourgnon b. Lombez	23-0

**LA CALVITIE... C'EST DÉPASSÉ !**  
ENFIN A PARIS  
« HAIR CHIRURGICAL »  
SUPPRIME LA PERRUQUE  
GRACE A  
SON PROCÉDÉ RÉVOLUTIONNAIRE

Nom ..... Tél. ....

Adresse ..... Tél. ....

Consultation et examen gratuits sur rendez-vous (sauf samedi après-midi). Sans rendez-vous : mardi, mercredi, jeudi de 17 h à 19 h, 38, rue de Bassano - 75008 PARIS. — Téléphone : 723-55-18. Prochainement : ALGER - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES.

**PREMIÈRES NEIGES  
STAGES DE SKI  
à VAL-D'ISÈRE**

avec Philippe et Gérard MATTIS, entraîneurs nationaux

3 jours  
du 28 novembre au 5 décembre  
ou du 5 au 12 décembre

Léçons, démonstrations et conseils techniques (sur entraîneur grâtué stagiaires), contrôles des attitudes au videoscope, massage gratuite du matériel, remontées, illuminations.

**CONDITIONS**  
Stage et séjour :  
71.000 F. (N) de 1.255 à 1.425 F.  
à 500 F. (N) de 1.150 à 1.250 F.  
Portail sans hébergement : 600 F.  
Inscription et renseignements :  
Ph. et G. MATTIS  
B.P. 1 - 73150 VAL-D'ISÈRE  
Tél. (79) 06-01-49 - 06-03-72

il est temps de lire :

# 18

**INFORMATIONS**

sur la participation  
des entreprises  
à l'effort  
de construction

édité par :

**CIL**

**le refuge**

Renseignements : 246.92.51

18 INFORMATIONS  
Abonnement 10 F. + 4 numéros par an  
Spécimen gratuit sur demande  
nom :  
adresse :

سكنا من الامم



## SPORTS

### JUDO

#### UNE VICTOIRE FACILE DE LA FRANCE DEVANT L'AUTRICHE Sous le regard expert des plus jeunes pratiquants

Lyon. — Heureux judo français, qui peut tout à la fois lutter sur plusieurs fronts et se chercher des adversaires à sa mesure. Ainsi, ce dernier week-end, avait-il envoyé deux équipes complètes — une de seniors, une de juniors — aux Internationaux d'Allemagne fédérale à Hambourg, en même temps qu'il rassemblait une autre équipe à Lyon pour un match contre l'Autriche. Match paisible et facilement gagné (seize victoires à une), mais nécessaire dans cette période de complète remise en ordre.

Entre-Rhin, les résultats furent plus que satisfaisants face aux concurrents allemands, bien sûr, belges, polonais, suisses, suédois, etc. : deux places de premier (Daniell et Sanchis), trois places de second (Gilbert, Hattabedian, Vachon), trois places de troisième (Collet, G. Delvingt et Betrian).

Les Jeux olympiques ont créé une nouvelle génération d'anciens combattants, et quelques places sont à prendre dans la hiérarchie du judo français. Leur nombre

#### De notre envoyé spécial

S'accroît du fait que les catégories de poids passent de cinq à sept, selon une décision de la Fédération internationale critiquée par les uns (« jusqu'où n'ira-t-on pas ? »), mais approuvée par tous les pays riches en pratiquants. Chez ceux-ci, trop de pratiquants se voyant battus dans leur catégorie n'avaient guère de solution, sauf à abandonner la compétition, que de passer leurs soirées au sauna ou à ripailler plus que de coutume selon qu'ils voulaient maigrir ou grossir.

Voilà donc les jeunes judokas français pressés d'entrer dans la carrière et trouvant plus de portes ouvertes que jamais. Tout bouillonne à nouveau dans ce sport, où l'on n'a pourtant pas l'habitude de dormir. Il n'est pas jusqu'aux gloires anciennes comme Jean-Jacques Mourié, qui fut trois fois champion d'Europe, pour espérer retrouver leur place au soleil des podiums à la faveur de cette nouvelle « jeunesse ».

L'équipe autrichienne aura fait

les frais de cette concurrence, à laquelle sont assujettis les judokas français. Certes, les Autrichiens, que l'on sait en net progrès depuis trois ans, n'ont rien de commun avec les rugbymen roumains. Les choses seront un peu plus claires le 12 décembre prochain, quand les « brillants » vainqueurs de Lyon se seront frottés à l'équipe d'Allemagne fédérale. Mais déjà, le directeur technique national, M. Pierre Guichard, aura pu noter, parmi la douzaine de combattants engagés, ceux qui tiennent encore la distance, ceux qui pourront la tenir et ceux qui commenceront à s'essouffier. En attendant, comme il en a le projet, la relève compétitive, il s'obligera à quelques éliminations impitoyables.

Les informations en provenance de Hambourg montrent qu'il n'y aura pas de place pour les lyonnais dans certains catégories. Ainsi, chez les moins de 73 kilos, les successeurs de Jean-Paul Coche étaient l'excellent Tchoulouyan et Janicot. Mais, en Allemagne, à la même heure, Sanchis, Gilbert et Betrian prenaient les trois premières places.

La relève, justement, elle ne remplissait pas seulement les gradins du stade Gerland, à Lyon, elle envahissait les « tatamis », avant que les champions y prennent place. Ce 28 novembre, ce fut l'occasion, pour l'imposant Judo-Club du Rhône d'organiser une fête des arts martiaux. Nous eûmes droit à une démonstration simultanée de quatre cent cinquante judokas, dont certains sont encore loin de se débarrasser tout seuls de la voir se rouler fougueusement sur le tapis, ou opérer du haut de leurs 90 centimètres des projections d'adultes au sol, on se persuadait que le judo est bien un jeu réservé aux enfants de cinq à soixante-dix ans.

L'enthousiasme juvénile avec lequel ils ont salué le champion du monde Jean-Luc Rouge ne signifie pas qu'ils suivront forcément le rude chemin de la haute compétition. Au moins découvriront-ils concrètement, de ceinture blanche en ceinture noire, ce qui sépare l'adulation de l'imitation du héros.

FRANÇOIS SIMON.

### RUGBY

#### UN DIMANCHE A SALLES

#### Les Biterrois ne sont pas des poètes

#### De notre envoyé spécial

Salles. — A la Saga du rugby, tellement friande de ce type d'événement, il faudrait désormais ajouter un chant. C'était le 28 novembre 1976, à Salles.

Où cela ? A Salles, ben oui, qu'on s'appelle « SALLÉS », trois mille deux cents habitants en semaine, cinq mille spectateurs le dimanche. Tous présents sauf, comme dans une chanson de Brassens, les moribonds et les femmes en couches.

On exagère ? Bien sûr. Si peu. Mais d'abord Salles, c'est quoi ? Un bourg, un gros bourg, encore en Gironde, déjà dans les Landes. Un bien joli pays tout en couleurs et en odeurs, probablement heureux — même si on y chôme comme partout — un de ces pays sans histoires, ni même géographique, « planqué » dans la forêt de pins quelque part au-dessous du bassin d'Arcachon. Un bonheur de vivre, discret, qui ne serait resté sans une grave erreur : celle d'avoir réussi sur le plus clandestin des stades, une aire sablonneuse perdue dans les pins au détour d'une scierie, le moins attendu des exploits. Personne, hormis eux, n'aurait jamais su que les Sallois aimaient le rugby à ce point — un joueur pour dix habitants — si le club local, l'Union sportive, et tout particulièrement l'équipe première, n'avait, par ses succès, quitté le maquis.

En 1974, l'U.S. Salles monte en première division. Au printemps 1976, l'équipe accède à la véritable élite, le groupe A de ce championnat. Mieux : à l'automne, dans une poule fort relevée, puisqu'on y retrouve des seigneurs comme Béziers, Perpignan, Pau, La Voulte, Valence, Cahors, voilà Salles classé en seconde position, derrière Béziers. Mieux encore : une semaine avant la venue de Béziers, l'ogre, une moyenne de 41 points marqués par match, les Sallois réussissent l'exploit de l'emporter à Pau. Il n'en faut pas davantage pour attirer l'attention.

Dimanche, donc, sur son herbe ou plutôt sur son sable, dans ce petit stade champêtre aux odeurs de résine, de bois coupé et d'émotion, l'U.S. Salles recevait l'A.S. biterroise. La belle affiche, une belle chambre, un beau

temps et pourtant un petit match, parce que trop déséquilibré, parce que sans espoir, la fin attendue mais redoutée des illusions. « De toute façon, nous allons perdre », disait avant le match notre voisin, une charmante vieille dame, mais au moins en ayant bien vu. Vrai pour la première partie : Salles a perdu et bien perdu, 20 points à 0, quatre essais à rien, une belle veste sur son terrain sans même que jamais Béziers ne force outre mesure son talent. Faute pour la seconde : l'équipe de Salles n'a pas bien joué, elle n'a même pas joué du tout. Elle a subi, vaillamment peut-être, admettent assurément, mais elle a subi tout de même. Match de l'impuissance, match du très biterrois « rendez-vous, toute résistance est inutile ».

En fait, devant ce Béziers-là, toute résistance n'est que retardataire du châtimement.

#### Les « victoires » qu'on peut

Tels sont le despotisme, la tyrannie exercées par l'ensemble héméral que l'équipe adverse n'a même plus le loisir de jouer et ne survit à peine que sur sa rage de n'être point humiliée. Telle est la système du rugby biterrois, un jeu ultra-élaboré mais sans complication ni fioriture, qu'il aboutit au terrisme. Une fois, deux fois, cent fois, mille fois en avant, marche et tout droit. Il faut qu'en face cela craque, ou que cela dise pourquoi. Cela craque toujours ou presque toujours.

Rugby-caterpillar, rugby mécanique. Cendrillon-Salles aux prises avec Stanley Kubrick. On imagine le conte de fées. Ce fut ainsi, un match sans surprise pour les uns, sans espoir pour les autres, le dialogue impossible entre ceux qui se donnent les moyens de toujours gagner et d'autres qui cultivent l'espoir de toujours jouer.

L'équipe de Salles n'a pas déçu.

Dans l'adversité, et quelle adversité, elle a même su montrer des qualités qui, a posteriori, justifient parfaitement sa place parmi l'élite. Un pacte léger mais vif et courageux, bien emmené par une troisième ligne, excellent avec, notamment, à l'ailé, Berthe, médecin psychiatrie et remarquable joueur. Des trois-quarts entreprenants et capables, dimanche, malgré le peu de munitions, de mener à plusieurs reprises, des attaques de qualité. Un arrière de poche, Didier Plantey, sûr et rapide. Au-delà de cette fierté, avoir été moins battue que d'autres — « ou a, mon prince, les victoires qu'on peut » — l'équipe salloise mériterait d'être revue, dans ces conditions de jeu plus « normales ».

Reste Béziers. L'équipe biterroise a déjà été plus en forme, plus affûtée. Elle n'est jamais apparue aussi forte, aussi sûre d'elle et de sa technique, de son ultra-technique même. De là, sans doute, cette fâcherie d'une grande partie de ce public sallois qui n'a pas apprécié et l'a fait savoir. Privilege des grands que celui d'être craint à défaut d'être aimé. Privilege de Béziers que d'être respecté faute d'être admiré. L'A.S. Béziers, équipe castratrice parce qu'elle joue à la perfection un jeu limitatif, du moins dans l'espace, n'est pas aimée. Tant pis ou tant mieux pour elle, qui n'a jamais cru devoir jouer pour la galerie, mais pour gagner. Voilà son vice, et en matière de sport il n'est pas loin de la vertu : vouloir gagner encore et toujours. Insatiable appétit. Cette année, Béziers gagnera encore. Toujours ? C'est une autre affaire, même si, avec l'arrivée de nouveaux joueurs comme ce troisième ligne aile Meiller, silhouette de Spanghero et profil de légionnaire, ou comme l'ailier noir Sadelet, l'équipe semble encore avoir accru ses possibilités.

Mais, par pitié, que cesse cette série d'affirmations gratuites selon lesquelles Béziers s'ennuie et nous ennue le dimanche : Béziers gagne, mais ne se fait pas plaisir ; Béziers tue le vrai rugby. Béziers aussi a les plaisirs qu'il peut et, autre chanson de Brassens, « il nous... en attendant ».

PIERRE GEORGES.

### LES RÉSULTATS

Classement. — 1. Tyrosse et Le Boucau, 16 pts ; 2. Limoges et Quillan, 15 ; 3. Bourgois et Saint-Chrons, 13 ; 4. Bergerac et Lombez, 12.

POULE H  
\*Saint-Médard b. Rodez, 12-10  
\*Fleurance b. Vichy, 40-8  
\*Lyon b. Hendaye, 7-6  
\*Cognac b. Langon, 16-9  
Classement. — 1. Rodez, 18 pts ; 2. Langon, 16 ; 3. Saint-Médard et Vichy, 13 ; 4. Lyon et Cognac-Nay, 12 ; 5. Fleurance, 10 ; 6. Hendaye, 9.

POULE J  
\*Mazamet b. Millau, 15-6  
\*PUC b. Marmagne, 15-13  
\*Tulle b. Gaillac, 14-12  
\*Riom b. Stade Clermontois, 14-18  
Classement. — 1. Tulle, 21 pts ; 2. Gaillac et Mazamet, 17 ; 4. Millau, 15 ; 5. PUC, 13 ; 6. Marmagne, 11 ; 7. Stade Clermontois, 10 ; 8. Riom, 8.

POULE K  
\*Lavelanet b. Auch, 22-15  
\*Nîmes b. Castelsarrasin, 26-12  
\*Mauléon b. Chambéry, 9-6  
\*Grenoble b. Tarascon, 34-0  
Classement. — 1. Lavelanet, 20 pts ; 2. Chambéry, 17 ; 3. Grenoble et Auch, 15 ; 5. Nîmes, 14 ; 6. Mauléon, 13 ; 7. Castelsarrasin et Tarascon, 8.

### Tennis de table

CHAMPIONNATS INTERNATIONAUX DE SUÈDE  
Simple messieurs. — Kuo Yao-hua (Chine) b. Secretin (France), 21-19, 21-10, 21-17.  
Simple dames. — Pak Yung Sun (Corée du Nord) b. Shu Eslang-yun (Chine), 21-10, 21-13, 20-22, 21-14.  
Double messieurs. — Liang Ko-lang, Kuo Yao-hua (Chine) bat Milos Orlovsky (Tchécoslovaquie) - Gergely (Hongrie), 21-17, 17-21, 18-21, 21-15, 21-9.

### Volley-ball

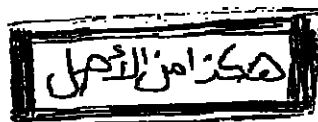
CHAMPIONNAT DE FRANCE  
\*Cannes b. Grenoble, 3-2  
\*Saint-Maur b. Tourcoing, 3-1  
\*Clamart b. Amiens, 3-2  
\*Montpellier Université Club b. Racing Club de France, 3-0  
\*P.T.T. Montpellier b. Tours, 3-2  
Classement. — 1. Racing Club de France, Montpellier Université Club et Cannes, 13 pts ; 4. Saint-Maur, 12 ; 5. Clamart, 11 ; 6. Tourcoing, 10 ; 7. Amiens, 10 ; 8. Grenoble, 8 ; 9. P.T.T. Montpellier, 8 ; 10. Tours, 7.



**Green Water, vif et vert comme un plongeon dans l'océan.**

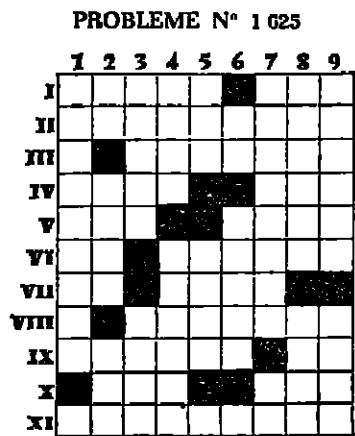
Une ligne complète de produits pour homme : eau de toilette, after shave, produits de toilette.

JACQUES FATH - PARIS



# AUJOURD'HUI

## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT**

1. Se trouble si on la traite frolement ; Atténue une nudité. — II. Riches en histoires. — III. Abîmé. — IV. Pas acquis ; D'un auxiliaire. — V. Supprime radicalement ; Part à prendre (en Angleterre). — VI. Lettres de félicitations ; Asses secouées. — VII. Conjonction ; Effectue une mise au point ou prépare un mauvais coup. — VIII. Est sirupeuse. — IX. Lancées ; Entendu dans un souk. — X. Fin de participe ; Port étranger. — XI. Mesures conservatoires.

**VERTICALEMENT**

1. Toutes ses espérances seront réalisées quand elle n'aura plus de famille. — 2. Morceau de sucre ; Temps propice aux étincellements ; Abrite de pieuses assemblées. — 3. Le chant du cygne d'un poitrinaire ; Se fait en cellule. — 4. Apprécié plus ou moins ; Activa. — 5. Prénom ; Ridait les mers. — 6. Crée des loisirs à une sténotypiste ; Roulaît sur l'or. — 7. Peu séduisantes ; Début de berceuse. — 8. En mauvaise posture ; Très

approchable. — 9. Fait des piqures ; Bienheureux.

**Solution du problème n° 1 624**

**Horizontalement**

I. Cadre : Est. — II. Avoine : Er. — III. Go ! : Ane. — IV. Ecra-seras. — V. Agitait. — VI. St. : Co. — VII. Esou. — VIII. Ut : Eole. — IX. Nul ; Us ; MR. — X. Crer. — XI. Suisses.

**Verticalement**

1. Cage ; Séance. — 2. Avocats : Ur. — 3. De ; RG ; Oufes. — 4. Ri-malant ; Eu. — 5. En ; St. : Ur. — 6. Ecates. — 7. Arisoq ; Os. — 8. Sénat ; Uim. — 9. Très ; Oseras.

GUY BROUTY.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 29 novembre 1976 :

**DES LOIS**

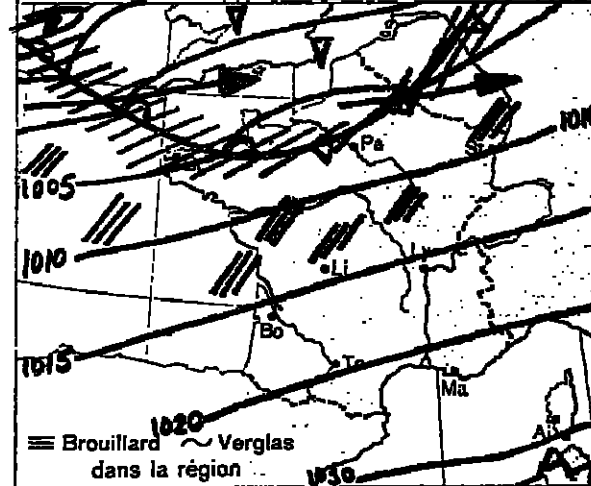
- Interdisant l'usage des ostrogènes en médecine vétérinaire ;
- Relative à la protection de la nature.

**DES DECRETS**

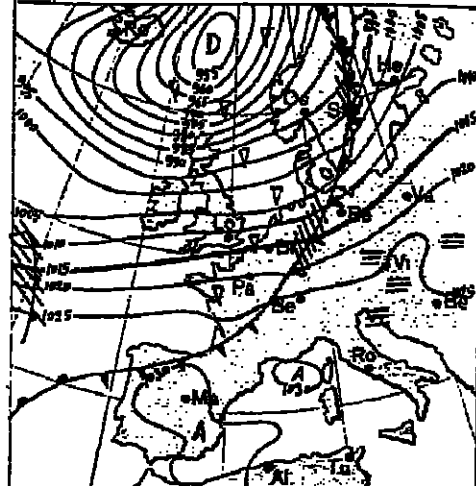
- Modifiant l'article 23 ter du décret n° 53-1169 du 23 novembre 1952 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret n° 53-934 du 29 septembre 1953 portant réforme du contentieux administratif ;
- Modifiant des fascicules du cahier des prescriptions communes applicables aux marchés de travaux passés au nom de l'Etat ;
- Relatif à la sécurité sociale dans les mines.

## MÉTÉOROLOGIE

**PRÉVISIONS POUR LE 30 NOV. DÉBUT DE MATINÉE**



**SITUATION LE 29 NOV. 1976, A 0 h G.M.T.**



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)  
 // Zone de pluie ou neige ∇ aversees ☉ orages ➔ Sens de la marche des fronts  
 — Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 29 novembre à 12 heures et le mardi 30 novembre à 24 heures :  
 Un très rapide courant perturbé persistera de l'océan Atlantique à l'Europe occidentale sur la face septentrionale des hautes pressions qui s'étendent des Açores à la Méditerranée. Ce courant affectera surtout la moitié nord de la France.

## Presse

● « La Marseillaise de l'Es-sonne » journal fondé en 1943 et paraissant au rythme hebdomadaire depuis la libération, se présente sous une formule renouvelée depuis le 17 novembre. L'organe communiste du département de l'Essonne se veut « lieu de rencontre et de dialogue, porte-parole de la gauche unie, dans la clarté et le respect des opinions d'autrui ».

● « L'Essonne » journal fondé en 1943 et paraissant au rythme hebdomadaire depuis la libération, se présente sous une formule renouvelée depuis le 17 novembre. L'organe communiste du département de l'Essonne se veut « lieu de rencontre et de dialogue, porte-parole de la gauche unie, dans la clarté et le respect des opinions d'autrui ».

● « L'Essonne » journal fondé en 1943 et paraissant au rythme hebdomadaire depuis la libération, se présente sous une formule renouvelée depuis le 17 novembre. L'organe communiste du département de l'Essonne se veut « lieu de rencontre et de dialogue, porte-parole de la gauche unie, dans la clarté et le respect des opinions d'autrui ».

plus les problèmes  
sont complexes  
plus simple  
doit être la solution

A5, facturière électronique comptable à programmes enregistrés.  
De la facturière comptable au système de gestion,  
l'A5 modulaire

permet de modifier à tout moment la puissance de la machine.

L'opérateur et l'A5 se comprennent parfaitement :  
ils parlent le même langage.

Il existe des programmes applicatifs  
adaptés aux multiples exigences des entreprises.  
L'assistance technique est toujours présente  
aussi bien pour l'analyse du programme à résoudre,  
pour l'étude des procédures,  
que pour l'organisation des programmes  
dans une juste perspective.

L'A5 est la solution parfaite pour des problèmes  
de comptabilité, facturation, paie,  
gestion des stocks, saisie des données.

En France, plus de deux mille entreprises lui font confiance.

L'A6, prolongement naturel de l'A5  
permet l'utilisation d'unités comptées à pistes magnétiques  
et des performances accrues  
en programmation, saisie des données et capacité de traitement.

Pour la gestion de votre entreprise : un système A5, A6

**olivetti**

A retourner à : OLIVETTI FRANCE S.A. Direction A5 - A6  
51, rue Maréchal 92300 LEVALLOIS-FERRET

☐ Sans engagement de ma part, communiquez-moi les informations complémentaires sur les systèmes A5 et A6.

☐ Prenons contact par téléphone. Mon numéro est : .....

☐ Une démonstration m'intéresse.

Nom et prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....



**Voyage d'affaires  
au Moyen-Orient?  
Ne partez pas sans  
notre livre jaune.**



Notre horaire vous  
présente une bonne  
nouvelle : à partir du 1<sup>er</sup>  
novembre,  
vous gagnez deux heures sur tous nos vols

pour le Moyen-Orient. Départ 13 h 15 d'Orly-  
Ouest pour Munich avec 10 correspondances  
directes par semaine vers Téhéran ou Bagdad.  
Consultez notre livre jaune.

**Lufthansa**

Lufthansa. Pour mieux voyager.

صكرا من الامل



# Le Monde

## DE L'ÉCONOMIE

## Les nouvelles menaces sur l'approvisionnement en énergie

# Au-delà des prix du pétrole

**A** l'approche de la conférence de l'OPEP du 20 décembre, le problème des prix du pétrole revient au premier plan de l'actualité avec son cortège habituel de controverses passionnées, de chiffres contradictoires et d'accusations plus ou moins fondées. Aux arguments avancés par les pays exportateurs pour

Quelle que soit la part des réalités et celle des mystifications dans ce débat vieux de dix ans, le fait est que le problème du prix du pétrole est devenu actuellement sous deux aspects différents bien que complémentaires. Le premier se traitait sous les recommandations d'un groupe de pays en voie de développement soucieux de protéger et, en autant que faire se peut, d'améliorer leurs recettes d'exportation. Le second, non moins important, concerne le rôle primordial que les prix du pétrole peuvent et doivent jouer dans toute politique visant à éviter les risques de plus en plus réels de pénurie qui pèsent sur le ravitaillement énergétique mondial.

justifier un relèvement des prix, les pays industrialisés répondent par des mises en garde et des cris d'alarme. On en viendrait presque à croire que le sort de l'économie mondiale tout entière ne dépend plus que de cette augmentation de 10 à 15 % du prix du pétrole brut que treize pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine pourraient prochainement décider à Qatar.

par NICOLAS SARKIS (\*)

C'est rappeler une évidence que de dire que les pays de l'OPEP n'auraient jamais songé à quadrupler les prix du pétrole à partir de janvier 1974 si ces prix n'étaient pas restés inchangés pendant près d'un quart de siècle, alors que l'inflation sévissait dans le monde entier. Il est d'ailleurs significatif de noter que, en dépit du tollé général soulevé alors par les décisions de l'OPEP, ce ne sont plus, maintenant, les prix actuels du pétrole qui sont considérés comme anormaux parce que trop élevés. Ce sont les prix d'avant 1974 qui sont considérés comme anormaux parce que trop bas.

Si, aujourd'hui, l'OPEP songe à un nouvel ajustement des prix de ses exportations, c'est, encore une fois parce que ces prix n'ont augmenté que de 10 % en l'espace de trois ans, alors que les prix des biens et des services exportés par les pays de l'OPEP ont entre-temps plus que doublé. Cela signifie que les prix du pétrole devraient être à présent d'environ 22 dollars le baril (contre un prix actuel de 11,51 dollars pour le pétrole saoudien de référence) pour retrouver leur pouvoir d'achat de janvier 1974.

Conscients de leur faiblesse — on dit parfois par euphémisme « sens des responsabilités ». — les pays de l'OPEP n'en

demandent pas tant. Ils pensent en général à une augmentation de 10 à 15 % seulement, selon l'humeur de tel ou tel ministre du pétrole du Golfe, ou selon le bon plaisir du porte-parole du département d'Etat américain.

Les gouvernements des pays industrialisés connaissent ces faits autant que ceux de l'OPEP. Ceci nous empêche pas de donner de la voix et de pointer allègrement un Index accusateur vers les pays exportateurs de pétrole. Pour des pays habitués depuis la deuxième guerre mondiale à consommer et à gaspiller de l'énergie à bon marché, au point de substituer les importations à leur propre production nationale, c'est, en effet, un réflexe naturel que de chercher à se cramponner au statu quo. C'est d'autant plus évident que le problème des prix du pétrole s'insère dans la cadre plus général de la révolte du tiers-monde contre les règles du jeu imposées au commerce international depuis l'ère coloniale. Il ne faut pas pour cela trop chercher la rationalité économique dans les campagnes menées tambour battant contre l'OPEP ni dans l'abondante littérature développée au sujet de l'impact des prix du pétrole sur l'inflation, sur la croissance économique, sur les balances commerciales, etc. etc. Tant qu'il s'agit de défendre les privilèges des pays riches, la question que s'élève essentiellement sur le plan politique et en termes de rapport de forces.

## E.D.F. sur le fil du rasoir

**I**NCIDENT très mineur par Electricité de France, les coupures de courant dont ont été victimes les Bretons le 10 septembre dernier n'en ont pas moins soulevé de nombreuses protestations. L'Union démocratique bretonne a constaté que « l'E.D.F. ne recule devant aucun sacrifice pour la composition de son central nucléaire ». La C.G.T. y a vu la conséquence des orientations prises dans le domaine de l'énergie il y a une dizaine d'années... Et la C.F.D.T. estime que « l'incident se reproduira en Bretagne ou ailleurs, si le gouvernement n'autorise pas l'E.D.F. à construire des usines classiques dont on connaît les capacités et dont on a la maîtrise ».

E.D.F. sera-t-elle obligée de procéder à de nouveaux délestages ? Si l'on est plus optimiste qu'au moment de la sécheresse quant à l'hiver prochain on admet cependant, à la direction de l'entreprise nationale, que les trois années qui viennent pourraient être particulièrement délicates. Le retard de construction de certaines centrales nucléaires, le poids d'investissements qui obligent à une gestion sans cesse plus serrée, plus risquée, fait qu'E.D.F. manque de réserves de production pour pallier tous les aléas de cette industrie fortement dépendante de l'instant.

a Le Français peut se vanter d'être en Europe le mieux desservi en électricité. Les Allemands dont on connaît la puissance électrique ont été dépassés par l'électricité d'origine nucléaire. Il a jadis alors couvert 7 millions de kilowatts pendant deux heures », affirme un des responsables du dispatching national d'E.D.F., qui attribue les incidents de Bretagne à un concours de circonstances : une région qui est en bout de réseau ; une consommation électrique qui a tendance à progresser plus rapidement (+ 11,5 % l'an) que la moyenne nationale (+ 8 %), ce que n'avaient pas prévu les experts de l'entreprise nationale ; enfin, une certaine malchance puisque la centrale de Chinon était arrêtée et que la centrale de 700 mégawatts, qui aurait dû entrer en fonction à Cordemais en 1976, a quelques mois de retard.

L'importance de la consommation (due à la projection du film *Le week-end plus long* à la télévision et à l'arrivée de nombreux propriétaires de résidence secondaire pour ce week-end prolongé) a provoqué une chute de tension (de 40 % à Landernau), qui a obligé, sans délai, les responsables du dispatching de Nantes à un délestage important sur la Bretagne pour éviter un effondrement complet du réseau. Depuis la grande panne de New-York, en 1965, on sait que l'attente est la pire des choses.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 18, 1<sup>re</sup> colonne.)

(Lire la suite page 18, 1<sup>re</sup> colonne.)

## Les importations françaises de pétrole pour les neuf premiers mois

10 MILLIONS DE TONNES DE PLUS QU'EN 1975  
10 MILLIONS DE TONNES DE MOINS QU'EN 1973

Les importations de pétrole brut pèsent de plus en plus lourdement sur le commerce extérieur de la France. Pour les trois premiers trimestres de 1976, 88,549 millions de tonnes sont ainsi entrées en France, soit 18 millions de plus qu'à la même époque en 1975 (76,043). Et en ce coût à la France 39,2 milliards de francs contre 29,9 milliards en 1975. La dépréciation du franc par rapport au dollar entre, pour une part non négligeable, dans cet alourdissement.

ment de la facture pétrolière. Une tonne de pétrole brut, qui coûtait 425,70 francs en janvier, est passée à 464 francs en septembre.

Il faut noter qu'en 1973, à la même époque — soit juste avant la guerre du Kippour et la crise, — la France avait importé 99,1 millions de tonnes de pétrole brut. Il est vrai qu'alors le prix moyen de la tonne s'élevait à 110 francs.

## Le spectre d'une échéance

Aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement de cela. La question des prix du pétrole ne peut plus être envisagée uniquement dans l'optique du marchandage entre les vendeurs et les acheteurs. Le fait nouveau et fondamental est que les sources disponibles d'énergie ne suffisent plus à faire face à l'accroissement des besoins. Une crise réelle, au sens physique de ce terme, pourrait se manifester dans peu d'années. La production pétrolière dans les pays de

l'OPEP commencera très probablement à décliner dès 1985-1990, tandis que les programmes de mise en valeur de nouvelles sources d'énergie marquent le pas. Plus grave encore, les coûts estimés de production des sources non conventionnelles d'énergie ont quadruplé en trois ans. De 7 dollars le baril d'équivalent pétrole en 1973, ils sont passés à 24-27 dollars aujourd'hui, soit plus du double des prix actuels du pétrole.

(Lire la suite page 18, 1<sup>re</sup> col.)

## Vers une modération de la croissance démographique mondiale ?

**M.** LESTER R. BROWN, directeur du Worldwatch Institute de Washington, vient de publier un rapport (1) selon lequel on aurait assisté, en 1970-1975, à un ralentissement de la croissance démographique mondiale pour la première fois depuis le néolithique. Sa thèse se fonde sur deux considérations :

d'une part, la baisse des taux de natalité, déjà importante aux Etats-Unis, en Chine et en Europe occidentale, devrait l'être aussi dans les autres pays d'Asie du fait de l'extension prise par les programmes de limitation des naissances ; d'autre part, la mortalité a augmenté dans les pays les plus pauvres à la suite d'une grave

détérioration de leur situation alimentaire. Par conséquent, le taux d'accroissement de la population, différence entre les taux bruts de natalité et de mortalité, ne peut que diminuer. M. Brown estime qu'il est passé par un maximum de 1,9 % en 1970 pour s'abaisser à 1,6 % en 1975.

Il faut d'abord rappeler que les données statistiques sont gravement lacunaires dans bon nombre de pays en voie de développement et que la plus grande prudence s'impose dans leur interpré-

tation. En 1971, les naissances n'étaient enregistrées « complètement » (2) à l'état civil que pour 33 % de la population mondiale, mais seulement pour 20 % en Amérique latine, 10 % en Afrique et

6 % en Asie où vit cependant 57 % de l'humanité ; en Afrique, et surtout en Asie, des enquêtes par sondage pallient partiellement la pénurie de données. La situation des statistiques de décès

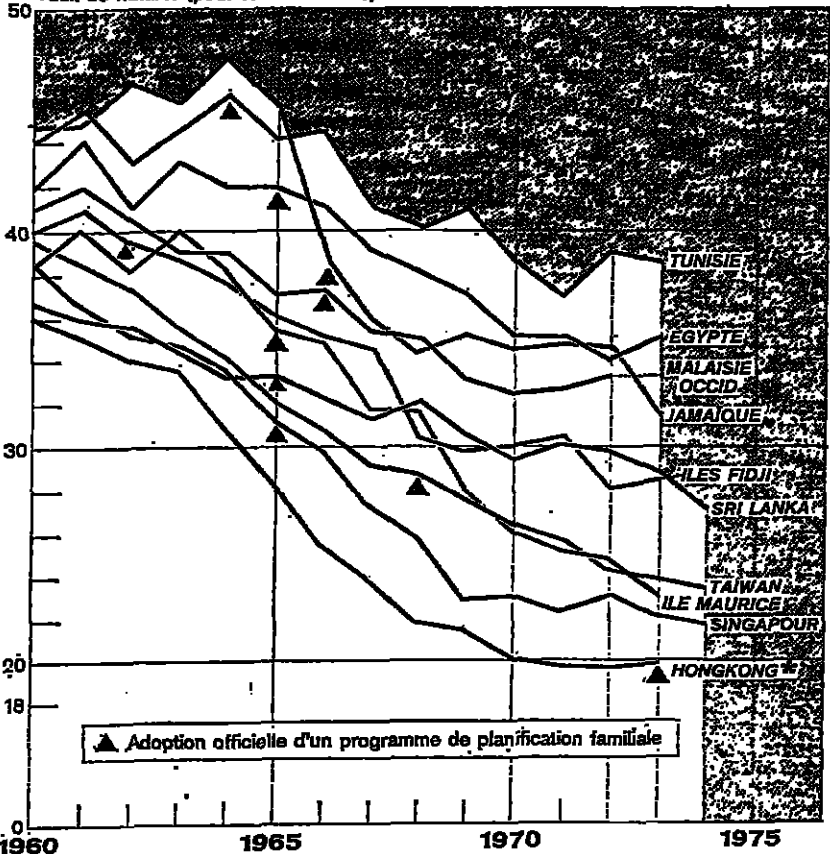
commencera à diminuer au cours de la période 1985 - 1990, la situation étant d'ailleurs très diverse selon les régions puisque le taux ne baissera pas en Afrique centrale et occidentale avant 2000, mais dès 1980-1985 en Amérique du Sud et en Asie de l'Est.

L'originalité des thèses du Worldwatch Institute tient donc à ce qu'elles avancent de dix ans le mouvement de réduction de l'accroissement prévu par les Nations unies. Y a-t-il de bonnes raisons pour le faire ?

**YVES BLAYO,**  
chercheur à l'Institut national  
d'études démographiques (INED).  
(Lire la suite page 21, 1<sup>re</sup> col.)

## POLITIQUE DE PLANIFICATION FAMILIALE ET BAISSÉ DE LA NATALITÉ

Taux de natalité (pour 1000 habitants)



Evolution des taux bruts de natalité de quelques pays en voie de développement ayant adopté un programme officiel de planification familiale avant 1970.

(1) Lester R. Brown: *World Population Trends: Signs of Hope, Signs of Stress*, Worldwatch Paper 8, octobre 1978 (tiré d'un livre à paraître: *The Twenty-Ninth Day*).  
(2) L'enregistrement est réputé « complet » lorsqu'il couvre au moins 90 % des événements.

**YVES BLAYO,**  
chercheur à l'Institut national  
d'études démographiques (INED).  
(Lire la suite page 21, 1<sup>re</sup> col.)

**SEUIL**

**JEAN  
ZIEGLER**

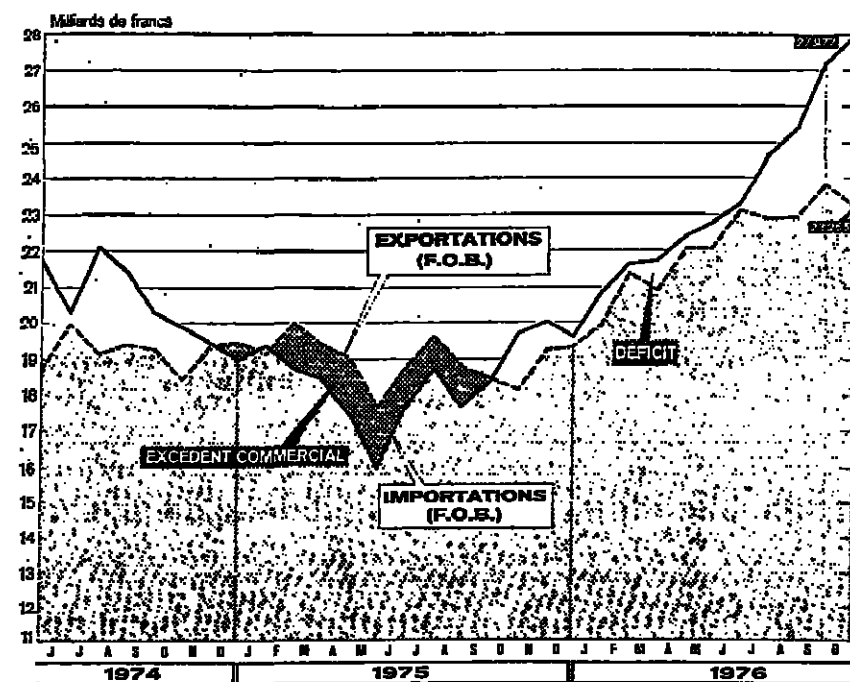
# Une Suisse au-dessus de tout soupçon

192 pages.25F.Coll. Combats

Nouvelle édition augmentée :

- Une description des mécanismes de fuite des capitaux vers la Suisse.
- Une analyse des relations entre personnel politique et système bancaire helvétique.

## COMMERCE EXTÉRIEUR : les échanges avec nos voisins se détériorent



Le déficit du commerce extérieur français a dépassé 15 milliards de francs durant les dix premiers mois de 1976. Pour l'ensemble de l'année, ce déficit devrait être proche de 20 milliards de francs, comparé à un excédent de 6,8 milliards en 1975 (en raison surtout d'une baisse des importations provoquée par la récession). En 1974, le déséquilibre avait été de 16,9 milliards, et en 1973 la France avait dégagé un surplus de 6,7 milliards en 1973.

La détérioration actuelle provient en partie de la sécheresse. Ainsi les échanges agro-alimentaires, pratiquement équilibrés au cours des dix premiers mois de 1975, ont été déficitaires de 1,8 milliard de francs (1) durant la même période de 1976. En outre, le déficit énergétique, qui subit à la fois les conséquences du manque d'eau, de la reprise et de la spéculation, s'est élevé à 49,9 milliards contre 38,6 milliards l'an dernier.

(1) Pour la partie analytique les importations sont comptabilisées C.A.F. (assurance et fret compris).

Toutefois les résultats s'expliquent aussi par une dégradation des positions françaises à l'égard des pays industriels et dans le domaine des biens de consommation. Dans ce dernier secteur l'excédent est revenu de 10,4 milliards de francs pour les dix mois de 1975 à 5,9 milliards de francs en 1976, les importations ayant augmenté de 44,7 % contre 14,3 % pour les exportations. Ce phénomène semble traduire une saturation des capacités de production nationale.

Parallèlement, le bilan commercial s'est détérioré vis-à-vis des principales nations industrialisées. Les échanges avec la C.E.E. ont été déficitaires de 14,8 milliards de francs contre 1,6. Le déséquilibre à l'égard de l'Allemagne fédérale s'est élevé à 10,5 milliards de francs contre 4,9, tandis que l'excédent vis-à-vis de la Grande-Bretagne est revenu de 3,3 milliards de francs à 0,7. Ce même mouvement se retrouve, avec une moins forte ampleur, dans le commerce avec la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse et les États-Unis.

## E.D.F. sur le fil du rasoir

(Suite de la page 17.)

Quelle que soit l'explication des incidents, encore faut-il en comprendre les causes. Pour les syndicats, elles résident dans la politique menée par E.D.F. depuis quelques années, et dans le poids des investissements pour le nucléaire. Si le kWh nucléaire est bon marché (6 centimes contre 11 pour le kWh fuel au 1<sup>er</sup> janvier 1976), il exige dans cette phase de démarrage des investissements particulièrement lourds.

### Un risque calculé

Ce manque de réserve est flagrant lorsqu'on compare la demande de pointe prévisible au cours de l'hiver 1977 — 34 500 MW — à la production disponible à la même époque, 34 300 MW. Cela n'est d'ailleurs pas nié par E.D.F. Comme l'explique M. Albert Robin, directeur à la direction générale, chargé des études économiques : « Comme toute entreprise, nous sommes amenés à prendre des risques puisque nous ne pouvons économiquement nous mettre

Cela se fait-il au détriment de la gestion quotidienne ? « Depuis la guerre du Kippour les moyens de production gardés en réserve sont limités », admet-on à E.D.F. Et si l'on en croit le bulletin *Entreprise* du 18 novembre, « les dépenses d'entretien du parc thermique classique sont passées depuis les options nucléaires de 45 à 25 F par kilowatt (en francs de 1974) et « il y a traduction dans la disponibilité du parc qui est passée, toujours depuis le virage nucléaire, de 86 à 83 % ».

L'entreprise nationale n'envisage pas de remettre en cause sa politique commerciale du « tout électrique ». « Elle signifie simplement, dit-on, la pénétration de l'électricité vers 1980 dans deux cent mille logements supplémentaires, soit une production de 3 milliards de kilowatts-heures. C'est l'équivalent de cinq points sur les variations de l'hydraulité à cette époque. »

Tout en affirmant que « la situation ne sera pas dramatique », on ajoute à Electricité de France : « mieux vaut un risque accru plutôt que de construire des équipements lourds simplement pour faciliter le passage d'un ou deux hivers difficiles ».

Les services d'E.D.F. n'en tiennent pas moins des solutions de rechange et des décisions pourraient être prises prochainement. Il n'est plus question de construire — comme le réclame la C.G.T. — un troisième groupe thermique à Cordemais. En revanche, on envisage de développer des réserves hydrauliques de faible envergure, et l'on se dit très satisfait du test des turbines à gaz, qui fonctionnent le plus souvent au fuel distillé. De faibles puissances — 20 à 75 MW — ces dernières ont l'avantage de pouvoir être installées en moins de deux ans. De plus elles peuvent être placées pour doubler un poste existant ce qui résout le problème du retard dans la pose des lignes à haute tension. La Bretagne pourrait rapidement bénéficier d'une telle solution qui, par parenthèse, marquerait un certain échec dans les prévisions d'implantation du nucléaire.

Cela suffira-t-il pour éviter des coupures dans les années qui viennent ? Cela dépend évidemment de très nombreux facteurs : reprise économique, taux d'hydraulité, durée de l'hiver, etc.

Dans une entreprise dont le capital investi est plus fort que dans n'importe quel autre secteur économique, un choix a été fait. Puisque l'électricité ne se stocke pas, et qu'il faut à chaque instant produire ce que la consommation appelle, on a préféré risquer d'avoir à déléster parfois plutôt que d'investir plus lourdement encore. Le poids du programme nucléaire d'E.D.F. était-il trop important ? Le problème est que pour finir véritablement une telle orientation il faut un minimum de sept années.

BRUNO DETHOMAS.

### Prix du pétrole

(Suite de la page 17.)

Aucun économiste n'a encore osé dire comment ces sources pourraient être développées si les prix de l'énergie étaient dominants, le pétrole, devaient être maintenus à leur niveau actuel.

Aucun dirigeant occidental n'a encore dit comment, dans ces conditions, le ravitaillement énergétique de son pays pourrait être assuré dans une dizaine d'années. On sait pourtant que les centaines de milliards de dollars d'investissements nécessaires à la mise en valeur de nouvelles formes d'énergie ne seront consentis que dans la mesure où ils permettront de produire à des coûts commercialement soutenables. Ceci suppose au moins un doublement des prix actuels du pétrole brut. Talonnés par des préoccupations politiques, économiques ou électorales immédiates, les gouvernements des pays développés ont tendance à négliger cette réalité et à ajourner les options qu'elle impose. Au fur et à mesure que le danger d'une pénurie d'énergie se précise, la même réalité doit bien, tôt ou tard, avoir raison des marchandages anachroniques et des menaces gratuites.

Pour avoir été la première puissance occidentale à refuser la politique de la confrontation et pour avoir pris l'initiative du dialogue Nord-Sud, la France peut jouer un rôle considérable en posant le problème de l'énergie dans ses nouvelles et véritables dimensions. Elle peut surtout contribuer à relancer ce problème dans le cadre de la concertation plus que jamais nécessaire entre tous les pays concernés.

NICOLAS SARKIS.

## Le coût de la vie dans les pays de la C.E.E.

### S'habiller à Bonn, se loger à Rome et s'amuser à Londres

COMPARER les prix des biens et des services dans les neuf capitales (1) de la Communauté économique européenne est une entreprise fort difficile, dont les résultats sont à manier avec prudence. C'est ce qu'ont expliqué récemment, à Paris, MM. Silvio Ronchetti, directeur des statistiques des commerces, transports et services de l'Office statistique des Communautés euro-

péennes (O.S.C.E.), et Picard, responsable de la division économique (I.N.S.E.E.). Au cours d'une conférence de presse, ils ont présenté les résultats d'une enquête sur les prix à la consommation dans les capitales européennes, enquête réalisée par l'O.S.C.E. et les autres instituts de statistiques de la C.E.E., de septembre à novembre 1975.

L'étude montre qu'en excluant les dépenses de santé et de loyer, et avec les taux de change d'octobre 1975, les capitales des neuf pays peuvent être classées en trois groupes : capitales où les prix sont relativement élevés (Bonn, Paris et Copenhague) ; capitales où les prix sont relativement bas (Rome, Londres et Dublin) ; capitales du Benelux, qui occupent quant à elles une position intermédiaire.

Les résultats de ce travail de bénédictin sont peu spectaculaires à cause surtout de la difficulté de choisir une méthode de comparaison internationale de prix qui soit à la fois rigoureuse et permette d'aboutir à des résultats faciles à interpréter.

Une méthode simple et traditionnelle de comparaison internationale consiste à traduire les prix des produits comparables dans les différents pays ou capitales en une unité monétaire commune, le franc par exemple.

Avec les taux de change d'octobre 1975, on peut constater par exemple qu'une paire de chaussures basses pour homme coûtait en moyenne à cette époque 197 francs à Paris, 150 francs à Bonn, 125 francs à Rome et 114 francs à Londres. Mais ces différences de prix varient des que les taux de change eux-mêmes se modifient. Or les taux de change ont connu depuis octobre 1975 des évolutions si brutales que toute comparaison de prix reflète plus les fluctuations monétaires des changes que les véritables différences de niveau des prix. Ainsi, depuis octobre 1975, les prix des chaussures allemandes exprimés en francs se sont sans doute rapprochés des prix français du fait du renchérissement du deutschemark par rapport au franc (de 1,70 franc à 2 francs pour un deutschemark) sans que cela reflète un comportement particulièrement inflationniste des marchands ou des fabricants de chaussures d'outre-Rhin. A l'opposé, les prix des chaussures italiennes, traduits en francs, ont probable-

ment baissé du fait de la chute de la lire, sans que cela signifie une baisse réelle des prix des chaussures pour les Italiens.

Nouvelle illustration des perturbations entraînées par les mouvements monétaires sur les comparaisons de prix : en octobre 1975, le niveau général des prix allemands était de 1 % inférieur au niveau général des prix français et, en août 1976, de 9 % supérieur, alors que l'inflation allemande était bien plus faible que l'inflation française. Au contraire, le niveau général des prix italiens, comparé à celui des prix français, continue à baisser (de - 23 % en octobre

1975 à - 25 % en août 1976) alors que l'inflation italienne dépasse l'inflation française.

On peut aussi traduire les différences de niveau des prix par des différences de pouvoir d'achat. Un niveau de prix allemand inférieur de 1 % au niveau de prix français en octobre 1975 signifie qu'à cette époque le pouvoir d'achat du deutschemark était en Allemagne supérieur de 1 % à son taux de change exprimé en francs. Le taux d'équivalence en pouvoir d'achat du deutschemark était donc de 1 DM = 1,730 F, pour un taux de change de 1 DM = 1,7015 F.

### Le café soluble bon marché à Paris

Afin que les fluctuations de change ne viennent pas cacher les véritables différences de niveau des prix, les statisticiens ont donc utilisé les taux d'équivalence en pouvoir d'achat à la consommation (TEPAC) des biens et services comparables dans les neuf capitales de la C.E.E. On a constaté par exemple que le prix de la boîte de café soluble (50 grammes) était de l'ordre de 4 francs à Paris et de 4,40 deutschemarks à Bonn. Un Français disposant de ce bien, acheté en France 4 francs, pourrait le revendre en Allemagne 4,40 deutschemarks et disposer dans ce pays d'un pouvoir d'achat équivalent. Le taux d'équivalence du pouvoir d'achat du café soluble entre la France et l'Allemagne est donc de 1 DM = 0,90 F (4/4,40). Comparé au taux d'équivalence du pouvoir d'achat du mark en octobre 1975 (1 DM = 1,73 F), on constate que par rapport au niveau général des prix allemands le café soluble était à cette époque presque deux fois plus cher à Bonn qu'à Paris.

Les statisticiens ont calculé pour leur enquête non seulement les TEPAC pour chaque produit mais aussi pour chaque grande catégorie de consommation : produits alimentaires, habillement, logement (hors loyer), ameublement, transports et communications, loisirs et autres services.

Les comparaisons internationales de prix ont été faites en rapportant le TEPAC de chaque grande catégorie de consommation au taux d'équivalence de chaque monnaie. Dans le cas de Paris, l'enquête effectuée par l'O.S.C.E. et l'INSEE montre que le niveau de prix des produits alimentaires, par rapport au pouvoir d'achat total du Parisien, est plus faible que le niveau de prix de ces mêmes produits rapporté au pouvoir d'achat des habitants des autres capitales. Au contraire, les prix des articles d'habillement sont relativement plus élevés à Paris que dans l'ensemble des autres capitales (Luxembourg excepté). C'est aussi vrai pour le logement (sauf Bruxelles) et pour les loisirs (sauf Rome). En ce qui concerne l'ameublement et les transports, Paris se situe dans la moyenne des capitales européennes, par rapport à la moyenne générale des prix.

Pour consommer économiquement — et si le taux de change se rapprochait du taux d'équivalence, — il faudrait donc à l'Européen voyageur se nourrir à Paris, s'habiller à Bonn, se loger à Rome, utiliser les transports de Bruxelles et prendre des loisirs à Londres. Mais il y aurait encore mieux à faire dans la logique du taux d'équivalence de pouvoir d'achat et-dessus décrit dans l'exemple du café soluble. Ce serait pour notre hypothétique voyageur européen d'acheter des produits alimentaires à Paris, pour les revendre à Rome où ils sont relativement chers. Avec les livres obtenus, il pourrait ensuite acheter avantageusement des vêtements dans la capitale italienne pour les revendre ensuite à Luxembourg. Avec ses francs luxembourgeois, il pourrait acheter des transports et les revendre à Dublin (2) et enfin (...) se payer des loisirs dans la capitale irlandaise.

Plus concrètement, l'enquête de l'O.S.C.E. et de l'INSEE donne un catalogue très complet des prix relevés dans les capitales européennes de septembre à novembre 1975. Convertis en francs, au taux de change de cette époque, ces différents prix ne manquent pas d'étonner dès leur comparaison, même si la méthode est discutable sur le plan scientifique, comme il a été expliqué plus haut. On apprend par exemple que le kilo de viande de bœuf à rôti était en octobre-novembre 1975 de 20 % plus cher

à Paris qu'à Amsterdam, alors que la différence du taux de T.V.A. n'explique qu'un écart de 3 %. Même différence de prix pour la plaque de 250 g de beurre, qui est par ailleurs deux fois plus chère à Paris qu'à Londres, le record étant détenu par Rome. Il faut rappeler cependant que, comparés à ceux des autres capitales, les prix alimentaires parisiens sont à un niveau relativement plus faible par rapport aux prix des autres biens et services.

Pour l'habillement, le taux normal de T.V.A. à 20 % (3) fait des ravages et conduit à des niveaux records de prix à Paris. Le pardessus d'hiver coûtait à l'automne 1975, 720 F à Paris (T.V.A. 20 %), 680 F à Bonn (T.V.A. 11 %), 415 F à Londres (T.V.A. 8 %), soit une différence dans ce dernier cas de 28 %. On note des différences plus sensibles pour les réfrigérateurs, moins chers à Bonn de 27 % et pour les machines à coudre, moins chères de 54 %, alors que la différence dans les taux de T.V.A. est inférieure à 10 %. Inutile enfin de comparer les prix des automobiles, où Paris atteint des records de prix, dus en grande partie au taux exorbitant de la T.V.A. (33,33 %).

Les récentes études de l'O.S.C.E. et de l'INSEE sur les prix ne permettent pas d'expliquer les causes de telles différences de prix : coûts de production, coûts de distribution ou des marchés non concurrentiels ? De telles recherches pourraient peut-être enfin apporter une aide précieuse à une politique anti-inflationniste plus structurée.

PIERRE DUFFÉ.

(1) Amsterdam, Bonn, Bruxelles, Copenhague, Dublin, Londres, Luxembourg, Paris, Rome.  
(2) Ce qui montre le caractère théorique de la notion de TEPAC pour les services.  
(3) Réduit à 17,60 % par le plan Barre.

Opel Rekord  
Essence ou Diesel

VALDOISE MOTORS S.A.  
31, rue de Paris  
ST-OUEN-L'AUMOINE.  
Tél. 464.20.78.

Au soleil en hiver,  
faites du naturisme  
aux Iles Maldives  
dans l'Océan Indien.  
La où le paradis  
terrestre est réalité.  
14 jours Paris-Paris  
5.370 F  
CLUB NATURE  
10, rue Pierre Demour  
75017 Paris, tél. 766.38.73

Lucien Thiriet  
L'ÉNERGIE  
NUCLÉAIRE

Quelles politiques  
pour quel avenir ?

Le dossier complet établi par un  
expert appartenant au C.E.A. A  
lire par ceux qui ont compris qu'il  
était important de s'informer avant  
de se faire une opinion

dunod

49 F

صكلا من الامل



UNE ÉTUDE DU CERC

# La transformation et la commercialisation des produits alimentaires expliquent l'évolution de leurs prix

PLUS 12 % d'augmentation des prix alimentaires en octobre, plus 11,2 % en un an, plus 18,7 % en rythme annuel calculé sur la base des trois derniers mois connus : une fois encore, c'est dans le panier de la ménagère que l'inflation fait le plus de ravages. Même les services, qui ont augmenté de 12,3 % au cours des douze derniers mois, ont un dérapage annuel calculé sur trois mois inférieur : 10,5 %. Autrement dit, les produits alimentaires sont les moteurs de l'inflation, dont le rythme annuel calculé sur la base des trois derniers mois ne dépasse pas 10 %. Pourquoi ?

En 1972, Claude Malhomme avait déjà montré, dans un article intitulé « Les prix agricoles dans l'inflation » (1), que l'origine de la hausse des prix de détail était à rechercher dans celle des prix à la production. L'année suivante, étudiant « Les variations de prix de six produits agricoles pendant dix ans » (2), MM. Bonnays et Prost avaient conclu que les évolutions de prix étaient très parallèles aux divers stades, dès lors que l'on choisissait une période assez longue pour ne pas avoir à tenir compte du caractère saisonnier ou

varie de 2,5 % à 8,5 % par an en moyenne : ce qui correspond à des hausses totales allant de 34 % en douze ans pour le produit qui a le moins monté à 188 % pour les produits qui ont le plus progressé.

Cette grande diversité des rythmes de hausse s'explique, selon le CERC, de cinq façons :

● LE COUT DE LA MATIÈRE PREMIÈRE AGRICOLE. — Une forte liaison a été notée entre la hausse à la production et celle du prix de détail des produits alimentaires qui en dérivent. Par exemple, le lait a augmenté de 5,5 % par an en douze ans à la production et les produits laitiers (lait frais, fromages, yaourt, crème, beurre) ont progressé de 6 % par an. Quand le rythme de hausse est relativement modéré à la production, il paraît accru au stade du détail ; au contraire, une hausse très forte à la production est souvent répercutée de façon atténuée. Le premier cas est illustré par le prix du blé : en hausse de 3,5 % seulement par an pour un prix du pain et des biscuits en progression presque double : 8 %. Dans le second cas, le cacao a augmenté de 9,5 % par an à la produc-

tion, tandis que le chocolat n'a gagné que 5 % par an. Toutefois, la liaison entre les hausses à la production et au détail est « nettement moins marquée » lorsque l'on considère la matière première de base et chacun des produits qui en découlent. Le lait monte de 5,5 % par an, les fromages à pâte molle et grasse de 7,5 %, les fromages frais et fondus de 5,5 %, les yaourts de 5 %, le lait en conserve et le beurre de 4 %.

● LE DEGRÉ DE TRANSFORMATION INDUSTRIELLE. — Les prix des produits dont la fabrication a fait intervenir de façon notable le secteur industriel ont monté moins fortement en moyenne que ceux des produits consommés frais ou en l'état, ou n'ayant subi qu'une faible transformation. Pour les produits à base de blé (+ 5,5 %), le contraste est net entre la pâtisserie fraîche (+ 8,5 %) et le pain (+ 7 %), produits essentiellement artisanaux d'une part, la farine (+ 4,5 %), les biscuits (+ 4 %), les biscuits et gâteaux industriels (+ 3 %) d'autre part. Plus la valeur industrielle est forte, moins le prix de détail a augmenté.

En ce qui concerne les produits de la pêche, la hausse des prix du poisson consommé en l'état (+ 7,5 % par an en moyenne) a été sensiblement plus vive que celle des conserves (+ 5 %) : les cours au débarquement avaient, eux, progressé de 8,5 %.

La CERC estime « qu'une partie au moins du rôle de freinage des hausses de prix, que semble remplir l'industrie des conser-

ves de poissons, s'exerce en fait sur les pêcheurs eux-mêmes. Pour les poissons non destinés à la conserve, la multiplicité des acheteurs ne permet sans doute pas le même genre d'action sur les pêcheurs ». On retrouve la même disparité entre les fruits et légumes frais (7 % par an en moyenne) et ceux en conserve (+ 4 %).

ALAIN GIRAUDO.

(1) Économie et Statistique, n° 40, décembre 1972.

(2) Économie et Statistique, n° 47, juillet-août 1973.

## Pour une organisation du marché des fruits et légumes

par ALEXIS GOURVENNEC (\*)

LES producteurs de fruits et légumes manifestent régulièrement. Toutefois cela n'apporte pas une solution aux problèmes et ne suffit pas à définir une politique pour un secteur agricole menacé parce que négligé.

A Bruxelles, le dernier bilan de la politique agricole commune établi par la Commission européenne ne consacre pas une ligne aux fruits et légumes. En France, les pouvoirs publics se sont vivement intéressés cet été au prix des pêches. Or, ce sont les fruits qui ont le moins augmenté depuis dix ans à la production comme au détail. Périodiquement, des responsables politiques locaux s'indignent des retraits de fruits et légumes et de leur destruction. Pourtant l'expérience a montré clairement que la pénurie coûte beaucoup plus cher que l'excédent, gage de l'approvisionnement du marché. Au reste, la destination de ces quantités « retirées » semblerait la plus souvent améliorée si les pouvoirs publics le voulaient effectivement.

Trois raisons peuvent expliquer, sans le justifier, cet état de choses :

1) La complexité d'un secteur qui couvre un minimum de quinze produits dont les caractéristiques d'investissement, de gestion et d'environnement sont très différentes. Par leur investissement, les producteurs de fruits s'apparentent aux industries lourdes, les producteurs de légumes aux biens de consommation. Dans leur gestion, les producteurs de pommes doivent gérer un marché de produits semi-stockables,

très différent de celui de la tomate ou de la pêche, produits éminemment périssables. De surcroît, l'évolution des marchés de fruits et légumes nécessitent des décisions très rapides qui se calculent en heures et impliquent des structures de gestion très décentralisées. Pourtant, ce n'est pas parce que la gestion de ce secteur ne s'adapte pas aux méthodes usuelles, sinon parisiennes, qu'elle ne peut être correctement conduite, l'exemple de la Hollande le prouve.

2) Dans l'effort d'après-guerre en faveur de l'agriculture, tant au niveau national qu'international, le secteur des fruits et légumes a été l'objet de transactions internationales parce que la vocation de la France dans ce secteur est neuve et que les instances nationales, publiques ou professionnelles, notamment dans le cadre des institutions de Bruxelles, ne défendent pas également tous les secteurs : il fallait bien faire des concessions à certains partenaires pour garder certaines de nos positions. Du coup, le secteur des fruits et légumes s'est trouvé sans réelle protection communautaire, confronté à une compétition mondiale qui n'a pas affecté les autres grandes productions agricoles.

3) Les producteurs de fruits et légumes qui participent pour 10 % environ au revenu total agricole ne sont peut-être pas assez nombreux pour être intéressants électoralement et ils ont été trop longtemps dispersés, sinon concurrents au travers de leurs organisations.

### Un endettement considérable

Cette « marginalisation » pour un secteur où la France est pourtant remarquablement placée se traduit actuellement par un endettement considérable, au niveau des exploitations comme des centres de conditionnement et un décalage sensible pour des hommes pourtant habitués à supporter en même temps les aléas du marché et du ciel. Cela peut avoir de lourdes conséquences sur le niveau des emplois régionaux et la balance commerciale.

La main-d'œuvre représentée, en effet, 40 à 50 % des coûts de production ; le montant actuel des importations de fruits et légumes est sensiblement équivalent à celui de la viande (4 milliards de francs par an). Une reconversion vers d'autres cultures ne serait pas forcément une bonne opération pour les finances publiques : le secteur des fruits et légumes est un des moins coûteux. Les dépenses de soutien des marchés ont coûté de 1970 à 1975 moins de 4 % de l'ensemble des subventions versées

par le Fonds européen (FEOGA) et le Fonds des marchés agricoles (FORMA).

En revanche, la définition et l'application d'une politique ambitieuse, mais peu coûteuse, permettrait de faire progresser ce secteur, d'approvisionner plus largement le marché intérieur en réduisant certaines de nos importations, et de prendre carrément place sur des marchés extérieurs d'où nous sommes anormalement absents. La France participe pour 2.000 tonnes à un commerce communautaire des tomates de 800.000 tonnes. Elle a perdu le marché de l'ailignon dont l'Angleterre absorbe 200.000 tonnes par an... Or, des possibilités existent puisque la France est devenue le premier exportateur de pommes du monde, et qui vend 40 % de ses choux-fleurs à l'étranger. Au total, elle réalise, malgré les mauvaises conditions décrites, 2,5 milliards de francs d'exportations.

Un gain de 1 milliard de francs de la balance de ce secteur peut être obtenu en quelques années. Toutefois, si rien n'est fait ou bien si des négociations internationales sont conduites maladroitement, les importations de fruits et légumes pourraient se monter à 6 ou 7 milliards par an.

Afin d'éviter le déferlement des contestations, une volonté politique devrait se manifester qui prendrait en considération les constatations suivantes :

● Les mécanismes actuels de la Communauté européenne, qui se sont révélés inadaptés, devraient permettre aux producteurs de s'organiser afin d'améliorer leur niveau de vie ;

● Les comités économiques de l'AFCOFEL devraient pouvoir, comme le permet l'appareil législatif, intervenir largement sur la gestion des marchés ;

● La recherche devrait disposer de moyens financiers importants pour donner aux producteurs français des avantages en matière de variétés et de sélections car les produits nouveaux sont une donnée importante de la concurrence internationale des produits végétaux.

Selon les pays, ou selon les secteurs, la politique agricole se manifeste par des organisations de marché qui permettent aux producteurs de tirer un revenu convenable de leur activité, par des garanties de prix données, grâce à des organismes d'intervention, ou encore par des versements d'aides directes au producteur pour atteindre un minimum de revenu.

Ces trois voies recouvrent des politiques économiques nationales différentes mais elles ne sauraient être mélangées sans danger. Or un certain flottement semble se faire jour dans la politique française qui utilise, selon les circonstances, une des trois solutions, sinon même les trois à la fois.

Malgré les risques que cela comporte et les responsabilités que cela entraîne, une politique d'organisation de marchés est préférable. Les fluctuations des produits empêchent, en effet, la mise en place de prix garantis. La compensation de revenu est surtout appliquée dans des pays à vocation importatrice, sinon elle est toujours insuffisante, et humiliante.

Les producteurs de fruits et légumes sont comme les autres partenaires économiques : ils préfèrent exercer leur activité dans la dignité et une véritable compétition.

(\*) Président de l'AFCOFEL (Association des comités économiques des fruits et légumes).

### TAUX ANNUEL MOYEN DE HAUSSE DES PRIX DE 1963 A 1975

Produits agricoles à la production	%	Produits alimentaires au détail	%
Cacao	9,5	Produits à base de cacao	5
Poisson frais	8,5	Poisson frais	7,5
Beuf	6,5	Viande de bœuf	7
Veu	6,5	Viande de veau	6
Cheval	6,5	Viande de cheval	7,5
betteraves industrielles	6,5	betteraves	6
Fruits et légumes frais	6	Fruits et légumes frais	7
Riz	6	Riz	6,5
Mouton	5,5	Viande de mouton	6
Lait	5,5	Produits laitiers	6
Orge	5,5	betteraves	5,5
Vin de consommation courante	5	Vin et vinaigre	5
Blé	3,5	Produits à base de blé	5
Porc	3,5	Viande porc et charcuterie	5
Café	3,5	Café au détail	4
Poulets	3,5	Poulets	4
Œufs	2,5	Œufs	3,5

cyclique de certaines variations de prix. Selon ces travaux, l'inflation populaire, qui veut que les prix alimentaires « dérapent », plus que les prix agricoles ne serait donc guère fondée. Pourtant, l'idée d'une distorsion entre l'évolution du prix alimentaire à la production et à la consommation reste solidement ancrée dans certains esprits.

Le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) a donc décidé d'aller plus loin dans l'analyse à partir d'un échantillon de quarante-six produits appartenant à six catégories — produits à base de céréales, viandes et poissons, produits laitiers et crémiers, fruits et légumes, boissons, produits d'épicerie, — et représentant 86 % de la consommation alimentaire. Au cours des douze années étudiées, la hausse des prix de détail de ces produits

tion, tandis que le chocolat n'a gagné que 5 % par an

Toutefois, la liaison entre les hausses à la production et au détail est « nettement moins marquée » lorsque l'on considère la matière première de base et chacun des produits qui en découlent. Le lait monte de 5,5 % par an, les fromages à pâte molle et grasse de 7,5 %, les fromages frais et fondus de 5,5 %, les yaourts de 5 %, le lait en conserve et le beurre de 4 %.

● LE DEGRÉ DE TRANSFORMATION INDUSTRIELLE. — Les prix des produits dont la fabrication a fait intervenir de façon notable le secteur industriel ont monté moins fortement en moyenne que ceux des produits consommés frais ou en l'état, ou n'ayant subi qu'une faible transformation. Pour les produits à base de blé (+ 5,5 %), le contraste est net entre la pâtisserie fraîche (+ 8,5 %) et le pain (+ 7 %), produits essentiellement artisanaux d'une part, la farine (+ 4,5 %), les biscuits (+ 4 %), les biscuits et gâteaux industriels (+ 3 %) d'autre part. Plus la valeur industrielle est forte, moins le prix de détail a augmenté.

En ce qui concerne les produits de la pêche, la hausse des prix du poisson consommé en l'état (+ 7,5 % par an en moyenne) a été sensiblement plus vive que celle des conserves (+ 5 %) : les cours au débarquement avaient, eux, progressé de 8,5 %.

La CERC estime « qu'une partie au moins du rôle de freinage des hausses de prix, que semble remplir l'industrie des conser-

UNE MONNAIE POUR L'EUROPE LEUROSTABLE

par Jacques RIBOUD

Editions de la RPP Revue Politique et Parlementaire DÉPOT LÉgal : ARMAND COLLET

cadeau intelligent pour une femme de goût "le carnet" d'achat Franck & Fils

vous déposez une somme à votre convenance et vous lui offrez son carnet d'achat luxueusement présenté. Avec son carnet, chez Franck & Fils ou Miss Franck elle pourra choisir ce qui lui va le mieux.

Franck & Fils

FRANCK & FILS

80 Rue de Passy, Paris 16  
Parking du Paul Boncier face aux magasins.  
Métro : Mairie  
Miss Franck à Paris 2 et Maine-Montparnasse  
29, rue saint-jean, nancy

Hôtel Sheraton. Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...

"Le Montparnasse 25", une table gastronomique dans un décor des "années folles", "Le Corail", un bar feutré où il fait bon s'attarder, "La Ruche", un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking. Confort, calme, détente... Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver : 260.35.11



Paris-Sheraton Hotel

AVENUE DU MARNE - RUE DU COMMANDANT MOUCHOTTE TELEX 200105

GRACE A L'ÉLECTRONIQUE ET A L'INFORMATIQUE

## Vers un nouveau cycle long de croissance ?

La crise économique qui secoue actuellement l'Occident a une durée inhabituelle. Elle se distingue donc des récessions conjoncturelles qui se sont succédées depuis la fin de la dernière guerre sans pour autant briser la croissance. Nombreux sont ceux qui, sans l'affirmer très clairement, pensent qu'il s'agit d'un mouvement de fond et évoquent à son propos les notions de « nouvelle croissance » quand ce n'est pas la croissance zéro. L'économie mondiale se trouverait à la fin d'une phase ascendante, à la fin d'un mouvement long de croissance connu sous

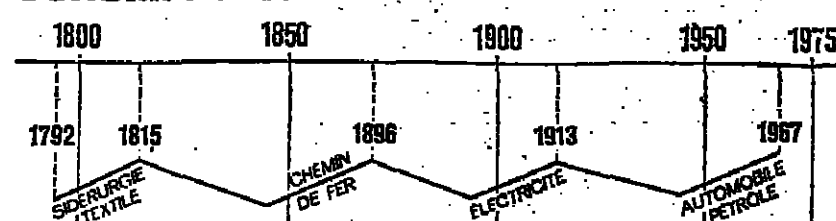
le nom de cycle de Kondratiev (1). Certains expliquent ces cycles longs par des phénomènes monétaires, d'autres par la dévalorisation du capital, par des événements politiques profonds ou des attitudes psychologiques et idéologiques. Schumpeter, pour sa part, considère que la raison profonde de ces cycles est le développement technologique. Chaque phase ascendante de notre économie sur une longue période s'expliquerait par l'apparition et l'installation d'une ou de plusieurs techniques majeures : celle de la fin du dix-huitième siècle et du début du dix-neuvième par le sidérur-

gie et le textile ; celle de la seconde moitié du dix-neuvième siècle par le développement du chemin de fer, celle du début du siècle par l'apparition de l'électricité. Celle que nous venons de vivre depuis la deuxième guerre mondiale serait due à l'automobile et à l'industrie pétrolière. Une telle hypothèse est vraisemblable. Donner au développement technique et scientifique un rôle majeur dans les mouvements économiques relève de l'évidence. La crise économique a commencé à faire sentir ses effets au moment même où les Occidentaux perdaient la confiance aveu-

gie qu'ils avaient eue dans la science. La crise de la science qui est ressentie depuis le début des années 70 apparaît comme la

nologique sur l'économie est la productivité. Cette notion, difficile à définir, inclut, en effet, une bonne part de l'impact de la

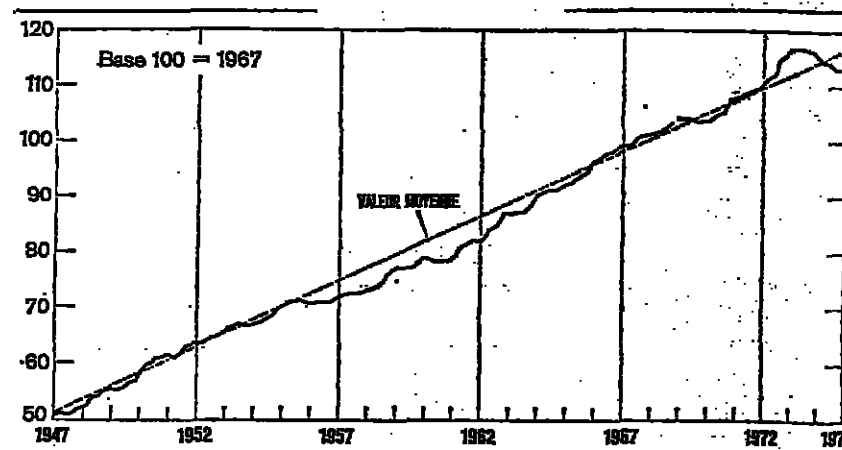
## SCHUMPETER



Cette représentation schématisée des cycles longs selon Schumpeter met en évidence l'impact des principaux progrès techniques sur l'économie. Joseph Schumpeter, célèbre économiste autrichien (1883-1950), a enseigné aux États-Unis un peu avant la deuxième guerre mondiale. Ne se rattachant à aucune école, sa pensée n'a pas, en France, le retentissement qu'elle mériterait. Sa théorie des cycles économiques longs, fondée sur l'innovation, a été publiée en 1939 dans un ouvrage intitulé « Business Cycles : theoretical, historical and statistical analysis of the capitalist process ». Joseph Schumpeter est également l'auteur de « Capitalisme, socialisme et démocratie », publié en 1942.

prise de conscience de l'incapacité de la science et de la technique actuelle à continuer d'assurer la croissance économique à laquelle nous étions habitués. Un des critères les plus sûrs permettant d'évaluer l'importance de l'innovation tech-

science et de la technologie sur la société. Or on constate que, depuis la dernière guerre, la productivité (mesurée par la production horaire des travailleurs) a toujours augmenté. Tout se passe comme si la productivité



suivait un cycle inéluctable et était arrivée en 1972 à un niveau où son augmentation était insuffisante pour assurer le type de croissance précédent. Ce seuil atteint, les mécanismes qui jouaient jusqu'à se sont grippés, et la crise s'est installée.

Il est raisonnable de penser que la progression technique est d'autant plus grande que les États consacrent plus d'argent à la recherche. La récession relative des crédits de recherche qui a eu lieu tant aux États-Unis qu'en France, ces dernières années, n'est donc pas un facteur favorable. On peut aussi remarquer que les pays qui ont le mieux résisté à la crise économique, le Japon et l'Allemagne fédérale, sont les seuls grands pays occidentaux qui aient considérablement augmenté leurs dépenses de recherche ces dernières années. Sans que l'on puisse faire de lien de cause à effet, la corrélation est pour le moins troublante.

Si la phase de croissance de l'économie occidentale depuis la dernière guerre s'appuie sur le développement de l'automobile et de l'industrie pétrolière, il est compréhensible que le facteur déclenchant de la crise ait été l'augmentation brutale du prix du pétrole décidée par les pays de l'OPEP. Mais l'incidence de cette augmentation n'a pu être vraiment importante que parce que le cycle de Kondratiev arrivait à son terme. Quelles sont, alors, la ou les techniques pouvant amorcer un nouveau cycle long de croissance ? Les meilleurs candidats à ce rôle sont certainement l'électronique et les techniques de télécommunications. Elles devraient, en effet, révolutionner notre civilisation en profondeur dans l'avenir.

Jusqu'à présent, les techniques ont principalement porté sur deux points :

● La transformation des matériaux et leur extraction, y compris les matériaux qui sont des sources d'énergie ;

● Le développement des transports (automobile, chemin de fer, avion, bateaux géants) qui ont permis d'aller chercher là où ils se trouvaient les matériaux nécessaires à la croissance.

L'électronique et les communications ont changé cette problématique du tout au tout. La matière y est remplacée par l'information et les transports par les télécommunications. (2)

Le phénomène informatique n'est que la première manifestation de cette mutation des ressorts profonds de l'économie occidentale. La crise actuelle n'est donc peut-être que le reflet de la guerre que se font deux conceptions de la société, l'une, l'ancienne, fondée sur la matière, l'autre, la nouvelle, sur l'information. Cette vue est finalement optimiste puisqu'elle suppose l'apparition d'un nouveau cycle de croissance dès que l'information aura définitivement vaincu la matière. Elle n'exclut pas d'utiliser les techniques économiques modernes pour que la transition soit la moins douloureuse possible.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

(1) Nikolai Dmitrievitch Kondratiev est un économiste russe né en 1892. Il est surtout connu comme l'inventeur des cycles économiques longs qui portent son nom. Il s'agit d'oscillations lentes d'une durée de vingt-cinq à trente-cinq ans où alternent une phase de croissance et une phase de décroissance. Ces oscillations portent aussi bien sur les prix que sur la production.

(2) Il ne faut pas comprendre que l'information va remplacer la matière, et qu'il y a substitution de l'un par l'autre. L'information remplace la matière comme moteur de l'expansion seulement. L'automobile, dans le passé, n'a pas supprimé le chemin de fer, l'électricité ou la sidérur-

**CHOISISSEZ LIBREMENT VOTRE PRIX**  
à Cligny (92)  
bureaux à louer  
bordure périphérique  
**360 ou 558 F./m<sup>2</sup>**

*Dans ce dernier cas, nous trouverons aisément un terrain d'entente pour diminuer très largement la charge de votre location.*

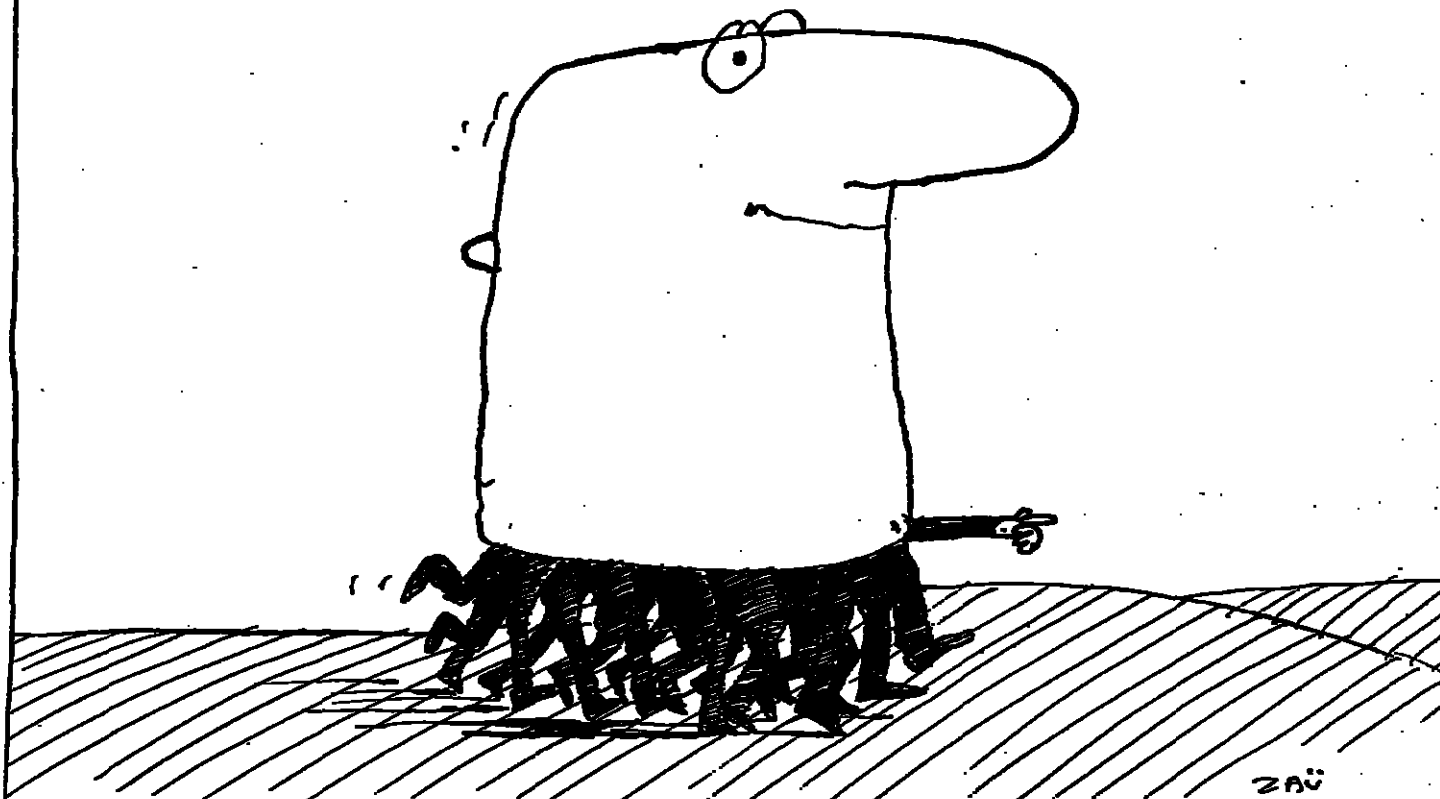
*Pourquoi ? pour faire face aux exigences d'un heureux mariage ma société a été contrainte de quitter les lieux avant l'échéance du 1 janvier 1979.*

Immeuble moderne - Bien desservi 15 lignes de téléphone  
Air conditionné - 6 salles de conférences 39 m<sup>2</sup> d'archives avec téléphone  
3 restaurants - 2 cafétaria 16 parkings desservis par 8 ascenseurs

La seule condition : prendre 1583 m<sup>2</sup> sur un seul niveau.

Pour tous renseignements, téléphonez-moi : J.G. LEMOINE - 775.20.13.

## 1 heure de travail Technip crée 30 heures de travail en France.



Nous sommes une société française d'ingénierie. Notre travail : l'étude et la réalisation d'ensembles industriels, dans le monde entier. Nos domaines d'activités : le gaz, le pétrole, la chimie, l'agro-alimentaire, les industries légères.

En France, nous employons 2 500 personnes mais en vérité nous en faisons travailler beaucoup plus. Lorsque nous remportons un

contrat à l'exportation, c'est toute l'économie française qui est concernée.

Les 2 milliards de francs de contrats que nous signons en moyenne chaque année entraînent des millions d'heures productives pour l'industrie française. Et cet effet multiplicateur joue sur 2 à 4 ans, durée moyenne de réalisation des projets qui nous sont confiés.



Chaque année, Technip passe plus de 3 000 commandes à l'industrie française.

En France : Cocéi - Guigues - Intercontrôle - Ipedex - Technip Géoproduction - Technipex - Technocrac.  
Dans le monde : Algérie, Brésil, Colombie, Espagne, États-Unis, Inde, Iran, Italie, Japon, Venezuela, Yougoslavie.

صكرا من الامم



# Le rythme de la croissance démographique mondiale

(Suite de la page 17.)

Il n'est pas contestable que la fécondité a diminué de façon considérable au cours des années récentes en Europe occidentale et en Amérique du Nord. De même, tous les observateurs s'accordent à reconnaître que la Chine a réussi à réduire considérablement sa natalité, qui serait passée de 35 ‰, environ, en 1965 à 27 ‰, en 1970-1975 (estimation moyenne de l'ONU et de Leo Orleans, de la bibliothèque du Congrès américain) ; selon des démographes qui se sont rendus récemment en Chine, le taux aurait même atteint 23 ‰, en 1975. Le taux de mortalité, de son côté, serait en 1975 compris entre 9 et 12 ‰.

La suite de l'argumentation de Lester Brown est moins convaincante. On ne peut sérieusement soutenir qu'un mouvement généralisé de baisse de la fécondité se manifeste à l'heure actuelle dans le monde. Les démographes ont d'ailleurs abandonné l'idée qu'un modèle unique de transition démographique, selon lequel le développement économique et social provoque une diminution de la fécondité, pouvait s'appliquer à tous les types de sociétés. On connaît des régions où la fécondité ne s'est à peu près pas modifiée (comme en Inde,

où le gouvernement est pourtant allé jusqu'à prendre récemment des mesures coercitives en vue de favoriser la stérilisation), ou risque même d'augmenter au cours des prochaines années (Afrique du Sud du Sahara). De même, les succès des programmes de limitation des naissances en Asie du Sud et du Sud-Est ne sont pas aussi massifs que leurs partisans à la fois le désirent et le prétendent.

On peut en effet observer que, dans les pays où la fécondité a diminué et qui ont lancé des programmes de limitation, la mise en œuvre de ces programmes a, le plus souvent, suivi — et non précédé — le mouvement de baisse et n'a guère fait, en quelque sorte, que l'accompagner (voir graphique) ; de plus, les modifications de la structure par âge de la population et de la proportion des femmes mariées contribuent souvent, au moins autant que la diminution de la fécondité proprement dite, à la baisse du taux de natalité ; il est pour le moins excessif de prétendre que cette dernière dépend principalement de l'accès aux moyens de contraception. Surtout, rien ne permet d'affirmer que la fécondité a diminué de façon spectaculaire au cours des années récentes.

quante-quatre ans en 1970-1975, d'environ dix ans d'ici à la fin du siècle : la vie moyenne augmentera, de 1970-1975 à 1990-1995, de 8,7 ans en Amérique latine ; de 8,3 ans en Asie de l'Est ; de 11,7 ans en Asie du Sud et de 12,2 ans en Afrique.

De son côté, M. George J. Stoltz, professeur d'économie à l'université d'Indiana, spécialiste de l'étude de la mortalité, estimait, en 1974, dans un document de base de la conférence de Bucarest, que si l'évolution de la mortalité devait favoriser un ralentissement de la croissance démographique dans les pays en voie de développement, ce serait

d'avantage par l'effet secondaire de la baisse de la mortalité infantile sur la fécondité que par une hausse des taux de mortalité.

Remarquons d'ailleurs que la crise de 1971-1972 au Bangladesh, qui s'est traduite par une hausse importante du taux brut de mortalité (de l'ordre de 5 points, pour un taux habituellement voisin de 16 à 19 pour mille), ne se marque que

Finalment, les hypothèses du directeur du Worldwatch Institute ne paraissent pas confirmées par les résultats d'observation. En outre, ce n'est que la vision apocalyptique de l'avenir de l'humanité qui leur confère un caractère sensationnel, puisque le ralentissement de l'accroissement de la population mondiale a été prévu de longue date par les démographes. Pour L. Brown, la limi-

démographique ne suffit pas à abaisser immédiatement de façon sensible la fécondité. Le comportement de l'homme devant la vie, façonné par de longues traditions, sociales, religieuses, philosophiques, se laisse difficilement influencer.

Il ne suffit pas que des moyens techniques soient disponibles pour que les couples pratiquent efficacement la contraception. Il ne suffit pas non plus que le gouvernement exerce une pression incitatrice plus ou moins forte pour garantir une baisse de la fécondité. Il faut encore que la population ressentie, consciemment ou inconsciemment, la nécessité de limiter sa descendance. L'expérience historique de la France du dix-huitième siècle montre que les paysans d'alors ont, dans leur ensemble, décidé, spontanément et d'une façon qui est passée inaperçue des contemporains, de réduire leur fécondité et qu'ils y sont parvenus avec les moyens et les connaissances très frustes dont ils disposaient.

YVES BLAYO,

## TAUX D'ACCROISSEMENT ANNUEL MOYEN DE LA POPULATION (EN %)

	1950-1955	1955-1960	1960-1965	1965-1970	1970-1975	1975-1980
Monde	1,7	1,9	1,9	1,9	1,9	2,0
Régions développées	1,3	1,3	1,2	0,9	0,9	0,9
Régions en voie de développement	1,9	2,2	2,2	2,2	2,4	2,4
Amérique latine	2,1	2,2	2,2	2,2	2,7	2,8
Amérique du Nord	1,6	1,6	1,3	0,9	0,9	1,0
Japon	1,4	1,0	1,0	1,1	1,3	1,1
Asie du Sud	2,0	2,2	2,4	2,6	2,8	2,7
Europe de l'Est	1,2	1,1	0,8	0,7	0,6	0,5
Europe occidentale	0,6	0,7	0,7	0,6	0,7	0,5
Union soviétique	1,7	1,8	1,5	1,0	1,0	1,0
Océanie	1,6	1,7	1,7	1,4	2,0	2,0
Australie et Nouvelle-Zélande	1,4	1,4	1,4	1,2	1,8	1,8

SOURCES : Nations unies, Conférence mondiale de la population, Bucarest, 1974. (Estimations et projections moyennes de mars 1974.)

par un très léger ralentissement de l'évolution du taux d'accroissement : 1950-1954 : 2,3 % ; 1955-1959 : 2,4 % ; 1960-1964 : 2,5 % ; 1965-1969 : 2,6 % ; 1970-1974 : 2,6 %.

(Source : World Population 1975, Bureau américain de recensement.)

En outre, il est téméraire d'extrapoler, comme le fait M. Lester Brown, les résultats observés dans un district du Bangladesh en 1971-1972 à l'ensemble des pays pauvres.

Cette spécialisation a amené le Crédit Mutuel à proposer une gamme très étendue : prêts immobiliers à titre principal, crédits-relais, épargne-logement, P.I.C. (prêts immobiliers conventionnés), prêts pour l'amélioration de l'habitat, etc. Pour tous les problèmes immobiliers, le Crédit Mutuel offre donc un véritable conseil à la clientèle.

A ce propos, le président de la Confédération nationale du Crédit Mutuel, M. Théo Braun, soulignait récemment, à juste titre : « L'information et le conseil sont aussi importants chez nous que le service de l'argent. »

## Crédit Mutuel : vers la banque de la qualité de la vie

PARTI d'une conception généreuse du monde, le Crédit Mutuel a su, sans renier ses convictions profondes, accéder au niveau des toutes premières banques françaises, tout en continuant à faire pénétrer profondément les idées de coopération et d'entraide dans l'opinion.

Banque de la famille et du particulier, le Crédit Mutuel s'est acquis une réputation méritée dans le domaine du logement. En effet, sur les 15,2 milliards de crédits distribués au

31 décembre 1975, environ 90 % sont destinés aux particuliers, et près des trois quarts de cette masse serviront à l'acquisition d'un appartement, d'une maison individuelle ou à l'amélioration de l'habitat. Dans certaines régions, comme la Bretagne ou l'Alsace-Lorraine, le Crédit Mutuel finance déjà un logement sur deux.

Cette spécialisation a amené le Crédit Mutuel à proposer une gamme très étendue : prêts immobiliers à titre principal,

crédits-relais, épargne-logement, P.I.C. (prêts immobiliers conventionnés), prêts pour l'amélioration de l'habitat, etc. Pour tous les problèmes immobiliers, le Crédit Mutuel offre donc un véritable conseil à la clientèle.

A ce propos, le président de la Confédération nationale du Crédit Mutuel, M. Théo Braun, soulignait récemment, à juste titre : « L'information et le conseil sont aussi importants chez nous que le service de l'argent. »

### Eurochèque

Mais cette vocation particulière n'empêche pas le Crédit Mutuel de développer également l'ensemble des autres produits bancaires à l'intention des particuliers à des conditions avantageuses. Il met donc à la disposition de sa clientèle :

— D'autres types de crédits (prêts personnels, crédit automatique à libre-service familial, prêts aux jeunes ménages, équipement familial...).

— Des formules d'épargne (le compte spécial sur livret rémunéré actuellement à 6,5 % net d'impôt, les bons de caisse, l'épargne-logement...).

— Et des services (comptes-chèques, change, etc.).

Dans ce domaine particulier, le Crédit Mutuel a prouvé qu'il était prompt à saisir les occasions d'innover : par exemple, il a été cette année le premier, avec les banques populaires, à introduire en France l'eurochèque. Ce nouveau service permet aux particuliers de voyager aisément à l'étranger, puisque, avec le même chèque, ils peuvent régler leurs dépenses dans huit pays et retirer de l'argent dans toute l'Europe.

Considéré autrefois comme un « outsider », le Crédit Mutuel a réussi en quelques années une véritable percée dans le système bancaire français : avec 33,5 milliards de dépôt et un taux de progression exceptionnel de l'ordre de 25 % par an, le Crédit Mutuel occupe aujourd'hui le sixième rang dans la profession. A l'heure actuelle, il gère 2 500 000 comptes sur livret, 1 450 000 comptes-chèques et plus de 750 000 prêts.

### Mutualité et coopération

Mais ces seules données quantitatives ne suffisent pas à expliquer totalement le succès rencontré par le Crédit Mutuel. S'il a su répondre à l'attente du public, cela tient surtout à ce qu'il n'est pas tout à fait une banque comme les autres.

A la différence des banques traditionnelles « où le capital est la seule source du pouvoir », soignent ses dirigeants, le Crédit Mutuel offre le double visage d'une « entreprise » soucieuse d'offrir le meilleur service, et d'un « mouvement » dont les finalités sociales et humaines sont fondées sur les principes de la mutualité et de la coopération.

Responsables avertis, les trente mille administrateurs des caisses locales du Crédit Mutuel (plus de trois mille implantées dans presque toute la France) n'oublient pas qu'ils sont aussi des militants sociaux héritiers des idées de Rail-

### Une banque régionale

Le Crédit Mutuel occupe une place très originale dans le système bancaire français : il se définit à la fois comme une « entreprise » et un « mouvement » dont les finalités sociales et humaines sont fondées sur les principes de la mutualité et de la coopération. Il est profondément enraciné dans la région et possède une structure très décentralisée. Cette-ci repose sur quatre de 3 000 caisses locales auxquelles adhèrent 2,1 millions de sociétaires. Fondement du système mutualiste, elles présentent des caractéristiques originales : leur but n'est pas le profit. Elles opèrent généralement sur un champ géographique restreint (commune ou quartier). Elles sont gérées d'une manière démocratique et autonome ; leurs administrateurs sont bénévoles.

Les Caisses locales doivent constituer entre elles des Caisses fédérales. En outre, chaque Caisse locale doit adhérer à une Fédération régionale. Ce deuxième degré permet une coordination de l'action au niveau régional et la constitution de services communs.

Enfin, au plan national, les dix-neuf Fédérations adhèrent à la Confédération nationale du Crédit Mutuel, chargée de représenter et de contrôler l'ensemble de l'institution. Les Caisses fédérales constituent entre elles la Caisse centrale du Crédit Mutuel dont le rôle est de gérer les capitaux mis en commun et d'aider les groupes régionaux dans leur développement.

économique et civique pour l'individu, participant actif et responsable.

Ces idées appliquées à la banque — domaine privilégié de la technique — sont le fondement du Crédit Mutuel et expliquent son essor : sa structure décentralisée et son enracinement dans le terrain régional lui donnent, comme le notait M. Théo Braun « le privilège de rester en contact avec les populations des quartiers de nos villes et de nos campagnes. Il capte aussi bien que les organismes scientifiques ou politiques spécialisés dans l'étude de l'opinion les aspirations, les sentiments et les préoccupations des couches sociales les plus diverses ».

Ce contact permanent avec la réalité a permis au Crédit Mutuel de développer plus que toute autre organisation financière une politique d'accueil et de dispenser des services « sur mesure » à plus de 4 millions de clients parmi lesquels 100 000 sociétaires qui participent activement à la vie de l'institution.

### Une vocation privilégiée

Si le statut des caisses de Crédit Mutuel a été défini par une ordonnance du 16 octobre 1958, qui leur confère la qualité de « banque à statut légal spécial », leur place privilégiée a été reconnue récemment, à l'occasion des débats au Parlement sur la loi de finance rectificative du 27 décembre 1975 :

« Le Crédit Mutuel a une vocation privilégiée à intervenir dans les prêts aux particuliers et aux familles, les crédits au logement et le financement des investissements d'intérêt général ou régional.

« Il remplit ainsi un rôle spécifique et occupe une place importante dans l'organisation financière du pays : la collecte de l'épargne repose sur quatre systèmes : le système bancaire, dans lequel il n'y a ni avantage fiscal ni obligation d'emploi ; le système d'épargne, qui jouissent d'une exonération fiscale complète mais sont assujettis à une obligation d'emploi ; le système du Crédit agricole et du Crédit maritime, pour lesquels l'Etat bonifie les emplois à l'aide de crédits budgétaires et qui peuvent aussi accorder à leurs clients des prêts à des conditions plus favorables que celles du marché ; enfin, le Crédit Mutuel, dont la collecte d'épargne s'effectue en majeure partie par des comptes spéciaux soumis à un prélèvement fiscal à la charge de l'institution, plus faible que celui du droit commun, en contrepartie duquel il est lié à une obligation d'emploi partielle. »

A l'occasion du vote de cette loi du 27 décembre 1975, le ministre de l'économie et des finances déclarait : « Le Crédit Mutuel est enraciné au terrain et il répond à un service ; il faut donc le développer et lui donner les moyens d'exister ; il n'est pas question de le transformer en un nouveau réseau bancaire banalisé qui ne ferait que s'ajouter à ceux que nous avons et qui ne correspondraient pas aux missions profondes pour lesquelles l'organisme a été créé. »

### Sixième groupe bancaire

Le Crédit Mutuel connaît une croissance rapide de ses ressources : de 1970 à 1975, ses dépôts sont passés de près de 8 milliards de francs à 33,5 milliards ; ce qui situe le Crédit Mutuel en sixième position dans le système bancaire.

Dans les mêmes conditions que les caisses d'épargne, il est la seule institution financière dont la grande majorité des ressources (70 %) soit constituée de comptes sur livrets (2,5 millions de comptes sur livrets). Ces livrets sont rémunérés également au taux de 8,5 %

net d'impôt ; mais le Crédit Mutuel gère au surplus 1,45 million de comptes chèques.

Les 750 000 prêts accordés aujourd'hui représentent 17,5 milliards de francs — 90 % environ de ce montant ont été consentis aux particuliers (prêts à moyen et à long terme destinés à l'acquisition ou à l'amélioration de l'habitat, prêts à court terme pour l'équipement familial). Néanmoins, une part croissante de ces crédits intéresse les collectivités publiques, notamment communes et départements, puisque le Crédit Mutuel a désormais pour mission de consacrer une part importante de ses ressources à des financements d'intérêt général et régional et de contribuer ainsi à l'amélioration du cadre de vie.

### Pour la région

Au sein du Crédit Mutuel se réalise la meilleure communication entre la vie privée et la vie sociale : par tradition, il est tourné vers l'individu, la famille ; il est appelé désormais à se consacrer aussi à leur environnement. Sans renier sa vocation profonde, il s'ouvre sur une communauté plus large, mais qui reste proche de l'individu. Ses interventions seront de caractère local et régional : l'argent de la région va à la région.

Cet argent est orienté vers le financement des équipements utiles à la commune, au département, à la région, aux établissements publics en général : écoles, crèches, stades, hôpitaux, centres culturels, foyers du troisième âge, espaces verts, etc.

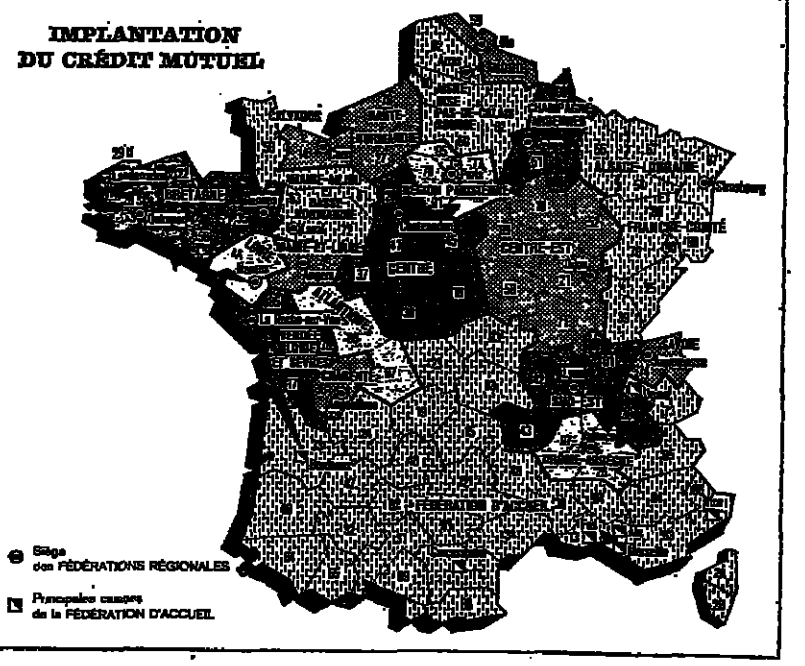
Le Crédit Mutuel contribue ainsi à la satisfaction des besoins importants que le progrès social fait apparaître et qui conditionnent la qualité de la vie d'aujourd'hui.

### Des missions d'intérêt général

Ainsi donc le Crédit Mutuel est maintenant doté d'un cadre plus adapté à sa finalité. En contrepartie de son régime fiscal, il devra participer à des missions d'intérêt général à hauteur de la moitié des dépôts collectés.

Cela se traduira par l'obligation d'orienter cette part de ses dépôts soit vers des placements obligatoires pour financer des investissements d'intérêt national, soit vers des prêts aux collectivités locales pour financer des équipements collectifs.

Pour les responsables du Crédit Mutuel c'est une page importante qui vient d'être tournée. Regardant vers l'avenir, ils estiment que celui-ci s'ouvre sur une période où les aspects sociaux de l'économie vont prendre une nouvelle dimension en même temps qu'une nouvelle forme. « Le financement de biens ou de services qui concourent à améliorer la qualité de la vie — que les initiatives soient publiques ou privées — se développera toujours davantage. En nous orientant dans cette voie, nous restons fidèles à notre vocation et attentifs à l'évolution récente des besoins. »



## LA GUERRE DE LA CHAUSSURE

Rome. — La guerre de la chaussure est-elle très différente de celle du vin ? Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de produits périssables, car les besoins sont devenus capricieux et obligent les fabricants à suivre les modes successives. En France, par exemple, on a assisté, au cours du premier semestre de cette année, à une demande exceptionnelle de sabots. Ne les trouvant pas sur place, les commerçants sont allés les chercher en Italie. « En Italie où nous sommes capables de modifier notre production et de fournir en un temps record des chaussures non programmées », souligne M. Odoacre Mercatanti, qui voit dans la souplesse de ses compatriotes la raison principale de leur supériorité.

Certes, la lire s'est dépréciée. Sans ce « facteur externe » l'Italie n'aurait pas inondé la France de ses chaussures dans de telles proportions : treize millions de paires exportées pendant les sept premiers mois de 1976, soit 55 % d'augmentation par rapport à la période correspondante de l'an dernier.

Toutefois, on se voilerait les yeux, selon M. Mercatanti, à ne considérer que cet aspect des choses. On ferait fausse route aussi en imaginant que les entreprises italiennes

Les représentants des associations nationales de fabricants de chaussures des neuf pays de la C.E.E. qui se sont réunis récemment à Bruxelles ne sont pas parvenus à régler le conflit qui, depuis juillet 1976, oppose la France aux exportateurs italiens. Ceux-ci se refusent en effet à négocier en vue d'une « harmonisation » du

mercé européen tant que les visas techniques imposés par la France sur leurs importations ne sont pas levés. M. Odoacre Mercatanti, directeur de l'Association européenne des fabricants de chaussures, a expliqué à notre correspondant les raisons de cette position.

## De notre correspondant

qu'on le dit à l'étranger, pensez-vous que les syndicats — si forts chez nous — les auraient tolérés ? Il ne faut pas oublier non plus que ces activités illégales concurrentielles et pénalisent les autres entreprises italiennes, qui sont la majorité. Et, puisqu'on parle de manquement à la loi, pourquoi faire à l'inverse les accords salariaux très fréquents dans la péninsule, qui font parfois monter de 20 à 25 % le coût du travail ?

M. Mercatanti nie pas que dans certaines régions (les Marches, la Toscane et la Campanie) l'industrie italienne de la chaussure ignore parfois superbement ces contrats de travail. Les ouvriers y sont sous-payés, travaillent à domicile, et leurs patrons réussissent à mettre sur le marché des produits dont le prix défie toute concurrence.

« Oui, il y a des abus. Mais on ne doit pas les exagérer. S'ils étaient aussi étendus

des Italiens pour la chaussure comme les Français pour l'habillement, et vous auriez la meilleure recette pour faire de belles chaussures à un bon prix. »

Les sept mille entreprises officiellement recensées en Italie (production totale : 370 millions de paires cette année) se répartissent ainsi : près de cinq mille cinq cents fabriques artisanales qui comptent moins de cinquante salariés ; un gros contingent d'usines proprement dites qui ont une taille moyenne ; et à peine sept ou huit grandes maisons qui emploient plus d'un demi-millier de personnes.

Ici, plutôt que de s'agrandir, un industriel préfère ouvrir un ou deux autres établissements, parfois à des centaines de kilomètres de distance ; les grèves locales l'affectent moins, et la créativité de ses employés s'en

trouve renforcée. Une grosse usine française est vite conduite à la standardisation, tandis qu'une petite usine italienne peut produire quatre-vingt modèles différents et s'adapter en permanence aux caprices du marché.

« Nous sommes disposés à limiter notre agresseur commerciale vis-à-vis de la France et de la Belgique, dit M. Mercatanti, mais à condition que ces sacrifices ne profitent pas aux pays extérieurs à la Communauté européenne, qui jouissent déjà de privilèges à sans unique. Pourquoi les chaussures espagnoles sont-elles frappées d'une taxe de 6 % à l'importation de la C.E.E., alors que nos exportations vers l'Espagne se voient pénalisées à 80 % ? Nous ne réclamons pas le protectionnisme, mais seulement la réciprocité. »

Ce principe, remarque M. Mercatanti, était accepté par l'ensemble des pays de la C.E.E. Une discussion s'est engagée pour le mettre en application. « C'est alors, le 1<sup>er</sup> juillet dernier, que la France a pris une mesure unilatérale instituant un « visa technico-étalique » qui, sous couvert de contrôle, introduit un véritable contingentement. Attaqués sans même avoir été consultés, nous avons refusé de continuer la discussion au niveau européen. Mais étant en bons termes avec la Fédération française des fabricants, nous sommes arrivés fin août à un compromis : en échange d'une délivrance plus rapide de visas d'entrée (dix jours), les fabricants italiens auto-limitaient leurs exportations jusqu'en 1979. Le gouvernement français a approuvé cet accord. »

Les choses devaient très vite se gâter à nouveau. Selon M. Mercatanti, l'administration française a été incapable de faire face aux nombreuses demandes de visas. « Pour accomplir nous-mêmes ce travail », nous avons ouvert avec son approbation un bureau à Paris. Il a fonctionné pendant un mois et cela a coûté très cher. Mais sur les huit dossiers présentés fin octobre, l'administration française ne devait nous en rendre qu'un et demi. Des autres, on ne sait toujours rien... »

Déçus, les fabricants italiens ont dénoncé l'accord et fait savoir qu'ils ne discuteraient pas de l'« harmonisation » du marché européen avant la levée du visa prévu à la fin de l'année.

M. Mercatanti reconnaît que la Fédération française s'est « comportée avec esprit de bon sens et de collaboration ». Mais il est très sévère à l'égard des autorités. « Je crois que l'Italie était le seul pays à avoir une administration inefficace. Je me trompe. »

ROBERT SOLÉ.

## "Aujourd'hui, au Vaudreuil, notre décentralisation ne nous apparaît pas comme un exil."



Pierre de Soyres  
Directeur Général  
Société des Parfums Hermès

"C'est vrai, nous avons beaucoup d'appréhension ; mais nous avons été progressivement rassurés, au fur et à mesure de nos contacts avec la Ville Nouvelle du Vaudreuil.

Je veux d'abord parler de l'accueil de l'Établissement Public : nous avons en face de nous un interlocuteur unique et compétent qui a su tenir compte des problèmes spécifiques de la Société des Parfums Hermès et n'a pas hésité à s'impliquer dans les décisions à prendre. Tout a été fait pour simplifier nos rapports avec l'Administration, les services juridiques, les services techniques...

Il existe au Vaudreuil une sorte d'esprit "pionnier" qui facilite grandement l'intégration des nouveaux venus dans leur nouvelle communauté. Dans la rue, les gens se disent bonjour et l'on ressent une chaleur humaine qui n'existe plus en région parisienne. Et puis on apprécie aussi la variété des logements et le choix des loisirs sur place ou à proximité. Le Vaudreuil est à une heure de Paris et à une heure de la mer ; ce qui n'est pas désagréable.

Nous partageons avec la Télémécanique Electrique le "Parc Industriel du Village". Celui-ci, situé entre l'Eure et le Village de Vaudreuil, ressemble plus à un parc de loisirs qu'à une zone industrielle.

En région parisienne, notre croissance risquait d'être freinée. Ici, au Vaudreuil, toutes les possibilités d'expansion nous sont offertes. Maintenant que nous sommes installés, nous mesurons tout ce qu'a de positif l'excitation qui naît d'une implantation nouvelle pas tout à fait comme les autres."

En permanence au Vaudreuil, il y a un responsable rompu aux démarches administratives. C'est à lui qu'il faut vous adresser : M. Viger. Etablissement Public de la Ville Nouvelle du Vaudreuil - BP 5 Lery. Tél. (32) 59.00.80.

**Le Vaudreuil**  
VILLE NOUVELLE

J.H. DAVID  
**La politique monétaire**  
Coll. "Finance"  
dunod 39 F

**NOTRE**  
**Télex**  
POUR VOS COMMUNICATIONS  
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous télétransmettons.  
**Service Télex**  
345.21.82 + 346.00.28  
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

**ROBERT & RENÉ**  
13, Rue du Fbg du Temple  
PARIS (10<sup>e</sup>) - M<sup>e</sup> REPUBLIQUE  
**Une boucherie**  
"Grande Surface"  
au service des consommateurs  
**PRIX DISCOUNT**

**Certains Français et Françaises lisent un second quotidien chaque jour.**

صكنا من الامم



## CARNET

## MOIEN CULTURE

### Réceptions

L'ambassadeur du Canada et Mme Odeur Pelletier ont donné une réception pour l'occasion de l'exposition Furt de Chavaux.

### Naissances

M. Thierry Dubard et Mme, née Isabelle Desjardins, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille Marguerite et Caroline. B.P. 4476, à Abidjan.

Le docteur G. Laurence et Mme, née Monique Boucomont, partagent avec Christian la joie d'annoncer la naissance de leur fils Patrick, le 22 octobre 1976, 18, rue Charles-Péguy, 92300 Joinville-le-Pont.

M. et Mme Jean Violet ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fils, Isabelle Violet, née le 16 novembre.

### Mariage

Claude Fassin et Gérard Unger ont le plaisir d'annoncer leur mariage, qui sera célébré dans l'intimité le 2 décembre 1976, à Paris, 8, rue Raffalli, 75016 Paris.

On nous prie d'annoncer le mariage célébré dans la plus stricte intimité, de M. Claude Fassin, avec M. Claude Unger, le 2 décembre 1976, à Paris, 8, rue Raffalli, 75016 Paris.

### Décès

On nous prie d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-troisième année, de M. Albert CAQUOT, membre de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre britannique de Saint-Michel et Saint-Georges, D.S.O. (G.B.), Distingué par l'Académie (U.S.A.), inspecteur général des ponts et chaussées, professeur honoraire aux Ecoles des ponts et chaussées, mines de Paris, supérieure d'aéronautique, ancien président de l'Association des ingénieurs civils de France, du conseil national des ingénieurs français de la G.D.O. (G.B.), et de la Société d'encouragement pour la recherche et l'invention.

De la part de M. et Mme Jean-Louis Lehuon-Kariel, M. et Mme Daniel Tardy et leurs enfants, M. et Mme Jean-Bruno Lehuon-Kariel et leurs enfants.

### VENTES

#### A GALLIERA

### Retraite à Versailles pour une console Louis XVI

Traditionnellement, cette saison encore, une série de ventes aux enchères est organisée, jusqu'au 7 décembre, avenue Pierre-le-Grand, à la vente inaugurale, composée d'objets d'art et d'ameublements, figurant quelques beaux meubles du dix-huitième siècle pour lesquels étaient dévolues de grands collectionneurs internationaux, avec l'intention avouée de les « souffler » aux amateurs français ; leur destination d'origine pour quatre chaises à dossier plat, d'époque Louis XVI, faisant partie de la suite de sièges exécutés par Boulard pour les Jours des Jours du roi à Versailles qui, sur offre de 100 000 F obtinrent 131 000 F, puis pour une console du même temps, de forme trapézoïdale en bois plaqué d'acajou, rouge, garnie de bronze doré, signée Ferdinand Schœder, 1758, adjugée 750 000 F. Portant l'estampille de Martin Carlin, une table de salon, elle aussi d'époque Louis XVI, plaquée d'ébène, à fûts de cuivre et d'ébène, le plateau est décoré d'une mosaïque de marbre de couleurs, qui figurait dans la collection Jacques Doucet dépecée en juin 1912, la table la dernière elle son prix d'estimation avec une enchère de 320 000 F. Du temps de Louis XV, une élégante table ronde marquée de quadrillages, par J.-F. Oeben, sur mise à prix de 150 000 F fut achetée 350 000 F ; une garniture de chambre en porcelaine grise bleue de la Chine, une pendule et deux paires de vases — aux riches montures de bronze doré, travail français vers 1770, adjugées 300 000 F ; une pendule par Gudin, en bronze, surmontée par un rhinocéros et surmontée d'un amour, marquée du C à couronne, témoignage de ses origines royales, sur départ relativement modeste à 30 000 francs devant atteindre 135 000 francs ; tissé à l'époque du Roi-Soleil, en tapis de la Manufacture de la Savonnerie, un tapis de fleurs et de fruits polychromes sur fond noir, mesurant 280 x 275, fut payé 380 000 F. (Etude Adm. Pichard, Tajan, experts M. Dillac), C. V.

#### A L'HOTEL DROUOT

Mardi

#### EXPOSITION

S. 1 - Coll. de M. de B. - et à div. Objets haute curiosité. S. 2 - Grav., tabli., dentelles, robes chinoises. Meubles rustiques et style.

#### VENTE

S. 3-9-10 - Coll. de M. de B. - Tabli., meubles, objets d'art. S. 11 - Céramiques. S. 12 - Mon., médailles, plaquettes de la Renaissance à nos jours. Plats hispano-mauresques. S. 13-16 - Imp. en bois, mobili. rustique.

#### VENTES

PALAISS GALLIERA Dessins, tableaux, anc. pates tendues, servies, vitraux, des coll. Baron P. de Rothschild. Friche. Verres à pied angl. gravés ou à suture. Meubles, objets art XVIII.

#### EXPOSITION

HOTEL MEDICRE Tableaux anc., orfèvr., anc. et mod. Porcel. de la Chine. Coll. tapis de soie anc., sièges et meubles XVII, XVIII, Imp. tableaux mod. Art contemporain.

Edité par la S.A.R.L. le Monde, Gérants : Jacques Fassin, directeur de la publication, Jacques Sarragat.

Imprimerie de la S.A.R.L. le Monde, 15, rue de Valenciennes, PARIS-11

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

### Remerciements

Les familles Desmarch et allées expriment leur reconnaissance à toutes les personnes qui se sont associées à leur peine lors du décès de M. Robert ASSA, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Selon l'usage du défunt, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 28 novembre 1976.

M. et Mme Michel Jablo, Mlle Florence et Mlle Valérie Jablo, M. et Mme Lejeune Atramencowicz et leurs enfants, ont le plaisir de faire part du décès de leur mère, grand-mère, sœur, belle-sœur, tante, cousine et parente, survenue le 24 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Michel Jablo, Mlle Florence et Mlle Valérie Jablo, M. et Mme Lejeune Atramencowicz et leurs enfants, ont le plaisir de faire part du décès de leur mère, grand-mère, sœur, belle-sœur, tante, cousine et parente, survenue le 24 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Jules-Adrien BOUHERY, chevalier de la Légion d'honneur, Association française des Bessariens, croix de guerre 1914-1918, survenu le 28 novembre 1976 dans sa quatre-vingt-cinquième année, à Paris, 15, rue de la République (Doubs) le 27 novembre 1976.

De la part de : M. et Mme Jules-Adrien Bouhery, M. et Mme André Schaller, 90, rue du Sergent-Blandan, 92100 Nanterre.

M. et Mme Bouhery, 23, avenue Marceau, 92000 Nanterre. M. et Mme Bouhery, 23, avenue Marceau, 92000 Nanterre.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

### Anniversaires

Pour le premier anniversaire de la mort de M. BOUHERY, une messe est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

M. et Mme Claude Perrin, M. et Mme Michel et Marc Perrin, M. et Mme Serge Benoit, M. et Mme Pauline Compta, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle, cousin et parent, survenu le 28 novembre 1976, à l'âge de soixante et onze ans à Paris-19. Les obsèques ont eu lieu le vendredi 28 novembre au cimetière de Bagneux-Parisien dans la plus stricte intimité.

### L'hommage à André Malraux

L'hommage national à André Malraux, organisé par le gouvernement français, selon le programme prévu, samedi 27 novembre, de 18 heures à 19 heures, dans la cour Carrée du Louvre, à Paris.

A cet hommage s'en sont encore ajoutés d'autres durant la fin de la semaine. Le conseil municipal de Nice a décidé de donner le nom de l'écrivain à une rue proche du « Message biblique » de Chagall, dans le quartier de Cimiez. Celui de Metz débaptisa l'avenue de Magny pour en faire l'avenue André Malraux. Au Havre, c'est le Musée des beaux-arts, inauguré par Malraux le 21 juin 1967, qui portera désormais son nom, et, à Nogent-sur-Marne, le centre culturel dont la municipalité vient de décider la création.

Parmi les dernières messages et télégrammes au note ceux du premier ministre français, M. Modé Nouriss, des Amis des monuments français, de Chypre, de la fédération nationale Travail et Culture, et l'adresse au Pan Club français des condoléances de l'écrivain portugais Mario Vargas Llosa en sa qualité

## RADIO-TÉLÉVISION

### Faire des histoires

Quand on nous raconte une histoire à l'écrit, le petit s'entend, il ne faut pas croire que nous rêvisions, cloué, bouche bée, dans l'attente hâtent de savoir si la dame acceptera d'épouser le monsieur ou si le gendarme finira par attraper le voleur. Nous sommes facilement distraits et plutôt remuants, nous autres téléspectateurs. D'autant qu'à la maison on n'est pas au cinéma, ni même au lycée. On a le droit de fumer, de bouger, on n'est pas obligé de garder ses réflexions pour soi.

Au premier temps mort, travaillant avant, arrière, plongeant ou circulaire, promenade solitaire dans les bois, dans les champs, dans les rues, on en profite, on se détend. Samedi encore, voyant la caméra s'attarder, par-dessus, dans un salon désert, et souligner au point d'orgue les scrupules de Malgrat, on a bousculé le son : on ne s'entendait plus parler.

C'était pourtant un des attraits de ce film d'atmosphère, celle de la P.J. : les bureaux encombrés de cannettes de bière, de cartes et de dés, l'inactivité mornes et moite d'un été torride pour être malheureux. Les inspecteurs jouent aux échecs, et Jean Richard — on dirait qu'il craint les coups de chaleur — même l'enquête sans se bousculer, au ralenti. Ainsi, il arrive trop tard pour empê-

cher le mari criminel de succomber au poison destiné à sa femme par sa belle-sœur. Le commissaire paraissait bien perplexe, et si la sœur de la femme du mari n'était pas passée aux aveux, nous on serait restés dans le noir, et elle ne serait pas allée au trou.

Avec Robert Mazoyer et son feuilleton sur la boxe, la veille, c'était la contrainte. Cela paraît dans tous les sens, mais cela n'allait pas loin. Du « Cœur au ventre », Sylvain Joubert — c'est un bon acteur — n'en manque pas. Imprévisible, aigu, herveux, un pur-sang, il se cabre et se blesse aux cordes du ring. Qui les tire ces cordes ? Qui les tringue, ces matches ? On nous le dit sans nous le dire, des gens aux accents étranges, aux noms louches, un peu Arabes sur les bords, mais pas des gens d'ici. De toute façon, c'est accessible. L'important c'est la gloire, c'est l'argent, c'est l'amour.

Quand on pense aux films américains sur le même sujet ! On y pense forcément : le moyen de faire autrement ? Autrement, on était porté à l'indifférence, on manquait de points de comparaison, on avait rarement droit au cinéma. Aujourd'hui, le samedi excepté, on peut y aller tous les soirs. Il suffit d'appuyer sur le bouton. La voilà, la véritable concurrence.

CLAUDE SARRAUTE.

### D'une chaîne à l'autre

#### LA GRÈVE DES ARTISTES-INTERPRÈTES EST RECONDUITE

Les programmes télévisés de la journée de dimanche ont été un peu perturbés par la grève des artistes et interprètes de la radio-télévision, qui se poursuit depuis deux semaines. Le Syndicat français des artistes a décidé de reconduire ce mouvement jusqu'au 8 décembre. Si le principe de la rémunération des émissions enregistrées (cassettes, rediffusions) a été accepté par les sociétés productrices, les autres revendications syndicales n'ont pas été satisfaites. Conséquences : chanteurs, danseurs et artistes de variétés semblent décider de prolonger leur mouvement. La production de certaines émissions prévues pour Noël et la fabrication des dramatiques de 1977 sont interrompues.

#### TRIBUNES ET DÉBATS

**LUNDI 29 NOVEMBRE**  
— M. René Hury, membre de l'Académie française, s'exprime à la tribune libre de FR.3 à 19 h. 40.

**MARDI 30 NOVEMBRE**  
— L.T.T.P. (Union des jeunes pour le progrès) dispose de la tribune libre de FR.3 à 19 h. 40.  
— M. Marcel Capul, secrétaire d'Etat aux transports, et Mme Brigitte Gros, sénateur, participent au débat des « Dossiers de l'écran » consacré aux transports en commun, sur Antenne 2, vers 22 heures.

## LUNDI 29 NOVEMBRE

#### CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. La caméra du lundi : « Objectif 500 millions », de P. Schoendoerffer (1966), avec B. Cremer, M. Meli, J.-C. Roland.  
Après avoir fait trois ans de prison pour menées communistes, un ancien des guerres coloniales qui ne peut se redresser, accepte de participer à un téléfilm.  
Le portrait d'un « soldat perdu », héros tragique et solitaire, par le réalisateur de « la 17e section ».  
22 h. L'INA présente : Daguerrotypes, d'A. Varda.  
Un jour pas comme les autres, rue Daguerre à Paris.  
23 h. 15. Journal.

#### CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55. Chronique : Les années Bonheur racontées par Gaston Bonheur (1936) ; 22 h. 50. Polémique : L'huile sur le feu, de Ph. Bouvard ; 23 h. 30. Journal.



#### CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Cinéma public : « Tralala » sur commande, de G. Seaton (1981), avec W. Holden, L. Palmer, H. Griffith, E. Dahlbeck.  
Pendant la seconde guerre mondiale, un homme d'affaires américain, d'origine canadienne, est contraint, par l'intelligence Service, d'une mission d'espionnage auprès des Allemands. Démuni, il est traqué par la Gestapo.  
La guerre d'un agent secret contre le nazisme, intrigue mouvementée et suspense effranché.  
22 h. 40. Journal.

#### FRANCE-CULTURE

20 h. « Un pays de grande solitude », par D. A. Lang, réalisation G. Godebert ; 21 h. « L'autre scène », ou « Les vivants et les morts », par C. Mettra et P. Hemo ; « La Tolérance d'ici », 22 h. Entretien avec G. Genette ; 23 h. Figures de rêves ; 24 h. 50. Poésie.

#### FRANCE-MUSIQUE

20 h. Pierre Henry : Vingt-cinq ans d'œuvres (1950-1975) ; 20 h. 30. En direct de Madrid, solistes et Orchestre symphonique de la radio-télévision espagnole, direction Enrique García Ascón ; « Pedrelliana » (García) ; « Trio pour hautbois, basson et piano » (Poulenc) ; « Dialogue avec M. de Falla » (Malipiero) ; « Concerto pour clavier et cinq instruments » (de Falla) ; « La Péri » (Dukas) ; 22 h. 30. Cordes phiques ; récita Kenneth Gilbert ; 23 h. 5. Carnavales ; 24 h. 30. Répétitions sauvages.

## MARDI 30 NOVEMBRE

#### CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. programme ininterrompu (avec, à 13 h. 45, Rendez-vous avec nous).  
20 h. 30. Document : Les deux pieds sur terre (le 3e régiment d'artillerie atomique Pluton), de R. Couillard.  
Quel est passé-à, de nos jours, chez les appelés du contingent, dans les divisions stationnées à l'est et en Allemagne.  
21 h. 30. Documentaires : les Provinciales (Nés nés de Vendée. Première partie - Julien), réal. J.-C. Bringuier.  
Emission prévue le 30 novembre et reportée en raison de la mort d'André Malraux.  
22 h. 25. Emission littéraire - Pleine page, de P. Sripot.  
Présentation de « Chateaubriand », du duc de Castries ; de « Descartes inutile et incertain », de J.-P. Ruel ; de « En direct de la médecine », d'I. Barthe, G. Lelou, P. Degraupes ; de « Saint Bernard et l'art culinaire », de « Temps des cathédrales », de G. Duby ; et de « Derrière Quart du siècle », de notre rédacteur en chef A. Fontaine.  
23 h. 25. Journal.

#### CHAÎNE II : A 2

De 13 h. 5 à 20 h. programme ininterrompu (avec, à 15 h. 50, Aujourd'hui, magazine).  
20 h. 30. Les dossiers de l'écran. Film : « Elle court, elle court, la banlieue », de C. Pires (1972), avec M. Keller, Higelin, N. Courval, V. Lanoux, E. Istria.  
Deux jeunes mariés prennent un logement en banlieue dans une cité moderne. Les difficultés de transport pour aller à leur travail font de leur vie un enfer.

Les malheurs des banlieusards dans un film au cynisme agressif, mais sans contestation. Pour faire rire seulement.  
Vers 22 h. Débat : les transports en commun. Avec la participation de M. Marcel Capul, secrétaire d'Etat aux transports ; de Mme Brigitte Gros, sénateur, auteur de quatre heures par jour, et de représentants des usagers.  
23 h. 30. Journal.

#### CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Western, films policiers, aventures (cycle Tarzan) : « le Trésor de Tarzan », de R. Thorpe (1941), avec J. Weissmuller, M. O'Sullivan, J. Sheild, R. Owen (N.).  
Des explorateurs découvrent l'or qui contiennent les terres de Tarzan. Ils enlèvent Jane et Boy.  
Aventure dans la jungle toujours de la même trame dramatique.  
21 h. 50. Journal.

#### FRANCE-CULTURE

20 h. Dialogues : Les hommes et la recherche scientifique et médicale, avec les professeurs Hamburger et Leprince-Ringuet ; 21 h. 15. Musiques de notre temps ; 22 h. 30. Entre-temps, avec G. Genette ; 23 h. Figures de rêves ; 24 h. 50. Poésie.

#### FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Echanges internationaux de Radio-France. Semaines internationales de musique de Lucerne 1976 : « Altitude » (H. de Falla), par l'Orchestre symphonique de la radio de Cologne, direction J. Lopez-Cobos, avec R. Hermann, M. Soriano, G. Killebrew ; 22 h. 30. France-Musique à la Salle Gaveau : présentation des concerts de France-Musique la nuit ; 23 h. Musiques ; 24 h. 5. Musique digitale du gothique au gracieux ; 1 h. Musique arménienne.

## ARTS ET SPECTACLES

### Cinéma

#### « UNE FILLE UNIQUE », de Philippe Nahoum

Philippe Nahoum (vingt-sept ans) n'a pas connu les années 30. Mais, pour son premier film de long métrage, il s'écrit une histoire située en 1935. Une histoire de famille qui est aussi une histoire politique.

En juillet 1935, Sophie, fille unique d'André, une bourgeoise de province qui est en train de liquider son patrimoine, avec Serge, son jeune amant, passe les vacances dans la propriété familiale de Semizalles (Vosges). Sophie veut être comédienne et répète une pièce de Molière. Elle ne s'entend pas sexuellement avec son mari, Bruno, militant communiste pris dans ses contradictions entre idéologie et vie privée. Thomas, un ami allemand de Serge arrive, apportant les échos du nazisme. Serge délaisse André pour Thomas. La famille se lézarde et se brise, investie par le climat historique. Dans la campagne, Croix-de-Fer et groupes de gauche s'affrontent.

Sur cet été chaud de 1935, où naît le rassemblement populaire contre le fascisme, prélude au Front populaire, Philippe Nahoum jette un regard critique et désenchanté. Il n'avait pas les moyens matériels, ni

l'envie, de reconstituer l'époque. Il a tourné en noir et blanc, mais dans un style très moderne, avec de nombreux plans-séquences. Vêtus plus ou moins à la mode de ce temps-là, ses personnages parlent comme en 1976.

L'anachronisme volontaire tue la nostalgie rétro, amène un rapprochement entre l'année 1935 et nos jours : décomposition de la bourgeoisie, dissolution de la cellule familiale, xénophobie latente, engagement politique, opposition de la droite et d'une gauche qui cherche le front commun. Sophie, fille libre et moderne semble orchestrer la fin d'une société placée devant un choix historique. Sophie Chemineau est une comédienne étonnante, instinctive. Avec son insolence, ses réactions brusques, son désarroi quelque peu romantique, elle incarne une génération qui refuse les compromis. On pourrait dire qu'elle est le seul personnage positif. La mère sombre avec sa classe, et les jeunes hommes flottent dans l'indécision. Leur avenir semble bouché par la mort ou l'échec. Le suicide de l'intellectuel communiste n'est évidemment pas une marque d'optimisme et donne à penser.

L'originalité de Philippe Nahoum est double : d'une part, contrairement à tant de jeunes réalisateurs français, il ne se perd pas dans l'esthétisme et le récit narcissique ; d'autre part, il refuse la mythologie historique et réfléchit sur son époque à la faveur d'une vision personnelle du passé. Il y a, dans ce premier film, un cultet et un talent bien particuliers.

JACQUES SICLIER.

★ Studio de la Harpe, 14-Juillet, Paris. Elysees-Lincoln, Saint-Lazare-Pasquier, Studio de l'Étoile.

### Variétés

#### ROBERT CHARLEBOIS AU PALAIS DES CONGRÈS

Robert Charlebois est au Palais des congrès jusqu'au 8 décembre. Il poursuit son dialogue avec les étoiles, il est « le diamant corsaire », il s'est mis « vivant dans une bouteille », « messager non pas marin, mais cosmique. Dans ses dernières chansons, il « joue » en anglais. Il parle d'amour, de son ami cubain Fidel. Il est tout en blanc, élegant, il a une écharpe autour du cou pour la forme olympique. Il est très grand, « nonchalant », « elliptique » : une allusion à son pays, à sa gloire de chanteur populaire (« Restez assis »), mais rien ne dure. Il est « de ce sang-là qui chemine ». Il court après « un air pour ne pas en finir » ; il veut « franchir le mur du son » et « trouver la note qui fera chanter l'univers à l'unisson ». Le Palais des congrès est un avion, le voyage dure deux heures. « Vive le Québec love ! » C'est planant.

Cl. D.

★ Palais des congrès, 21 h.

### Petites nouvelles

Le spectacle Du Guesclin, interrompu vendredi, reprendra à la porte de Pantin, mercredi 1er décembre. Le cascadeur Robert Klein, blessé à l'œil, pourra cependant tenir son rôle.

Un séminaire de réflexion sur le thème « La Bretagne interroge : que se passe-t-il chez nos voisins celtiques ? » aura lieu à la Maison de la culture de Rennes du 3 au 6 décembre. Des représentants de

l'Ecosse, du Pays de Galles et de l'Irlande participeront à cette rencontre d'information et de synthèse. (1, rue Saint-Hélène, 35000 Rennes, tél. (09) 75-35-25).

Le ténor Nicolai Gedda, souffrant, ne pourra donner les cinq récitals prévus du 30 novembre au 4 décembre au Théâtre de la Ville. Les spectacles de 19 h. 30 sont donc annulés et les places louches seront remboursées aux caisses du théâtre.

### théâtres

#### Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française, 20 h. 30 : Lorenzaccio (abt P.).  
Nouveau Carré, 20 h. 30 : Initiation aux arts et techniques du cinéma (salle Popin) ; 21 h. : Concert de l'Orchestre, dir. Ch. Bruck (Drogos, Berio, Sciarino, Foss, Adams).  
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Ars Nova, dir. M. Constant (Chostakovitch).

#### Les autres salles

Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Épée-de-Bois, 21 h. : Yuro.  
Centre culturel des Américains, 20 h. 30 : Salle quart d'heure pour Speedy et Coolswet.  
Comédie Caennaise, 21 h. 10 : Boing-Boing.  
Danton, 21 h. : le Portrait de Dorian Gray.  
Madeleine, 20 h. 30 : Peau de vache.  
Michel, 21 h. 10 : Happy Birthday.  
Neuvevent, 21 h. : Nina.  
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : Issac et la Sagesse.  
Récamiar, 20 h. 30 : Tout contre un petit bois.  
Saint-Georges, 20 h. 30 : Lucienne et le Boucher.  
Théâtre des Arts, 20 h. 45 : le Jardin de crabe.  
Théâtre des Deux-Portes, 20 h. 30 : Lettres à mon fils.  
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : D'homme à homme.  
Théâtre du Maniot, 18 h. : Vitromagie ; 20 h. 30 : le Souffle.  
Théâtre du Marais, 21 h. : la Croix opulente ; 22 h. 30 : Jeanne et ses copines.  
Théâtre de la Rue-d'Ulm, 20 h. 45 : le Roi Gordogane.

#### Les concerts

Le Palais, 18 h. 30 : M. Bourgeois, violoncelle ; P. Nicolson, harpe ; A. Troutet, clarinette ; M. Dolbert, piano (Brahms).

### cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

#### Les exclusivités

L'AFFICHE ROUGE (Fr.) : Impérial, 2 (743-72-32) ; Quinzette, 3 (332-35-40) ; Montparnasse-83, 3 (344-14-27) ; Monte-Carlo, 3 (332-09-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, 3 (337-35-43) ; 14-Juillet, 11 (337-90-81) ; Gaumont-Sud, 14 (331-31-16) ; Cinéma-Palace, 15 (332-37-41).  
L'ATLÈTE OU LA CUISSE (Fr.) : ABC, 2 (23-35-34) ; Berlitz, 2 (743-40-33) ; Cinéma-Palace, 3 (332-07-78) ; Boquet, 3 (331-64-11) ; Ambassade, 3 (338-19-08) ; Mercury, 3 (332-55-90) ; Gaumont-Sud, 14 (331-31-16) ; Montparnasse-83, 3 (332-35-40).

Pathé, 14 (332-65-13) ; Victor-Hugo, 16 (337-45-75) ; Wapler, 18 (337-80-70) ; Cambronne, 19 (332-42-98) ; Gaumont-Gambetta, 20 (337-02-70).

AROUND THE STONES (A. v.o.) : Vidéotone, 3 (332-40-34).  
BARRY LYNDON (Ang. v.o.) : Hauteville, 3 (332-70-32) ; Gaumont-Rive-Gauche, 3 (348-26-36) ; Gaumont-Champs-Élysées, 3 (339-94-67) ; V.I. MONTREUIL, 3 (332-72-53) ; Gaumont-Sud, 14 (331-31-16).  
BINGO (A. v.o.) : Luxembourg, 3 (332-97-77) ; Marbut, 3 (332-47-18).  
Salle Chopin-Feytaud, 20 h. 30 : « Petit piano, et L. Orban, flûte (Bach, Poulenc).  
LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBRÉ (It. v.o.) : Bataclan, 3 (223-37-97) ; Cinéma Saint-Germain, 3 (332-10-83) ; Biarritz, 3 (332-68-23) ; v.f. : Hausmann, 3 (770-47-53).

CORNER OF THE CIRCLE (A. v.o.) : (\*) Le Marais, 3 (73-47-86).  
LE CORPS DE MON ENFANT (Fr.) : Rex, 2 (332-35-33) ; Bretagne, 3 (223-37-97) ; U.G.C.-Odéon, 3 (332-71-00) ; Normandie, 3 (332-41-18) ; Paramount-Opéra, 3 (332-34-37) ; U.G.C. - Gobelins, 13 (331-08-19) ; Magic-Contravention, 19 (332-42-37) ; Paramount-Malliot, 19 (758-24-24).

LE COUP DE GRACE (All. v.o.) : Vendôme, 2 (332-97-52) ; Studio Média, 3 (332-35-77) ; Bonaparte, 3 (332-12-12) ; Biarritz, 3 (332-68-23).

COURS APRES MOI QUE JE T'ATTACHE (Fr.) : Elysees-Point-Show, 3 (223-47-29) ; U.G.C.-Opéra, 3 (331-30-32).  
CRIA CUERVO (Esp. v.o.) : Saint-Germain-Bataclan, 3 (332-37-97) ; Elysees-Lincoln, 3 (332-36-14) ; v.f. : 14-Juillet-Parnasse, 3 (332-58-00).

LA DERNIERE FOLIE (A. v.o.) : Quinzette, 3 (332-35-40) ; Elysees-Lincoln, 3 (332-36-14) ; Marignan, 3 (338-67-42) ; v.f. : Impérial, 3 (742-72-52) ; Montparnasse-83, 3 (344-14-27) ; Gaumont - Gambetta, 20 (337-02-70).  
OU COTE DES TENNIS (Fr.) : Studio de la Contrepartie, 3 (332-78-37) ; Olympia-Entrepre, 14 (73-67-42).

Le théâtre Récamier communique qu'en raison de son succès des représentations supplémentaires de la pièce de J.-M. Ribes, « Tout contre un petit bois », seront données tous les lundis à 20 h. 30. Ce sont les 20 dernières de cette pièce, qui est donnée en alternance avec « Phédre », de Racine, mise en scène par Antoine Boursailler, jusqu'au 1er janvier. Location par téléphone : 548-63-61, de 13 h. à 19 h. ou F.N.A.C., agences et à la caisse du théâtre, 3, rue Récamier, 75007 PARIS.

**298 F. PAR MOIS** \* MENSUALITES LEASING 1<sup>ERE</sup> ANNEE ET UN DEPOT DE GARANTIE DE 700 F RECUPERABLE.

Loyer 1 <sup>er</sup> année	Loyer 2 <sup>e</sup> année	Loyer 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> années	Option d'achat finale
298 F.	358 F.	447 F.	3.725 F.

**RENAULT 4 L** préconisée

**MAISON DES ARTS** et de la Culture **ANDRÉ MALRAUX**  
place de l'Hôtel-de-Ville - 93000 CRETEIL  
Vendredi 3, samedi 4 décembre, à 20 h. 30  
Dimanche 5 décembre à 16 heures

**MINUIT POUR GÉANTS**  
Ballet musical d'après un poème de Tristan Tzara  
Musique de Claude Baudy  
Sculpture de Béatrice Casadessus  
par la Compagnie Alain Germalin

Prix des places : abonnés : 20 F - Etudiants/Jeunes Travailleurs : 15 F  
Scolaires/Troisième Age : 10 F - Non-abonnés : 20 F et 30 F  
Renseignements - Location : 899-94-50 de 12 h. à 19 h.

**UGC NORMANDIE - STUDIO ST-SEVERIN - OLYMPIC ENTREPOT**

LESLIE CARON  
BILLY O'GUER  
MARIE-FRANCE PISIER  
CORIN REDGRAVE

**SERAIL**  
Un film d'EDUARDO DE GREGORIO

صكنا من الامل





## ARTS ET SPECTACLES

## Expositions

## Puvis de Chavannes au Grand Palais

(Suite de la première page.)

Quelques mots sur l'homme. Né à Lyon en 1824, il prépare l'Ecole polytechnique, renonce (pour raison de santé), choisit la peinture. En 1847, il fait un voyage en Italie qui, avec l'influence de Chassériau, est beaucoup plus important pour sa formation que l'enseignement reçu dans les ateliers d'Henri Scheffer, Delacroix et Thomas Couture. En 1850-1851, il présente une *Pietà* (fort laide) au Salon, y revient en 1859, après de nombreux refus, expose en 1861 deux panneaux, *Concordia* et *Belium*, qui trouvent bientôt leur place au nouveau musée d'Amiens, dont il complète la décoration, en partie à ses frais (l'homme était totalement désintéressé), jusqu'en 1882 avec le fameux *Ludus pro Patria*.

Après la guerre de 1870, qu'il a évoquée dans les deux admirables versions de *l'Espérance*, Puvis se voit confier par le très conservateur Philippe de Chenevières, alors directeur des beaux-arts, la décoration d'une partie du Panthéon : il s'agit d'évoquer « la gloire de sainte Geneviève qui sauva la figure idéale des premiers temps de notre race », de peindre « le poème où la légende de la patronne de Paris se combinerait avec l'histoire généreuse des origines chrétiennes de la France ».

Puis viennent, jusqu'à celle de la bibliothèque de Boston en 1894, les grandes commandes publiques ou privées (dont deux pour Bonnet en 1882), où Puvis invente une sorte de mythologie morale, éducative et nostalgique, très proche de celle de son ami Renan, et dépourvue de toute intention politique ou religieuse. Quel genre d'homme était-il ? On ne lui connaît d'autre attachement que celui qui le lia à la princesse Cantacuzène (voir la très émouvante peinture du musée de Lyon), et, lorsque ses contemporains parlent de Puvis, ils ne l'évoquent jamais qu'en termes de barbe et de redingote. « Une redingote d'ambassadeur », disait Jacques-Emile Blanche, et qui allait fort bien avec la raideur de sa démarche. « Les épaules un peu serrées et encore raidies du rapport avec les droites de la tête », selon Thadée Natanson qui ajoutait que si Puvis rejetait fréquemment la tête en arrière c'était moins par hauteur que pour signifier qu'il « cherchait, à bonne distance des autres, dont il se retirait aussi loin que possible, les satisfactions d'esprit sur lesquelles il s'est montré toujours fort difficile ».

Puvis a été, en effet, dans toute la force du terme, un indépendant. Immense travailleur, toute sa vie passée entre son domicile de Pigalle et l'atelier du boulevard Bineau, où il se rendait chaque jour à pied, il s'est résolument tenu à l'écart du siècle. Indifférent à l'impressionnisme, quoique avec une certaine bienveillance (il fut très lié avec Berthe Morizot), il a été encore plus réservé à l'égard des milieux académiques. démissionnant du jury du Salon lorsque celui-ci, après 1871, refusa d'exposer Courbet, et fondant en 1890 avec Carrière, Rodin et Meissonier la Société nationale des beaux-arts, dont il fut le président et qui accueillit, avec un remarquable libéralisme, des peintres aussi divers que Sisley, Cross, Whistler, Ferdinand Hodier et Max Liebermann.

## La forêt de la Sorbonne

Cette indépendance est une des clefs de son œuvre. Regardons-la bien. Son système décoratif, cette géométrie à la fois austère et sensible, c'est anti-naturalisme, c'est groupes de personnages isolés dans la pondération générale des volumes, ces gestes brefs, suspendus, ce « silence », comme on a dit, où les a-t-il trouvés ? La réponse est simple : nulle part, et le cas est, au dix-neuvième siècle, unique. Si l'on considère Ingres, Delacroix, Courbet, Renoir (et Manet donc, et Picasso !), on voit très bien d'où « cela » vient. Dans le cas de Puvis, il n'y a pas de « cela », il n'y a que Puvis. Certes, les « sources » maniaques peuvent faire ici et là un rapprochement avec Millet, les fresques de Pompéi, avec le modèle sobre, à base de gris froid et sans relief, de Corot (Maurice Denis) et il est évident que Puvis a longuement médité, de façon beaucoup plus intérieure et intelligente que les élèves d'Ingres, la leçon des primitifs italiens, de Piero della Francesca en particulier, dont il fut un des premiers admirateurs. Mais pour l'essentiel, et, encore une fois, le cas est pratiquement unique dans la peinture moderne, Puvis ne doit rien qu'à lui-même et il ne doit rien à son temps.

Voilà le second point. A une époque où tout le monde est plus ou moins naturaliste, Puvis a refusé tout contact immédiat avec le réel. Il était capable d'observer, de voir,

ses petits paysages nous le montrent, mais la transcription directe de la nature ne l'intéressait pas. A un ami qui lui conseillait de peindre un paysage qu'il aimait, il répondit, résignant son front : « C'est là que sont mes couleurs et mes pincesaux », et à un autre il déclarait, montrant un rameau de sapin accroché au mur de son atelier : « Voilà la forêt de la Sorbonne. » « Comment réussit-on quand on veut aider la nature à s'exprimer, disait-il encore, par abréviation et simplification ? », c'est-à-dire par subordination de tout ce qui est réel à l'ordonnance intellectuelle, à la logique formelle et sentimentale de l'œuvre.

D'où son influence sur les jeunes peintres en rupture d'impressionnisme, sur Maurice Denis, sur les Nabis, les Gauguin et sur Seurat. D'où la force, le caractère entièrement inédit, la poésie énigmatique de ses plus belles œuvres : le *Pauvre pêcheur*, le *Rêve*, *l'Espérance*, les merveilleuses *Jeunes filles au bord de la mer*, le *Source*, et cet extraordinaire chant de solitude et d'absence qu'est le *Fils prodigue*. On lui a reproché de « commencer des phrases qu'il n'achève pas » (Paul Mantz), c'est vrai, nous ne sommes pas si loin de Verlaine et si le compliment que lui adressa un jour André Michel est d'une expression un peu naïve (« il a remis l'imagination française dans le droit chemin »), il est encore vrai que cette souveraineté de l'imagination, sans laquelle, selon Baudelaire, il n'est pas de grande peinture, ne pouvait

après le romantisme s'exprimer en d'autres termes.

Il n'y a pas de lieu dans la peinture de Puvis. Il n'y a pas non plus de sujet. L'impressionnisme mis à part (et encore !), la crise du sujet est universelle dans le dernier tiers du siècle. Il suffit de feuilleter les livrets des Salons ou le catalogue de l'exposition « Le musée du Luxembourg en 1874 » pour comprendre que les peintres, littéralement, ne savent plus quoi peindre. D'où d'invariables tarboires tirées de l'histoire romaine et dignes des pires moments du Concours général. Sauf lorsqu'il s'agit d'une commande précise (sainte Geneviève), Puvis ignore superbement l'histoire, le récit, le contenu illustratif. On me dira que ses compositions ont des liens, en général antithétiques, la *Paix*, la *Guerre*, l'inspiration antique, l'inspiration chrétienne, Ave Picardia nutrix, etc. Mais que signifient-ils ? Rien, et cette ombre de sujet n'intervient nullement dans le traitement des formes que l'on peut lire, interpréter comme on veut et qui, à la limite, n'ont aucune signification.

Des bleus, des lilas  
des roses

Comparez la Madeleine de Bonfort, peinte vers 1870, à celle (superbe) de Budapest, qui est datée de 1897 (n° 81 et 216) : la première est encore identifiable par sa longue chevelure, par le crâne qu'elle tient à la main, la seconde est seulement

une femme nue, assise, échappant à toute qualification et traitée avec une vigueur d'accent que ne dépassera pas Picasso dans ses matrones héroïques de 1906 et 1920.

Tous ces traits, parfois si étonnamment modernes, tiennent au parti fondamental de Puvis : le grand art ne peut être que décoratif. « La véritable robe de la peinture, disait-il, est d'animer les murailles. A part cela, on ne devrait jamais faire de tableaux plus grands que la main », et le style décoratif implique que l'on simplifie, que l'on évite les détails et la trop grande profondeur, que l'on propose non des ensembles descriptifs mais de grands rythmes faits pour être vus à distance et qui enveloppent le spectateur sans lui imposer une quelconque lecture. Travaillant non à la fresque mais avec de l'huile très diluée sur des toiles ensuite marouflées, Puvis attachait la plus grande importance au mur, choisissant les tons mats, les harmonies rompues qui conviennent à la pierre. Il y a d'ailleurs, Jacques Foucart le remarque fort justement, une unité profonde dans son œuvre : lorsqu'il peint, Puvis pense toujours en décorateur, ainsi dans les *Jeunes Filles et la Mort* ou le magistral *Sommeil* de 1867. Et lorsqu'il décore il n'oublie jamais d'être peintre.

C'est même là l'impression la plus forte que laisse cette exposition : au lieu d'un Puvis chorégraphique et crayonné, elle nous montre un vrai peintre, un coloriste puissant, hardi, qui joue des bleus, des lilas, des

roses appliqués en pâte onctueuse avec une sensualité qui rappelle parfois Courbet. Regardons *l'Allégorie de l'automne*, les esquisses pour le musée de Marseille, le *Rocher blanc*, le *Chant du berger*, la *Femme à sa toilette* : même à une époque où tout le monde commence à peindre clair, quel de plus vil, de plus enlaid, et tout simplement de plus pictural ?

Les contemporains de Puvis ont surtout aimé son idéologie qui nous paraît aujourd'hui aussi fatigante que respectable. Ils l'ont félicité d'avoir « vengé le Beau éternel des balcons effrontés du réalisme » et la fin du siècle en a fait un des précurseurs du symbolisme auquel sa robuste sensibilité était pourtant bien étrangère. Comme il ne faut pas exagérer les cures de rationalisme, on n'oublie pas que son esthétique est en moins ruilante, en moins bombée, celle du Parnasse, que ses ambitions stylistiques et intellectuelles correspondent à peu près (c'est mieux) à celles que manifeste la *Prière sur l'Acropole*. Mais on peut dire aussi que Puvis, peintre et décorateur, est un jalon essentiel sur le chemin qui conduit de la peinture-sujet à la peinture pure.

ANDRÉ FERAIGIER.

\* Grand Palais. Jusqu'au 14 février. Un spectacle audiovisuel et un film de Philippe Julian complètent l'exposition. Pendant la durée de celle-ci, on pourra voir les grands décors de Puvis au Panthéon (tous les jours, de 10 h. à 17 h.), à la Sorbonne (vendredi, de 14 h. à 17 h. ; samedi, de 10 h. à 13 h. et de 14 h. à 17 h.) et à l'Ecole de Ville (samedi, de 9 h. 30 à 12 h.).

## INSTITUT

A l'Académie des inscriptions et belles-lettres

De l'impérialisme « juridique » romain  
à l'expansion du culte d'Apollon-Mithra

L'auscultation est de règle aux séances publiques annuelles de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, et celle qui s'est tenue vendredi sous la Coupole, présidée par M. Félix Lecoy, n'a fait nulle concession à la facilité : le public a pu, une fois de plus, se rendre compte de l'importance de ses travaux et de ses responsabilités — trop peu connues — non seulement par la lecture du palmarès de 1976 et la proclamation des archivistes paléographes promus cette année, mais avec le rappel, par le discours inaugural du président, des noms et de l'œuvre des membres disparus, des mérites de ceux que la compagnie a élus, des publications de l'Académie. A ce propos, il a souligné l'insuffisance déplorable des ressources qui sont mises à sa disposition dans ce domaine pourtant capital. Aussi ne peut-elle jouer un rôle équivalent à celui que jouent, à l'étranger, les institutions analogues.

Les deux communications qu'on a ensuite écoutées donnent une idée de ses activités. M. William Seston a d'abord développé un problème peu connu : celui de l'utilisation du droit, de moyens essentiellement d'ordre juridique, par l'impérialisme romain dès le quatrième siècle avant notre ère. Ainsi s'opère la mise sous tutelle des cités du Latium, devenues des « municipes ». C'est-à-dire qu'elles perdirent leur souveraineté tout en gardant leurs droits privés et leurs institutions religieuses et sociales, leurs magistrats, leurs traditions, et participant par leurs votes à la vie politique de Rome et à la protection que la loi romaine leur garantissait. Le même droit est commun aux citoyens romains, quels qu'ils soient et où qu'ils soient. Les empereurs sont restés fidèles à cette conception, assurant par leurs constitutions, avec la *Pax romana*, la liberté des

individus et des collectivités locales. Voilà, selon Tacite, un des « secrets de l'Empire ».

M. André Dupont-Sommer, secrétaire perpétuel, à la suite d'une minutieuse et savante analyse, a tiré les conclusions du déchiffrement de la stèle trilingue gréco-tyolo-araméenne découverte, en août 1973, près de Xanthos et qui fit l'objet, quelques mois plus tard, de trois communications à l'Académie : de M. Henri Metzger, l'« inventeur », pour le grec ; de M. Emmanuel Laroche pour le tylien ; et de M. Dupont-Sommer pour l'araméen. Cette stèle donne la clé d'une énigme qui a intrigué les érudits : quel était ce dieu nommé « Satrape » (à ne pas confondre avec l'homonyme grec désignant un gouverneur ou un vice-roi), indiqué dans la version arménienne et qui signifie « seigneur du pouvoir » ? Or c'est un titre iranien, qualifiant le dieu Mithra. Celui-ci, le reste de l'inscription fournit des précisions suffisantes, s'est substitué, ou plus exactement s'est confondu, avec le dieu Apollon.

M. Dupont-Sommer nous a invités à suivre l'itinéraire d'Apollon-Mithra en Méditerranée orientale et occidentale dès le sixième siècle avant Jésus-Christ et pendant un millénaire, grâce à des jalons précis. « Depuis le début de l'empire romain, a-t-il dit, dans les diverses provinces, les fidèles des mystères de Mithra se sont de plus en plus largement répandus. Ce fut alors un mouvement d'une vaste ampleur. (...) Ainsi que l'a écrit Ernest Renan, en manière de boutade, « si le christianisme eût été arrêté dans sa croissance par quelque maladie mortelle, le monde eût été mithriste. »

JEAN-MARIE DUNOYER.



On se cherche à vingt ans.  
On se trouve à trente.

Winston. Quand on sait ce que le plaisir veut dire.

Winston  
Winston



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col et +	40,00	46,70
(la ligne colonnet)		
DEMANDES D'EMPLOI	40,00	49,04
CAPITAUX OU	9,00	10,33
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

## ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés"	28,00	35,69
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emploi international

emploi international

emploi international

Société d'entreprises de construction aux activités internationales, ayant son siège principal à Rijswijk (Pays-Bas), recherche

### gérants administratifs

pour ses projets, dont plusieurs devront être réalisés au Moyen-Orient

Nous cherchons des jeunes collaborateurs enthousiastes, munis du diplôme de fin d'études commerciales de l'Université du Caire ou de Beyrouth et parfaitement trilingues (arabe, français et anglais).

Pour plus de renseignements, téléphoner à notre Chef du Personnel, M. Ch. JAGER, téléph. 070-94 93 40, poste 591, ou écrire à INTERBETON, Boîte postale 84, Rijswijk (près de La Haye), Pays-Bas.

**interbeton**

Société membre de la  
Hollandsche Beton Groep [HBG]

### CHEMICAL MARKETING OPPORTUNITY

We are the European chemical subsidiary of a multinational American company. Located in Brussels, we are responsible for the marketing of the group's products in Europe, the Middle East and Africa. We are a group of young, aggressive and growth-oriented people. Our business is developing such that we now have an opening for a

### PRODUCT MANAGER

#### Responsibilities

He will report to the Marketing Director and will have marketing responsibility for one or more product lines. He will develop and implement a European marketing program and will co-ordinate this program with his counterparts in the U.S.A.

#### Profile

Ideally he will be a European who is a university graduate or otherwise qualified. He will be minimum 25 years of age, with at least 3-5 years international chemical marketing, sales, product management or development experience. He will be familiar with the European chemical environment and will be fluent in English and at least one or preferably several other European languages.

#### We offer

- Training — if necessary — in the U.S.A.
- Career opportunities in Europe or U.S.A.
- International salary and benefits
- Extensive international travel
- Expense account
- Top level contacts.

Applications by letter giving full career and relevant personal details under n° 531.891 M to REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

### IMPORTANT COMPLEXE MINIER exploitant de l'uranium

recherche pour son exploitation en AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE son

### CHEF DES SERVICES GENERAUX

Il sera responsable de :  
- l'entretien d'une usine de traitement hydrometallurgique des minerais (capacité 600.000 T/an)  
- l'entretien de l'atelier de fabrication d'acide sulfurique (capacité 180 T/jour)  
- fonctionnement et entretien d'une centrale diesel électrique d'environ 10 MW  
- la marche des ateliers centraux : machines-outils, chaudronnerie, caoutchoutage, électricité, froid, contrôle etc...

Le candidat devra être de formation supérieure AM ou équivalent.

Expérience africaine souhaitée.

Age minimum 35 ans.

Avantages offerts :  
- salaire élevé versé en France  
- logement gratuit en famille  
- scolarisation des enfants  
- climat sain.

Envoyer C.V., photo et présent. à No 86452 CONTEXTE - Publicité 20, Avenue Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

### FOUGEROLLE

recherche pour son Bureau international d'études :

### UN CHEF DE PROJET

OUVRES D'ART ET GENIE CIVIL INDUSTRIEL

responsable des études d'exécution pour des ensembles industriels de très grande dimension.

35 ans minimum, très solide expérience B.E.T., B.A. et pré-construit.

pour un de ses chantiers en

### AFRIQUE FRANCOPHONE

### UN INGENIEUR ETUDES

confirmé, pour coordination des études et suivi des plans sur place.

10 ans d'expérience en B.E. sont nécessaires notamment en ouvrages d'art.

34 ans minimum

Le candidat sera logé, meublé, déplacements en famille.

Rémunération liée aux avantages de l'expatriation et nette d'impôts locaux.

Avenir assuré dans un groupe dont l'activité est en très forte expansion à l'étranger.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous réf. 471 - Service Recrutement 3, Avenue Morane Saulnier 78140 - Velizy-Villacoublay.

## un nouveau service concernant l'emploi

# Le Monde

## INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

### bon de commande à découper

### Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

- |                                                                     |                                                                              |
|---------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multipostes. | <input type="checkbox"/> Direction financière et administrative.             |
| <input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicité.   | <input type="checkbox"/> Comptabilité.                                       |
| <input type="checkbox"/> Informatique.                              | <input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales. |
| <input type="checkbox"/> Production entretien.                      | <input type="checkbox"/> Direction commerciale vente.                        |
| <input type="checkbox"/> Ingénieurs.                                | <input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.     |
| <input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche.          |                                                                              |

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

#### TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	78	114	148	180	210	238	264	288	310	330
26 semaines	70	136	199	259	315	368	416	462	504	542	577
52 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au siège de la Société de l'abonnement.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire :

"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : \_\_\_\_\_ ou SOCIÉTÉ : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_ TEL : \_\_\_\_\_

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du Monde ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris)

REMARQUE : "nouveau service" à 1 F par fonction et par semaine

Société Belge, siège à Bruxelles spécialisée dans la construction de complexes industriels clés en main à l'étranger, cherche

### DIRECTEUR DE PROJETS EN RÉALISATION

apte à diriger le travail d'équipes en réclamation et à assurer la responsabilité globale de la gestion de projets en exécution

PROFIL DE L'EMPLOYÉ RECHERCHÉ :

- Do avoir une expérience technique, industrielle, financière et commerciale ;
- Homme de décision à l'esprit d'initiative sachant diriger et coordonner des équipes travaillant au siège social et sur chantier ;
- De longues années d'expérience dans la gestion de grands projets industriels sur chantier et à partir du siège social ;
- Etudes supérieures ;
- Connaissance approfondie du français et de l'anglais ;
- Minimum 35 ans ;
- Prêt à faire de courts séjours à l'étranger.

NOTES SOCIÉTÉ OFFRE :

- Situation et appointements élevés.
- Avantages extra-légaux.
- Esprit d'équipe.

Envoyer C.V. détaillé sous n° 532.018 M à REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, Paris-3<sup>e</sup> a 12

### Important Groupe Minier

recherche pour une exploitation d'uranium située en Afrique francophone :

### 1 INGENIEUR ELECTRO-MECANICIEN

Le candidat devra être diplômé d'une école d'Arts et Métiers ou équivalent et avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 années au sein d'une industrie extractive ou métallurgique

Vie en famille. Scolarité assurée sur place jusqu'en classe de 3<sup>e</sup> incluse. Avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé sous n° 86.236 B. BLEU PUBLICITE, 12, rue du Docteur-Lebel, 94300 VINCENNES, qui transmettra

### TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES

recherche

Pour l'une de ses filiales d'AFRIQUE ÉQUATORIALE

UN RESPONSABLE POUR SES SERVICES ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES

Profil du candidat HOMME 30 ans minimum

### COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

(de préférence COMPTABILITÉ ASSURANCES)

- Statut de cadre, avec contrat de travail de droit local

Env. curricula vitae et prétentions sous n° 87.006 à CONTEXTE Publ. 20 av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr



## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**LE CRÉDIT AGRICOLE DE LOIRE-ATLANTIQUE**  
recherche

**UN RESPONSABLE du Service ORGANISATION**  
Rattaché à la Direction, il aura la responsabilité d'un service dont les activités principales sont les suivantes :

- l'étude, le choix et la maintenance des systèmes d'organisation;
- la détection des besoins en organisation;
- les achats et essais de nouveaux équipements;
- les relations fonctionnelles avec l'informatique.

Le candidat, d'un niveau de formation supérieure (de préférence Ingénieur Arts et Métiers), devra disposer d'une expérience dans une fonction analogue et bénéficier de connaissances théoriques et pratiques en informatique.

Les candidatures sont à adresser avec photo, curriculum vitae et présentations à :

M. DANIAU,  
Directeur de la C.R.A.M. de Loire-Atlantique,  
La Garde - 30 J.  
44048 NANTES CEDEX.

Association formation professionnelle recherche pour résidence CHOLET (M.-et-L.)

**COLLABORATEUR** Psycho-Technicien  
assurant également stage de perfection niveau exécution et maîtrise. Déplacements fréquents.

Licence psychologie exigée. Expérience similaire souhaitée. Ecrire sous le n° 52 203 à :

I.R.P.  
37, rue de l'Arcade,  
75008 Paris, qui tr.

Société Comodore France recherche comptable qualifié, expérience personnelle et législative du travail nécessaire. Libre résidence. Téléphonique (09) 09-11-52 par R.V. M. Colomblat.

Société d'investissement et de conseil recherche pour poste à CLERMONT-FERRAND collaborateur 30 ans minimum, ayant plusieurs années d'expérience, formation Grandes Ecoles ou équivalent. Adres. C.V. photo, prêt, à HAVAS, 93000 CLERMONT-FERRAND, n° 85.94.

**SOPRA** CONSEIL ET ASSISTANCE EN INFORMATIQUE

PARIS - LYON - GRENOBLE - ANNECY

accentue son développement sur l'ensemble du territoire. Ses activités de Conseil en informatique pénètrent tous les secteurs de l'économie : INDUSTRIES, BANQUES, ADMINISTRATIONS, ASSURANCES, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE pour renforcer nos équipes de ventes à Paris et en Province nous recherchons :

**INGENIEURS COMMERCIAUX CONFIRMES**  
nous porterons particulièrement notre intérêt sur les candidatures susceptibles de répondre aux caractéristiques suivantes :

- Formation supérieure
- Expérience de 3 à 6 ans dans la vente de Conseil de Services, ou de matériels informatiques
- Aptitude à la négociation et à la conduite des affaires.

Les postes à pourvoir sont à Paris - Grenoble - Rouen  
La création d'une Agence SOPRA est envisagée pour MARSEILLE.  
Envoyer C.V. et présentations à SOPRA - J. ANDREAN  
30 rue de Flandre 75019 PARIS  
Discretion absolue de rigueur.

**PS Conseil**

Filière d'un groupe de premier plan, une importante société (2.500 personnes en 4 années) spécialisée des composants et sous-ensembles destinés à la télévision, recherche pour GENLIS près de Dijon, des jeunes :

**INGENIEURS MECANICIENS**

Service Commercial Export : Après stage de formation aux produits, ils seront chargés d'obtenir et de consolider les marchés japonais (Extrême-Orient, Amérique du Sud, etc.). Ces postes nécessitent autonomie et disponibilité pour de constants déplacements. La maîtrise de l'anglais courant est impérative. (Réf. A13406 M)

Service Production : Dans l'usine de Genlis (1.000 personnes) spécialisée dans les tubes, déviateurs, un jeune ingénieur mécanicien (AM) secondera le chef de fabrication dans l'ensemble de ses responsabilités et prendra en charge un secteur particulier : machines spéciales, organisation industrielle. (Réf. A13407 PM)

Service Achats : L'équipe actuelle chargée d'adopter un jeune acheteur, ingénieur électromécanicien, parlant l'anglais courant, il assurera personnellement, dans le cadre d'un véritable marketing d'achats, les contacts et les négociations avec certains fournisseurs nationaux et internationaux. (Réf. A13407 AM)

Dans un secteur performant fondé sur une technologie de pointe, ces postes offrent de réelles perspectives d'évolution.

Adresser C.V. en rappelant la référence, à :

**P. S. CONSEIL**  
9, rue Jacques-Moyron - 69006 Lyon  
Direction assurée



## emplois internationaux emplois internationaux

**séma**  
Première Société Européenne de Conseil  
recherche pour sa Division INFORMATIQUE

afin de participer, au sein d'une importante équipe en ALGERIE, à la conception d'un nouveau système comptable d'une grande entreprise industrielle et à l'orientation de sa mise en œuvre.

**spécialiste des systèmes comptables et budgétaires**

- possédant au minimum 10 ans d'expérience de la comptabilité des grandes entreprises industrielles
- ayant déjà participé à la conception et au contrôle de systèmes comptables évolués
- disponible à court terme.

Formation : Grandes Ecoles spécialisées (HEC, ESSEC, Sup. de Co.,...) ou titres universitaires de haut niveau (DECS, Expertise,...). Première affectation d'environ 2 ans en ALGERIE. Rémunération fixée en fonction des compétences et de l'expérience. Indemnités complémentaires pour le séjour en ALGERIE.

Adresser C.V. et photo sous référence 10119/M à R. LELEU

**séma selection** Centre Metra  
16, rue Barbès - 92126 Montrouge

IMPORT. ETABLISSEMENT BANCAIRE MAROCAIN recherche POUR SON SIEGE SOCIAL DE CASABLANCA

**PSYCHO-TECHNICIENS**  
expér. pr la prise en charge de l'ind. : sélection et recrutement. Ecr. n° 1 974 à R. de Serres, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

Mission 3 ans en Algérie. Etudes et réalis. en sidérurgie.

**INGENIEUR DE MANUTENTION**  
**INGEN. ELECTRICIEN**  
**INGENIEUR DE RESEAU**  
**CHARPENTE METALLIQUE**  
**AGENT PLANNING PERT**  
**VERIFICATEUR PLANS ELECTRICITE**  
**CONDUCTEUR TRAVX**

Env. C.V. n° 2320/N à A.M.P., 40, rue Olivier-de-Serres, PARIS 197, qui transmettra.

POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ AFRICAINE FRANCOPHONE

**DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER**  
CONTRÔLEUR DE GESTION  
Niv. exp. compt. ICG, ESSEC, HEC, etc. Analyses indus. 150.000 F. avantages.  
Ecr. s/réf. 619, SWEETS, S.P. 209, 7524 Paris Cedex 07 q. 17.

**IMPORTANT COMPLEXE MINIER**  
exploitant de l'uranium  
recherche pour son exploitation en Afrique Noire Francophone, son

**RESPONSABLE DE L'ENSEMBLE DES SERVICES TECHNIQUES**

qui sous l'autorité du Directeur Local sera chargé de diriger :

- l'exploitation souterraine (600.000 t/an)
- l'usine de traitement des minerais
- l'ensemble de l'entretien électromécanique
- le bureau d'études et des travaux neufs

soit environ 14 ingénieurs, 100 A.M.T. et 450 ouvriers.

Le candidat devra être de formation supérieure : école nationale supérieure des mines ou équivalent. Expérience minimum de 10 ans dans la profession minière, si possible en Afrique.

**AVANTAGES OFFERTS :**  
• salaire élevé versé en France  
• logement gratuit en famille  
• scolarisation des enfants

Env. C.V., photo et présentations sous n° 66.457 à CONTEXTE PUBLITÉ 20, av. Opéra, PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

**JEUNES DIPLOMÉS**

VOUS CHERCHEZ un bon point de départ pour votre vie professionnelle, ou une bonne opportunité pour valoriser une première expérience.

Nous sommes une Société française (siège en province) leader dans son domaine (second œuvre du bâtiment) réalisant 150 millions de chiffre d'affaires dont un tiers à l'export en Europe et dans le monde.

NOUS RECHERCHONS de jeunes collaborateurs de formation TECHNIQUE COMMERCIALE ou GESTION d'un niveau BTS - IUT ou Grande école, connaissant des langues étrangères, très appréciées.

Après formation, nous leur confierons des missions dans leur spécialité et des responsabilités voisines pour les préparer à des responsabilités demandant une certaine polyvalence.

**NOUS OFFRONS :**  
— des conditions et des méthodes de travail motivantes ;  
— une réelle opportunité pour des candidats de caractère et entreprenants.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, n° 86339 Contexte publicité, 20 av. de l'Opéra qui transmettra.

Société Belge, siège à Bruxelles spécialisée dans la construction de complexes industriels clés en main à l'étranger.

cherche

**DIRECTEUR DES PROJETS**

apte à diriger le travail de tout le département promotion et à assurer la responsabilité globale du développement de tous les projets depuis la sélection jusqu'à la signature du contrat avec le client.

**PROFIL DE L'ELEMENT RECHERCHE :**  
— habile négociateur, apte à contrôler des problèmes techniques, industriels, commerciaux et financiers ;  
— homme de décision, à l'esprit d'initiative, sachant diriger et coordonner plusieurs équipes ;  
— de longues années d'expérience dans la préparation et la gestion de grands projets industriels ;  
— études supérieures ;  
— connaissance approfondie du français et de l'anglais, ainsi que de l'allemand ou de l'espagnol ;  
— minimum 30 ans.  
Prêt à faire de courts séjours à l'étranger.

**NOTRE SOCIÉTÉ OFFRE :**  
— situation et appointements élevés ;  
— avantages extra-légaux ;  
— esprit d'équipe.

Envoyer C.V. détaillé sous n° 532.015 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>), qui tr.

**FOURNISSEUR INDUSTRIE AUTOMOBILE**  
recherche

**TECHNICIEN FORMATION DESSINATEUR**

Nous sommes en Allemagne un fournisseur leader de l'industrie automobile situé dans le sud de l'Allemagne et cherchons un technicien de formation dessinateur technique.

**IMPERATIF :**  
— Bonne connaissance des langues allemande et française parlées et écrites.  
— Accepter le transfert du lieu d'habitation vers l'Allemagne.

Adresser photo, C.V. et présentations (lettre manuscrite) en allemand, n° 7.909 à LE MONDE - Publ., 5, rue des Italiens, 75247 PARIS (9<sup>e</sup>).

**SOCIÉTÉ MINIÈRE**  
recherche pour son exploitation implantée en AFRIQUE NOIRE francophone

**UN FORMATEUR EN MATIÈRE DE GESTION ADMINISTRATIVE**  
(personnel, payes, magasin, comptabilité, etc.).

Le titulaire du poste devra faire l'analyse des modes opératoires et former le personnel d'entretien africain aux procédures administratives courantes. Une première expérience de l'Afrique est souhaitée.

Adresser C.V., photo et prêt, à n° 87.430, CONTEXTE PUBLITÉ, 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

**POUR OPERATION PILOTE EN AFRIQUE NOIRE**  
Société Française recherche

**Responsable Administratif et Financier**

Ce poste s'adresse à un candidat de 30 ans environ, titulaire du D.E.C.S. et justifiant d'une première expérience lui ayant permis d'acquiescer une bonne connaissance de la gestion de l'entreprise. Il devra être disponible en janvier 1977 et bénéficiera d'une rémunération intéressante.

Ecrire rapidement avec C.V. et photo à : ALAIN RICHARD, SECOPI SA  
23, avenue du Maine, Tour Marivaux-Montparnasse 75755 Paris Cedex 15.

**TREFIMETAUX**  
recherche

**Pour son Usine du Havre**

**INGENIEUR RESPONSABLE DU SERVICE ENTRETIEN ELECTRIQUE**

**FORMATION :**  
— Ecole d'Electricité avec et possible formation de base Arts et Métiers ;  
— Connaissances d'électronique et de thermique ;  
— 4-5 ans d'expérience professionnelle souhaitable dans domaine similaire, si possible industrie lourde.

**MISSION :**  
— Conception, mise en service, mise au point et entretien d'ensembles d'installations électriques moyennes et basse tension. Courants alternatifs et continus ;  
— Dépendance de l'ingénieur Responsable des services d'entretien.

Perspectives d'avanc.

Adresser curricula vitae + photo + présentations à : TREFIMETAUX Service gestion 20 av. Opéra, 20, rue de Madrid - 75008 PARIS.

**IMPORTANT BUREAU D'ETUDES**  
recherche

**pour missions à l'étranger**

**INGENIEUR - MECANICIEN MANUTENTION et LEVAGE en SIDERURGIE**

**INGENIEUR CHARPENTE METALLIQUE**  
connaissant la SIDERURGIE

Libres rapidement. Nombreux avantages

Adresser lettre manuscrite + C.V. à n° 87.212, CONTEXTE PUBLITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**responsable de succursale commerciale**

Animant une équipe d'une dizaine de personnes déjà en place depuis 5 ans, vous serez la responsabilité du développement de notre activité commerciale en Extrême-Orient : négociation, suivi des contrats, Relations Publiques. Ce poste suppose des déplacements fréquents, des contacts à haut niveau, un très bon anglais. La formation se fera à Paris durant 3 ans. Le détachement à Hong Kong est prévu pour une durée de 6 ans. La rémunération au Siège est assurée. Ce poste peut convenir à un candidat de formation supérieure commerciale ou technique ayant eu une activité professionnelle commerciale à l'échelon international. Réponse et discrétion assurées à la lettre man. C.V. photo, rém. adressée s/réf. 61320 à Mme Buttenin.

**bernard juliet psycom**  
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

**L'UNE DES PLUS GRANDES ENTREPRISES D'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE**  
exerçant des activités commerciales et industrielles dans plusieurs pays recherche

**QUATRE CHIEFS COMPTABLES**

titulaires du D.E.C.S. complet et ayant acquis une solide expérience de leur métier, de préférence dans une affaire similaire installée dans la même zone géographique. Age souhaité : 28 ans min.

Les situations offertes comportent des possibilités d'ascension de carrière, de bon niveau, tant en ce qui concerne le salaire que les avantages annexes, prévoyance en particulier.

Envoyer C.V. détaillé sous réf. n° 481 à L.T.P., 21, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris Cedex 02.

**GESTION 2000**  
pour Extrême-Orient

**INGENIEURS MECANICIENS**  
machines tournantes

**SUPERVISEURS**  
Expérience Pétrochimie. Tél. : 878-73-04.

Importante entreprise de Travaux Maritimes rech. d'urgence pour chantier en participation dans le

**GOLFE ARABIQUE**

**UN COMPTABLE**  
2<sup>e</sup> ECHELON. Position V. Titulaire du B.T.S. ou diplôme équivalent, ayant au minimum 5 à 10 ans d'expérience professionnelle.

Pour ce poste, une parfaite maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Envoyer C.V. détaillé manuscrit photo et présentations à Service du Personnel, ENTREPRISE A. DODIN, 95 bis, rue Marlin, 75019 Paris.

**POUR AFRIQUE NOIRE**

**METREUR**  
GRAND TERRASSEMENT  
Libre de suite

Envoyer C.V. à A T 27, av. de Friedland, 75008 PARIS

**90 000 F DÉPART**

**DIRECTEUR DE COLLECTION**  
(CHEF DE PRODUITS)

Collaborateur direct du Président pour très importante marque internationale habillément enfant.

- Résidence grande ville 150 km de PARIS SUD. Déménagement en charge Société et recherche logement
- Esprit créatif.
- Personnalité passionnante.
- Homme de commerce.
- Précision, rigueur administrative.

Toutes ces qualités sont complémentaires pour contrôler et gérer l'élaboration de la collection et sa bonne livraison à date, en commun avec la Direction et les stylistes.

Une formation d'ingénieur textile serait appréciée mais non indispensable (→ 95 000 F départ).

Veuillez indiquer sur ce dossier strictement confidentiel le nom de l'entreprise à laquelle ce dossier ne devra être communiqué en aucun cas.

Ecrire à : CADRE SELECTION  
57, avenue Charles-de-Gaulle  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE  
qui transmettra.

صكنا من الامل





## emplois régionaux

Un important chantier de Construction Navale implanté sur le littoral Nord de la France recherche un

### INGÉNIEUR MÉCANICIEN ou ÉLECTRO-MÉCANICIEN

(débutant ou ayant quelques années d'expérience). Le candidat retenu aura pour fonction d'assurer la conduite du montage et des essais des installations du compresseur machines des navires construits par la société.

Le poste est particulièrement attractif en raison de la variété des problèmes qu'il aura à résoudre non seulement, et il implique un esprit d'initiative, un sens de l'organisation et de la méthode, jointe à une autorité naturelle.

Une bonne connaissance de la langue anglaise serait en outre appréciée.

La rémunération sera fonction du degré de qualification et de l'expérience antérieure acquise par le candidat.

Nécessité d'habiter Dunkerque.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser une lettre manuscrite de candidature et curriculum vitae détaillé à :

M. le Chef du Personnel  
CHANTIERS DE FRANCE-DUNKERQUE  
Boite Postale 1503, 59501 DUNKERQUE CEDEX.

Importante Entreprise Industrielle DE STRASBOURG recherche pour ses services d'études

### UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Il sera associé à une équipe ayant pour mission de faire l'analyse détaillée de la programmation et du support de mini-ordinateurs dans le cadre des études et de l'élaboration de la maintenance de ses systèmes téléphoniques.

Le niveau du candidat devra être celui d'une maîtrise en informatique ou d'une école d'ingénieurs avec une spécialité d'informatique. Une expérience sur mini-ordinateurs en temps réel est souhaitable.

Une bonne connaissance en anglais est exigée.

Offre avec C.V. photo et prétentions sous n° 342, HAVAS STRASBOURG.

**CAP/GENINI/SOGETI**  
Le premier groupe européen de sociétés de services en informatique.

recherche pour un de ses clients implanté à MONTAUBAN

### CHEFS DE PROJETS

- expérience de conception et de mise en place de grands projets informatiques,
- connaissances T.P., bases de données exigées,
- diplômés d'enseignement supérieur,
- 5 ans d'expérience minimum.

### ANALYSTES

- formation supérieure souhaitée,
- expérience T.P. et programmation nécessaires,
- 3 ans d'expérience minimum.

Ces postes exigent des déplacements fréquents dans la région midi-pyrénées. Envoyer CV + photo et prétention à :

**CAP/SOGETI**  
76, allée Jean Jaurès - 31000 TOULOUSE

Franche-Comté

### RESPONSABLE services comptabilité et administratifs

Filière d'un important groupe français du secteur mécanique, recherche son Responsable des services comptables et administratifs.

Rattaché au président, il participera à l'élaboration des budgets.

Le poste comprend :

- la supervision de la comptabilité générale ;
- la gestion de la trésorerie ;
- la mise en place de la comptabilité industrielle.

Dans un deuxième temps il devra prendre en charge la programmation des circuits administratifs.

Ce poste convient à un candidat, de 30 ans minimum, de formation E.S.S.E.C. ou E.S.C. + D.E.C.S. indispensable, bénéficiant d'une réelle expérience de la fonction.

La rémunération annuelle sera liée à l'expérience et aux qualités du candidat retenu.

Ecrire sous le n° 87.523 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PHOTOGRAPHIQUES (400 personnes - C.A. : 50 MF) recherche pour METZ (57)

### DIRECTEUR de PRODUCTION

La société, qui contrôle une grande partie du marché national, recherche un homme jeune, capable de s'intégrer à l'équipe de direction et d'assurer la responsabilité d'un service de 200 personnes.

À défaut d'avoir occupé un poste similaire dans le milieu photographique, il devra justifier d'un diplôme d'ingénieur (ENSA, ENSI, ou équivalent) et d'une expérience acquise en petite mécanique, électronique et automatisme, ainsi que dans l'utilisation des ordinateurs tant pour la gestion que pour la commande des machines.

ÉCRIRE SOUS RÉFÉRENCE No 706 avec CV et photo, à

**DREST**  
5-7, rue Pierre-Perrat - 57000 METZ  
discrétion assurée

GRUPE INDUSTRIEL recherche, pour ensemble de Filiales en Province

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Age minimum : 35 ans  
FORMATION SUPÉRIEURE INDISPENSABLE

Expérience pratique approfondie pour réorganisation et direction des Services gestion, comptabilité générale et analytique, administration du personnel (3 Chefs de groupe et 12 collaborateurs).

Traitement annuel envisagé : 110.000 francs.

Lieu de travail : BRIVES.

Env. lettre manuscrite avec C.V. et n° 86.881 à :

**cabinet leconte**  
4, rue Amiral Courbet  
75116 PARIS

**LogAbax**  
informatique

recherche pour prendre la responsabilité de sa nouvelle USINE de TOULOUSE

### UN INGÉNIEUR Diplômé (POSITION III)

Les candidats devront :

- avoir une expérience de la fabrication ;
- de bonnes connaissances en électronique et en mécanique.

Age minimum : 35 ans.

Ecrire avec C.V. et prétentions à Direction du Personnel, 77, av. A.-Briand, 94110 ARCEUIL.

IMPORTANTE FONDERIE D'ACIER BOURGES recherche pour mise en place et organisation d'une comptabilité industrielle

### CADRE COMPTABLE

Formation D.E.C.S. ou Ecole Supérieure de Commerce.

Quelques années de pratique en comptabilité analytique industrielle de préférence.

Poste à pourvoir le plus tôt possible et pouvant déboucher sur Contrôle de Gestion.

Adresser C.V. détaillé et présent. sous réf. CA 78 à

**PROFILS**  
5 bis, rue Kessler,  
75116 PARIS.

MAGASIN MOBILIER CONTEMPORAIN enseigne Nationale recherche pour ville côtière de l'Ouest

### VENDEUR (EUSE) CONFIRMÉ (E)

Il possède une solide expérience commerciale dans le meuble, un réel goût esthétique. (27 ans minimum).

Envoyer C.V. et photo à NOEL CONSEIL, n° R.B. 107 - 23200 FLOUGRESCANT.

**France**  
recherche

### DIRECTEUR DU PERSONNEL BRETAGNE

Un groupe important en expansion (2000 pers.) recherche pour son siège situé à proximité d'une ville universitaire un Directeur du Personnel ayant une bonne expérience de la fonction.

Dépendant de la Direction Générale, il sera chargé d'appliquer une politique dynamique dépassant la conception classique de l'administration et de la gestion courantes du personnel et très orientée vers les relations humaines.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera candidature sur demande Réf. 843M.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE DU SUD-EST recherche

### INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL EXPORT

Expérience en électronique confirmée. Voyages internationaux fréquents. Anglais obligatoire.

Ecrire avec références et prétentions à Agence Havas, n° 0970, 13, place Masséna, 06000 NICE

LE P.D.G. D'UN GROUPE MULTINATIONAL DU SECTEUR TEXTILE (C.A. 1976 : 1,2 milliard) LEADER DANS SON MARCHÉ recherche pour le second

### UN CONSEILLER DE DIRECTION

Formation supérieure de très haut niveau, à caractère mixte (technique et commerciale), type ENA, HEC, ESSEC, X, expérience professionnelle.

Lieu de travail : région Nord.

Envoyer photo, prétentions sous référence 1.863 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

## offres d'emploi

## offres d'emploi

### CONSEILLER COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU 100.000F. +

Une société d'ingénierie de premier plan, recherche un candidat de formation supérieure ayant une expérience de plusieurs années dans le domaine des BATIMENTS ET INSTALLATIONS INDUSTRIELLES.

Il aura pour tâche de déterminer les segments de marchés favorables à la diffusion des produits et devra assurer la réalisation des objectifs fixés par la société.

Une bonne connaissance de l'anglais est demandée pour ce poste qui bénéficie d'une large autonomie.

Une discrétion absolue est assurée et il sera répondu à tous les dossiers de candidature comportant lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et références.

Adresser votre courrier, sous mention C.C. à Pierre LICHAU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE PRESTATAIRE DE SERVICES (Neuilly) recherche

### auditeur interne

- pour participer, au sein de la Direction Financière de la Société holding, à la définition, à la mise en place et au contrôle des procédures du groupe.
- pour réaliser des audits, des expertises et des évaluations d'entreprises en France et à l'étranger dans le cadre de ses opérations de diversification.

Formation et expérience : HEC, ESSEC, ESC... ayant 2 à 4 ans d'expérience de cabinet d'audit. Langue anglaise nécessaire.

### chef comptable

- pour seconder le directeur financier et administratif de l'une de ses filiales sur les plans de la gestion, de la comptabilité et de la fiscalité.

Une expérience de plusieurs années dans une fonction similaire au sein d'une entreprise de taille moyenne est requise.

### comptable

- pour assister le chef comptable de l'une de ses filiales dans le domaine de la comptabilité générale.

Expérience de deux ou trois années dans un service de comptabilité générale.

Les candidats intéressés par ces offres sont priés d'adresser curriculum vitae, photo et prétentions à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris, sous référence 32.333.

Société leader dans sa branche recherche son Service Informatique (IBM 370/135 sous DOS/VS) par

### ANALYSTE PROGRAMMEUR

ayant :

- une formation supérieure (IUT) ;
- une expérience de programmation PL/I ;
- connaissances assembleur et/ou DL1 appréciées.

Il est proposé :

- position cadre ;
- d'importantes possibilités de perfectionnement et d'évolution ;
- des avantages sociaux importants.

Adr. C.V. détaillé, prétentions et photo s/réf. 3.071/M à

**ANSWARE**  
101, bd Murat, 75016 PARIS.

Importante Boulangerie Industrielle, leader de sa branche recherche pour banlieue Nord son

### CHEF DE FABRICATION

- Etre âgé 30 ans minimum.
- Expérience approfondie en pâtisserie.
- Qualités de meneur d'hommes allées à un sens aigu des relations humaines.
- Possibilité de déboucher sur un poste de Direction d'usine.
- Poste à pourvoir de suite.
- Rémunération en fonction de la qualification.

Adresser candidature à M. DELARUE, PAIN DUROI, 102, avenue Aristide-Briand, 93150 LE BLANC-MESNIL.

IMPORTANT ORGANISME FORMATION recherche

### PROFESSEURS

de langue (d'origine) ANGLAISE ou ALLEMANDE.

Plein temps ou vacataires.

Envoy. C.V. détaillé et photo à AFORP, serv. du pers. 55, rue Deguingand, 92300 LEVALLOIS.

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER recherche

### INGÉNIEURS-PROGRAMMEURS ANALYSTES-PROGRAMMEURS

pour réaliser des applications bancaires sur IBM 370/145 sous OS/VS2/VS3/VS4

- Formation ENSI, C.N.A.M., I.L.E., Maîtrise.
- 2 à 4 ans de pratique.
- Connaissances COBOL/ANS et Assembleur.
- Connaissances GICS ou traitement des statistiques appréciées.

Adresser C.V., photo et prétentions à n° 8.131, COVAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transmettra.

Nous sommes une importante société de PRODUITS CHIMIQUES. Nous recherchons pour notre établissement situé BANLIEUE EST

### Un PROGRAMMEUR BON NIVEAU

connaissant ASSEMBLEUR et COBOL. Anglais nécessaire.

Nous offrons : bonne rémunération, 13<sup>e</sup> mois, cantine et tous avantages sociaux.

Env. curr. vitae détaillé, photo sous n° 49.020, HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

Service Gestion Logement localisé, REGION PARIS, recherche

### COLLABORATEUR EXPERIMENTÉ

Envoyer C.V. et photo, à n° 129, AL. PUBLI, 16, r. de Provence, Paris-8<sup>e</sup>, qui transmettra.

NOUS SOMMES UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE DE CARACTÈRE INTERNATIONAL et nous recherchons

### POUR NOTRE RESEAU DE VENTES ET SERVICES AUPRES DES PHARMACIENS D'OFFICINES

### UN ATTACHE COMMERCIAL

STATUT V.R.P. EXCLUSIF

POUR LE SECTEUR (9 départements, soit : 18, 58, 89, 10, 21, 52, 56, 57).

Nous offrons :

- Un stage de format. rémun.
- Une formation, perman. assurée.
- Une fixe élevée + primes.
- Le remboursement des frais de route.

Nous recherchons :

- Un vendeur débutant ou confirmé ayant :
- une formation secondaire.
- un domicile sur secteur.
- une voiture.

Adr. C.V. détaillé + photo (ref.) sous réf. 304 à Services Petites Annonces

**OURANOS**  
12 bis, rue Jean-Jaurès, 92010 PUTEAUX qui transmettra.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

Centre Hospitalier de Pontalba 95, recrute

### INFIRMIERS (ÈRES)

psychiatriques pour nouveau service. Trav. de secteur VAD H. et Jour. H. de nuit. Possibilités logement, crèche. Avantages financiers région parisienne. Ecrire Direction ou téléphoner 544-26-10, poste 22 pour renseignements et R.V.

RANK XEROX continue son développement et recherche :

### commerciaux dynamiques et ambitieux

pour diffuser la gamme de ses copieurs-duplicateurs

Vous voulez :

- Travailler dans une équipe jeune,
- Être responsable et gestionnaire de votre secteur de vente tout en bénéficiant d'une assistance technique et d'un appui publicitaire permanent.
- Avoir une rémunération proportionnelle à vos résultats.

Vous devez :

- Être un vendeur qui a fait ses preuves ou un jeune diplômé prêt à les faire.

Nous garantissons :

- Un statut cadre ou assimilé suivant diplômes et/ou expérience.
- Une formation solide (5 semaines de stage rémunérées).
- Un salaire élevé dès le départ (32.800 F de fixe annuel + variable important + frais professionnels + participation aux fruits de l'expansion).
- Des possibilités d'évolution.

Cela vous tente ?

Des postes sont à pourvoir à PARIS et RÉGION PARISIENNE et dans les départements suivants : 13 - 14 - 27 - 33 - 50 - 57 - 59 - 67 - 69 - 76 - 84.

Merci de faire parvenir votre candidature s/réf. V.9 (en précisant l'affectation désirée) au :

**RANK XEROX**  
Service recrutement  
B.P. 63  
93602  
AULNAY s/BOIS Cedex.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et - (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,53
	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,65
"Double insertion"	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,65

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**LE CARBONE LORRAINE**  
PARIS  
recherche

**INGENIEUR D'AFFAIRES GENIE CHIMIQUE**  
expérimenté

NEGOCIATIONS  
A UN NIVEAU ELEVE  
FRANCE ETRANGER

• Etablissement des offres techniques et commerciales  
• Suivi des affaires

anglais allemand  
indispensables

Evolution ultérieure à des fonctions plus importantes  
REF 601

**INGENIEUR DEBUTANT GENIE CHIMIQUE**

• Propositions  
• Calculs de dimensionnement d'appareils  
• Déplacements courts durée France Etranger

anglais allemand  
nécessaires  
REF 602

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à  
Direction des Relations Sociales  
45 rue des Académies Paris 17ème  
Entière discrétion assurée

**SOCIÉTÉ ALLEMANDE MULTINATIONALE**

**DIRECTEUR GÉNÉRAL**  
parfaitement bilingue Français-Allemand

• VOUS SOMMES une multinationale en expansion (15 usines dont 2 en France) leader de sa branche en Europe  
• NOUS DISPOSONS en Allemagne d'un puissant centre de recherche dans des techniques de pointe  
• NOTRE CLIENTÈLE : la grande industrie, particulièrement Sidérurgie, Chimie, Verrerie, Céramique, Petrochimie et Engineering correspondants.

Nous recherchons pour notre filiale France (Paris)  
une personnalité de 1<sup>er</sup> plan Grande École (X, MINES, ...)

Il sera responsable de la gestion, de la rentabilité et du développement de la société française. Il aura l'animation d'une équipe de Directeurs commerciaux et administratifs et le contrôle de 2 unités de production. Il assurera la coordination avec la Direction générale en Allemagne.

Âgé de 40 ans environ, homme d'affaires habitué aux négociations de haut niveau, ayant une démarche pragmatique et des qualités de caractère et d'énergie, il devra avoir une expérience professionnelle confirmée.

Rémunération de l'ordre de 240.000 francs selon carrière

Ecrire avec C.V., prétentions et photo sous référence 2252  
Mlle D. DANGEZ.

**CORT** 65, avenue Kléber, 75116 PARIS

L'un des tout premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux souhaite recruter un

**médecin recherche clinique**

Le médecin que nous engagerons a, de préférence, une expérience des essais cliniques contrôlés et des statistiques, et une expérience hospitalière.

Le profil ? au moins 30 ans, de la rigueur scientifique, de la méthode et un sens aigu des contacts. Enfin, une bonne connaissance de l'anglais.

Sa mission sera d'élaborer, diriger et contrôler un programme de recherches concernant des produits de grande innovation et de haut intérêt thérapeutique, dans la tradition des médicaments de nos laboratoires.

Envoyer votre dossier de candidature avec curriculum vitae, photo à :  
**MERCK SHARP & DOHME**  
Direction des Affaires Sociales  
3, Avenue Hoche - 75008 PARIS.

**THE CHASE MANHATTAN BANK NEW YORK**

recherche des collaborateurs à PARIS  
pour son Département d'

**audit interne**

Ils auront pour mission :

- de contrôler les activités comptables et financières de la banque et de ses filiales,
- de s'assurer de la régularité et de la conformité des procédures aux réglementations locales et internes,
- d'évaluer et de définir toute règle de contrôle.

Ces postes conviennent à des candidats :

- diplômés d'une Ecole Supérieure de Commerce ou de l'Institut Technique de Banque,
- ayant une très bonne connaissance de la langue anglaise,
- possédant, si possible, une première expérience dans l'Audit et/ou la banque.

Des connaissances en informatique de gestion seront appréciées pour l'un des postes.

Quelques déplacements sont à envisager.

Envoyer CV détaillé et niveau de rémunération à J.P. DUBUS, Développement du Personnel, The Chase Manhattan Bank, 41, rue Cambon 75001 PARIS.

**gulton**

Nous recherchons un  
**DIRECTEUR DES VENTES**  
avec une connaissance de l'anglais, qui serait éventuellement susceptible de devenir Gérant d'une S.A.R.L.

Notre gamme de produits est grande et variée mais à ce jour la distribution en France se limite aux régulateurs électroniques de température - West - et aux enregistreurs miniatures - Rustak -. Le candidat choisi prendra, après une période de formation, la responsabilité des affaires Gulton en France.

Gulton, une Société Américaine ayant un chiffre d'affaires d'environ 5 100 millions est en pleine expansion en Europe.

C'est une opportunité pour un candidat de valeur, âgé de 30 ans environ, permettant un développement de carrière lié à la croissance de la Société.

Les entretiens auront lieu à Paris.  
Envoyer prétentions et C.V. à M. R. Prater, 14 rue Cavé, 92300, Levallois-Perret.

**TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ SECTEUR MÉTALLURGIQUE**  
recherche un

**INGENIEUR DE LA SECURITE DU TRAVAIL**

Homme 35 ans minimum.  
Expérience de la fonction au moins 5 ans.  
Connaissances indispensables en :

- électromécanique
- technologie des machines
- emboutissage
- distribution des fluides
- législation du travail
- établissements classés
- sécurité incendie.

Il sera chargé de promouvoir à tous les niveaux et à l'extérieur en mettant en œuvre tous les moyens nécessaires (assistance technique, animation, sensibilisation, information).

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions s/réf. 1689 à P. LICHOU S.A., 10 rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

**BRITISH LEYLAND**  
Premier Constructeur Automobiles Britannique recherche pour sa filiale française

**RESPONSABLE RECRUTEMENT - FORMATION**

IL AURA POUR MISSION :

- le recrutement et la sélection du personnel : ouvriers, employés et maîtrise.
- L'élaboration de la politique de formation et sa mise en œuvre.
- Le suivi des carrières.

CE POSTE NECESSITE :

- Une bonne connaissance de la législation sociale, une expérience de plusieurs années dans le domaine de la pédagogie des adultes, une excellente pratique de l'ANGLAIS.

La formation requise est du niveau Maitrise ou Licence : Psychologie, Sciences Humaines, Droit.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à  
**BRITISH LEYLAND FRANCE S.P.A.**  
5101 ARGENTEUIL.

**GENERAL MOTORS FRANCE**  
recherche pour son service informatique

**analystes-programmeurs**  
DUT en informatique ou équivalent

**programmeur confirmé**

Pour ces postes, minimum requis de 2 ans d'expérience spécialisée en gestion production et achat, gestion financière.

Langage Cobol et PL1 IBM 370/138.

Anglais indispensable.  
Déplacements courts mais fréquents.

Adresser C.V. et prétentions Service Personnel  
YM 5 Bld Gallieni 92231 GENNEVILLIERS

**TRES IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS (C.A. 1 Milliard)**  
recherche

Dans le cadre de son Activité Après-Vente

**JEUNES INGENIEURS (travaux publics - mines)**

• Poste de Responsabilité après période de Formation  
• Connaissance de l'anglais indispensable  
• Très importantes perspectives de développement

Adresser C.V. et photo sous réf. No 2111 à  
SPERAR 12 Rue Jean-Jaures 92807 - PUTEAUX - qui transmettra

**auditeur junior**

Intégré à l'équipe d'auditeurs existante :

- il contrôlera les sociétés comptables, financières et opérationnelles dans nos sociétés Secteur Grand Public,
- il proposera les actions correctives nécessaires.

Le poste conviendrait à un candidat :

- âgé d'au moins 25 ans,
- de formation supérieure (HEC, ESC, niveau Expertise Comptable...),
- avec une première expérience en Cabinet d'Audit International,
- pratiquant l'anglais.

L'aptitude au contact humain à tous niveaux et le sens de l'organisation sont indispensables.

Lieu de travail : Paris Est avec déplacements de courte durée en France.

**ITT Océanic**

Ecrire avec C.V. et photo à Mme LE BAY, Service du Personnel, 97, avenue de Verdun 93250 Romainville.

**L'ASSURANCE QUALITE UN DOMAINE NEUF POUR DES INGENIEURS GRANDES ECOLES**

Vous débutez ou vous justifiez déjà d'une activité professionnelle acquise soit en bureau d'études soit en fabrication.

Vous recherchez un poste évolutif vous permettant de valoriser vos connaissances.

Société d'engineering et de constructions nucléaires, nous vous proposons d'entrer au sein de nos services assurance qualité.

Nous vous chargerons du suivi de fabrication de nos produits, des études de conformité, de l'analyse des documents techniques et de l'évaluation des niveaux de qualité.

Ecrire à No 57.066 - Contasse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Dans le cadre de son expansion  
d'un groupe de presse économique et politique recherche

**CHEF DE PUBLICITÉ**  
expérimenté dans

**VENTE ESPACE**

Fixe + commission + frais - Statut V.P. cadre.  
Possibilités de promotion pour élément dynamique.  
Plusieurs secteurs géographiques à pourvoir en FRANCE ET A L'ETRANGER

Ecrire lettre manuscrite C.V. détaillé et photo à  
n° 7 031.028 M - REGIE PRESSE  
85 bis, rue Réaumur 75002 Paris.

**GROUPE DE SOCIÉTÉS INTERNATIONALES** offre à

**PARIS (8<sup>e</sup>)**  
situation de réel avenir à

**JEUNE INGENIEUR**  
mécanicien ou électronicien exclusivement

- Diplôme Grandes Ecoles.
- Désirant acquérir formation complète BREVET.
- langue anglaise indispensable.

Adresser curriculum vitae manuscrit détaillé à  
**B.E.O.** 3, rue de Téhéran, 75008 PARIS.

Important groupe professionnel d'Assurances recherche à PARIS

**ingénieurs grandes écoles**  
(X, Centrale, Mines, Télécom ...)

**chefs de projet**

- justifiant de solides connaissances en INFORMATIQUE DE GESTION, (4 ans d'expérience minimum).
- destinés à l'encadrement de projets importants nécessitant l'emploi des techniques de BASES DE DONNÉES et de TELE-TRAITEMENT.

Adresser dossier de candidature, avec lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. 11.507, à HAVAS CONTACT, 156 bd Haussmann 75008 Paris, qui tr.

**INGENIEURS-SYSTEME**

Nous sommes une Société de Génie Informatique en progression rapide, nos partenaires sont parmi les plus importantes Entreprises. Notre force réside dans la qualité de notre équipe.

Nous offrons à nos collaborateurs un travail de réalisations sur de nouveaux systèmes et de nouvelles méthodes de rentabilisation des Centres Informatique.

Une formation supérieure (I.D.N., SUPLEC, Maîtrise d'Informatique) est nécessaire, ainsi qu'une expérience d'un ou deux ans, si possible. Cependant, nous prendrons en considération des candidatures de débutants.

Nous recherchons un Ingénieur IBM 370 système OS VS, et un Ingénieur CIT - IIB série 6000 ou 68, connaissances IDS - TSS - GECOS.

Si ces postes, offrant de réelles perspectives d'avenir, vous intéressent adressez votre lettre de candidature manuscrite accompagnée de votre C.V., photo, prétentions à

**PUBLIVAL** n° 1153, 70, rue du Point-du-Jour, 92100 Boulogne, qui transmet.

صكنا من الامل



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Placards encadrés 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
Placards encadrés	34,00	39,70
Double insertion	36,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**tubest**

CA 1975 : 50 millions F.  
Filiale de la Cie GENERALE des VOITURES  
Fabricant de tuyaux métalliques flexibles  
pour l'INDUSTRIE et le BATIMENT.

recherche  
pour lui confier une mission de  
**Marketing Industriel**  
un  
**Jeune Ingénieur**

intéressé par une  
**CARRIERE COMMERCIALE**  
et ayant complété sa formation dans le  
domaine du Marketing.  
Directement rattaché au Directeur Commercial  
et du Marketing, il sera essentiellement  
chargé d'animer la recherche de produits  
nouveaux, à l'intérieur et à l'extérieur de  
l'entreprise. Il participera aussi à la gestion  
des produits existants.  
Une première expérience du Marketing ou  
de la Vente de produits industriels est  
vivement souhaitée.

Les dossiers de candidatures  
— sous réf. M.1247 à préciser sur l'enveloppe —  
seront traités confidentiellement par  
**DEVELOPPEMENT**  
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE  
DE PRODUITS FRAIS**  
recherche

**CADRE COMMERCIAL  
DE VENTE**

adjoint au directeur commercial

- formation supérieure ;
- expérience même brève de la vente grande consommation ;
- 25 ans minimum ;
- fixe + primes permettant rémunération annuelle de 60.000 francs ;
- résidence Paris ;
- disponible rapidement.

Ecrire avec cur. vitae, photo sous le n° 1992 à :  
« Le Monde » P. 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9<sup>e</sup>.

**AMPEX**

Leader mondial de l'enregistrement magnétique  
21 rue du Dôme 92100 Boulogne

offre à  
**INGÉNIEUR ELECTRONICIEEN**  
Débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience  
technique hardware digital, dynamique, ambi-  
tieux, responsable, connaissant l'anglais, la  
fonction :

**ingénieur  
technico Ccial**

Adresser C.V. photo et prétentions.

Société de Vente de Biens d'Équipement  
Jeune dans sa spécialité  
recherche pour sa DIVISION  
Machines-Outils, Outillage et Métrologie :

**PLUSIEURS  
CHEFS de PRODUITS**

- Jeune et dynamique ;
- Aiment le dialogue et la technique ;
- Animé de la rage de convaincre.

**FONCTION :**

- Responsable d'un chiffre d'affaires, il partici-  
pera à la stratégie commerciale et promotion-  
nelle.
- Homme de marketing opérationnel il apportera  
son appui à la force de vente.
- Anglaise souhaitée.
- Déplacements fréquents.

Ecrire avec C.V. sous le n° 86.789 à CONTEXTE  
Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui trans.

**DU PONT**

Votre langage informatique est le Cobol.  
Vous connaissez notre matériel : 2 IBM 370/135 dans  
un réseau européen de Télétraitement.  
Vous êtes

**ANALYSTE  
PROGRAMMEUR**

DU PONT DE NEMOURS vous propose un contrat  
temporaire de 6 mois éventuellement renouvelable,  
dans son service Traitement de l'Information.

À l'âge de 25 ans minimum, vous avez une formation de  
type IUT Informatique ou une maîtrise de gestion  
informatique complétée par une première expérience  
professionnelle.

Ce poste offre à un jeune candidat la possibilité  
d'acquies un "know-how" dans les applications  
informatiques de gestion.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.  
Lieu de travail : proximité Gare Saint-Lazare.

Adresser votre cv. sous référence 315, à DU PONT DE  
NEMOURS (FRANCE) S.A. Service du Personnel,  
1, rue de Vienne, 75005 PARIS.

**ingénieur  
commercial**

Une Société Hollandaise Internationale qui déploie  
ses activités dans le domaine des pipe-lines, recher-  
che son délégué commercial sur le marché français.  
Rattaché au marketing manager européen, il aura à  
développer la clientèle existante par son action de  
prospection et relations publiques et à suivre la  
réalisation des contrats auprès des usines du  
groupe.

Ce poste requiert une formation supérieure techni-  
que ou commerciale complétée par quatre à six ans  
d'expérience au sein d'un groupe métallurgique ou  
pétrolier.

La connaissance des problèmes de corrosion serait  
un atout. Anglais courant indispensable.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération  
actuelle sous la référence 61024/M (à mentionner  
sur l'enveloppe) à M. Perche, responsable branche  
industrielle.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

Banque affiliée à Groupe International  
recherche pour son Siège à Paris :

**cadre de banque**

Pour occuper un poste d'exploitation au sein  
d'une équipe de direction.

Ce poste exige :

- une expérience de plusieurs années dans un  
poste équivalent ;
- une connaissance approfondie des différents  
services ;
- une parfaite maîtrise des crédits ;
- une bonne aptitude aux contacts humains.

Adresser C.V. détaillé et prétentions  
sous n° 86202 S à :  
BLEU Publicité - 17, rue Labri  
94300 Vincennes, qui transmettra.

**INSTITUT NATIONAL  
DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE**  
cherche

**JURISTE**

- Age minimum 28 ans.
- Licence ou DES.
- Expérience professionnelle 2/3 ans min. souh.
- Connaissance Propriété Industrielle indispensa-  
ble et langue anglaise au moins lue.

Ne pas se présenter.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à  
**I.N.P.I.** 15000 PARIS CEDEX 88.

**INGENIEUR RESPONSABLE  
DU GENIE CIVIL**

Importante Société d'ingénierie et de  
construction d'ensembles industriels, leader  
sur notre marché.

Au sein de notre service Installation  
Générale, nous recherchons un ingénieur  
justifiant d'au moins cinq années d'expé-  
rience dans le pilotage des études d'exé-  
cution sur de gros ouvrages d'art ou  
industriels.

Il sera chargé de la liaison entre les équipes  
d'ingénierie générale, le B.E. d'installation  
générale et les B.E. d'exécution du génie  
civil.

Cette fonction demande une connaissance  
de la langue anglaise.

Ecrire à No 86.719 Contesse Publicité  
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, q.1r.

Toutes les candidatures seront examinées  
avec la plus grande confidentialité et il  
y sera répondu rapidement.

**THE FIRST NATIONAL  
BANK OF BOSTON**  
recherche

**ATTACHE DE DIRECTION**  
plus particulièrement chargé des relations avec  
la clientèle.

Le candidat devra avoir :

- une formation supérieure complétée si possible  
par un M.B.A.
- 2 à 3 ans d'expérience bancaire minimum
- la connaissance des mécanismes de crédit
- le goût des contacts commerciaux
- la connaissance de l'anglais est indispensable.

Le niveau de rémunération sera fonction  
des compétences.

Envoyez C.V. et prétentions sous réf. B 202 à :  
INFRAPLAN CARRIÈRES, Tour de Lyon, 185, rue de Bercy  
75012 Paris qui traitera les candidatures.

**CENTRE INFORMATIQUE Sud de Paris**  
recherche

**CHEFS DE PROJETS  
confirmés**

**PROGRAMMEURS-ANALYSTES  
confirmés**

- Formation supérieure appréciée.
- Expérience approfondie de la programmation :
- matériel : I.B.M. 370/125 ;
- logiciels : DOS/RTS, POWER ;
- langages : COBOL, A.N.S. et/ou ASSEMBLEUR  
370 ;
- méthodes : WARNIER, CORIG, COBOL struc-  
turé.
- Capacité de conception et de direction de pro-  
jets P.M.E. ;
- Qualités d'ordre et de méthode, aptitude aux  
relations humaines ;
- Connaissances : comptabilité, paie, facturation,  
gestion des stocks ;
- Débroussailler débroussailler.

Env. C.V. et prêt. sous réf. 2.028/W à A.M.P., 40, rue  
Olivier-de-Serres, 75013 PARIS, qui transmettra.

**URGENT rech.**

**INGÉNIEUR COMMERCIAL**  
Formation technique supérieure  
électro-mécanique  
ou ingénieur maison.

- 30 ans minimum
- Connaissances chaîne  
de production ;
- Rigueur des contacts  
commerciaux haut niveau ;
- Salaire : 40.000 F. + intéres.
- C.A. Remb. frais éventuels.

Envoyer C.V. à A.P.D.C.,  
8, r. F.-de-Lesepès, 75020 Paris.

**GENERAL FOODS FRANCE**  
recherche

**Chef Produit  
Junior**

- Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole  
(HEC, ESSEC, E.S.C.P., MBA.)
- Vous avez acquis une expérience d'environ  
2 ans comme Assistant sur des produits de  
grande consommation
- et vous parlez couramment Anglais

Ecrivez nous en nous donnant de bonnes  
raisons pour avoir envie de vous rencontrer.  
Vous trouverez de votre côté d'excellentes  
raisons de nous rejoindre.

Ph. VAZ — G.F.F.  
B.P. 309  
92506 RUEIL MALMAISON  
traitera votre réponse

**IMPORTANT GROUPE PAPETER diversifié**  
recherche

**CHARGÉ D'ÉTUDES  
MARKETING**

R.E.C. ESSEC ou équivalent, 30 ans minimum,  
4 à 5 ans d'expérience commerciale dans une  
DOUBLE DIRECTION :

- Activité commerciale opérationnelle ;
- Marketing.

Attaché à la D.G., il coordonnera et réalisera des  
études à court et moyen terme tant pour la D.G.  
que les différents départements d'activité.

Ce poste faisant appel à une forte capacité  
d'initiative, au goût du concret et à une bonne  
aptitude à la relation à tout niveau,  
peut déboucher sur une  
INTERESSANTE ÉVOLUTION DE CARRIERE  
pour un jeune cadre commercial de valeur.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 2235 à  
65, avenue Kléber,  
PARIS (16<sup>e</sup>).  
Discretion assurée

**IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES**  
recherche

**2 Ingénieurs Génie Civil  
spécialistes tracés**  
(autoroutes ou voies ferrées)

Ces postes sont à pourvoir à Paris, mais impliquent  
des déplacements à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à CONTEXTE  
Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75000 PARIS  
CEDEX 01, qui transmettra, sous la réf. 86.844.

**MERCEDES BENZ  
FRANCE**  
Siège social (près ÉTOILE)

recherche

**COLLABORATEUR  
PROMOTION  
DES VENTES**

Cette personne participera  
aux :

- opérations promotionnelles,
- lancement nouveaux produits,
- salons régionaux.

Age d'environ 25 ans.

Formation : Commerciale  
supérieure,  
— même débutant.

Ad. C.V. photo et prêt. à  
MERCEDES BENZ France  
Direction des Relations  
Humaines, B.P. 48-17  
75000 - PARIS CEDEX 17

**GENERAL FOODS FRANCE**  
recherche

**Chef Produit  
Junior**

- Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole  
(HEC, ESSEC, E.S.C.P., MBA.)
- Vous avez acquis une expérience d'environ  
2 ans comme Assistant sur des produits de  
grande consommation
- et vous parlez couramment Anglais

Ecrivez nous en nous donnant de bonnes  
raisons pour avoir envie de vous rencontrer.  
Vous trouverez de votre côté d'excellentes  
raisons de nous rejoindre.

Ph. VAZ — G.F.F.  
B.P. 309  
92506 RUEIL MALMAISON  
traitera votre réponse

Formation gratuite et rémunérée  
**DE TECHNICIENS (NES)  
EN ORGANISATION ET GESTION  
D'ENTREPRISE**

IFOCOP Institut de formation commerciale  
Permanente  
recrute ses nouvelles promotions

Conditions d'admission :

- Être âgé de 21 ans minimum, dégage  
O.M., niveau bac.
- Expérience professionnelle min. 1 an.

Lieu et date de stage : MEAUX et CERGY  
PONTOISE, Janvier 77.

Études rémunérées, durée de la formation  
40 semaines.

Renseignements et inscriptions à IFOCOP  
603, rue du Caducée, 94154 Rungis cedex  
Tél. : 687-24.05

**BATIMENT - T.P.**

**JEUNE INGÉNIEUR E.T.P.-A.M.**

La qualité de notre organisation, notre souci d'évo-  
lution nous ont permis de devenir une entreprise  
de taille nationale : C.A. de 400 millions de francs.  
Pour vous ces éléments garantissent une formation  
complète et l'ouverture vers des responsabilités  
étendues.

Nous souhaitons entrer en contact avec vous pour  
mieux nous faire connaître et étudier votre candi-  
dature à une fonction études ou travaux.

Envoyez C.V. à Rouet JD/133, HAVAS, 136, avenue  
Charles-de-Gaulle, 92523 Neuilly-sur-Seine, qui tr.

**ORGANISME SOC. NATIONAL**  
recherche

**CHEF DE SERVICE**  
chargé d'assurer le suivi  
des négociations  
avec les professions de santé  
et l'étude des quest. tarifées.  
Formation juridique souhaitée.  
Salaire annuel : 55.000 F.  
Adresser C.V. sous réf. 3.463  
L.T.P. 31, bd de Bonne-Nouvelle  
75002 PARIS

Importante Sté PARIS  
nous confie la recherche  
et la sélection de :

**4 PROGRAMMEURS**  
d'APPLICATION  
1 an expérience COBOL, L.U.T.  
ou équivalent.

Ils participeront au développem.  
d'applications de gestion au sein  
d'une équipe utilisant la méthode  
d'analyse PROTEE.

- Formation théorique et pra-  
tique assurée.
- Possibilité de poursuivre début dé-  
cembre.

Env. C.V. et prêt. sous réf. P. 11  
à CONTEXTE  
ORDIS EN RECRUTEMENT  
15, rue Auber, PARIS-9<sup>e</sup>

**Air Équipement**  
16, r. Basly, 92041 ASNIERES

recherche :

**ASSISTANTE  
SOCIALE  
DIPLOMÉE**  
possède à mi-temps.

Ecrire avec C.V. et prêt.  
ou se présenter  
Service du Personnel

**INTE STE DE TELECOMMU-  
NICATIONS, PARIS 19, rech.**

**2 A.T. B.T.S.**  
ELECTRONIC ou AUTOMAT.  
NIVEAU  
B.T.S.

**FORMATION ELECTRONIQUE**  
Dans le but de participer à  
l'installation et à la mainte-  
nance de systèmes électroniques  
à programmes  
électroniques à programme  
enregistré de grande capacité.  
Ecr. av. C.V. et prêt. à G.L.P.  
B.P. 301, PARIS 19<sup>e</sup>

**SOCIÉTÉ CONSEIL ETUDE  
ECONOMIQUE DE MARCHÉ**  
recherche

**JEUNES CHARGÉS D'ÉTUDES**  
INGÉNIEURS ou ÉQUIVALENT  
POUR  
LE BATIMENT

Ecr. C.V. + photo + prêt. à  
ETUDE INTERNATIONALE  
16-18, r. de Voulliet, 75017 Paris

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 10	La ligne 11
"Places encadrées" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne encadrée)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne 10	La ligne 11
"Places encadrées"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Places encadrées"	40,00	46,70
L'AGENCE DU MONDE	28,00	32,88

REPRODUCTION INTERDITE

## offres d'emploi

**Sous-chef comptable H. ou F.**  
minimum 30 ans.  
Libre de suite ou 15 jours.  
Ecr. av. C.V. et photo n° 11.177.  
EMPL. S. ENTREPRISE, 10, rue Vauvenargues, 75002 PARIS.

**Société entière et aménagement immobilier**  
recherche pour son service peinture

**METREUR**  
confirmé pour direction bureau d'études. Bon salaire, avantages sociaux. — Ecrire avec C.V. et photo sous n° 85.449 à A. BLEU PUBLICITE, 17, rue Lebel, 93300 VINCENNES, n. ir.

**UN INGENIEUR**  
FORMATION ELECTRONIQUE dans le but de participer à l'installation et à la maintenance de systèmes électroniques. Ecrire avec C.V. et photo n° 85.449 à A. BLEU PUBLICITE, 17, rue Lebel, 93300 VINCENNES, n. ir.

**UN INGENIEUR**  
FORMATION ELECTRONIQUE dans le but de participer à l'installation et à la maintenance de systèmes électroniques. Ecrire avec C.V. et photo n° 85.449 à A. BLEU PUBLICITE, 17, rue Lebel, 93300 VINCENNES, n. ir.

**MANIPULATIONS (TRICES)**  
D.E. Possibilité de travail en région parisienne. Ecrire Directeur ou téléphonez au poste 321, pour renseignements et rendez-vous.

**Cie d'ASSURANCES**  
recherche

**REDACTEUR ou TRICE**  
sinistres, maladies

Se prés. : 42, rue de Richelieu, PARIS-2.

**SIE TESDATA S.A.**  
Filiale française d'une société multinationale. Recherche dans le domaine de la programmation et de l'installation de la provision des performances. Recherche pour PARIS.

**INGENIEURS COMMERCIAUX**  
25 ans minimum.  
Formation supérieure, anglais courant.  
Expérience réussie de vente de produits informatiques de grands Centres de Calcul.

**OFFRE**  
— Salaire motivant : fixe + prime sur objectifs.  
— Formation.  
— Perspectives d'avenir pour vendeur de premier plan.

Envoyer C.V. + photo + lettre manuscrite à Francis CASTAGNEDE, Directeur de TESDATA S.A., 48, rue de Valenciennes, 75012 PARIS. 57-75-44.

**UN CADRE CHARGÉ (F) D'OPERATIONS**  
— Compétences requises des procédures, des techniques et des financements des opérations (Renouvellement urbain et zones industrielles).  
— Expérience solide en matière opérationnelle demandée.  
— Capacité à assurer d'excellents contacts avec les collectivités locales.  
— Perspectives de carrière.

Adresse candidature au C.V. Ecr. n° 7.996 à LE MONDE + Pub. 5, rue des Italiens, 75247 PARIS (9).

**COMPTABLE HOMME**  
Libre de suite si possible pour LAGNY 77400

— Travail sur Olivetti Audit 5.  
— Compétence en facturation.  
— Déclarations sociales et fiscales périodiques.

Ecrire avec C.V., M. SAUTOT, 43, av. Clemenceau, 77100 Meaux. Téléphone : 424-40-32

**EDITEUR LIVRES D'ENFANTS**  
recherche

**CHEF DE PUBLICITE**  
— pour assurer gestion, budget, publi-promo, P.L.V., expérience agence et édition souhaitées.  
— sens créatif, esprit concret, sachant rédiger.

Adr. C.V. + photo + prétentions à REGIE-PRESSE n° 531.782 M 85 bis, rue Réaumur PARIS-2.

**COMPTABLE HOMME**  
Libre de suite si possible pour LAGNY 77400

— Travail sur Olivetti Audit 5.  
— Compétence en facturation.  
— Déclarations sociales et fiscales périodiques.

Ecrire avec C.V., M. SAUTOT, 43, av. Clemenceau, 77100 Meaux. Téléphone : 424-40-32

**EDITEUR LIVRES D'ENFANTS**  
recherche

**CHEF DE PUBLICITE**  
— pour assurer gestion, budget, publi-promo, P.L.V., expérience agence et édition souhaitées.  
— sens créatif, esprit concret, sachant rédiger.

Adr. C.V. + photo + prétentions à REGIE-PRESSE n° 531.782 M 85 bis, rue Réaumur PARIS-2.

**COMPTABLE HOMME**  
Libre de suite si possible pour LAGNY 77400

— Travail sur Olivetti Audit 5.  
— Compétence en facturation.  
— Déclarations sociales et fiscales périodiques.

Ecrire avec C.V., M. SAUTOT, 43, av. Clemenceau, 77100 Meaux. Téléphone : 424-40-32

**EDITEUR LIVRES D'ENFANTS**  
recherche

**CHEF DE PUBLICITE**  
— pour assurer gestion, budget, publi-promo, P.L.V., expérience agence et édition souhaitées.  
— sens créatif, esprit concret, sachant rédiger.

Adr. C.V. + photo + prétentions à REGIE-PRESSE n° 531.782 M 85 bis, rue Réaumur PARIS-2.

**COMPTABLE HOMME**  
Libre de suite si possible pour LAGNY 77400

— Travail sur Olivetti Audit 5.  
— Compétence en facturation.  
— Déclarations sociales et fiscales périodiques.

Ecrire avec C.V., M. SAUTOT, 43, av. Clemenceau, 77100 Meaux. Téléphone : 424-40-32

**EDITEUR LIVRES D'ENFANTS**  
recherche

**CHEF DE PUBLICITE**  
— pour assurer gestion, budget, publi-promo, P.L.V., expérience agence et édition souhaitées.  
— sens créatif, esprit concret, sachant rédiger.

Adr. C.V. + photo + prétentions à REGIE-PRESSE n° 531.782 M 85 bis, rue Réaumur PARIS-2.

**COMPTABLE HOMME**  
Libre de suite si possible pour LAGNY 77400

— Travail sur Olivetti Audit 5.  
— Compétence en facturation.  
— Déclarations sociales et fiscales périodiques.

## représentation offres

**NOTRE ENPREPRISE POSSEDE :**

• DES STRUCTURES D'ACCUEIL AYANT FAIT LEURS PREUVES

• UN PRODUIT AU DELA DE TOUTE CONCURRENCE

• UNE CLIENTELE ATTACHANTE

• UN MARCHÉ TRES OUVERT

**NOTRE ENTREPRISE A BESOIN DE COMPETENCES NOUVELLES !**

**VOUS AUREZ :**

• LES AVANTAGES DU STATUT V.R.P.

• UNE REMUNERATION DE HAUT NIVEAU

• UN MINIMUM GARANTI CONTRACTUEL (3.000F)

• L'EXCLUSIVITE D'UN SECTEUR ET DES PRODUITS

• UNE FORMATION COMMERCIALE INTERNE

VOUS AVEZ LU CETTE ANNONCE. VOUS DESIREZ DES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES SUR NOS POSTES (TOUTES RÉGIONS).

**D'ATTACHES COMMERCIAUX**  
"SOUSVEZ AVEC UN UNIVAS" (n° 3002)  
2, rue de Sèze - 75009 PARIS qui transmettra.

ETABL. BENOITEAU ANTONY  
8120 LA CHATELAINIERE.  
Import. de produits de meubles.  
Import. de produits de meubles.  
Import. de produits de meubles.

**JEUNE REPRESENTANT**  
MONOCARTE EXPERIMENTE  
pour développer clientèle région Nord-Est et Rhône-Alpes.  
Résidence déléguée dans le secteur. Fixe + commissions + remboursement frais rejets.  
Rapporter manuscrite avec C.V. et photo.

**HOWMEDICA**  
Fabricant Matériel Chirurgical Orthopédie et Traumatologie recherche

**2 PROMOTEURS**  
1. Pour secteur : 78 - 91 - 28 - 27 - 76 - Base Ouest PARIS 15  
2. Pour secteur : 55 - 57 - 54 - 53 - 52 - 51 - 50 - 49 - 48 - 47 - 46 - 45 - 44 - 43 - 42 - 41 - 40 - 39 - 38 - 37 - 36 - 35 - 34 - 33 - 32 - 31 - 30 - 29 - 28 - 27 - 26 - 25 - 24 - 23 - 22 - 21 - 20 - 19 - 18 - 17 - 16 - 15 - 14 - 13 - 12 - 11 - 10 - 9 - 8 - 7 - 6 - 5 - 4 - 3 - 2 - 1 - 0

**URGENT recherche**  
INGENIEUR RECHERCHE (composants électroniques).  
Se présenter NOVEA, 1, rue Edgar-Poe (19)  
de Fontenay 15, recrute 245

**INFIRMIERES D.E.**  
jour et nuit.

**AIDES-SOIGNANTES**  
diplômées pour. Possibilité de logement. Avantages financiers. Régime d'indemnité.

Ecrire Direction au 148 rue de Valenciennes au 44-92-10, poste 323 pour renseignements et rendez-vous.

**DIAMI S.A. recherche**  
INGENIEUR ou SIMILAIRE  
Connaissances : chaudronnerie mécanique. Pour études et suivi fabrication, établissement de prix de revient.

Adresseur C.V. + photo + prétentions à REGIE-PRESSE n° 531.782 M 85 bis, rue Réaumur PARIS-2.

**LABORATOIRE C.N.R.S.**  
banlieue sud recherche  
une COLLABORATRICE

diplômée exigée BAC ou BSEC.  
Adr. C.V. + photo + prétentions à REGIE-PRESSE n° 531.782 M 85 bis, rue Réaumur PARIS-2.

**SEDAP recherche**  
DEPARTEMENT GROS SYSTEME

**INGENIEUR**  
CHEF DE PROJET

DEPARTEMENT MINI SYSTEME

**PROGRAMMEUR**  
IBM 32

Téléphone : 34-12-35  
10, rue de Valenciennes, 75012 PARIS (12)

**ASSOCIATION recherche**

**DIRECTEURS**

**COLONIES DE VACANCES**  
sérieux et compétent. Rétro. exigées. Vac. de Pâques : zone PARIS ou littoral et ad. Téléph. C.J.H. : 973-41-41.

Centre profess. rech. de suite instituteur ayant bac ou CAP. Avoir déjà une solide exp. Logement et cant. assur. Env. l'let. manuscrite : C.P.P. B.P. 15, 9259 VILLEPREUX.

**SOCIETE DE PRESTIGE**  
QUARTIER TROCHERO rech.

**HOTELIER**  
habitué de l'hôtellerie, possédant physique agréable, bonne éducation, rapide, capable d'initiales. Ecr. av. C.V. + photo + prét. à M. MULLER, 10, rue Scherzer, 75016 PARIS, qui transmettra.

**BIJOUTIERIE 14** recherche  
VENDEUSE MI-Temps,  
mme débutante.  
Téléph. 32-44-74.

## demandes d'emploi

**CADRE BANCAIRE**  
40 ANS - CLASSE VI  
Responsable section inspection recherche

**DIRECTION D'AGENCE**  
libre immédiatement

Ecrire sous le n° 7.589 à LE MONDE + Publicité, 5, rue des Italiens, 75247 PARIS (9).

**JOURNALISTE**  
ECONOMIQUE ET SOCIAL  
Très introduit par 10 ans d'expérience en hebdomadaire (grandes enquêtes, interview, reporting), 31 ans - Formation supérieure.

Etude toute forme de collaboration.  
Ecrire n° 461 M - REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2), qui transmettra.

**DIRECTEUR ESPAGNE**  
Formation Ing. Electronicien, universitaire, 37 ans, trilingue français, anglais, espagnol, nationalité espagnole. Etudes et activités professionnelles en Suisse francophone (15 ans).

**CADRE SUPERIEUR AVEC EXPERIENCE DANS :**  
développement, production, vente, service après-vente, offres, sous-traitance, négociations techniques-commerciales à haut niveau européen.

**DOMAINES D'ACTIVITE :**  
électronique spatiale, timing, systèmes industriels de télécommande, automatismes, informatique, audio-visuel.

Disponible à Madrid dès 1977.  
ACCEPTERAIIS DIRECTION DE FILIALE EN ESPAGNE.

Ecrire pour contact à n° 531.430, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2), qui transmettra.

**secrétaires**  
Secrétaire de direction

ORGANISME SYNDICAL PATRONAL, recherche Secrétaire de direction expérimenté. Envoyer C.V. détaillé à B.P. de MAZET, 104-75002 PARIS Cedex 02 (service 117), qui transmettra.

**Secrétaires**  
S.A.F.T. recherche pour son Etablissement de ROMANVILLE

**SECRÉTAIRE STENOGRAPHE BILINGUE**  
FRANÇAIS-ANGLAIS  
Nécessaire allemand souhaitée.

Prendre rendez-vous en téléphonant à 323-93-01, poste 37.

**POUR VOS PROMOTIONS ET CONTACTS AU MAROC**  
Ex-Officier marocain du Service Matériel résident France cherche à l'inst. pour 3 ans en Afrique. Paris, possédant expérience commerciale et sens du contact, bien introduit, haut niveau affaires financières marocaines.

Ecrire n° 3.788, à LE MONDE + Publicité, 5, rue des Italiens, 75247 PARIS (9).

**CADRE DE BANQUE CLASSE V 35 ans**  
Responsable de la gestion et du développement d'un portefeuille d'entreprises industrielles et commerciales.

Bac - BP Banque - ITB.  
Expérience bancaire 5 ans. Agence et Siège départementaux avec portefeuille et clientèle. Recherche poste Paris ou Province assorti de réelles perspectives d'avenir.

Ecrire n° 3.788, à LE MONDE + Publicité, 5, rue des Italiens, 75247 PARIS (9).

**POUR VOS PROMOTIONS ET CONTACTS AU MAROC**  
Ex-Officier marocain du Service Matériel résident France cherche à l'inst. pour 3 ans en Afrique. Paris, possédant expérience commerciale et sens du contact, bien introduit, haut niveau affaires financières marocaines.

Ecrire n° 3.788, à LE MONDE + Publicité, 5, rue des Italiens, 75247 PARIS (9).

**UNE SECRÉTAIRE BILINGUE**  
3 ANS D'EXPERIENCE MIN.

Apte à seconder efficacement le Directeur EXPORTATION. Célérité, esprit dynamique, recherche une personne adaptable, ayant un potentiel suffisant pour assumer des responsabilités variées.

Env. C.V. et photo à n° 597, Publicité, 15, rue Tailboul, PARIS (9) qui transmettra.

**capitaux ou propositions com.**  
Dirigeant fondateur d'une société de services industriels, spécialisé dans la participation au rachat, entreprise expérimentée en services de base technique avec clientèle stable. Ecr. 597, 15, rue Tailboul, PARIS (9) qui transmettra.

**ST ADER**  
A. 4.000.000 de francs.  
8, boulevard de Strasbourg, 75010 PARIS, qui transmettra.

**cours et leçons**  
Anc. enseignant univers. brillant, assist. Sorbonne, don. cours particuliers. Convers. gram. litt. angl. 2e niv. voir petits groupes. Mollat, 49, bd Port-Royal (13).

Mettez au point votre ANGLAIS solutions personnalisées, cours particuliers ou petits groupes. Horaires souples. Professeur de langue maternelle. T. 500-15-53

**autos-vente**  
MERCEDES-BENZ  
3 100 cc, 1200 cc, 1500 cc, 1800 cc, 2000 cc, 2300 cc, 2500 cc, 2800 cc, 3000 cc, 3500 cc, 4000 cc, 4500 cc, 5000 cc, 5500 cc, 6000 cc, 6500 cc, 7000 cc, 7500 cc, 8000 cc, 8500 cc, 9000 cc, 9500 cc, 10000 cc, 10500 cc, 11000 cc, 11500 cc, 12000 cc, 12500 cc, 13000 cc, 13500 cc, 14000 cc, 14500 cc, 15000 cc, 15500 cc, 16000 cc, 16500 cc, 17000 cc, 17500 cc, 18000 cc, 18500 cc, 19000 cc, 19500 cc, 20000 cc, 20500 cc, 21000 cc, 21500 cc, 22000 cc, 22500 cc, 23000 cc, 23500 cc, 24000 cc, 24500 cc, 25000 cc, 25500 cc, 26000 cc, 26500 cc, 27000 cc, 27500 cc, 28000 cc, 28500 cc, 29000 cc, 29500 cc, 30000 cc, 30500 cc, 31000 cc, 31500 cc, 32000 cc, 32500 cc, 33000 cc, 33500 cc, 34000 cc, 34500 cc, 35000 cc, 35500 cc, 36000 cc, 36500 cc, 37000 cc, 37500 cc, 38000 cc, 38500 cc, 39000 cc, 39500 cc, 40000 cc, 40500 cc, 41000 cc, 41500 cc, 42000 cc, 42500 cc, 43000 cc, 43500 cc, 44000 cc, 44500 cc, 45000 cc, 45500 cc, 46000 cc, 46500 cc, 47000 cc, 47500 cc, 48000 cc, 48500 cc, 49000 cc, 49500 cc, 50000 cc, 50500 cc, 51000 cc, 51500 cc, 52000 cc, 52500 cc, 53000 cc, 53500 cc, 54000 cc, 54500 cc, 55000 cc, 55500 cc, 56000 cc, 56500 cc, 57000 cc, 57500 cc, 58000 cc, 58500 cc, 59000 cc, 59500 cc, 60000 cc, 60500 cc, 61000 cc, 61500 cc, 62000 cc, 62500 cc, 63000 cc, 63500 cc, 64000 cc, 64500 cc, 65000 cc, 65500 cc, 66000 cc, 66500 cc, 67000 cc, 67500 cc, 68000 cc, 68500 cc, 69000 cc, 69500 cc, 70000 cc, 70500 cc, 71000 cc, 71500 cc, 72000 cc, 72500 cc, 73000 cc, 73500 cc, 74000 cc, 74500 cc, 75000 cc, 75500 cc, 76000 cc, 76500 cc, 77000 cc, 77500 cc, 78000 cc, 78500 cc, 79000 cc, 79500 cc, 80000 cc, 80500 cc, 81000 cc, 81500 cc, 82000 cc, 82500 cc, 83000 cc, 83500 cc, 84000 cc, 84500 cc, 85000 cc, 85500 cc, 86000 cc, 86500 cc, 87000 cc, 87500 cc, 88000 cc, 88500 cc, 89000 cc, 89500 cc, 90000 cc, 90500 cc, 91000 cc, 91500 cc, 92000 cc, 92500 cc, 93000 cc, 93500 cc, 94000 cc, 94500 cc, 95000 cc, 95500 cc, 96000 cc, 96500 cc, 97000 cc, 97500 cc, 98000 cc, 98500 cc, 99000 cc, 99500 cc, 100000 cc, 100500 cc, 101000 cc, 101500 cc, 102000 cc, 102500 cc, 103000 cc, 103500 cc, 104000 cc, 104500 cc, 105000 cc, 105500 cc, 106000 cc, 106500 cc, 107000 cc, 107500 cc, 108000 cc, 108500 cc, 109000 cc, 109500 cc, 110000 cc, 110500 cc, 111000 cc, 111500 cc, 112000 cc, 112500 cc, 113000 cc, 113500 cc, 114000 cc, 114500 cc, 115000 cc, 115500 cc, 116000 cc, 116500 cc, 117000 cc, 117500 cc, 118000 cc, 118500 cc, 119000 cc, 119500 cc, 120000 cc, 120500 cc, 121000 cc, 121500 cc, 122000 cc, 122500 cc, 123000 cc, 123500 cc, 124000 cc, 124500 cc, 125000 cc, 125500 cc, 126000 cc, 126500 cc, 127000 cc, 127500 cc, 128000 cc, 128500 cc, 129000 cc, 129500 cc, 130000 cc, 130500 cc, 131000 cc, 131500 cc, 132000 cc, 132500 cc, 133000 cc, 133500 cc, 134000 cc, 134500 cc, 135000 cc, 135500 cc, 136000 cc, 136500 cc, 137000 cc, 137500 cc, 138000 cc, 138500 cc, 139000 cc, 139500 cc, 140000 cc, 140500 cc, 141000 cc, 141500 cc, 142000 cc, 142500 cc, 143000 cc, 143500 cc, 144000 cc, 144500 cc, 145000 cc, 145500 cc, 146000 cc, 146500 cc, 147000 cc, 147500 cc, 148000 cc, 148500 cc, 149000 cc, 149500 cc, 150000 cc, 150500 cc, 151000 cc, 151500 cc, 152000 cc, 152500 cc, 153000 cc, 153500 cc, 154000 cc, 154500 cc, 155000 cc, 155500 cc, 156000 cc, 156500 cc, 157000 cc, 157500 cc, 158000 cc, 158500 cc, 159000 cc, 159500 cc, 160000 cc, 160500 cc, 161000 cc, 161500 cc, 162000 cc, 162500 cc, 163000 cc, 163500 cc, 164000 cc, 164500 cc, 165000 cc, 165500 cc, 166000 cc, 166500 cc, 167000 cc, 167500 cc, 168000 cc, 168500 cc, 169000 cc, 169500 cc, 170000 cc, 170500 cc, 171000 cc, 171500 cc, 172000 cc, 172500 cc, 173000 cc, 173500 cc, 174000 cc, 174500 cc, 175000 cc, 175500 cc, 176000 cc, 176500 cc, 177000 cc, 177500 cc, 178000 cc, 178500 cc, 179000 cc, 179500 cc, 180000 cc, 180500 cc, 181000 cc, 181500 cc, 182000 cc, 182500 cc, 183000 cc, 183500 cc, 184000 cc, 184500 cc, 185000 cc, 185500 cc, 186000 cc, 186500 cc, 187000 cc, 187500 cc, 188000 cc, 188500 cc, 189000 cc, 189500 cc, 190000 cc, 190500 cc, 191000 cc, 191500 cc, 192000 cc, 192500 cc, 193000 cc, 193500 cc, 194000 cc, 194500 cc, 195000 cc, 195500 cc, 196000 cc, 196500 cc, 197000 cc, 197500 cc, 198000 cc, 198500 cc, 199000 cc, 199500 cc, 200000 cc, 200500 cc, 201000 cc, 201500 cc, 202000 cc, 202500 cc, 203000 cc, 203500 cc, 204000





**des diplômes intéressants en ALLEMAND, ANGLAIS, ESPAGNOL, ITALIEN, PORTUGAIS et RUSSE.**

Préparation par correspondance aux examens commerciaux (ouverts à tous) de la Session d'Avril/Mai 1977 :

- SPLEF (Correspond. Interpr. Commercial)
- CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES : allemand, anglais, espagnol, italien.
- B.T.S. de TRADUCTEUR COMMERCIAL : diplôme d'Etat, toutes langues.

**cp** CENTRE DE PROMOTION LINGUISTIQUE Serv. LM 5  
134 bis, rue de Vaugirard, 75015 PARIS. Tél. (1) 566.65.61  
Réception : 14 h à 18 h. Enseignement privé.

## Le Monde de l'éducation

numéro de décembre

### LES ENFANTS ET LES LIVRES

— Comment faciliter l'accès des enfants à la lecture ? Quels sont leurs ouvrages préférés ? Une enquête dans des bibliothèques enfantines.

— Patrick GRAINVILLE (Prix Goncourt 1976), Marc CHOLODENKO (Prix Médicis), et six autres écrivains (Gilbert CESBRON, Michel CHAILLOU, Tahar BEN JELLOUN, Joseph KESSEL, Jacques LANZMANN et Pierre de MANDIARGUES) parlent des livres qui ont marqué leur enfance.

— Une sélection pour les écrivains.

### LE TÉMOIGNAGE D'UN ÉTUDIANT FRANÇAIS EN CHINE

Un jeune chercheur français vient de passer un an dans deux universités chinoises (celles de Pékin et de Shenyang) pour étudier la littérature chinoise contemporaine. Il raconte la vie quotidienne, les discussions avec ses camarades, les professeurs et l'administration, l'enseignement.

#### Egalement au sommaire :

Grande-Bretagne : M. CALLAGHAN critique l'enseignement. Suisse : Les diplômés de l'université de Genève sont satisfaits. Aspects de l'enseignement supérieur à Bordeaux. La préparation à la retraite. Les métiers de la poste.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)

France : 50 F - Étranger : 68 F

5, rue des Italiens - 75427 Paris Cedex 09

## ÉDUCATION

### Les présidents d'instituts universitaires de technologie lancent un appel pressant au rétablissement des crédits

A l'issue de leur dernière réunion, vendredi 28 novembre, les présidents des conseils d'administration des instituts universitaires technologiques (I.U.T.) ont réclamé avec insistance le rétablissement des crédits d'enseignements complémentaires d'Etat aux universités : il manque globalement, estiment-ils, 20 % des crédits nécessaires, et certains établissements seront obligés de suspendre des enseignements dès janvier ou février 1977.

« Attend-on que les étudiants se mettent en grève ? », a demandé M. Claude Michel, président de l'Union des présidents. Ceux-ci souhaitent que l'on accorde les crédits correspondant au nombre d'étudiants présents dans les établissements le 1<sup>er</sup> janvier 1977, mais sur les mêmes bases que l'an dernier.

#### Des textes imprécis ou contradictoires

A plus long terme, ils voudraient pour réexaminer l'organisation des enseignements et le fonctionnement des établissements, que l'on réunisse les commissions pédagogiques nationales et une commission de coordination sur le modèle de celle qui a fonctionné lors de la création des I.U.T. Ils demandent aussi que l'on révisé les textes qui régissent ces établissements, souvent imprécis ou contradictoires, notamment sur la participation des « professionnels » à l'enseignement. Les présidents ont évoqué ce problème avec de nombreuses fédérations patronales. « Mais, pour accroître la participation des professionnels », a dit M. Michel, il faut le faire sérieusement. Il n'est pas question d'envoyer dans les I.U.T. des retraités ou des gens incapables d'enseigner. Or, pour répondre aux exigences du secrétariat d'Etat, il aurait fallu trouver six mille professionnels à la rentrée.

« Nous n'acceptons pas que l'on laisse pourrir les I.U.T. », a répliqué M. Michel. Il voudrait mieux les fermer complètement. Il a précisé, d'autre part, en réponse à Mme Saunier-Sellé (le Monde du 12 novem-

bre), que la proportion des étudiants entrés en I.U.T. obtenant le diplôme final était de 65 % (contre 30 % environ pour les autres premiers cycles universitaires), et que, selon les statistiques officielles, les I.U.T. décro-

naient, avec - 5 % des étudiants et 10 % des enseignements, plus de 21 % des diplômes de premier cycle.

### Un vacataire : inconfort et marginalité

Sources, jadis, de confort pour les I.U.T., aujourd'hui d'économies pour le secrétariat d'Etat, les heures complémentaires sont pour ces établissements le seul moyen d'existence.

Pour Pierre H., par exemple, qui enseigne la psychologie à raison de sept heures par semaine - l'équivalent du service d'un assistant - aux étudiants en gestion des entreprises d'un I.U.T. de la banlieue parisienne. Enseignant « marginal » d'une matière « marginale », qui occupe les étudiants cinq heures par semaine, mais est presque pour la plus grande partie assurée par des non-titulaires. Pierre H. estime encore chanceux : malgré les réductions de crédits, il a retrouvé « ses heures » à cette rentrée. Mais pour combien de temps ?

Vacataire, c'est, par la force des choses, presque une carrière pour lui. Baccalauréat en poche, il a commencé à enseigner, comme instituteur, puis comme maître auxiliaire. Par nécessité, pour vivre tout en préparant sa maîtrise de psychologie, puis un diplôme spécialisé en même temps qu'une licence de lettres.

De ses deux années comme instituteur en classe d'adaptation (choix simplement pour avoir plus de chances d'avoir un

postes), il a gardé le souvenir d'une « complexité extraordinaire » avec des enfants enfoncés par les autres dans une « inadéquation ». Mais Pierre H. n'a pas résisté longtemps.

A force de « trapper aux portes », il a trouvé, il y a deux ans, du travail à l'I.U.T. Deux heures par semaine d'abord, puis quatre, puis six : deux groupes de travaux dirigés et aussi des sessions de formation continue. Il faut y ajouter les réunions (mensuelles) de département, ou de coordination, par discipline, les conseils, les délibérations de jury en fin d'année (dix heures d'attente la dernière semaine de juin) : n'étant sûr de rien, l'enseignant vacataire a encore plus que le titulaire besoin d'être au courant de ce qui se passe.

Plus les rencontres avec les étudiants, voire les sorties avec eux, pour les activités culturelles organisées par l'I.U.T. : cela répond à la demande des étudiants, et cela donne une autre idée d'eux que la salle de cours.

Pour tout cela, Pierre H. est payé 80 francs par heure effective d'enseignement, 480 francs par semaine en théorie. En réalité, « avec les vacances... et les grèves d'étudiants », guère plus de 12 000 francs par an. Versé généralement avec trois mois de

retard. Partout plus : cette année, Pierre H. a touché son salaire de janvier. Il attend encore celui d'avril. Alors il vit à crédit : « On emprunte aux uns, aux autres, mais surtout à la banque qui prélève des agios... »

De l'enseignement « très bordélique », selon ses termes, Pierre H., c'est mieux habitué à cette instabilité financière qu'à l'incertitude sur l'avenir : « L'enseignement peut être interrompu n'importe quand en cours d'année impossible de faire un travail de longue haleine. Il faut sans cesse prendre des assurances, des contacts, aller pour pouvoir se retourner ».

L'an dernier, l'espoir de décrocher un poste d'assistant l'a encouragé à commencer une thèse de troisième cycle. Mais cette année on l'engage vivement à trouver un travail ailleurs, s'il veut conserver son enseignement à l'I.U.T.

Sa situation « marginale » lui donne sans doute un autre point de vue sur l'institution, mais n'est pas pour autant plus supportable : « Seuls ceux qui ont d'autres ressources peuvent trouver le confort dans la marginalité. Pour les étudiants, je suis un enseignant ; ils n'en demandent pas plus. »

GUY HERZLICH.

### BIEN QUE LES EFFECTIFS DIMINUENT EN PREMIÈRE ANNÉE DE DROIT

#### Près de vingt et un mille étudiants se sont inscrits à Nanterre

La rentrée est pratiquement faite à l'université de Nanterre dans toutes les disciplines, malgré la réduction très forte des crédits d'heures complémentaires. Le report des examens de droit (la

deuxième session sera achevée le lundi 6 décembre) et le transfert de cinquante enseignants à l'université Paris-V avaient pourtant rendu difficile l'organisation des emplois du temps. C'est ce que confirme M. Jean-Maurice Verdier, président de l'université Paris-X, au cours d'une conférence de presse.

Le nombre d'étudiants inscrits à l'université a légèrement augmenté cette année, a précisé M. Verdier : 20 900 contre 20 300 l'an dernier, à la même date. En droit, la « désaffectation » et la création de l'unité d'enseignement et de recherche de Malakoff n'ont réduit que les premières inscriptions de première année (900 contre 1 250), bien que toutes les demandes de transfert aient été accordées (285 en tout, 75 étudiants s'étant ravisés ensuite). Cela est dû à l'augmentation du nombre de transferts vers Nan-

terre. « Je souhaite », a ajouté M. Verdier, qu'il n'y ait à Nanterre, que des étudiants et des enseignants qui restent. » Mais, pour M. Verdier, les difficultés « les plus graves » sont nées de la réduction des crédits d'heures complémentaires peu avant la rentrée. L'université en a obtenu 25 500 contre 48 000 en 1975-1976. Les filières nouvelles (administration économique, sociale, langues étrangères appliquées, mathématiques et sciences sociales), la psychologie, les troisièmes cycles de droit et de sciences économiques, les instituts et les langues vivantes ont été prioritaires. Mais l'université a préféré réduire, par ailleurs, la diversité des enseignements offerts ou retarder l'ouverture de certaines filières plutôt que de porter à quarante-cinq le nombre d'étudiants par groupe de travaux dirigés.

### CORRESPONDANCE

#### L'opinion d'un étudiant

M. Gilles Gautier, étudiant, membre du conseil de l'université de Paris-X (Nanterre), nous écrit :

Une histoire, des mobiles, des faits, ont abouti à la désaffectation de Nanterre-droit.

Pourquoi ne pas dire que la fusion de l'ancienne faculté de droit et sciences économiques avec les lettres et sciences humaines n'a jamais été adoptée par la majorité des partisans ? Pourquoi ne pas dire que, lors des dernières grèves, des enseignants de droit désertaient eux aussi l'université, contribuant ainsi à l'institutionnalisation des grèves ?

Pourquoi ne pas dire que, le 28 avril 1975, le conseil d'université obligeait l'U.E.R. de « sciences juridiques » à respecter le décret du DEUG sur le contrôle des connaissances, sur la pluridisciplinarité, à respecter la loi d'orientation sur le fonctionnement du conseil de l'U.E.R. ? Pourquoi ne pas dire que les enseignants plaignants sont ceux qui, en majorité, n'ont pas participé au fonctionnement des institutions communes, si ce n'est pour occuper le terrain ? Pourquoi ne pas dire que cette rupture est le résultat de provocations infamantes à l'égard de certains partisans ?

Ce n'est pas la soudaine impossibilité de travailler qui a entraîné ce départ, mais la volonté affirmée par Mme Saunier-Sellé de faire de la désaffectation de Nanterre-droit un exemple pour l'opinion.

Ce n'est pas non plus la dégradation régulière des conditions de travail ces dernières années, puisque Nanterre-droit obtenait en 75 d'excellents résultats au CAPA (certificat d'aptitude à la profession d'avocat) et au concours de l'Ecole nationale de la magistrature.

Nous ajouterons, pour en finir avec une si triste histoire, que le départ s'est fait dans un climat

d'élections à la présidence de Nanterre, de conflits entre professeurs titulaires et assistants, entre syndicats d'enseignants, en fin entre ceux de la majorité et ceux de l'opposition. Depuis trois ans déjà, les syndicats étudiants se déterminent en droit en fonction du départ ou du maintien à Nanterre. Je crois donc que nous, étudiants, pouvons qualifier ce départ : comme l'aboutissement d'une stratégie et comme une fuite de la réalité universitaire.

Nous sommes les victimes de vos règlements de comptes, enseignants qui êtes toujours là ! Nous ne faisons que passer.

Mais, sans vouloir préjuger de quoi demain sera fait, pourqu'on ne pas dire merci à ceux qui acceptent de faire face ?

2 SESSIONS du 20 au 24 et du 27 au 31 inclus

**NOËL 5 jours math, phys**

Rehappage intensif... 3<sup>e</sup> à la terminale

**SOS MATH** (enseignement privé) 3, rue de MONCEAU - 75001-04 Métro : Étoile ou St-Philippe

**VACANCES ANGLAISES**

NOËL, FEVRIER, PAQUES, et toute l'année pour JEUNES (12 à 25 ans) et adultes tous âges

à LONDRES, OXFORD, CAMBRIDGE, CÔTE D'OR, ÉCOSSE, IRLANDE.

CLUB ANGLAIS

28, rue des Fossés-St-Basard Paris-5<sup>e</sup> - 033-01-72 - A 483

Jusqu'au 31 décembre 1976

# 20%

de remise sur tous les tapis d'Orient

Afghanistan, Cashmere, Chine, Inde, Iran, Népal, Pakistan, Russie, Turquie.  
Exemple : GD 1663 Mazlghan-Iran  
100 % laine, 197 x 128 : 3250 f 2600 f

Prix barré précédemment pratiqué dans notre rayon.

## Galeries Lafayette

Hausmann, 5<sup>e</sup> étage

صحنه من الراحل



## ÉDUCATION

**AU TERME D'UN CONGRÈS RÉUNI A LILLE**  
**La direction du Mouvement d'action syndicale**  
**bénéficie d'un sursis**

De notre envoyé spécial

Lille. — Le premier congrès du Mouvement d'action syndicale (MAS, proche de la C.F.D.T., constitué au printemps dernier) a réuni trois cents délégués à Lille, du 26 au 28 novembre. Il a été fortement marqué par l'entrée dans cette organisation syndicale, née en avril dernier, des militants trotskistes de la Ligne communiste révolutionnaire (L.C.R.). L'alliance socialiste-majorité du P.S.U. a gardé la direction du MAS d'extrême justesse. Mais elle estime ne pouvoir animer ce mouvement que pour six mois.

Trois jours — et une interminable nuit de clôture — toute l'habileté oratoire ou tactique de plusieurs membres du bureau sortant, tout l'attirail des astuces de procédure et une négociation parallèle continue avec les délégués de la Ligne communiste ont été nécessaires à l'actuelle direction du Mouvement d'action syndicale pour gagner ce fragile sursis.

Tout était prêt pourtant pour un départ précipité : depuis que, en septembre, la L.C.R. avait annoncé son intention de rejoindre ses mille cinq cents adhérents aux deux mille adhérents du MAS, les socialistes et les « majoritaires » du P.S.U. envisageaient de quitter l'organisation au moment même du congrès, si les nouveaux venus gagnaient à leur cause une majorité des délégués. (Le Monde du 9 novembre.) Le congrès n'est pas passé loin d'une telle scission, qui aurait rappelé celle de l'U.R.E.F. en 1971. A plusieurs reprises, lors des votes sur « la pratique syndicale », sur « l'homogénéité du bureau national », les militants de la Ligne, déjà titulaires de nombreux mandats (notamment dans les sections de Vincennes, Villetaneuse, Bordeaux, Aix, Pantéon, Nice) — bien que la direction nationale ait officiellement retardé l'entrée des étudiants trotskistes jusqu'au congrès — ont fait l'effort de porter l'aide des « minoritaires » du P.S.U.

Les dirigeants actuels du MAS ont cependant accepté de tenter leur chance. « Dans six mois, la L.C.R. aura fait le plein de ses forces », expliquait samedi un responsable socialiste : ce délai permettra au courant révolutionnaire (plus proche de la gauche traditionnelle) de se renforcer ou « de partir dans de bonnes conditions », éventuellement « vers le nord l'UNEF ». Des délégués de la L.C.R. ont déjà, en effet, fait leur choix : à ceux qui se considéraient comme ses adversaires.

Il n'a été, en fait, pratiquement jamais question, à Lille, de revendications étudiantes ou de la « pratique » syndicale, en dépit du caractère strictement syndical que les fondateurs du MAS avaient voulu donner à leur organisation. C'est un congrès politique. On ne voit que le choc des appareils », s'exclama M. Jacques Moreau, responsable du secteur politique de la C.F.D.T., présent à Lille. Celui-ci avait instruit au sein de sa confédération, le procès contre la droite de tendance : il a sans doute par son intervention au MAS, déterminé certains délégués à se prononcer contre ce droit réclamé par les membres de la L.C.R. « La reconnaissance du droit de tendance tue le débat démocratique », a-t-il déclaré.

La C.F.D.T. avait d'ailleurs envisagé de retirer son soutien au MAS — dont elle fournit la moitié des ressources — avant même la fin du congrès si l'opposition l'emportait. La menace n'est que différée. La confédération cédiste ne pourra pas en effet se satisfaire du compromis établi à ce congrès, le sort de la « majorité syndicale » est entre les mains des militants trotskistes, qui avaient clairement indiqué qu'ils ne souhaitaient pour l'instant, prendre la direction du MAS.

PHILIPPE BOGGIO.

Grèves d'élèves au lycée technique d'Etat Eugène-Freyssinet de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) depuis le mardi 23 novembre : les grévistes protestent contre l'exclusion d'un élève de terminale accusé par la direction d'avoir dérobé des clés, le 21, pour s'introduire dans les locaux administratifs. Des élèves ont occupé, mardi 23 et mercredi 24, le bureau du proviseur. Des vols auraient été commis.

## Les Conventions pour l'armée nouvelle réclament le droit effectif d'association et d'expression pour les militaires

« Qu'il soit clair que la gauche demandera à tous les militaires de carrière, officiers et sous-officiers, d'être loyaux vis-à-vis de la République. Le loyalisme envers la République et la valeur technique seront les seuls critères retenus pour le maintien et l'avancement de cadres. Nul ne pourra être sanctionné pour avoir exprimé ses idées. Sous un gouvernement de la gauche, tout militaire sera libre de s'exprimer sur les problèmes de défense, même et ses thèses vont à l'encontre de celles du gouvernement. C'est du moins ce qu'a déclaré M. Charles Hernu, membre du comité directeur du P.S., aux Journées nationales d'études sur les problèmes des sous-officiers de carrière et sur la liberté d'expression dans les armées, organisées par les Conventions pour l'armée nouvelle, samedi 27 et dimanche 28 novembre, à Suresnes (Hauts-de-Seine).

Les Conventions pour l'armée nouvelle, que préside M. Hernu, sont d'inspiration socialiste et réunissent des cadres d'active, des cadres de réserve et des appelés du contingent, assistés d'un certain nombre de conseillers techniques parmi lesquels les généraux Ugeux, Dulac, et Leuba ainsi que le vice-amiral d'escadre Sanguinetti, qui ont été placés dans la réserve ou mis à la retraite. Aux Journées d'études de Suresnes ont assisté, notamment, les attachés militaires à Paris de plusieurs pays étrangers — ceux des Pays-Bas, des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la République fédérale d'Allemagne — et quelques officiers stagiaires de l'École supérieure de guerre ainsi que des aspirants de Saint-Cyr-Coblenz.

Plusieurs des intervenants, dont

transformer les gendarmes en courroies de transmissions de la grande bourgeoisie, au service d'un régime policier.

En fin d'après-midi, samedi, M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, a simplement répondu : « Que M. Charles Hernu cesse donc de faire le pitre ! ». Le dirigeant socialiste a alors répliqué : « Un propos grossier n'a jamais constitué un argument, encore moins un démenti. Seule, la droite intolérante peut manifester un tel mépris pour les hommes, les idées, l'opposition. Je répète que je m'élève contre l'emploi de plus en plus fréquent de la gendarmerie à des tâches étrangères à sa mission, et cela, sous la pression des autorités de tutelle. »

Dans la soirée du dimanche 28 novembre, le ministre de l'Intérieur précisait : « Les accusations de M. Hernu sont mensongères, stupides et injustes, et je les démentis formellement. Avant de porter ces accusations fantaisistes, il faut apporter les preuves. Ceci donne la mesure du sérieux des propos habituellement tenus par l'intéressé. » A quoi M. Hernu a répliqué lundi matin : « La répétition et la rapidité des mises au point de M. Poniatowski sont curieuses. Le gouvernement se sent mal à l'aise, et la vérité apparaît plus vite qu'on ne le croit. »

En mal de dernière, le bureau des Conventions pour l'armée nouvelle avait indiqué que le pouvoir actuel surchargeait la gendarmerie de tâches et de demandes de renseignements étrangères à ses missions. Il avait affirmé — sans recevoir, alors, de démenti — que, à l'occasion des dernières élections cantonales, la gendarmerie, sur les ordres du ministre de l'Intérieur, avait été chargée de provoquer, de la vérification des votes par procuration.

Sur ce point particulier des « enquêtes politiques » qui auraient été demandées par le gouvernement à la gendarmerie, M. Hernu a affirmé que des parlementaires socialistes déposeraient prochainement plusieurs questions écrites au ministre de la Défense — qui est l'autorité administrative de gestion de la gendarmerie, — mais qu'il s'agissait, pour l'instant, de protéger les officiers de gendarmerie, à l'origine de ces informations, d'une sanction possible.

Le Pape Pierre Kervennic, qui a succédé à Mgr François Kervennic à la tête de l'évêché de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), a reçu le 28 novembre l'ordination épiscopale en la cathédrale de Saint-Brieuc. Mgr Kervennic avait démissionné, en octobre dernier, pour raison de santé.

La cérémonie était présidée par Mgr François Barin, évêque de Quimper (Finistère), Mgr André Fanchet, évêque de Troyes, originaire des Côtes-du-Nord, et Mgr André Quénec, évêque de Lorient, originaire du Finistère, en présence du cardinal Paul Gouyon, archevêque de Rennes, de Mgr Léopold Lambert, évêque apostolique à Paris, d'une vingtaine d'évêques et anciens évêques de la région ouest, de plusieurs abbés des monastères de Bretagne, ainsi que deux cents prêtres.

Mgr Jean de Cambourg, évêque de Valence (Drôme), sixième en ordre de présidence à l'évêché de Valence (Isère), après un accident de la route, provoqué par un malade au volant, qui serait d'origine cardiaque.

Face à ce concert de plaintes et de craintes, les représentants du ministère de l'Éducation et de celui de la Santé ne pouvaient que répondre qu'ils ne pouvaient pas permettre de concevoir la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées. Avec mesure, car lequel d'entre eux aurait pu parler avec une parfaite assurance d'une loi qui fut préparée par onze ministères ?

MICHEL KAJMAN.

la défense de leurs intérêts propres à l'intérieur des institutions. Ce serait une adaptation de l'actuel Conseil supérieur de la fonction militaire, composé de militaires désignés et consultés sur les problèmes de condition.

« Se faire respecter »

Évoquant, à partir de son cas personnel — il a été mis à la retraite d'office après la publication, notamment dans le Monde, d'une série d'articles, — les droits et les devoirs des militaires, le vice-amiral d'escadre Antoine Sanguinetti a déclaré : « Il y a deux conceptions pratiquées de la discipline militaire : obéir tout en faisant valoir ses objections, ou fermer sa gueule et n'en faire qu'à sa tête. La seconde est plus payante au plan personnel. »

L'ancien major général de la marine a proposé de rétablir la pratique de la liberté d'expression publique, autorisée par la loi mais considérée par le commandement et une partie de la classe politique. Cela exigerait une définition légale, précise et démocratique du droit de réserve. Il a ensuite suggéré que soit affirmé dans la loi le principe d'une liberté d'association professionnelle spécifique des militaires pour

Le général de brigade aérienne André Labanais est nommé, par arrêté au Journal officiel du mercredi 24 novembre, chef du cabinet militaire du ministre de la Défense, en remplacement de Michel Forget, nommé, récemment, commandant adjoint la force aérienne tactique et la 1<sup>re</sup> région aérienne et commandant la zone de défense aérienne Nord-Est à Metz.

## SCIENCES

Dans l'Essonne  
**UNE JOURNÉE D'ÉTUDE**  
**DES SYNDICATS**  
**sur la recherche**

« La recherche, moyen d'acquisition des connaissances, disparaît devant la recherche, moyen de développement. » Ce jugement de l'un des participants résume les inquiétudes exprimées au cours de la journée d'étude qu'ont organisée samedi 27 novembre à Orsay (Essonne) plusieurs syndicats relevant de la C.G.T. et de la F.E.S.

Des représentants de l'Université, du Centre national de la recherche scientifique, du Commissariat à l'énergie atomique, mais aussi de laboratoires de recherche industriels comme ceux de la SNECMA, de CEA-Alcatel ou de Thomson-C.S.F., sont venus confronter leurs idées sur l'évolution de leurs laboratoires.

Les participants ont dénoncé un transfert néfaste : les entreprises privées font de moins en moins de recherche, même appliquée, et l'État, à un dépensement des laboratoires et bureaux d'études industriels ; les recherches appliquées dont ces derniers ont besoin sont faites, aux frais du contribuable, par les organismes de recherche d'État, aux dépens des recherches de base.

Cette politique explique les attaques contre les filières universitaires de haut niveau (troisième cycle) et entraîne une déqualification des personnels de recherche. M. René Le Guen, secrétaire de l'Union des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T., a signalé que, sur quatre-vingt mille cadres, diplômés cette année, seulement quarante-trois mille ont trouvé un emploi à leur niveau de qualification. — M. A.

Le conseil de l'ordre des coiffeurs-comptentend neuf membres, dont quatre médecins accoucheurs : il est obligatoirement présidé par un médecin. Une telle situation a été dénoncée par les sages-femmes lors de l'assemblée générale des syndicats (1) réunie les 23 et 26 novembre à Courbevoie. Les délégués ont demandé une refonte de la composition de leur ordre afin d'être libérés de la « tutelle » du corps médical sur leur profession. Une proposition de loi dans ce sens a été déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale par M. Jacques Blanc, député R.I. de la Loire, et M. Michel Colinat, député U.D.R. d'Ille-et-Vilaine.

(1) L'Organisation nationale des syndicates de sages-femmes, 15, rue Fernand, 75014 Paris (580-91-70).

## SOCIÉTÉ

**Les directeurs d'établissements**  
**pour handicapés et inadaptés**  
**se plaignent de l'interventionnisme**  
**du ministère de l'éducation**

Beaucoup de directeurs d'établissements accueillant des enfants ou des adultes handicapés ou inadaptés sont inquiétés et mécontents. Ils ont rappelé avec détermination tout au long d'une journée d'études organisée samedi 27 novembre, à Paris, par l'Association nationale des directeurs d'établissements et services pour inadaptés (ANDESI).

Quelque six cents directeurs étaient venus pour interroger les représentants de divers ministères sur les conséquences, pour les établissements qu'ils dirigent, de la loi sur les institutions sociales et médico-sociales et la loi d'orientation « en faveur des personnes handicapées » du 30 juin 1975. Mais ils les ont surtout sommés de s'expliquer sur l'interventionnisme dans lequel ils voient une menace de disparition de leur secteur d'activité, de l'administration, et de certaines associations liées au Syndicat national des instituteurs (S.N.I.). Deux adversaires qui parurent souvent n'en faire qu'un. Tout en reconnaissant que l'intervention du ministère de l'éducation est normale et en se défendant d'être l'expression de secteur privé, les directeurs ont jugé « exorbitante » et ont dénoncé « ce ministère obsédé par son monopole envahissant ».

Le contentieux entre les directeurs d'établissements pour handicapés et le ministère de l'éducation a plusieurs aspects. Il y a d'abord, bien que l'ANDESI défende d'être « un groupement corporatiste », la « question lamentable des titres exigés des directeurs ». Se référant à la loi de 1886 qui définit les titres exigibles d'un directeur d'école, les circulaires rappellent régulièrement aux directeurs d'établissements spécialisés la nécessité d'avoir au moins le brevet élémentaire. Près des deux tiers d'entre eux ne possèdent aucun des titres d'enseignement requis, se voient imposer de passer le brevet élémentaire, alors qu'ils possèdent dans certains cas des diplômes plus élevés que ceux qu'on exige d'eux.

Cette mesure est ressentie comme « une insulte » par des directeurs qui exercent parfois leurs fonctions depuis de longues

années. De plus, les directeurs voient dans l'exigence, pour le titre de directeur, d'un titre d'enseignement, une « réduction au seul aspect scolaire de l'action polyvalente et thérapeutique » qu'ils mènent.

Autre grief à l'égard de l'éducation nationale : la création et l'extension d'établissements et de services spéciaux seront désormais soumises à l'avis de « commissions régionales des institutions sociales et médico-sociales ». Au contraire, font observer les directeurs, les sections d'éducation spécialisée s'attachent à des établissements d'enseignement secondaire et les écoles nationales de perfectionnement, qui dépendent directement du ministère de l'éducation, échappent à la juridiction des commissions et pourront se développer sans contrôle ni opposition.

Les commissions départementales de l'éducation, qui se mettent en place en ce moment, en application de la loi d'orientation ont été aussi l'objet de vives attaques. La place accordée aux représentants du ministère de l'éducation est jugée trop importante ; ces commissions de douze membres sont présidées soit par un inspecteur d'académie, soit par le directeur départemental de l'action sanitaire et sociale, et le siège attribué aux responsables d'établissements est souvent occupé par un enseignant mis à la disposition de ces établissements. Au total, les directeurs s'estiment exclus, ou, dans le meilleur des cas, fortement sous-représentés dans ces commissions. De là à penser que celles-ci orienteront les handicaps vers des établissements dépendant de l'éducation nationale ou d'associations amies du S.N.I. plutôt que vers d'autres établissements, il n'y a qu'un pas que bien des directeurs franchissent.

Face à ce concert de plaintes et de craintes, les représentants du ministère de l'éducation et de celui de la Santé ne pouvaient que répondre qu'ils ne pouvaient pas permettre de concevoir la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées. Avec mesure, car lequel d'entre eux aurait pu parler avec une parfaite assurance d'une loi qui fut préparée par onze ministères ?

MICHEL KAJMAN.

## L'Amérique de votre choix



**avec LOFTLEIDIR**

Quelle que soit votre destination finale aux États-Unis, profitez des tarifs transatlantiques LOFTLEIDIR, particulièrement intéressants sur New York ou Chicago :

- vol quotidien New York aller-retour. F. 1.367 (\*)
- 2 fois par sem. Chicago aller-retour. F. 1.622 (\*)

Pour tout renseignement et documentation, adressez ce coupon à

**LOFTLEIDIR ICELANDIC**  
32, rue du 4-Septembre  
75002 Paris  
tél. 073.75.42 - 742.52.26  
32 bis, rue du M. Joffre  
06000 Nice  
tél. 88.73.41

vous pourrez ainsi utiliser les «tarifsVisit USA» au départ de New York ou Chicago vers la ville américaine de votre choix.

Demandez à votre agent de voyages de vous parler aussi des forfaits New York, de 4 à 21 jours, à partir de F. 1.690 comprenant le transport aller-retour Luxembourg New York en Jet Loftleidir et le séjour à l'hôtel Century Paramount (lit. 345 A).

(\*) tarif excursion 22/45 jours ou F. 1.644 pour New York et F. 1.591 pour Chicago, excursion 1/21 jours, sans minimum de séjour.

ou interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### A PROPOS DE...

LE NOUVEAU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS  
ET LE SUPERSONIQUE FRANCO-BRITANNIQUE

### Concorde dans l'interrègne

Le nouveau président des États-Unis acceptera-t-il ou non que les Concorde français et anglais qui desservent Washington se posent à New-York?

L'interrègne politique affecte le destin nord-américain de Concorde, dont le droit de cité à New-York est toujours discuté. Certes, dans l'entourage du secrétaire aux transports, M. William Coleman, on reconnaît que la performance de l'avion supersonique à Washington-Dulles « a correspondu à ce qui était prévu ». On se garde, cependant, de délivrer à l'appareil un certificat de bonne conduite, car il faudra le juger sur toute l'étendue de la période d'essai : seize mois à compter du 16 février dernier. M. Coleman — on le comprend — ne veut pas dire qu'il faut que ce soit qui puisse lier les mains de son successeur.

A New-York, Air France et British Airways avaient contesté devant les tribunaux la « constitutionnalité » de la décision de Port Authority — gestionnaire de l'aéroport Kennedy — de se donner six mois pour observer la performance de Concorde à Washington-Dulles avant de prendre sa décision. Les deux compagnies ont finalement demandé à la cour de différer son jugement en attendant celui de Port Authority.

En principe, les six mois d'essais étant terminés depuis le 1<sup>er</sup> novembre, celui-ci devrait incessamment faire connaître sa position : il est permis de penser qu'il prolongera de deux ou trois mois le « suspense », en arguant qu'il lui faut davantage de temps pour bien mesurer l'impact de Concorde, notamment sur la pollution de l'air.

Le Port Authority est sensible, bien sûr, à la volonté de M. Hugh Carey, gouverneur de l'Etat de New-York, dont l'opposition à Concorde est bien connue — et qui, dit un membre de son entourage, n'a pas changé d'avis. De son côté, celui-ci est sensible au point de vue de M. Jimmy Carter, le

prochain président des États-Unis, un démocrate, sur l'appui duquel il compte pour « dépanner » financièrement la ville et l'Etat de New-York.

M. Carter a fait, au cours de sa campagne électorale, des déclarations sur Concorde, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles étaient tièdes. Il ne lui a pas fermé d'avance la porte des aéroports américains, a souscrit à la décision de M. Coleman pour ce qui est de la période d'essai, mais il n'en a pas moins manifesté sa sympathie pour les préoccupations des écologistes.

Rien ne prouve cependant que ces paroles prononcées au chaud de la campagne électorale serviront de fondement à la politique que M. Carter adoptera vis-à-vis de Concorde après son entrée en fonction. Il devra tenir compte, comme son prédécesseur, des avis du département d'Etat, qui n'ont pas changé depuis la lettre envoyée par M. Kissinger à M. Coleman.

On craint, en effet, dans les milieux diplomatiques américains, que la mise au ban de Concorde entraîne des rétorsions françaises et britanniques. Dans la mesure où M. Carter a dit et répété que sa première préoccupation en politique étrangère serait de resserrer les liens de son pays avec ses alliés traditionnels, on peut penser qu'il passera soigneusement, face au chantage écologique, les impératifs de sa diplomatie.

Pour l'heure, Concorde vient de remporter une victoire, puisque la Cour suprême a débouté les partisans de l'environnement qui mettaient en cause la « constitutionnalité » de la décision de M. Coleman : elle a confirmé le droit de l'avion supersonique d'atterrir aux États-Unis pendant la période d'essai.

En définitive, le sort de Concorde est lié à l'attitude du président élu, qui déterminera celle des autorités new-yorkaises. L'affaire est mise en délibéré jusqu'au 20 janvier, mais les chances de l'avion supersonique restent entières.

L. W.

### QUALITÉ DE LA VIE

#### MANIFESTATION CONTRE LE PROJET DE CENTRALE NUCLEAIRE DE BELLEVILLE (Cher)

(De notre correspondant.)

Orléans. — Six cents personnes environ, rurales et « militants écologistes », ont manifesté, samedi 27 novembre, à Belleville-sur-Loire (Cher), pour protester contre l'installation d'une centrale nucléaire sur le territoire de la commune, le long des rives de la Loire (le Monde du 13 novembre). La manifestation coïncidait avec la visite du préfet du département du Cher, M. Collet, venu inaugurer quelques réalisations communales et procéder à une remise de décorations.

Le projet de centrale suscite de vives protestations. L'Association du Val-de-Loire hennichon pour la défense de la qualité de la vie reproche à E.D.F. qui prospectait et étudiait plusieurs sites depuis près de deux ans, d'avoir mis les élus devant le fait accompli. Par ailleurs, M. Arnaud de Vogüé, maire de Douleret, une commune voisine, ancien P.-D.G. de Saint-Gobain, opposé au projet, a remis sa démission d'élu au préfet du Cher.

Le parti communiste s'inquiète, pour sa part, de la prolifération des ouvrages dans le Val-de-Loire : « Avec Chalon, Saint-Ladre, des-Eaux, Dampierre-en-Burly et Belleville, il y aurait quatre centrales sur un cours de 350 kilomètres. Cela n'est pas possible. La régularisation du cours de la Loire n'est pas encore réalisée et les crédits pour construire les barrages nécessaires ne sont même pas inscrits au VII<sup>e</sup> Plan. » — R. G.

● PERMIS ANNULÉ A LYON. — Le tribunal administratif de Lyon a annulé le permis de construire, délivré le 26 janvier 1976, d'un immeuble qui doit s'élever sur le site archéologique des thermes romains, sur la colline de Fourvière à Lyon, à une centaine de mètres des théâtres romains et du musée archéologique. Malgré le sursis à exécution prononcé par le même tribunal en juin dernier, les travaux ont continué et les bâtiments se sont élevés de quatre étages. Seront-ils démolis ?

### Alsace

#### LE CONSEIL RÉGIONAL DÉFINIT UN PLAN POUR QUINZE ANS

Le conseil régional d'Alsace a adopté, le 27 novembre, le schéma d'orientation et d'aménagement de la région établi pour les quinze prochaines années.

Ce schéma régional, le premier adopté en France, fixe des priorités, en faveur notamment de la protection du milieu naturel alsacien et de la valorisation de ses ressources (eaux, forêts, agriculture, gravières, gisement potassique), ainsi que l'aménagement du massif vosgien. Il prévoit aussi un développement industriel fondé sur le principe de la priorité à l'emploi.

Le conseil a décidé, enfin, de créer un fonds régional pour l'emploi.

#### Provence- Côte d'Azur

#### PÉAGES LOUDS AUTOUR DE NICE

(De notre correspondant.)

Nice. — Les Nicols paieront donc un lourd péage (5 F pour 10 kilomètres) pour emprunter l'autoroute de contournement nord de la ville. Les protestations qu'avait adressées le maire, M. Jacques Médecin, aux ministres de l'équipement et des finances sont restées lettre morte. La société ESCOTA (Estrel-Côte d'Azur), maître d'œuvre de l'ouvrage, forte de l'approbation de la direction des prix au ministère des finances, n'est pas revenue sur sa décision : un vote intervenant à l'issue d'un récent conseil d'administration de la société l'a confirmé.

Les représentants du Var et des Bouches-du-Rhône, appelés à se prononcer, ont voté pour le maintien du péage, ainsi que le président d'ESCOTA, dont la voix est prépondérante.

Les usagers réguliers de l'autoroute pourront cependant bénéficier d'un tarif préférentiel en justifiant qu'ils empruntent une fois par jour ou un certain nombre de fois par mois. — M. V.

### Corse

LE « COUP DE MAIN » D'ALÉRIA

### La destruction de plusieurs milliers d'hectolitres de vin... et un vol de 9 000 francs

De notre correspondant régional

Nice. — Moins spectaculaire que le plasticage, le 22 août dernier, d'un autre cave appartenant à M. Cohen-Skalli (1), par un commando que conduisit le docteur Max Simeoni, la destruction de plusieurs milliers d'hectolitres de vin commise le vendredi 26 novembre à Aléria a cependant suscité de nombreux commentaires en Corse, en raison notamment du vol d'argent qui l'a accompagnée. Après le départ du commando, dont l'action a été revendiquée par le Front de libération nationale corse (F.L.N.C.), les employés de la cave ont, en effet, constaté que leurs appartements avaient été fouillés et qu'une somme de 9 000 F leur avait été dérobée.

L'interrogation posée par ce vol a été rejetée au second plan les questions soulevées par la nature même de l'attentat : une réplique du F.L.N.C. à un article publié par M. Max Simeoni — toujours en fuite depuis le 22 août — dans l'hebdomadaire autonomiste Arrêt, demandant à l'organisation clandestine d'exprimer son refus d'un affrontement entre Corse (le Monde du 26-29 novembre). Quelle que soit, en effet, l'explication qui pourrait être fournie maintenant par le F.L.N.C., les derniers événements d'Aléria l'auront coupé d'avantage de la population lasse de la violence et surtout intransigente sur la question de l'honneur. Le crédit des autonomistes s'en trouve également, par contre-coup, atteint.

Le « coup de main » revendiqué par le F.L.N.C. a indigné les ouvriers corses travaillant pour le compte de M. Cohen-Skalli, qui ont remis au quotidien Nice-Matin-Corse une déclaration dans laquelle ils se disent « profondément émus et révoltés » de ce que le commando ait pu « faire main basse sur les économies des

(1) La cave investie par le commando n'est pas celle qui avait été occupée le 22 août par Max Simeoni sur la route de Venzon, mais une des deux autres appartenant à M. Cohen-Skalli, au nord d'Aléria, en bordure de l'étang de Biane.

GUY PORTE.

### CIRCULATION

### Vitesse plus sévèrement contrôlée sur les routes

Comme les pouvoirs publics l'avaient annoncé, les contrôles de dépassement de la vitesse autorisée (80 km-heure en ville, 90 km-heure sur les routes, 130 km-heure sur les autoroutes) se sont multipliés durant le dernier week-end. Le mauvais temps a d'autre part rendu les routes glissantes, et les accidents ont été nombreux.

Dimanche plusieurs enfants ont été blessés au cours de deux accidents. Un car de tourisme, qui circulait entre Lyon et Bourgoin sur l'autoroute A 43, s'est ren-

versé sur la chaussée à la hauteur de Salolas. Il y avait quatorze-neuf personnes à bord dont cinquante-quatre enfants, élèves de deux écoles de Doué-la-Fontaine (Maine-et-Loire) et de Laval (Mayenne), qui se rendaient en classe de neige à Allevard (Isère). Dix d'entre eux ont été légèrement blessés.

D'autre part, cinq scouts ont été renversés par une automobile alors qu'ils circulaient à pied dans un chemin départemental près de Ballevet-en-France, dans le Val-d'Oise. Deux d'entre eux ont été tués sur le coup ; deux autres grièvement blessés.

### CORRESPONDANCE

Un coup d'épée dans l'eau

A propos du renforcement des contrôles de dépassement de vitesse, un de nos lecteurs de Roubaix, M. Robert Dumont, nous écrit notamment :

Le gouvernement nous informe que, désormais, les contrôles de vitesse seront assurés avec la plus grande rigueur sur tout le ter-

ritoire français. Entendez : « La vitesse était déjà limitée, mais on savait bien que, du plus en plus, les plaques étaient plus respectées. Mais maintenant, ça va changer ! »

C'est toujours pareil en France, le pays où les mots n'ont pas de sens : la loi existe, mais ne vous faites pas de bile, transgressez-la, d'ailleurs tout le monde la transgresse... et puis un beau jour on apprend que, sacré tonnerre ! on va la faire respecter. Ce serait trop simple de ne faire des lois et des règlements que s'ils sont vraiment indispensables, mais de s'y tenir !

D'ailleurs, dans le cas présent, ou bien la police et la gendarmerie pourraient faire respecter les limitations, et en ne le faisant pas elles manqueraient à leur devoir, ou bien elles n'avaient pas la possibilité de faire ce travail avec « rigueur » sur tout le territoire, comme on dit qu'elles vont le faire maintenant, et on se demande ce qui leur donne aujourd'hui cette possibilité. Ou bien encore, on a leur faire déléguer certaines tâches pour se consacrer en priorité à la tâche à la mode, et puis ensuite, il faudra bien rattraper le « temps perdu » par ailleurs, et les contrôles « rigoureux » se « tasseront » une fois de plus, d'aura été un coup d'épée dans l'eau...

● PARIS-ROME SANS FEU ROUGE. Dans le courant de l'été 1979, les automobilistes pourront aller de Paris à Rome sans rencontrer un seul feu rouge. Dans une lettre adressée à M. Emmanuel Aubert et Fernand Icart, députés des Alpes-Maritimes, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, a donné l'assurance que les travaux concernant la dernière section de l'autoroute A-8, La Turbie (Vintimille) - Roquebrune-Cap Martin (Menton), pourraient débuter incessamment de manière qu'elle soit mise en service d'ici à 1979, un accord sur les modalités de financement étant intervenu entre les ministères intéressés. Les travaux commencent pour la réalisation du tronçon La Turbie-Ouest - La Turbie-Est (coût : 195 millions de francs), qui devraient être achevés pour l'été 1978. — (Corresp.)

## cinq atouts que vous ne trouverez nulle part ailleurs, pour installer vos bureaux.

- 1  
17 000 m<sup>2</sup> de bureaux disponibles à vos mesures
- 2  
des conditions financières privilégiées
- 3  
une situation géographique stratégique
- 4  
un personnel nombreux et qualifié sur place
- 5  
des équipements urbains bien conçus

Ces bureaux existent en toute dimension, à partir de 13 m<sup>2</sup> aménagés ou bruts de décoffrage, "open space" ou cloisonnés. Selon vos besoins, trois formules vous sont proposées : location simple (bail de 3, 6 ou 9 ans), vente avec paiement comptant, vente avec crédit sur 15 ans. Un exemple : à Sarcelles, avenue du 8 Mai 1945, des bureaux aménagés de 300 m<sup>2</sup> sont disponibles à 260 F le m<sup>2</sup> en location à 3.300 F le m<sup>2</sup> en vente. Le crédit sur 15 ans accordé sur 70 % du prix de vente hors taxes, est remboursable mensuellement à un taux particulièrement exceptionnel.

## Sarcelles ville nouvelle

Pour recevoir des renseignements complémentaires, veuillez nous téléphoner ou nous retourner le coupon-réponse ci-dessous.

4, place de Navarre 95200 Sarcelles  
tél. : 990 71 01 tél. : 990 75 94 tél. : 990 67 19

GSCIC PARIS

Sarcelles : \_\_\_\_\_  
Provence-Alpes-Côte d'Azur : \_\_\_\_\_  
Alsace : \_\_\_\_\_  
Lorraine : \_\_\_\_\_  
Normandie : \_\_\_\_\_  
Île de France : \_\_\_\_\_  
Midi-Pyrénées : \_\_\_\_\_  
Nord-Pas-de-Calais : \_\_\_\_\_  
Picardie : \_\_\_\_\_  
Région parisienne : \_\_\_\_\_  
Rhône-Alpes : \_\_\_\_\_  
Sud-Ouest : \_\_\_\_\_  
Sud-Est : \_\_\_\_\_  
Toulouse : \_\_\_\_\_  
Vosges : \_\_\_\_\_

صحنه من الراحل



صلى الله عليه وسلم

# La région parisienne

MAL PRÉPARÉ, MAL ACCEPTÉ, MAL COMPRIS

## Le plan d'occupation des sols de la capitale sera-t-il « repris » après l'élection du maire ?

**L**E Conseil de Paris vient d'adopter le plan d'occupation des sols (POS) de la capitale. Ce document d'urbanisme définit les droits de construire attachés à chaque terrain, détermine les espaces verts à préserver, organise l'implantation de la desserte des constructions, prévoit les équipements nécessaires aux équipements futurs... Il a été élaboré par un groupe de travail comprenant des conseillers de Paris et des

représentants des services de l'Etat et de la Ville. L'établissement et l'approbation de cet instrument essentiel pour l'avenir de la capitale n'a jamais suscité, au sein du Conseil de Paris, le vaste débat qu'il aurait mérité. L'absence d'opposition, mais aussi parce que les considérations locales ou politiques ont bloqué toute tentative sérieuse de discussion. L'enquête publique, du fait de documents accessibles uniquement à des spécialistes, n'a pas

permis d'autre part de prendre véritablement l'avis du Parisien « moyen ». Ce document mal préparé, mal accepté, mal compris, le futur maire de Paris devra le prendre en charge en mars 1977 après son élection par l'Assemblée municipale. Le laissera-t-il en l'état ? Ne sera-t-il pas plutôt conduit, après une dure campagne électorale où l'urbanisme de la capitale aura été épremé, à débattre de rouvrir le dossier ?

### POINT DE VUE

**L**E POS de Paris, tel qu'il a été adopté par le Conseil de Paris, signifie la poursuite du processus de dégradation de la capitale. En effet, Paris se détruit parce que l'irruption des techniques nouvelles (constructions à grande hauteur, volumes énormes, automobiles envahissantes) exploitées sans merci par la spéculation provoque partout le gigantisme, la minéralisation, l'encombrement, la ségrégation sociale.

Dans le domaine de l'urbanisme, nous nous retrouvons ainsi devant le même problème général que celui dominant aujourd'hui l'actualité : l'inflation des hauteurs, l'inflation des volumes, l'inflation du minéral, l'inflation du stationnement et de la circulation.

L'inflation, ce mal insidieux, lorsque le seul critère est dépassé et que l'on arrive au point de saturation, détruit le tissu urbain. Là aussi il faut avoir le courage de renverser le processus. Le plan d'occupation des sols voté répond-il à tous ces problèmes ?

Premier constat : c'est un plan incompréhensible, aussi bien pour les habitants que pour quiconque. Comprendre exige essentiellement de pouvoir prendre une vue d'ensemble : ce qui, pour le plan présenté, est impossible, même pour un urbaniste. Une énorme juxtaposition de traits et de taches n'apporte le moyen de comprendre, détail par détail, que ce qui se passe en tel ou tel point et non seulement empêche de saisir quelque idée directrice que ce soit, mais, ce qui est plus grave, dissimule qu'il n'en existe aucune.

En deuxième lieu, ce plan est le contraire d'un plan d'avenir — qu'il engage cependant d'une manière irrémédiable. En effet, à quelques alignements près, et là où de vastes périmètres n'ont pas été laissés en blanc ou sans aucune indication (n'est-ce pas exorbitant), une grande partie de la capitale se trouve hors plan, donc absente de la consultation, il ait été fait enquête

## Incompréhensible et archaïque

par MAURICE-FRANÇOIS ROUGE (\*)

suprès des habitants sur des espaces au sujet desquels rien n'est dit et sur la transformation desquels ils ne pourront donc pas, par la suite, manifester leur opinion), le plan ne fait qu'entériner l'état actuel, et ainsi la politique pratiquée jusqu'à présent : en reproduisant, avec toutes ses fautes et la possibilité de les continuer, le plan existant, plan d'un passé devenu totalement inadéquat aux conditions nouvelles de notre époque. Ainsi, non seulement il ne comprend aucun élément correspondant aux exigences contemporaines, ni du point de vue des tracés, ni des structures, ni des circulations, ni du règlement, mais il ne met même pas fin aux erreurs qui déshumanisent la ville.

En perpétuant ainsi les fautes actuelles, ce plan ne peut être autre chose que l'instrument de déchéance de Paris. N'officialise-t-il pas la poursuite d'une évolution en train de dégrader et de détruire très rapidement la capitale ? Et, ce qui est encore plus grave, tous les changements dus à la prodigieuse mutation des possibilités techniques aboutissant à sortir de l'échelle humaine s'effectuent sur un parcellaire et sur des structures et des tailles d'îlots propres à un état ancien : celui qui a existé jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle. Déjà, l'ère haussmannienne avait brutalisé les structures antérieures. Aujourd'hui, toute construction de grande hauteur ou de grand volume, dans des îlots et sur des tracés de plans qui n'ont pas été conçus pour cela, constitue un véritable sabotage de l'avenir : elle rend, par des impossibilités énormes, nouvelles et coûteuses, pour longtemps impossible une évolution nécessaire, ne serait-ce qu'en fonction du logement, du stationnement ou de la circulation des automobiles.

Le plan d'occupation des sols qui, cependant, rappelle dans un rapport que « le principe essentiel de l'urbanisation haussmannienne consiste dans la mise en place d'un nouveau système circulatoire... », n'a

pas compris que le problème fondamental était là : impossible, devant les faits nouveaux, de ne pas proposer une nouvelle structure et un nouveau règlement.

De telle sorte que la capitale vit actuellement sur les ruines menacées de son passé. Son renouveau porte sur un espace relativement limité, en pourcentage de plus en plus réduit au fur et à mesure de l'extension, et qui se dégrade, lui aussi, rapidement, du fait des hors d'échelle autorisés un peu partout : l'intérieur et l'extérieur, faute d'un véritable plan du patrimoine. Et d'ailleurs il n'y a pas de plan de mutation, celui qui caractérise toutes les grandes époques, pour répondre à des données nouvelles et témoigner des progrès de leur temps. Pendant longtemps, en effet, et c'était normal, la ville engendrait, en proportion même de son développement, de nouveaux éléments de beauté. Aujourd'hui ? La périphérie s'étend sans valeurs nouvelles, dans un désordre de plus en plus agressif et la multiplication des « pollutions visuelles ».

La première mesure que le Conseil de Paris peut prendre immédiatement est de fixer les trois seuils au-delà desquels la ville devient inhumaine : par emprise sur le ciel, par surdensification au sol, par manque d'arbres.

Le plafond de hauteur de 25 mètres (échelle n'excède ni l'homme ni les arbres) a été adopté pour tout le centre : il doit l'être pour l'ensemble de la ville et assorti d'une verticale sur rue réduite à 18 ou même à 15 mètres.

Il faut limiter le droit de construire par un plafond de densité (coefficient d'occupation des sols ou COS) limité à 1,5 ou à 2, au lieu de 2,7 à 3,5 : c'est-à-dire ne faire que rendre obligatoire pour tous ce qui, dans la récente loi, ne donne lieu, en cas de dépassement, qu'à un prélèvement fiscal. Une telle mesure constituerait aussi le moyen de s'attaquer enfin à la hausse vertigineuse du prix du sol et à la spéculation foncière, un des grands facteurs de l'inflation. Pourquoi le ministre des finances, qui veut arrêter l'inflation et bloquer

certaines prix, ne s'est-il pas occupé de celui des terrains.

Enfin la nature devrait rentrer dans la ville : le pourcentage à laisser libre au sol dans les parcelles privées (problème des normes de configuration interne des îlots) devrait comporter une part obligatoirement plantée d'arbres de haute tige.

Ces règles ne devraient laisser aucune possibilité de dérogations, mais on aurait dû prévoir des « cas spéciaux », entourés de toutes les garanties nécessaires et notamment la consultation du public.

La première exigence, quant au contenu d'un nouveau POS, est d'ordre structurel, fondement même de tout urbanisme, mais ignoré par le plan présenté. C'est l'étude d'une ville dont toutes les parties ne soient plus indifférenciées dans un informe « magma » (comme c'est le cas avec les fausses structures du zonage proposé, dont la configuration est désordonnée), mais structurées réellement : notamment par des quartiers que le POS doit commencer par délimiter, et conçus de manière à constituer de véritables communautés de base.

Le nouveau POS devrait être assorti de quatre plans pour la mise en évidence des solutions données à quatre problèmes majeurs : — Plan du patrimoine (piétons et voitures) et de stationnement et de logement des automobiles. — Plan des espaces verts : localisation et zones desservies. — Plan de répartition sociale : pour éviter les ségrégations et rechercher un équilibre.

Il devrait comporter des « schémas de secteur », pour les espaces fonctionnels pour l'avenir de la capitale : — « Site Seine » sur toute sa longueur. — « Site des canaux ». — « Site Saint-Eustache », lié à un projet de prolongation du célèbre axe Etoile-Louvre jusqu'à l'Hôtel de Ville.

Il faut donc que tout le monde en prenne conscience : avec le plan actuel, le déclin est, pour Paris, inévitable. La véritable intelligence politique n'est-elle pas de savoir reconnaître les erreurs plutôt que d'y persévérer : en conséquence, renverser le processus en cours. C'est le seul moyen, pour une ville de rang et de rôle mondiaux comme Paris, de lui faire faire le nouveau bond en avant souhaité par tous.

(\*) Urbaniste.

## Passages à vide

**B** IEN des passants les ignorent. Il faut être un « paysan de Paris » pour les connaître, les trouver, y entrer. A l'aventure. Les passages couverts, nombreux sur la rive droite, ne sont pas tapageurs : entrées discrètes qui se distinguent à peine d'un porche d'immeuble ; boutiques désuètes qui déclinent doucement. Certains sont presque abandonnés, comme la galerie Colbert. D'autres voient passer trop de monde, étouffant sous la cohue, comme le passage du Havre, utile raccourci entre les grands magasins et la gare Saint-Lazare. Mais les plus séduisants sont aussi les plus désolés : pas de lumière vive, pas de vitrine réjouissantes. Quelques pas sur le carrelage, sous la verrière qui répand un faux jour, lumière blanche hors saison, et les bruits du boulevard ne sont plus qu'une lointaine rumeur. Soudain, on entend les pas, on ralentit le sien. Entrant au cœur profond de la ville, on s'éloigne d'elle. A l'abri.

Il y a des noms mystérieux : les Princes, les Panoramas, le Grand-Cart ou Véro-Dodat, qui n'est pas un chanteuse d'opéra mais les noms de deux caractiers fortunés, messieurs Véro et Dodat, qui jouèrent au promoteur vers 1827 pour ouvrir à deux pas des Halles la plus raffinée des galeries. Même si quelques boutiques dans le vent ont choisi ces refuges (les mannequins de Catherine Herli et la styliste Tange dans le passage Châtelet, Balloon à la galerie Vivienne), on y trouve surtout des commerces déclinants — ou rares : un fabricant de pipes dans le passage des Princes, le dernier graveur héraldique de Paris dans celui des Panoramas, des lithiers, des brocanteurs, des marchands de timbres rares, de livres anciens et de... farces et attrapes.

Ce sont à la vérité les passages du désenchantement. Chaque chose y rappelle des temps qui ne sont plus, écrit le poète au moment où l'on démolissait le passage de l'Opéra pour terminer les grands boulevards. Les causes de ce déclin, les menaces d'abandon ou d'un détournement tout aussi mortel (entrepôts, commerces, g'installent en force) sont analysées dans une remarquable étude de Mme Laura Wodke, publiée dans la revue de l'Atelier parisien d'urbanisme, Paris-Projet (1).

Mis au secret par l'essor des grands magasins au siècle dernier, les passages sont restés à l'écart — et à l'abri — de l'évolution urbaine. Aujourd'hui, on découvre

leurs charmes à l'abandon. Peuvent-ils renaitre, se demander les urbanistes. « Peut-être est-ce au fond, écrit Laura Wodke, dans le fait d'être hors du temps que les passages couverts trouvent aujourd'hui leur meilleure chance de se retrouver dans le siècle. »

La mode, un regain d'affection, ne suffisent pas. Malheureusement, disent les urbanistes... Si la sensation de rupture avec le milieu urbain est indissociable d'une impression de délabrement et de saleté, et la tranquillité du cheminement provient seulement de ce qu'il est rigoureusement vide de toute fréquentation, si enfin le caractère insolite de certains commerces signifie seulement une survie très provisoire, on peut gager que le passage couvert n'a aucune chance de retrouver un peu de son éclat et de son rôle d'autrefois.

Pour sauver les passages, il faut leur redonner un air de jeunesse, faire souffler un vent nouveau. Et d'abord restaurer et réhabiliter l'architecture et le décor, les sculptures et les verrières, les boiseries et les cuivres. Ouvrir toutes les boutiques et certains entrées, supprimer les vitrines aveugles, les trous noirs. Installer des fontaines et des arbustes.

Pour réanimer l'activité commerciale, il ne faut pas, estime l'APUR, chercher à limiter les plus riches allées marchandes couvertes aux Champs-Élysées ou dans les grands centres commerciaux. Les passages doivent garder leur personnalité, une sorte de « spécialisation » dans le commerce rare, les librairies, les galeries, l'artisanat d'art.

Comment atteindre ces objectifs ? L'administration peut protéger les passages (certains sont inscrits à l'inventaire des monuments historiques, d'autres devraient l'être). Peut-être aussi participer plus activement à leur renaissance, tâche d'autant plus délicate qu'ils sont tous propriété privée, et dépendent parfois, comme la galerie Véro-Dodat, de quatre-vingt-quinze propriétaires indivis ? A défaut de contraindre les propriétaires, l'administration peut tenter de collaborer avec eux, en les incitant par des aides financières, et en mettant au point des « mini-plans de sauvegarde ». Enfin, et cette tâche revient aux responsables parisiens, il faut « rénover » les passages dans les cheminements à travers la ville, c'est-à-dire ne pas les oublier quand on organise la mise en valeur du Paris à ciel ouvert.

MICHEL CHAMPENOIS.

### CORRESPONDANCE

## Crèches en dur

**A** PRES l'article sur les crèches en région parisienne (12 octobre), M. Marc Sauzet, responsable de la coordination des associations de parents d'enfants âgés de crèche dans la région parisienne, nous écrit :

Par de nombreux points, la circulaire de Mme Veil sur les crèches (datée du 18-12-75) est une dégradation du fonctionnement des crèches collectives actuelles (mensualisation des paiements pour faire payer les jours où l'enfant est absent, prise d'enfants en surnombre, plus de visites médicales systématiques, non-habilitation des enfants par la crèche) dans le but de les rentabiliser. Cette orientation nous semble déconcerter d'études faites sur le coût des crèches (80 F par jour et par enfant pour le fonctionnement). Cette circulaire propose enfin d'encourager tout système de garde à priori plus économique, mini-crèches, bénévolat, etc.

Les associations de parents, en plus de leur présence quotidienne dans la vie de la crèche, entendent assurer la défense de la crèche publique en tant que service public. Cela signifie :

- 1) Maintien des crèches « en dur » ;
- 2) Annulation du service dans le sens d'un système éducatif d'éveil (ce qui suppose le recrutement, la formation et la revalorisation de la condition du personnel) ;
- 3) Mise en œuvre prioritaire, sur crédits d'Etat, d'un programme de construction de crèches collectives publiques pour satisfaire la demande actuelle et rapprocher les crèches des domiciles.

Le développement d'autres formes de garde nous semble nuisible si elles sont un palliatif au manque de crèches et si elles n'offrent pas la possibilité d'éducation et d'éveil souhaitable.

## STAGE INTENSIF

Anglais - Français - Allemand - Espagnol - Italien  
**SPECIAL CRASH - 75 HEURES**  
en 2 ou 4 semaines (pas plus de 5 participants)  
Dates des prochains stages :  
6 décembre - 3-10-31 janvier - 7 février  
Opéra : 742.13.39 - Nation : 346.12.65  
Panthéon : 633.98.77 - Puteaux : 772.18.16  
St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70  
Bordeaux - Cannes - Lille - Lyon - Marseille - Nice  
Strasbourg - Toulouse

**BERLITZ®**  
LANGUES VIVANTES  
Organisation Privée

**loterie nationale**  
Tranche des azalées  
gros lot  
5 millions de F  
tirage  
le 1er décembre



PRIS DU BILLET : 4 F  
PRIS DU 1/10 : 5 F

### LES CYCLISTES MARQUENT DES POINTS

## En piste, le long du canal de l'Ourcq

**L**ES cyclistes parisiens peuvent être satisfaits : les élus et les pouvoirs publics ont décidé — enfin — de leur aménager une piste cyclable, le long du canal de l'Ourcq, entre le canal Saint-Martin, à Paris, et Meaux (Seine-et-Marne).

Un comité interministériel, réuni en 1973, avait demandé au ministre de l'équipement de rechercher des itinéraires pour les cyclistes de la capitale ; les services régionaux proposèrent le site du canal de l'Ourcq. En effet, celui-ci est l'une des rares percées qui permettent de relier Paris intra muros à la périphérie de la région parisienne sans « conflit » avec la circulation automobile. D'autre part, il passe à proximité du futur parc de la poudrière de Sevran (Seine-Saint-Denis) et de la base de loisirs de Jablines (Seine-et-Marne).

Dans un premier temps, il a été prévu d'aménager la rive sud du canal sur 8 kilomètres, de Pavillons-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) jusqu'à Mitry-Mory

(Seine-et-Marne). La piste cyclable, d'une largeur de 3 mètres, serait située tantôt sur la berge, tantôt sur un remblai ou sur la voirie locale. Un aménagement paysager serait réalisé avec le concours des communes traversées. Six passerelles réservées aux piétons et aux cyclistes permettraient à ceux-ci de franchir commodément le canal.

Le devis de cette première tranche s'élève à 5,8 millions de francs dont le Fonds d'intervention et d'aménagement pour la nature et l'environnement (FIANE) subventionnera 10 %. Le solde sera supporté aux trois quarts par la région d'Ile-de-France et pour un quart par le département de la Seine-Saint-Denis désigné maître d'ouvrage.

Ce projet fait l'objet de critiques formulées par le Mouvement de défense de la bicyclette (M.D.B.). Celui-ci juge trop importantes les infrastructures, qui risquent d'attirer des engins à moteur.

AL F.

**Samaritaine**  
 PONT NEUF (RIVOLI) - VELIZY 2 - ROSNY 2 - CERGY

## Une belle fourrure est un bon investissement



VESTE DE LOUP  
**4 900 F**

CRÉDIT SÈMEUSE 8415 Centre de Jean-Louis David

MANTEAU VISON  
PLEINES PEAUX  
**6 500 F**

MANTEAU ASTRAKAN  
BREITSCHWANZ  
SWAKARA  
**7 500 F**

MANTEAU  
PETALES DE VISON  
**4 700 F**

La SAMARITAINE vous propose  
dès maintenant, une très grande variété de fourrures de qualité à des prix surprise.  
MAGASIN 1 - 4<sup>e</sup> ETAGE

CREDIT SÈMEUSE

PARKING SAMARITAINE P TROTTOIR ROULANT

## LA VIE SOCIALE

### HANDICAPÉS

#### Vingt-quatre associations dénoncent la non-application de la loi d'orientation

Vingt-quatre associations regroupant plusieurs centaines de milliers de handicapés et de parents d'enfants handicapés, notamment l'Association des paralysés de France (A.P.F.), l'Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés (UNAPEI), l'Association de placement et d'aide pour jeunes handicapés (APAJH), le Comité national pour la promotion sociale des aveugles et l'Association nationale des parents d'enfants aveugles ont lancé un véritable cri d'alarme, au cours d'une conférence de presse au siège de l'A.P.F., pour dénoncer la non-application de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées.

Dix-sept mois après sa promulgation, en juin 1975, cette loi, qui comportait des améliorations certaines, a souligné M. Trannoy, président de l'A.P.F., n'est pratiquement pas appliquée, soit en raison de retards apportés à la parution des décrets, soit du fait des difficultés de leur application. Un exemple parmi d'autres : l'article 53 de cette loi d'orientation prévoyait que, dans un délai d'un an, le code de route serait modifié afin que les conducteurs handicapés atteints d'une infirmité définitive et stabilisée ne soient plus soumis qu'à un examen unique et gratuit. Ce décret n'est toujours pas paru.

Les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel pour les adultes ne sont encore constituées dans aucun département, alors que le décret relatif à leur création date du 2 juin dernier. En attendant, de nombreux adultes (et de nombreux enfants handicapés passés entre-temps à l'âge adulte) se trouvent gravement lésés malgré un récent décret — rarement mis en pratique — permettant le paiement des allocations sur simple présentation de la carte d'invalidité.

#### Des milliers de dossiers

D'autre part, selon M. Henry, président de l'UNAPEI, et Mme Delalande, représentant l'APAJH, les commissions départementales d'éducation spéciale — intéressantes les jeunes jusqu'à vingt ans — commencent seulement à se mettre en place, et plus de trois mille dossiers sont actuellement en souffrance pour la seule ville de Paris. Là aussi, les conséquences de ce retard sont préjudiciables aux enfants handicapés et à leurs familles, puisque le versement des allocations est suspendu à la décision de la commission.

Face à ce « vide juridique » et à l'interprétation archaïque des textes, au gré des décrets et des services, un très grand nombre de handicapés, a conclu M. Trannoy, se voient privés des allocations de formation. Début novembre, en tout cas, la quasi-totalité d'entre eux n'avaient encore rien perçu.

Autre lacune : aucun pays, jusqu'à présent, n'a passé d'accord de réciprocité avec la France

• LES MARINS C.G.T. DE ROUEN APPELLENT À LA SOLIDARITÉ. — Né de menaces de suppression d'emplois, le conflit qui oppose la direction du port autonome de Rouen et les marins C.G.T. est actuellement dans l'impasse. Les dockworkers rouennais sont d'autant plus vives que soixante-dix employés risquent aussi de perdre leur travail en raison du désarmement d'un train de dragage en janvier 1977. Les marins rouennais ont lancé un appel à la solidarité dans tous les ports français, demandant à leurs camarades de se tenir prêts pour un « débrayage massif ». — (Corr.)

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE  
Aucun diplôme exige  
Aucune limite d'âge  
Demandez le nouveau guide  
demandant le numéro  
ECOLE PRÉPARATOIRE  
D'ADMINISTRATION  
Ecole privée fondée en 1973  
soumise au contrôle pédagogique  
de l'Etat  
4, rue de Fécamp-Champs  
75002 PARIS - CEDEX 02

### SYNDICATS

#### LA FÉDÉRATION DE L'ÉQUIPEMENT C.F.D.T. RÉPOND AUX CRITIQUES DE LA CONFÉDÉRATION

La fédération de l'équipement C.F.D.T. (F.N.E.E.T.) répond dans *Syndicalisme* du 25 novembre aux critiques dont elle avait été l'objet dans un précédent numéro de cet hebdomadaire, organe de la centrale (*Le Monde* date 14-15 novembre).

Exposant les divers aspects des débats de son congrès de la mi-octobre, la F.N.E.E.T. déclare que toutes les décisions ont été prises démocratiquement, les délégués ayant été dûment informés avant de répondre le regroupement de leur fédération avec celle des cheministes, pour former une grande fédération générale des transports.

La direction de la F.N.E.E.T. va-t-elle maintenant prendre une orientation contraire aux perspectives et à la stratégie de la centrale, comme l'avait écrit M. René Decailion, responsable du secteur « organisation » de la confédération ?

Le bureau de la F.N.E.E.T. répond : « Pour ce qui concerne l'élection du nouveau conseil fédéral, nous nous interrogeons sur ce qui permet à Syndicalisme de dire que plusieurs militants de groupes d'extrême gauche sont entrés au conseil et au bureau fédéral. Etus pour remplir le mandat que leur a confié le congrès, la fédération ne demande pas de compte aux conseillers fédéraux, de leur appartenance politique ; elle attend d'eux que, dans le cadre de ce mandat, ils appliquent les décisions prises régulièrement dans le cadre des instances statutaires, ainsi que le veut la démocratie syndicale à tous les niveaux. Personne n'a le droit de douter qu'ils agissent autrement. »

• DISSOLUTION D'UNE UNION LOCALE C.F.D.T. DE PARIS. Les responsables parisiens de la C.F.D.T. ont prononcé la dissolution du bureau de l'union locale des 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> arrondissements, d'où provenait une affiche affirmant : « Comme ton patron, adhère au P.S. ! » Le bureau de l'union, qui n'avait participé à cette opération, n'a pas cependant désavoué les auteurs de l'affiche.

• RECTIFICATIF. — Dans le tableau des estimations de la production future du gisement de Lacq, publié dans *Le Monde* du 18 novembre, page 22, une erreur nous a fait exprimer la production de soufre en milliards de tonnes. Il s'agit, en fait, millions de tonnes.

**L'offset de bureau : un investissement qui mérite une consultation sérieuse.**

**PHOTOGAY**  
division offset

Offset de bureau : voyez un spécialiste

Paris/Courbevoie. Tél. 333.14.20  
Lyon/Vaulx-en-Velin - Tél. (78) 84.45.81

**Consultez-nous**

## Dem sert tout à tout moment.

Pour tous ceux qui s'occupent de la gestion de restaurants d'entreprises, la restauration Dem (automatique ou assistée) résout d'un problème difficile. Dans ce domaine si délicat, Dem, grâce à ses techniques de pointe (ces appareils permettent les liaisons froides), fait dire que Dem fabrique des appareils automatiques depuis plus de 20 ans. Avec Dem finit le travail de personnel à recruter, des locaux exigus (vous pouvez organiser plusieurs services), des hommes chichis. 7 jours sur 24 heures sur 24, Dem est à votre disposition pour servir à toute heure : chaud les plats qui se mangent chaud, froid les plats qui se mangent froid.

Dem c'est également une organisation de concubines présentes dans toute la France qui peuvent aussi vous fournir, installer et entretenir une gamme complète d'appareils pour tout distributeur (boissons, nourriture d'appoint, cigarettes). Pour tous renseignements, contactez le bon ci-contre à Dem : 4, rue Robert-Schuman - R.P. 50 - Zone Industrielle - 27330 Ozon-la-Ferrière - Tél. 0329912.

**Dem. Le premier spécialiste de la distribution automatique.**

Bon à retourner : 4, rue Robert-Schuman - R.P. 50 - Zone Industrielle - 27330 Ozon-la-Ferrière, pour recevoir :

- ☐ une documentation sur les distributeurs automatiques ;
- ☐ une brochure sur la restauration ;
- ☐ la visite d'un délégué ;
- ☐ la liste de nos concessionnaires.

Nom : .....  
Société : .....  
Adresse : .....  
Tél. : .....





## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## A L'ÉTRANGER

## Deux cent cinquante hommes d'affaires américains à Moscou

M. William Simon, secrétaire au Trésor, et deux cent cinquante hommes d'affaires américains devaient arriver ce 29 novembre à Moscou. Cette délégation, la plus importante de ce type jamais venue en U.R.S.S., sera sans

doute reçue par M. Léonide Brejnev. Elle doit participer à la session annuelle du Conseil économique et commercial soviéto-américain, qui s'ouvrira le 30 novembre et poursuivra ses travaux pendant deux jours.

## De notre correspondant

New-York. — « Dans l'ensemble, estime un porte-parole du Conseil économique et commercial soviéto-américain, les relations commerciales entre les États-Unis et l'U.R.S.S. ont été décevantes. » Certains hommes d'affaires plaident leurs espoirs en Jimmy Carter, « qui pourrait mettre un terme aux frustrations politiques et économiques au milieu desquelles ils se débattaient depuis deux ans ».

Toutefois, les déclarations du président élu, au cours de sa campagne (il estimait que M. Ford ne s'était pas montré assez ferme vis-à-vis des Soviétiques), ne sont pas de nature à devoir les encourager. Rien n'indique qu'il invitera prochainement le Congrès à repousser l'amendement Jackson-Vanick qui eut pour effet de couper l'U.R.S.S. du financement de l'Export-Import Bank et de lui refuser la clause de la nation la plus favorisée.

A première vue, les exportations américaines en direction de l'U.R.S.S. — qui atteindront cette année, la somme de 2,5 milliards de dollars — pourraient paraître suffisantes. En réalité, elles ont été artificiellement gonflées par les importations massives de céréales faites par l'U.R.S.S., en raison de deux très mauvaises récoltes enregistrées en l'espace de cinq ans. Les grands projets industriels n'ont jamais vraiment décollé.

On est notamment loin des 10 milliards de dollars d'investissements escomptés sur dix ans dont il avait été question pour prospecter le gaz liquide en Sibirie et y construire un port devant permettre d'acheminer les hydrocarbures vers les États-Unis.

Plusieurs firmes américaines, qui ont dépensé des centaines de millions de dollars en frais de bureau et de personnel à Moscou ces dernières années, se voient obligées de passer ces investissements par profits et pertes. Le projet de financement d'une usine à papier géante en Sibirie (auquel International Paper devait collaborer) bat de l'aile. Kaiser Industries et Aluminum Company of America se sont fait enlever par les Français le contrat de construction d'une fonderie d'aluminium. Plusieurs grandes entreprises américaines craignent également de perdre des projets auxquels elles s'intéressent au profit d'Européens et de Japonais mieux aidés qu'elles.

Les grands managers qui arrivent à Moscou cette semaine sont porteurs d'idées nouvelles. Ils proposeront par exemple aux « managers » : non contentes de fournir les crédits et la techno-

logie, les entreprises américaines se chargeront aussi du marketing et de la distribution à l'étranger des produits fabriqués

en U.R.S.S. Toutefois, dans la mesure où le commerce soviéto-américain est déterminé par les relations politiques entre les deux pays, les chances d'expansion à court terme semblent minces.

LOUIS WIZNITZER.

## Accidents du travail

• DEUX MORTS À TROYES. — Deux ouvriers, Alexandre Cruz, dix-huit ans, et Lerbé Ben Sabare, vingt-cinq ans, sont morts samedi 27 novembre, en soirée, par l'écroulement d'une tranchée sur un chantier. Selon les premiers éléments de l'enquête, un mur de terre de 3 mètres de haut qui surplombait la tranchée n'était pas suffisamment étayé.

## Affaires

• CONTRAT EN ROUMANIE POUR E.M.C. — La société

## FAITS

## ET CHIFFRES

un procédé Rhône-Poulenc-Lambert Industries.

Le coût global de l'installation est évalué à 50 millions de francs, dont 25 millions reviendront à PEC-Engineering.

## Fiscalité

• M. FRANÇOIS PALMERO, sénateur des Alpes-Maritimes (Un. cent.), vient de déposer une proposition de résolution tendant à créer, au Sénat, une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles a été appliquée la loi du 21 juillet 1975 relative à la taxe professionnelle.

Quand vous partez avec nous au Japon, vous partez avec un chauffeur, vous partez avec un interprète, vous partez avec une secrétaire, vous partez avec un télex, etc... etc...

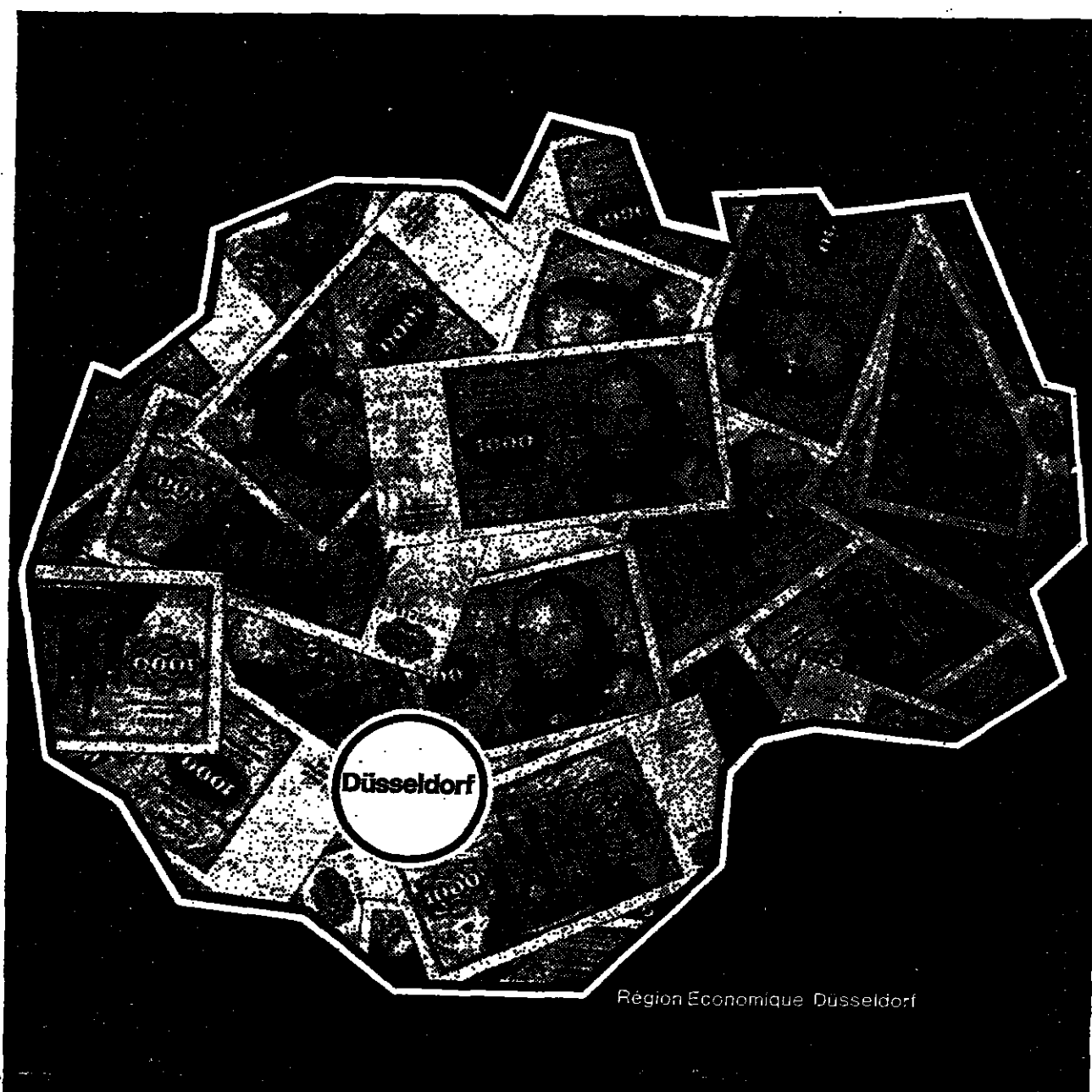
Pour aider les hommes d'affaires à réussir leur voyage au Japon, JAL a conçu l'Executive Service.

Si vous souhaitez en savoir plus sur tout ce que l'Executive Service peut vous apporter, téléphonez au 225.55.01 ou envoyez votre carte de visite à Japan Air Lines, 75 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Personne ne pourra vous aider au Japon mieux que nous.



## DUSSELDORF



## Votre marché de 84 milliards de Marks

Nulle part ailleurs en Europe vous ne trouverez une région aussi peu étendue, où 9 millions d'acheteurs disposant d'un aussi haut pouvoir d'achat, sont concentrés — ouverts à tous les contacts. La clé de ce marché s'appelle Düsseldorf.

Düsseldorf est une métropole économique d'importance internationale et le premier centre commercial d'Allemagne Fédérale en matière de commerce extérieur. C'est la capitale animée et le foyer culturel du Land le plus peuplé de R.F.A. dotée d'écoles internationales, Düsseldorf est renommée pour son hôtellerie et sa table.

## Düsseldorf: la métropole économique et les chiffres.

20 grandes villes > 60 km • Düsseldorf: 432.224 personnes actives  
chiffre d'affaires de l'industrie (12,8 milliards de DM) • part du commerce extérieur (3,9 milliards de DM) • 32.734 entreprises (total)  
10792 affaires de gros et de commerce • 15.339 entreprises du secteur tertiaire • 180 entreprises françaises 9 millions d'habitants (région économique) • 20,9 milliards de DM chiffre d'affaires de la Bourse (32,1% du C.A. global des bourses allemandes - Berlin excepté)  
136 organismes de crédit disposant de 369 agences

## Demande d'informations

Veillez nous adresser, par retour, le « Guide de Düsseldorf »  
Raison sociale \_\_\_\_\_  
M. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Office Economique et Commercial - Ehrenhof S. D. - 4000 Düsseldorf 1.

L'usage de l'argent  
un investissement  
qui mène  
une consommation

PHOTO

Cartes de crédit

tout moment

L'ESPAGNE COMPTAIT 511.076 CHOMEURS pour 13 millions de personnes actives à la fin du mois d'octobre, soit 4 % de la population active, vient d'annoncer le ministère espagnol du travail. Les secteurs les plus touchés sont le bâtiment et l'industrie, et les régions les plus affectées sont celles de Barcelone (30.210 chômeurs), Madrid (40.594) et Malaga (30.165). — (A.F.P.)

L'INDE NATIONALISE CALTEX. — Un accord portant sur la prise de contrôle totale par le gouvernement indien des activités de la société américaine Caltex vient d'être signé à New-Delhi. La nationalisation doit être effective le 30 décembre 1976.

Le gouvernement de l'Inde s'est engagé à verser 13 millions de dollars à Caltex Petroleum Corporation (New-York) en cinq versements, au titre du rachat des installations de raffinage et de distribution de Caltex en Inde.

La nationalisation de cette société portera à 26,9 millions de tonnes la capacité totale de raffinage du secteur pétrolier d'Etat en Inde. Seule, la société britannique Assam Oil Company, capable de raffiner 500.000 tonnes de brut par an, sera encore aux mains du secteur privé. Des négociations sont en cours en vue de sa nationalisation. — (A.F.P.)

QATAR VA S'ASSURER LE CONTRÔLE GÉNÉRAL DE SA PRODUCTION PÉTROLIÈRE. — Les avois de la Shell Company of Qatar, filiale du groupe Royal Dutch-Shell, opérant dans l'émirat, vont passer sous le contrôle de l'Etat, a annoncé, le 28 novembre, l'émir de Qatar, un discours prononcé à l'ouverture de la cinquième session du Conseil consultatif qatari (le Parlement). Déjà, le 16 septembre, l'émirat avait pris le contrôle total de la seconde société opérant dans l'émirat. Désormais, l'ensemble de la production pétrolière (21 millions de tonnes en 1975) dépendra de la Qatar Petroleum Company, la société nationale. — (A.F.P.)

## LA VIE ÉCONOMIQUE

## BILLET

## Plus de veau aux hormones ?

Peu à peu, le fil législatif se resserre en matière de médecine vétérinaire : il s'agit d'empêcher la vente aux consommateurs de viandes et d'autres produits d'origine animale contenant des résidus de substances médicamenteuses dommageables pour leur santé. Déjà, l'addition d'antibiotiques à la nourriture animale est réglementée. De plus, la loi sur la pharmacie vétérinaire, adoptée à la fin de 1974, réserve aux seuls professionnels, à quelques exceptions près, la commercialisation des médicaments destinés aux animaux.

Parue au Journal officiel du 28 novembre, une loi interdit l'administration d'œstrogènes (les fameuses hormones...) aux animaux destinés à l'alimentation humaine, comme les veaux et les poulets. Une seule exception : l'administration de ces substances à des femelles adultes, lorsque cette médication est nécessaire pour assurer la régularité de leur cycle et permettre la reproduction.

Dernier volet de cette loi : les denrées qui contiendraient des résidus d'œstrogènes seront retirées du marché, et les contrevenants s'exposent à des amendes de 2 000 à 20 000 francs (de

4 000 à 40 000 francs en cas de récidive) et à des peines de prison de dix jours à six mois. Il ne reste qu'à espérer que l'arrêté d'application précisant les teneurs maximales soit rapidement publié et que... la loi soit appliquée, mieux que ne l'ont été les décrets du 20 mars 1959 et du 13 août 1965, qui déjà, interdisaient de telles pratiques. Pour cela, il faudrait que le nombre des vétérinaires chargés de ces contrôles soit suffisant : il n'y a guère, le tiers environ de ces postes étaient vacants, faute de candidats, et les vétérinaires vétérinaires, comme les préposés sanitaires ne parvenaient que difficilement à pallier ces lacunes.

Pourtant seuls des contrôles rigoureux pourront empêcher la pratique du cooptage (vente de ces substances par des personnes non qualifiées ou administration par des vendeurs de produits destinés à l'agriculture). Certains médicaments, en effet, ont l'avantage d'accroître la croissance et la prise de poids des jeunes animaux : en l'absence de législation, il était tentant d'améliorer un revenu agricole toujours retardataire...

J. D.

## TIERS-MONDE

## Le directeur de la F.A.O. critique les dépenses d'armement des États

Rome. — Les Nations unies vont consacrer, dans le cadre du Programme alimentaire mondial (P.A.M.), 206 millions de dollars pour aider à la réalisation de vingt-quatre projets destinés à améliorer la situation alimentaire.

Dix-huit pays sont les bénéficiaires de ces aides dont les plus importantes ont été attribuées au Pakistan (22,6 millions de dollars) pour la construction de routes, la plantation d'arbres et la construction de retenues d'eau, à la Somalie (28 millions de dollars) pour recenser et redistribuer les nomades victimes de la sécheresse, et au Maroc (31,7 millions de dollars).

Depuis sa création en 1963, le P.A.M. qui est sous la double tutelle des Nations unies et de la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), a consacré quelque 3 milliards de dollars à l'aide au tiers-monde.

## Des missionnaires et des militants

A l'occasion du premier anniversaire de son entrée en fonctions, M. Edouard Saouma, directeur de la F.A.O., a critiqué, dans une interview à l'agence Associated Press, les dépenses d'armement « considérables » engagées par les pays industrialisés en vue de développement, au détriment des programmes alimentaires. M. Saouma a reproché notamment à l'Union soviétique de ne pas appartenir à la F.A.O. et ainsi de ne pas avoir coopéré à la mise en place d'un système d'alerte susceptible de pallier les

conséquences des mauvaises récoltes. Le directeur de la F.A.O. a en revanche noté que les pays pétroliers « ont vraiment leur travail » car ils affectent en moyenne 2,6 % de leur P.N.B. à l'aide alimentaire. Les instances des Nations unies ont recommandé aux pays développés d'y consacrer près de 1 %, mais, en moyenne, l'effort des pays riches ne dépasse pas 0,3 %.

Enfin, M. Saouma, qui, depuis son élection, a « rationalisé » les structures de la F.A.O. en supprimant 330 emplois nouveaux, 155 réductions internationales et 33 publications, a déclaré que les 6375 employés de l'Organisation devaient être des « missionnaires » et des « militants » de la lutte contre la faim, non pas à Rome mais sur les lieux mêmes de la famine. M. Saouma veut conférer « un caractère de sainteté » à la mission dont la F.A.O. est investie.

Vos enfants ont pris la voiture ? Louez-en une chez

**europcar**

645.21.25

## les règles d'or de l'investissement immobilier

**VIENT DE PARAITRE**

Édité par FORTUNE GESTION ce guide très complet mais écrit dans un style simple et clair dégage les grandes règles de l'investissement immobilier. Joint à ce guide, un jeu de fiches mettant au banc d'essai une série de programmes.

INDISPENSABLE POUR RÉUSSIR VOS PLACEMENTS

**FORTUNE GESTION**

Société de gestion et de transactions

Pour recevoir gratuitement :

**LES RÈGLES D'OR DE L'INVESTISSEMENT IMMOBILIER** demandez M. BENHAYOUN au : **924-60-02**

FORTUNE GESTION, 29 rue de Courcelles 75008 PARIS



## COLLOQUES ET CONGRÈS

## Un forum marseillais sur « les chefs d'entreprise et le programme commun »

De notre correspondant régional

Marseille. — Comme à Paris, lors du forum récemment organisé par le magazine « l'Expansion », le parti socialiste a tenté d'ouvrir le dialogue à Marseille avec les chefs d'entreprise au sujet du programme commun.

Présidé par M. Gaston Delferre, député, maire socialiste de Marseille, le débat mettait face à face M. Jacques Attali, conseiller économique de M. François Mitterrand, et sept chefs d'entreprise ou responsables économiques régionaux : MM. Henri Delaune, P.-D.G. de la COMEX, Bernard Japiot, industriel, Jean-Pierre Lafont, entrepreneur de travaux publics, Dr. Notte, du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (C.J.D.), Jacques Richardson, industriel, vice-président de la chambre de commerce de Marseille et des Bouches-du-Rhône, Jacques de Rocca-Serra, de la Jeune chambre économique, et Pierre Terrin, président de la Société nouvelle des ateliers Terrin (SPAT), par ailleurs président du port autonome de Marseille.

La plus grande salle du Palais des congrès — contenant environ un millier de personnes — était bondée : de nombreux élus socialistes — mais pas de communistes —, des notables, mais aussi des jeunes, des universitaires, des représentants des institutions régionales, un public attentif et vivant, applaudissant volontiers les meilleures répliques, d'où qu'elles venaient. Le débat court, tendu, mais sérieux, fut surtout consacré à ce qui paraît

être la préoccupation majeure des chefs d'entreprise marseillais : les nationalisations. M. Pierre Terrin avait ouvert le débat sur la position de la gauche au sujet de la crise de la construction et de la réparation navale. « Le gosse sait qu'elle aura un héritage très lourd, qui vient de l'absence totale d'une politique des chantiers navals depuis trente ans », répondit M. Attali.

Selon l'expert économique du P.S., trois voies sont possibles : celle d'un développement des chantiers vers les pôles de production à très haute valeur ajoutée ; celle d'une reconversion partielle vers des secteurs voisins de la construction navale, également à haute valeur ajoutée ; ou celle d'une reconversion complète par le biais d'agences régionales de développement économique disposant des moyens industriels et financiers nécessaires.

Le problème des nationalisations resurgira plusieurs fois dans les questions, à propos notamment de l'industrie pharmaceutique, dont le rachat par des groupes étrangers américains ou allemands, « se fait actuellement, déclare Jacques Attali, dans des conditions extrêmement inquiétantes. Mais il est hors de question que les rachats étrangers de laboratoires français interdisent les nationalisations, il ne les rendent que plus urgente ».

Le conseiller économique de M. François Mitterrand devait également déclarer « que la gauche ne se substituerait en aucun cas aux syndicats dans les négociations avec les chefs d'entreprise ». — G. P.

## MONNAIES ET CHANGES

Pour relancer les exportations et enrayer le chômage

## Le gouvernement de M. Fraser dévalue le dollar australien de 17,5 %

Canberra. — Le dollar australien a été dévalué de 17,5 % par rapport au dollar américain, a annoncé, dimanche 28 novembre, le secrétaire australien au Trésor, M. Philip Lynch. Le dollar australien vaut désormais 1,0174 dollar américain. Le dollar australien ne sera plus désormais lié à une parité fixe. Le gouvernement adoptera un taux de change flexible, un peu semblable à un taux flottant, a précisé M. Lynch.

Le premier ministre, M. Malcolm Fraser, a réagi pendant plusieurs mois aux groupes de pression agricole et minière qui réclamaient avec insistance une telle décision. Selon M. Lynch, la dévaluation a été rendue nécessaire par la détérioration de la situation du commerce extérieur. Cette situation, estime-t-il, est due au niveau des salaires, supérieur en Australie à celui de ses principaux partenaires commerciaux, et à la baisse régulière des réserves du pays (1 milliard de dollars américains en un an). Cette mesure intervient alors que l'Australie connaît de sérieuses difficultés économiques : un taux d'inflation de presque 14 % l'an, ainsi que de graves tensions sociales, qui menacent de se transformer en affrontements entre les syndicats et les gouvernements fédéral et provinciaux. Le nombre des sans-travail est de 320 000, soit un taux de chômage de 8,3 % de la population active ; il pourrait atteindre 400 000 avant la fin de l'année.

En accordant au pouvoir il y a onze mois, et en succédant aux travaillistes, M. Fraser avait promis de stopper le processus de dégradation de l'économie australienne. Mais ses efforts pour assainir l'économie sont permis de juger, l'inflation, le chômage. De nouvelles mesures d'austérité devront être prises. Le dollar australien a été dévalué de 17,5 % par rapport au dollar américain, ce qui a entraîné une baisse de 17,5 % des prix australiens par rapport aux prix américains. Les exportations ont perdu 30 % au cours des neuf dernières semaines.

Pour le leader de l'opposition australienne, l'ex-premier ministre travailliste, M. Gough Whitlam, la dévaluation de la monnaie australienne représente un sérieux revers pour la politique gouvernementale. Elle ne sera pas sans avoir de graves conséquences inflationnistes, en même temps qu'elle permettra aux grandes compagnies de l'industrie minière et de l'élevage de réaliser d'immenses bénéfices.

De son côté, le président du conseil australien des producteurs de laine a déclaré qu'il était grand temps d'avoir opéré la dévaluation, celle-ci ne pouvant être que de bon augure pour les producteurs de laine comme pour l'économie nationale dans son ensemble.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

## OBLIGATIONS GAZ DE FRANCE 10,20 % DÉCEMBRE 1975

Les intérêts courus du 13 décembre 1975 au 13 décembre 1976 sur les obligations GAZ de France 10,20 % décembre 1975 seront payables, à partir du 13 décembre 1976, à raison de 81,80 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 1 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source, donnant droit à un avoir fiscal de 10,20 F (montant global : 102 F). En cas de déchéance du privilège de préférence, le complément de paiement libératoire sera de 15,20 F, soit un net de 76,51 F.

Le paiement des coupons est effectué sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Camartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après : Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial, banques affiliées. Société générale alsacienne de banque, Société marseillaise de crédit, Banque de l'Indochine et de Suez, Caisse centrale des banques populaires et toutes les banques populaires de France. Société centrale de banque.

**banque jordaah**

conseil en placements  
et gestion de patrimoine

Raymond Bouillon tel 280 63 45  
répondra à vos questions

siège central Paris  
3/5 rue St Georges  
sièges régionaux  
à Lille et Nice

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU SOUDAN  
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE DÉPARTEMENT AVIATION CIVILE  
Préqualification d'Entrepreneurs de Travaux pour le Développement de quatre Aéroports

Le Département de l'Aviation Civile du Ministère de la Défense de la République Démocratique du Soudan annonce son intention de développer quatre aéroports, comprenant terminus et pistes pour avions à réaction. Les quatre aéroports seront situés dans les capitales suivantes de province :

JUBA, Province d'Equatoria Est (développement de l'aéroport existant).  
MALAKAL, Province du Nil Supérieur (développement de l'aéroport existant).  
PORT SOUDAN, Province des Collines de la Mer Rouge (développement d'un nouveau site).  
WAU, Province du Bahir et Ghazal (développement d'un nouveau site).

Les œuvres seront divisées en différents contrats et sous-contrats.

Seuls les entrepreneurs avec une bonne expérience de ce genre de travaux sont invités à présenter leur demande d'envoi de documents de préqualification. Les œuvres comprennent les parties suivantes :

## A. Génie Civil

Ces œuvres feront l'objet d'un ou de plusieurs contrats pour un ou plusieurs aéroports, comprenant :  
Terrassement. Chaussées (flexibles et ou dures).  
Réseaux des eaux pluviales et usées et station d'épuration.  
Aménagement et réservoirs d'eau, y compris bouches d'incendie. Clôtures.

En plus : Fournitures et mise en œuvre de différents véhicules et équipement comprenant rouleaux, radars, camions déchargeurs.

## B. Bâtiments

Pour chaque aéroport, ces œuvres feront l'objet de sous-contrats des œuvres du génie civil, comprenant :  
Terminus (avec centrale de conditionnement d'air pour Port Soudan). Bâtiment caravans.  
Station centrale électrique. Bâtiments auxiliaires. Logis (seulement pour Port Soudan et Wau). Tout mobilier.

## C. Electricité

Cette partie fera l'objet d'un seul sous-contrat pour l'ensemble des quatre aéroports, ce sous-contrat faisant partie des contrats principaux des œuvres du génie civil. Il comprendra la fourniture, l'installation, les essais et la mise en œuvre de :  
Générateurs. Réseau d'électricité.  
Installations intérieures. Éclairage des pistes, etc.  
Éclairage des aires de trafic.

## D. Télécommunications et aides de navigation

Ces œuvres feront l'objet d'un seul contrat principal pour les quatre aéroports, comprenant fourniture, installation, mise en œuvre, essais et étalonnage de :

Système VHF de communication terre/air.  
Système fixe HF de communication (y compris une installation supplémentaire à Khartoum).  
Système HF de communication terre/air.  
Équipement VHF omni-directionnel (VOR).  
Équipement DME de mesure de distance.  
Système d'atterrissage aux instruments (ILS).  
Catégorie I (ICAO) (seulement à Port Soudan).  
Radophare non-directionnels (NDB).  
Système de téléphone PABX.  
Enregistreurs à bande. Équipement téléimprimeur.

## E. Véhicules

Un seul contrat fera l'objet de fourniture et de mise en œuvre de :

Pompes à incendie.  
Véhicules légers de secours.  
L'aide financière pour ces projets sera assurée par le Groupe de la Banque Mondiale, le Fond de Développement Saoudi, et par d'autres agences intéressées internationales et régionales.

Dans l'intérêt du développement de l'industrie Soudanaise, encouragement sera donné aux entrepreneurs Soudanais.

Le Gouvernement de la République Démocratique du Soudan a retenu les services d'ingénieurs-conseils de la firme Brian Colquhoun and Partners, de Londres, pour le planning et la conception de ces projets. Les entrepreneurs de travaux intéressés sont invités à faire connaître leur demande de questionnaires de préqualification à l'adresse suivante et d'indiquer le contrat ou le sous-contrat pour lequel ils désirent se faire inscrire.

"Sudan Airports Project".  
Brian Colquhoun and Partners,  
Upper Grosvenor Street,  
London, W1X 0AP, England.

Telex No. 21179, Answer Code: BCPLDNG.

Toute correspondance devra être rédigée en langue anglaise.

Les questionnaires de préqualification devront être complétés et remis à l'adresse ci-dessus avant le 10 janvier 1977.

De la part du Gouvernement de la République Démocratique du Soudan, le Directeur Général de l'Aviation Civile se réserve le droit de refuser toute explication des raisons de non-qualification d'un entrepreneur de travaux.

صكنا في الاجل





## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2-3. EUROPE

#### 3. AMÉRIQUES

— Tension entre la Chili et le Pérou à propos de l'accès de la Bolivie à la mer.

#### 4-5. AFRIQUE

— RÉPUBLIQUE SUD-AFRI-CAINE : la répression se durcit à l'égard des milieux religieux.

#### 6. PROCHE-ORIENT

— LIBAN : le « tulle » syrien réduit sensiblement la liberté de mouvement du président Sarkis.

#### 6. ASIE

#### 7 à 11. POLITIQUE

— Le nouveau maire de Lyon sera désigné le 5 décembre.

#### 12-13. JUSTICE

#### 14-15. SPORTS

— RUGBY : les Bitorois ne sont pas des poètes.

— JUDO : la victoire de la France sur l'Australie.

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

PAGES 17 A 22

Les nouvelles menaces sur l'approvisionnement en énergie.

— Au-delà des prix du pétrole : — E.D.P. sur le fil du rasoir.

Vers une modernisation de la croissance démographique mondiale ?

La transformation et la commercialisation des produits alimentaires exploitent l'évolution de leurs prix.

Grâce à l'électronique et à l'informatique, vers un nouveau cycle long de croissance ?

La guerre de la chaussure : les armes des Italiens.

#### 23. CULTURE

— L'hommage à André Malraux.

#### 24-26. ARTS ET SPECTACLES

— CONCERTS : musique contemporaine au T.E.P.

#### 34-35. EDUCATION

— Les présidents d'instituts universitaires de technologie lancent un appel pressant au rétablissement des crédits.

— Le congrès du Mouvement d'action syndicale.

#### 35. SOCIÉTÉ

— Les congrès des directeurs d'établissements d'enfants inadaptés.

#### 35. DÉFENSE

— Les Conventions pour l'armée nouvelle réclament le droit d'association et d'expression pour les militaires.

#### 36. EQUIPEMENT ET RÉGIONS

— CORSE : le « coup de main » d'Aléria.

— CIRCULATION : vitesse plus sévèrement contrôlée sur les routes.

#### 37. LA RÉGION PARISIENNE

— Mal préparé, mal occupé, mal compris, le plan d'occupation des sols de la capitale sera-t-il « repris » après l'élection du maire ?

#### 38 à 40. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— Plus de veau aux hormones ?

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (24)

Annuaire classé (12) ; Carnet (25) ; Aujourd'hui (16) ; « Journal officiel » (16) ; Météorologie (16) ; Mots croisés (16) ; Bourne (11).

### LEGER RAFFERMISSEMENT DU FRANC

La tenue du franc sur les marchés des changes s'est un peu améliorée lundi matin. Le cours du dollar à Paris revenant de 4,9975 F à 4,9990 F et celui du deutschemark s'inscrivant au-dessous de 2,08 F. La livre a légèrement faibli ; elle s'est établie à moins de 1,63 dollar sur la place de Londres.

**PIANO ORGUE**  
Pour tout achat :  
**Piano center**

PARIS : Paris Ouest : 71, rue de l'Alpe, 92250 LA GARENNE - Tél. 242.36.30 & 782.75.87  
PARIS, ORGUES : Paris Est : 122-123, rue de Paris, 93000 MONTREUIL - Tél. 857.63.39

A B C D F G H

### A Abidjan

## Le Club de Dakar propose que dix industries soient développées en priorité dans les pays du tiers-monde

De notre envoyé spécial

Abidjan. — Pour la première fois dans une instance de ce genre, une liste précise d'activités à développer préférentiellement de façon concertée dans les pays en voie de développement a été présentée ce lundi 29 novembre au colloque du Club de Dakar qui a ouvert le président Houphouët-Boigny et qui se poursuivra jusqu'à vendredi.

Cette liste, appelée sans doute à susciter bien des commentaires dans les pays industrialisés, a été dressée à partir d'études réalisées, notamment par la Côte-d'Ivoire et la Communauté économique européenne, en vue d'une présélection d'industries d'exportation susceptibles d'être implantées dans les Etats africains et malgaches associés à la C.E.E., ainsi que par le commissariat général du Plan français.

Elle comprend dix sortes d'activités :

— La sidérurgie et la métallurgie des non-ferreux ;

— La fabrication d'engrais ;

— L'industrie de la chaussure ;

— La fabrication de cycles et de motocycles ;

— La fabrication de composants du petit appareillage électrique et du matériel téléphonique et le montage d'appareils radio et TV ;

— La bonneterie ;

— La confection (lingerie et chemiserie) ;

— Les industries du bois et du meuble ;

— La fabrication de jeux et jouets ;

— La fabrication de pâte à papier et de papiers et cartons.

Pour choisir ces dix activités, dont la liste va être discutée cette semaine, le groupe de travail du Club a pris en considération des critères qui n'avaient pas mentionnés les études précédentes du même genre, notamment en ce qui concerne les activités fortement polluantes ou consommatrices d'espace. Le Club de Dakar, fondé en 1972, réunit en nombre égal, on le sait, des personnalités du tiers-monde, des ministres responsables — du côté africain — et des chefs

● M. Thanin Kraoichien, premier ministre de Thaïlande, est arrivé, le lundi 29 novembre, en Malaisie pour discuter des moyens de lutter contre les maquisards communistes opérant le long de la frontière commune aux deux pays. En vertu d'un accord signé il y a deux ans, la Malaisie a le droit de poursuivre en territoire thaïlandais les maquisards communistes. Le précédent chef du gouvernement thaïlandais, M. Seni Pramot, avait cherché à annuler cet accord, mais il est probable que le nouveau régime, nettement anticomuniste, le reconduira. D'autre part, Radio-Rango a affirmé que la guérilla communiste en Thaïlande contrôlait maintenant quatre cents villages dans l'ensemble du pays. La radio a aussi affirmé que le nouveau régime de Bangkok avait « fausement » accusé des ressortissants vietnamiens en Thaïlande d'avoir complété contre le gouvernement, et en avait arrêté des milliers. — (A.P., Reuters.)

d'entreprises européennes (pour la France, par exemple, MM. Marcel Boiteux, directeur général de l'EDF, et Gérard Decoster, directeur international adjoint de Pechiney-Ugine-Kuhlmann). Il ne se contente pas d'énoncer des principes et de faire des propositions d'ordre très général, comme c'est le cas la plupart du temps dans les colloques de ce genre, mais il tient à formuler des propositions précises.

Outre la liste déjà mentionnée, il soumet cette fois à la discussion de ses membres un avant-projet de déclaration sur la coopération industrielle entre pays industrialisés et pays en voie de développement ainsi qu'un avant-projet de charte de coopération industrielle. La déclaration de coopération industrielle que M. Diawara, ministre ivoirien du plan et promoteur du Club, sera chargé de porter à la connaissance des gouvernements concernés comporte quatre points dont le second concerne le développement préférentiel de certaines activités industrielles et agricoles dans les pays en voie de développement, et le troisième la gestion concertée des ressources non renouvelables et la régularisation des recettes d'exportation des pays en voie de développement. L'avant-projet de charte de la coopération industrielle précise dans son article premier l'objectif de la démarche : « Les pays et groupes de pays industriels signataires acceptent de favoriser en accord avec les pays ou groupes de pays en voie de développement signataires le développement préférentiel chez ces derniers d'activités industrielles jusqu'ici principalement ou exclusivement réalisées dans les pays industrialisés. Les activités appelées à faire l'objet de ce développement préférentiel sont d'abord celles qui sont d'ordre bi ou multilatéral entre pays ou groupes de pays industrialisés et en voie de développement concernés. »

### Cinq objectifs

En avril 1975, lors d'une assemblée générale tenue à Paris, le Club, qui avait reçu l'appui des présidents du Sénégal et de la Côte-d'Ivoire, MM. Senghor et Houphouët-Boigny, avait défini les cinq thèmes de recherche qui font depuis l'objet de ses études :

● Identification d'activités transférables d'Europe en Afrique et recherche des modalités d'une politique contractuelle entre Etats et groupes d'Etats en matière de transferts industriels ;

● Recherche de nouvelles formes de coopération industrielle à établir au niveau des entreprises entre celles-ci et les pays d'accueil et les nationaux de ces pays ;

● Recherche des systèmes à garantir et autres mesures aptes à favoriser l'insertion des capitaux des pays détenteurs de ressources minières, agricoles, forestières dans le développement industriel de l'Afrique ;

● Esquisse d'un schéma de mise en valeur de l'Afrique de l'Ouest, considérée potentiellement comme une communauté de développement ;

● Recherche de nouvelles modalités de coopération globale entre pays industrialisés et pays en voie de développement.

Cinq groupes de travail mixtes étudiant, depuis, les conséquences pratiques de cinq objectifs.

JEAN SCHWABEL

### Condamné pour meurtre en 1960

## PIERRE JACQUOD ANCIEN BATONNIER DE GENÈVE DEMANDE SA RÉHABILITATION

Près de dix-sept ans après avoir été condamné à sept ans de réclusion pour un meurtre qu'il a toujours affirmé n'avoir pas commis, M. Pierre Jacquod, soixante et onze ans, se présente à nouveau le mardi 30 novembre devant la Cour de cassation de Genève pour demander sa réhabilitation. Il avait déjà saisi en 1974 la même juridiction, mais l'arrêt n'avait pu être rendu après la démission de deux des magistrats, l'un pour raisons de santé, l'autre à cause de sa nomination au tribunal fédéral.

Ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Genève, conseiller municipal et membre du comité directeur du parti radical, M. Pierre Jacquod avait été reconnu coupable par les jurés de la cour d'assises de Genève, le 5 février 1960, du meurtre de M. Charles Zumbach, père du jeune homme qui courrait son ancienne amie, Mlle Linda Rand. M. Zumbach avait été tué à coups de revolver et de poignard dans sa villa de Plan-les-Ouates, dans la banlieue genevoise, le soir du 1er mai 1958.

M. Jacquod a toujours contesté les résultats des expertises qui avaient abouti à sa condamnation. Il estimait que les experts étaient dénués de toute compétence professionnelle.

Au cours du procès, l'analyse des taches de sang humain décelées sur la gabadine de l'ancien bâtonnier et des traces de cellules hépatiques découvertes sur un poignard marseillais à son domicile avaient provoqué chez les spécialistes des conclusions contradictoires.

Libéré en 1963, M. Pierre Jacquod est aujourd'hui conseiller juridique dans l'une des plus importantes études de Genève.

### L'IMPRESARIO JOHNNY STARK RENOUVÉ EN CORRECTIONNELLE

M. Johnny Stark a été renvoyé en correctionnelle par M. Robert Landreau, premier juge d'instruction à Paris, pour infraction à la législation sur les changes et fraude fiscale. L'impresario, assisté de M. Cesarini, est accusé par la direction générale des impôts d'avoir dissimulé 8 400 000 francs de revenus environ pour les années 1970 et 1971 en faisant encaisser à Genève, sous le couvert d'une société suisse, des cachets versés à la chanteuse Mireille Mathieu pour des galas à l'étranger.

Le numéro du « Monde » daté 28-29 novembre 1976 a été tiré à 536 490 exemplaires.

### A LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'UNESCO

## Le projet contesté sur l'information est renvoyé à la prochaine session

Nairobi (A.F.P.). — Le projet de déclaration sur l'information préparé par des experts de pays socialistes et du tiers-monde, qui a été le sujet le plus controversé de la conférence générale de l'UNESCO, a été renvoyé à la prochaine réunion de la conférence, dans deux ans. Lundi 29 novembre a été adoptée une résolution présentée par les délégations de Norvège, d'Union soviétique, de Biélorussie, de l'Inde et de la France instaurant un « armistice ». Le texte « autorise » le directeur général à réunir à nouveau des experts « gouvernementaux et non gouvernementaux » pour rédiger un projet « délimité » et « propre à recueillir le plus de suffrages possible » et « suggère » tout autre mesure utile. La question sera inscrite à l'ordre du jour de la vingtième conférence générale, dans deux ans.

Les membres du « groupe de rédaction et de négociation », chargé de préparer à huis clos un compromis sur les sujets « explosifs », n'avaient pu parvenir à un accord sur le texte initial. Celui-ci avait rencontré une vive opposition des pays occidentaux, parce qu'il se référait dans son préambule à la résolution de l'Assemblée des Nations unies assimilant le sionisme à une forme de racisme et parce qu'il prévoyait que « les Etats sont responsables des activités de l'ensemble des médias placés sous leur juridiction ». Cette indication avait été interprétée comme une invitation à un contrôle gouvernemental de la presse.

Au cours d'une conférence de

presse, jeudi 25 novembre, M. Youri Kasheiev, directeur adjoint de l'information au ministère des affaires étrangères d'U.R.S.S., avait affirmé que sa délégation était prête à modifier l'article controversé, voire à le supprimer : celui-ci, selon lui, avait été mal compris et ne concernait que les organes d'information déjà placés sous le contrôle de l'Etat.

M. Kasheiev avait accusé les Occidentaux de se refuser à prendre l'engagement moral « d'utiliser les moyens d'information « en vue du renforcement de la paix et de la compréhension internationale et de la lutte contre la propagande belliqueuse, le racisme et l'apartheid », comme l'indiquait le titre du projet. Mais ce dernier effort a été vain, et l'Union soviétique a fini par se rallier à la proposition norvégienne.

● Le gouvernement italien n'autorisera pas la hausse du prix des quotidiens. Les directeurs de journaux souhaitaient faire passer le prix de leur publication de 150 à 200 lire. L'annonce de cette décision a été faite par le sous-secrétaire de la présidence du conseil, chargé des problèmes de presse, à l'issue d'une réunion présidée par M. Giulio Andreotti. En raison de l'augmentation du prix du papier journal, les éditions des quotidiens sont limitées à seize pages — huit d'informations et huit de publicité — depuis une semaine. Les directeurs de journaux menaçaient de les réduire à huit pages à partir du 1er décembre si aucun fait nouveau n'intervenait. — (A.F.P.)

### A "La Règle à Calcul" : une équipe de vente spécialisée dans les calculateurs Hewlett-Packard.

#### HP-25

programmable, 13 registres de mémoire, 8 tests, branchements fonctions trig, log, deg, rad, grad, conversions rect/polaire, fourni avec 56 programmes d'applications.  
980 F ttc

#### HP-21

5 registres de mémoire - 20 fonctions scientifiques préprogrammées, notation scientifique, deg, rad.  
480 F ttc

#### HP-22

calculateur universel - scientifique, statistique, économiste - y, x, t, A, %, droite de tendance - amortissements, annuités.  
780 F ttc

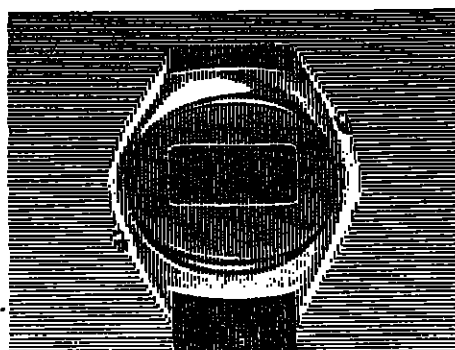


65-67, bd Saint-Germain, 75005 Paris.  
Tél. : 033 02 63 033 34 61

1<sup>er</sup> distributeur agréé en France des calculateurs de poche électroniques HP

HEWLETT PACKARD

Bracelet-montre à quartz digital en or poli et satiné à affichage permanent avec 5 fonctions : l'heure, la minute, la seconde, le jour et le mois.



## Enfin, le premier hommage de la haute joaillerie au quartz.

**BOUCHERON**

26, Place Vendôme, 75001 Paris, Tél. 261.58.16, Genève, Londres, Tokyo, Osaka.

